

# LA VERITE

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

section française de IV<sup>e</sup> Internationale  
(Centre international de reconstruction)



## SOMMAIRE

Présentation ..... p. 3

DANIEL GLUCKSTEIN ..... p. 9

Lettre ouverte à la  
Sainte Inquisition renaissante

FRANÇOIS FORGUE ..... p. 17

Lénine, l'homme à abattre.  
Pourquoi cet acharnement ?

CHRISTIAN FOSTIER ..... p. 43

La construction du Parti bolchevique  
(1912-1914)

JEAN-JACQUES MARIE ..... p. 55

La nouvelle offensive  
contre Lénine en URSS

## DOCUMENT

LÉON TROTSKY ..... p. 63

Bolchevisme et stalinisme

*« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.*

*Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »*

Léon Trotsky

# LA VERITE

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

section française de IV<sup>e</sup> Internationale  
(Centre international de reconstruction)

## SOMMAIRE

Présentation ..... p. 3

**DANIEL GLUCKSTEIN** ..... p. 9

Lettre ouverte à la Sainte Inquisition renaissante

**FRANÇOIS FORGUE** ..... p. 17

Lénine, l'homme à abattre.

Pourquoi cet acharnement ?

**CHRISTIAN FOSTIER** ..... p. 43

La construction du Parti bolchevique  
(1912-1914)

**JEAN-JACQUES MARIE** ..... p. 55

La nouvelle offensive  
contre Lénine en URSS

## DOCUMENT

**LÉON TROTSKY** ..... p. 63

Bolchevisme et stalinisme

# LA VÉRITÉ

REVUE THÉORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

Secteur théorique de l'A. International  
(Centre théorique de l'écousticité)

éditions

Une édition spéciale « La vérité » est destinée à tous ceux qui, tout au long de leur vie, ont été confrontés à un moment ou à un autre à la vérité. La vérité est toujours révélée par les personnes qui connaissent la vérité de leur situation, c'est-à-dire par celles qui sont dans le vrai.

## SOMMAIRE

Présentation .....	b. 3
DANIEL GLUCKSTEIN .....	b. 9
Lettere ouverte à Is	
Suisse judiciaire transsuisse	
François FORGE .....	b. 15
Légitime, l'homme à sa place	
Pourquoi cet changement ?	
CHRISTIAN FOSTIER .....	b. 43
La construction du Parti bolchevique	
(1912-1914)	
JEAN-JACQUES MARIE .....	b. 55
La nouvelle offre sociale	
Courtisé légitime en URSS	

## DOCUMENT

LEON TROTSKY .....	b. 63
Bolchevisme et socialisme	

## Présentation

Il a été fait grand bruit autour du colloque organisé à Paris les 21 et 22 février avec le patronage des plus hautes autorités de l'Etat et du gouvernement sous le titre « *Où va l'Est ?* ». Y participaient des membres des nouveaux gouvernements mis en place dans différents pays de l'Est (comme Petre Roman, dirigeant avec Iliescu du Front de salut national de Roumanie, Premier ministre ; comme Bronislaw Geremek, principal conseiller du gouvernement Mazowiecki).

Parmi ceux qui y parlèrent se trouvait Jorge Semprun, ex-responsable du parti stalinien en Espagne, aujourd'hui ministre de la Culture du gouvernement de Felipe Gonzalez.

Semprun a notamment déclaré que les bouleversements en cours en Europe de l'Est apportaient un démenti à « *toutes les prévisions de la gauche européenne qui avait cherché à utiliser le marxisme comme instrument d'analyse et de connaissance* ».

La presse — la grande et la moins grande — a accordé un intérêt moindre aux Journées d'études organisées elles aussi à Paris, les 10 et 11 février par le Parti communiste internationaliste (la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale-CIR) et portant sur les développements en Europe de l'Est.

A vrai dire, la presse a manifesté à l'égard de ces Journées d'études un intérêt qu'il faut qualifier de « négatif ». Elle s'est bien gardée de même les mentionner !

Pourtant, pendant deux jours, plus de mille travailleurs et jeunes ont écouté avec passion les contributions apportées par des militants, des intellectuels, des jeunes de Roumanie, de Pologne, de Bulgarie, d'URSS, de Chine, de Tchécoslovaquie, de Yougoslavie, de Hongrie et de RDA.

Il est vrai que les participants de ces Journées d'études n'étaient ni des membres, ni des conseillers des gouvernements qui cherchent à assurer la continuité avec les régimes bureaucratiques que les masses ont déséquilibrés, ébranlés ou disloqués. C'étaient des militants, des organisateurs de syndicats indépendants, des membres de partis ou de groupes combattant la bureaucratie, de tendances et d'expériences différentes.

Ils ont au terme de ces journées décidé, dans le respect de la diversité de leurs points de vue, de poursuivre la discussion dans un comité de liaison des démocrates et militants de l'Europe de l'Est et de Chine. Ils ont décidé, parce qu'ils se plaçaient du point de vue des intérêts des travailleurs et de leur unité, de s'associer à un appel pour une conférence ouvrière de toute l'Europe de l'Est et de l'Ouest.

Cette conférence se tiendra à Berlin les 16 et 17 juin 1990, date anniversaire du premier soulèvement ouvrier contre la bureaucratie de juin 1953.

Il est non moins vrai — et en contradiction avec les affirmations du ministre de la Culture du gouvernement monarchique de Felipe Gonzalez — que le cadre de ces Journées d'études n'était ni la « faillite » du marxisme, ni celle du communisme. Elles se tenaient à l'initiative de la IV<sup>e</sup> Internationale, du Parti communiste internationaliste. Explicitement, dans l'invitation faite pour ces Journées d'études comme dans les contributions de ses représentants, le PCI rappelait que cette année 1990 déjà marquée par d'immenses bouleversements était aussi celle du 120<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Lénine et du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat de Trotsky par un agent de Staline. Et l'un des motifs essentiels de l'assassinat de Trotsky, c'est que sur la base d'une analyse scientifique — marxiste — de la dégénérescence bureaucratique de l'URSS, de la constitution d'un monstrueux appareil de coercition contre la révolution, il avait conclu à la nécessité d'une nouvelle Internationale.

Cette Internationale, l'un de ses fondements, c'était l'inéluctabilité de la révolution politique contre la bureaucratie. Le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale adopté en 1938 définissait ainsi le programme de la révolution ouvrière contre la bureaucratie :

*« La nouvelle montée de la révolution en URSS commencera, sans aucun doute, sous le drapeau de la lutte contre l'inégalité sociale et l'oppression politique. A bas les priviléges de la bureaucratie ! A bas le stakhanovisme ! A bas l'aristocratie soviétique avec ses grades et ses décorations ! Plus d'égalité dans le salaire de toutes les formes de travail !*

*La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usine, pour la liberté de réunion et de presse, se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la démocratie soviétique.*

*La bureaucratie a remplacé les soviets, en tant qu'organes de classe, par la fiction du suffrage universel, dans le style de Hitler-Goebbels. Il faut rendre aux soviets non seulement leur libre forme démocratique, mais aussi leur contenu de classe. De même qu'auparavant la bourgeoisie et les koulaks n'étaient pas admis dans les soviets, de même maintenant la bureaucratie et la nouvelle aristocratie doivent être chassées des soviets. Dans les soviets, il n'y a place que pour les représentants des ouvriers, des kolkhoziens du rang, des paysans et des soldats rouges.*

*La démocratisation des soviets est inconcevable sans la légalisation des partis soviétiques. Les ouvriers et les paysans eux-mêmes, par leurs libres suffrages, montreront quels partis sont soviétiques.*

*Révision de l'économie planifiée de haut en bas, dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs ! Les comités d'usine doivent reprendre le droit de contrôle sur la production.*

*Les coopératives de consommation, démocratiquement organisées, doivent contrôler la qualité des produits et leurs prix.*

*Réorganisation des kolkhozes en accord avec la volonté des kolkhoziens et selon leurs intérêts !*

*La politique internationale conservatrice de la bureaucratie doit faire place à la politique de l'internationalisme prolétarien. Toute la correspondance diplomatique du Kremlin doit être publiée. A bas la diplomatie secrète !*

*Tous les procès politiques montés par la bureaucratie thermidorienne doivent être révisés, dans les conditions d'une publicité complète et d'un libre examen. Les organisateurs des falsifications doivent en supporter le châtiment mérité.*

*Il est impossible de réaliser ce programme sans le renversement de la bureaucratie, qui se maintient par la violence et la falsification. Seul le soulèvement révolutionnaire victorieux des masses opprimées peut régénérer le régime soviétique et assurer la marche en avant vers le socialisme. Seul le parti de la IV<sup>e</sup> Internationale est capable de mener les masses soviétiques à l'insurrection.*

*A bas la clique bonapartiste de Caïn-Staline !*

*Vive la démocratie soviétique !*

*Vive la révolution socialiste internationale ! »*

Sans aucun doute — et les analyses de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) l'ont montré — les rythmes de la crise d'effondrement du stalinisme ont été beaucoup plus longs que Trotsky ne l'envisageait, et cela n'a pas été sans conséquences quant au degré atteint par le parasitisme de la bureaucratie et quant aux formes que prend sa décomposition liée à sa soumission étroite à l'impérialisme.

Il demeure que le mouvement réel, vivant, de la révolution ouvrière contre la bureaucratie — qui s'affirme dans des conditions sociales marquées par un processus de décadence, de pourrissement du système capitaliste mondial — vérifie l'analyse que Trotsky avait faite de la bureaucratie stalinienne.

Et cette analyse procédait de l'application de la méthode marxiste à la réalité contradictoire de l'URSS.

Hier, la bureaucratie, pour préserver son pouvoir et ses priviléges, prétendait les couvrir d'une référence à un prétendu « *marxisme* » qui était la négation d'une théorie ancrée dans le combat émancipateur des travailleurs du monde. De même qu'elle protégeait son monopole du pouvoir par la violence la plus meurtrière, par la répression à une échelle gigantesque, c'est par la calomnie, les effroyables procès truqués, la violence et l'assassinat que la bureaucratie préservait son monopole « *idéologique* ».

Aujourd'hui, nombre de ceux qui acceptèrent les crimes de la bureaucratie et chantèrent ses louanges reprennent « à l'envers » le même argument : les crimes monstrueux de la bureaucratie procèdent du marxisme...

En même temps, leurs louanges vont maintenant à « l'économie de marché », au capitalisme dont ils proclament le triomphe...

Les discours et les mots sont une chose. La réalité en est une autre.

La réalité, c'est celle d'un tournant mondial de caractère historique nourri par toute la marche antérieure de la lutte des classes et qui met en cause les fondements de l'ordre mondial, l'ordre de l'exploitation et de l'oppression tel qu'il a été préservé au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale.

La chute ou la crise ouverte des dictatures bureaucratiques à l'est de l'Europe ont été, par exemple — et chacun le reconnaît —, un élément majeur dans la vague montante du mouvement des travailleurs et des jeunes dans le continent africain écrasé par les plans du FMI. Travailleurs et jeunes du Bénin, du Gabon, de la Côte-d'Ivoire, se dressent contre le système du « parti unique », contre les régimes corrompus qui se font les instruments des plans d'extorsion du FMI, ils se dressent contre la domination et le pillage impérialistes, pour la démocratie.

Les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale ne considèrent pas leur programme et leurs conclusions comme un ultimatum. Les immenses bouleversements en cours rendent nécessaires, avant tout, la discussion entre tous ceux qui se placent sur le terrain de la défense des intérêts des travailleurs, qui cherchent la voie du combat contre l'impérialisme et contre la bureaucratie pour l'indépendance à l'égard des partis staliniens et des partis de la II<sup>e</sup> Internationale.

Cette discussion est une composante indissociable de l'action pratique dans la voie de la constitution d'une organisation internationale des travailleurs exprimant les intérêts communs des travailleurs du monde. Dans cette voie s'inscrit la Conférence ouvrière de Berlin qui met à l'ordre du jour comme seule réponse à l'Europe de l'exploitation, de l'oppression et de la division, l'Europe de la CEE et du déni du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'Europe des travailleurs et de la démocratie, les Etats-Unis socialistes d'Europe, c'est la voie de la Conférence mondiale pour une Association internationale de partis et d'organisations indépendants.

La IV<sup>e</sup> Internationale a, dans la dernière période, contribué à cette discussion, notamment en analysant les développements en URSS, en Chine et en Europe de l'Est, et en caractérisant le contenu de la « perestroïka ».

Ce numéro de *La Vérité* a comme objet de rétablir quelques faits et quelques données quant au communisme et au bolchevisme, de souligner leur place dans la continuité de l'action émancipatrice des travailleurs.

Dans le déchaînement médiatique sur le thème de la « faillite du marxisme », il y a des cibles de choix :

- D'une part, le communisme que, sans vergogne, on assimile à la dictature de la bureaucratie. On assisterait à son effondrement.

C'est pourquoi il est apparu indispensable de rétablir dans sa réalité le communisme qui, comme le disait Marx, est « *le mouvement réel qui tend à l'abolition de l'état de choses existant* », comme expression de la continuité — dans sa diversité — du mouvement ouvrier international. De rappeler qu'aussi bien Marx et Engels que Babeuf, Blanqui, Jaurès, Bakounine, s'en réclamaient, comme Lénine et Trotsky.

- D'autre part, le bolchevisme, le leninisme, qui font l'objet d'une condamnation sans appel où les nouveaux promus de la nomenklatura rejoignent les défenseurs patentés de l'ordre bourgeois.

Si Lénine et le bolchevisme sont à la fois « dépassés » et « écrasés » par les événements, on peut raisonnablement se demander les motifs de cet acharnement. Il était nécessaire de répondre à cette question.

Ce numéro de *La Vérité* appelle un prolongement. Le 20 août 1940, il y aura cinquante ans dans quelques mois, Léon Trotsky tombait sous les coups d'un tueur agissant sur les ordres de Staline.

*La Vérité* publiera un numéro spécial consacré au combat de celui qui, avec Lénine, fut à la tête du Parti bolchevique lors de la révolution d'Octobre, du fondateur de la IV<sup>e</sup> Internationale.

● *La Vérité*

---

(1) Un compte rendu complet a été publié dans *Tribune Internationale* n° 54 de mars 1990.

Malgré le pape Jean Paul II, son discours de télévision sur mort du cardinal Ratzinger, et celle de l'évêque de Crémone, il est vrai, avait exprimé au lendemain de la mort du Mgr de Berney, pour s'amplifier avec le renversement de Ceausescu.

Journalistes et sociologues, de droite et de gauche, ouïs, staliniers repentis, maoïstes révoltaux, descendants chauvinistes, ex-pétrolières, économies et d'une multitude syndicalistes peureux, chose à qui endossera le plus vite la chemise armée, à qui formuleront ses sentences les plus définitives sur le sort du communisme.

Un peu partout dans les médias, se dressent les brûches.

A qui sont destinées ? A qui, meurtres de la Sainte Inquisition romaine, destins vous vos fagots ? Aux quelques dizaines de milliers de bureaucraties d'URSS qui gardent cette hantise dans l'angoisse mortelle, hantise déconcertante des malades stupides de Staline et de ses humains ? Certainement pas Gorbatchev, si vite sauvé par vous à l'heure de l'annee 90. Pas un brin ne se passe sans que vous ne vous réjouissiez quelque volgarité stupide à l'égard de ceux qui, au bout du compte, est bien l'un des vôtres. Pourquoi ces fagots ? Pour les empêcher de faire de sens national roumain, de faire de parti de Ceausescu, pour les grands Staliniens du SFIO-PCF de faire pour les ex du PCOF polonais ? C'est

peut-être pour que les autres, Peugeot, Renault, Michelin, Pirelli, Bata, Renault, et leurs amis, puissent continuer à faire leur commerce, à gagner de l'argent, élevant le niveau du pape à l'exceptionnel.

Pour que les fagots ? Pour la Presse, les banques, surtout celles liées au Mag ? Certainement pas, cependant, parmi les gens vraiment révolutionnaires, c'est à qui rompt les relations les plus étroites avec le régime des assassins galactiques de Pékin.

Qui épousera la supercherie, vos amis de diverses effarouchées sur les fauteurs des dictatures, mercant leur effronterie, ne sauront ni faire ce qu'ils doivent faire, les avez naguère soutenus (1) et démontrer combien vous appréciez ces fausse commanditaires : mais gris bureaucraties qui n'ont à la bouche que « marché, profit, rentabilité ».

## QUI EST LENIN ?

L'ennemi, votre ennemi, c'est la mortelle hantise de la communauté. Vos fagots, vous les destinez à ceux qui

(1) Ces mêmes personnes, dans leurs dernières années, Rocard, Chirac, Giscard, Démangeot, avaient été eux-mêmes égorgés aux coups de gueule de ces fagots. Mais, au bout de deux ou trois ans, lorsque l'ordre fut donné de faire de l'ordre dans la France de Vichy, de Maréchal, à la révolution par Staline de Trotsky et des militaires soviétiques,



# Lettre ouverte à la Sainte Inquisition renaissante

Par Daniel GLUCKSTEIN

Voici donc revenu le temps des bûchers, des grands prêtres, des tribunaux inquisitoriaux, et des autodafés. Baisant le sol de Tchécoslovaquie, ce 21 avril, le pape Jean Paul II prit grand soin de célébrer la mort du communisme, « *cette mortelle utopie* ». La croisade, il est vrai, avait commencé au lendemain de la chute du Mur de Berlin, pour s'amplifier avec le renversement de Ceausescu.

Journalistes et sociologues, de droite et de gauche, curés, stalinien repentis, mitterrandolâtres, giscardiens, chiriquiens, ex-pétainistes, lepénistes et même quelques syndicalistes égarés, c'est à qui endossera le plus vite la lourde armure, à qui formulera les sentences les plus définitives sur la mort du communisme.

Un peu partout dans les médias, se dressent les bûchers.

A qui sont-ils destinés ? A qui, messieurs de la Sainte Inquisition renaissante, destinez-vous vos fagots ? Aux quelques dizaines de millions de bureaucraties d'URSS qui gardent entre leurs mains l'appareil répressif hérité directement des mains sanglantes de Staline et de ses hommes ? Certainement pas : Gorbatchev a été sacré par vous « l'homme de l'année », et pas un jour ne se passe sans que votre presse ne se livre à quelque vulgaire flagornerie à l'égard de celui qui, au bout du compte, est bien l'un des vôtres. Pour qui, donc, les fagots ? Pour les membres du Front de salut national roumain, ex-dirigeants du parti de Ceausescu, pour les dirigeants stalinien du SED-PDS de RDA, pour les ex du POUPO polonais ? Certai-

nement pas, puisqu'avec tous ceux-là, vous collaborez le plus étroitement du monde, soutenez les gouvernements auxquels ils appartiennent, appuyez leur politique. Pour qui les fagots ? Pour les milliers de flics staliniens de Prague, hier artisans de *L'Aveu* et, aujourd'hui, au garde à vous, assurant la garde du pape ? Certainement pas.

Pour qui les fagots ? Pour Li Peng, le boucher sanglant de la place Tien An Men ? Certainement pas, puisque, parmi les gouvernements occidentaux, c'est à qui renouera les relations les plus étroites avec le régime des assassins galonnés de Pékin.

Ici apparaît la supercherie. Vos cris de vierges effarouchées sur les horreurs des dictatures aujourd'hui effondrées ne sauraient ni faire oublier combien vous les avez naguère soutenues (1) ni dissimuler combien vous appréciez ces faux « communistes » mais vrais bureaucraties qui n'ont à la bouche que « marché, profits, rentabilité ».

## QUI EST L'ENNEMI ?

L'ennemi, votre ennemi, c'est la « mortelle utopie » : le communisme. Vos fagots, vous les destinez à ceux qui

(1) Faut-il rappeler que Yalta-Potsdam, c'était l'accord Roosevelt-Churchill-Staline, organisant ensemble l'ordre mondial imposé aux peuples du monde contre leur volonté ? Faut-il rappeler les grands silences lors des procès de Moscou, l'aide apportée par les gouvernements « démocratiques » de France, des USA, de Norvège, à la persécution par Staline de Trotsky et des militants anti-staliniens ?

ont eu et ont le front d'affirmer que la propriété privée des moyens de production n'est pas plus éternelle que la division de la société en classes sociales. Vos fagots, vous les destinez à ceux qui combattent pour un monde débarrassé de l'exploitation et de l'oppression, une société sans classes et sans Etat, où tous les moyens de production soient la propriété de tous, et source de jouissance pour tous. Voilà pourquoi, sur vos bûchers, vous n'envisagez de convoquer ni Gorbatchev ni Honecker, ni Jaruzelski ni Li Peng, car ce serait faire injure à ces messieurs que de les accuser de vouloir la suppression de la propriété privée des moyens de production (eux qui ne ménagent, au contraire, aucun effort pour la rétablir). Et ce serait faire injure au communisme que de prétendre que ces messieurs agiraient pour hâter son avènement.

Premiers promis au bûcher de nos modernes inquisiteurs : Lénine et Marx, bien sûr. Le premier n'a-t-il pas fondé l'Internationale communiste et les partis communistes (alors révolutionnaires), suivant en cela le second, auteur du célèbre *Manifeste du parti communiste*? Que Marx et Lénine soient, contrairement aux faits (2), présentés par vous comme les responsables du stalinisme, voilà qui, hélas, ne saurait surprendre, tant le procédé est éculé. Mais avez-vous songé que vous ne pourrez en rester là ? Avez-vous songé à la liste de tous ceux qu'il va vous falloir, nécessairement, convoquer de la sorte devant votre tribunal ?

## L'ACCUSÉ JAURÈS

Jean Jaurès, par exemple, dont se réclament parfois, bien abusivement, certains des inquisiteurs d'aujourd'hui. Eh bien, Jaurès déclarait dans son discours au congrès socialiste de Lille de 1900 :

*« Pour qu'il y ait vraiment lutte de classes, pour que tout le prolétariat organisé entre en bataille contre le capitalisme, il ne suffit pas qu'il y ait antagonisme des intérêts entre les capitalistes et les salariés, il faut que les salariés*

*espèrent, en vertu des lois mêmes de l'évolution historique, l'avènement d'un ordre nouveau dans lequel la propriété, cessant d'être monopoleuse, cessant d'être particulière et privée, deviendra sociale, afin que tous les producteurs associés participent à la fois à la direction du travail et au fruit du travail. »*

Pour Jean Jaurès, il était indispensable d'« enfoncer dans les esprits (...) l'idéal collectiviste et communiste » (3). Discutant de la place de la grève générale, Jaurès souligne que la classe ouvrière doit être « nettement avertie, dès l'origine, que c'est pour l'entièvre révolution communiste qu'elle se met en grève » (4). Et c'est parce qu'il ne peut « attendre la transformation de l'ordre capitaliste en ordre collectiviste ou communiste » d'autre chose que de sa propre action que le prolétariat doit « prendre lui-même en main la défense de la cause » (5).

Ainsi parlait Jaurès, pour qui, c'était l'évidence, l'avenir de l'humanité appartenait au communisme.

Trois quarts de siècle après son assassinat, des individus dont certains ne craignent pas d'usurper le nom de « socialistes » n'ont de cesse de cloquer au pilori tout ce qui a trait au communisme : l'idée, le terme, les partisans.

N'eût-il succombé au coup mortel de Vilain, Jaurès serait-il aujourd'hui exclu du congrès de Rennes du Parti socialiste ? Ses œuvres devraient-elles être livrées au grand autodafé qui se prépare ?

Derrière Jaurès, d'autres grandes figures se profilent, dans l'attente obligée, elles aussi, de la Sainte Inquisition. Car le communisme, la société sans classes, ont toujours constitué l'idéal guidant l'action des militants ouvriers, des socialistes, des syndicalistes depuis deux siècles.

(2) Lire dans ce numéro de *La Vérité* les articles de François Forgue, Christian Fostier, Jean-Jacques Marie.

(3) Cité dans « *Jaurès, la classe ouvrière* », p. 157.

(4) *Ibidem*, p. 101.

(5) Congrès de Lille.

---

## DES MÉTHODES DIVERGENTES, UN BUT COMMUN

---

Le mouvement syndical en France s'est construit en référence explicite à l'idéal communiste. Au congrès syndical de Marseille en 1879, un texte adopté demande « *la collectivité du sol, sous-sol, instruments de travail, matières premières, donnés à tous et rendus inaliénables par la société, à qui ils doivent retourner* ». Cela est la position des syndicalistes révolutionnaires, mais aussi des syndicalistes réformistes. C'est ainsi qu'au début du siècle un syndicaliste résolument réformiste comme Keufer peut écrire :

*« Ces résultats (la transformation de la société) seront-ils obtenus par la seule et constante proclamation des principes révolutionnaires, en réservant les forces du prolétariat jusqu'au jour certain où l'organisation syndicale permettra d'accomplir une action générale et assurera l'avènement d'une société communiste ou d'une société positiviste ? Ou bien se placera-t-on sur un terrain moins théorique, plus pratique, pour la conquête d'améliorations quotidiennes ?*

*Vaut-il mieux organiser la résistance aux abus, barrer la route au passé et marcher progressivement vers notre idéal ?*

*Personnellement, je suis un partisan résolu de cette dernière méthode... »* (6).

Réformistes et révolutionnaires divergeaient alors sur les méthodes. Mais le but ne se discutait pas : le communisme. C'est tout le mouvement ouvrier, toutes ses composantes historiques, que vise l'actuelle tentation d'excommunication du communisme. Tout le mouvement ouvrier. La Charte d'Amiens, adoptée en 1906 par le congrès confédéral de la CGT et revendiquée aujourd'hui par la CGT-Force ouvrière et la CGT, stipule en effet ceci :

*« La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat.*

*Le congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classes qui oppose, sur le terrain éco-*

*nomique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière.*

*Le congrès précise, par les points suivants, cette affirmation théorique :*

*Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc.*

*Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale. »*

Mais qu'est-ce qu'une société où salariat et patronat auront disparu et dont la CGT veut hâter l'avènement, sinon une société sans classes et sans Etat : le communisme ?

Et il se trouverait en 1990, au sein du mouvement syndical, des individus pour réclamer que l'on mette hors la loi (syndicale) la seule référence au communisme ? Eh là, messieurs, doucement, ce n'est pas si simple : à vous suivre, on créerait une situation où la Charte d'Amiens serait réduite à circuler clandestinement, sous le manteau, en samizdat en somme !

---

## BLANQUI AU BÛCHER

---

On peut — et c'est notre cas — considérer Marx comme le principal penseur du communisme, celui qui lui a donné son contenu scientifique et son assise théorique. Mais on ne saurait réduire le communisme à Marx. Avant lui, c'est le grand révolutionnaire Auguste Blanqui

(6) A. Keufer, « *Les Deux Conceptions du syndicalisme* ».

à qui l'on doit le texte célèbre intitulé « *Apologie du communisme* », où l'on peut lire notamment :

*« On reproche au communisme d'être le sacrifice de l'individu et la négation de la liberté. Mais s'il doit être fils de la science, qui osera se porter accusateur contre l'enfant d'une telle mère ? Où sont d'ailleurs les preuves de l'imputation que l'on lance ! Elle n'est qu'une insulte gratuite, puisque l'accusé n'a jamais vécu.*

*La liberté qui plaide contre le communisme, nous la connaissons : c'est la liberté d'exploiter à merci, la liberté des grandes existences — comme le dit Renan — avec la multitude pour marchepied. Cette liberté-là, le peuple l'appelle oppression et crime. Il ne veut plus la nourrir de sa chair et de son sang.*

*Moralistes et législateurs posent tous en principe que l'homme est tenu de faire à la société le sacrifice d'une portion de sa liberté, en d'autres termes que la liberté de chacun a pour limite la liberté d'autrui. Cette définition est-elle obéie par l'ordre actuel, avec ses deux catégories de privilégiés et de parias ? Combien faut-il de servitudes pour faire une liberté ? 10, 20, 60, 100, 2 000, 30 000, 100 000 ? Innombrables, les tarifs, innombrables, leurs applications. La chaîne seule ne varie pas.*

*Tout empiétement sur la liberté d'autrui viole la définition des moralistes, la seule légitime, quoique toujours restée un vain mot. Elle implique donc parité sociale entre les individus ; d'où il suit que la liberté a pour limite l'égalité. Seule l'association intégrale peut satisfaire cette loi souveraine. Le vieil ordre la trépigne sans pudeur et sans pitié. Le communisme est la sauvegarde de l'individu ; l'individualisme en est l'extermination. Pour l'un, tout individu est sacré. L'autre n'en tient pas plus compte que d'un ver de terre (...). Le communisme est l'essence, la moelle de la République (...). Loin de s'imposer par décret, le communisme doit attendre son avènement des libres révoltes du pays. »* (7).

Au bûcher, donc, Blanqui, avec tous les autres !

Et avec lui tous les penseurs socialistes avant Marx : Fourier, qui prônait la « propriété collective » et proposait de

« transformer tous les salariés en propriétaires co-interessés ou associés » (8), et aussi Proudhon, dont l'idéal de « mutuelle » visait à ce que,

*« dans une industrie, tous les travailleurs, au lieu de travailler pour un entrepreneur qui les paie et garde leurs produits, travaillent les uns pour les autres et concourent ainsi à un produit commun dont ils partagent le bénéfice. »* (9).

Et aussi Etienne Cabet, qui voyait dans le communisme « *le vrai christianisme* » et qui, à la misère et à la déchéance de la classe ouvrière, envisageait le remède en ces termes :

*« Le remède ne peut se trouver que dans des institutions sociales, dans une réforme sociale, dans une réorganisation sociale, démocratique, populaire, qui supprimera la cause du mal, l'inégalité ou l'individualisme, et qui la remplacera par le principe contraire, par l'égalité ou la fraternité, ou le communisme.*

*Dans le système du communisme, c'est la communauté ou la société qui est propriétaire du sol, des manufactures, des instruments, des machines et des produits, soit naturels, soit fabriqués, qu'elle distribue à tous les ouvriers ou à tous les citoyens. »* (10).

Le communisme ? C'est aussi le courant anarchiste. C'est Bakounine écrivant dès 1844 qu'il était « *communiste de tout son cœur* » (11). C'est la CNT espagnole discutant dans son congrès de Saragosse (1926) du « *communisme libertaire* », communisme libertaire que les anarchistes catalans de la FAI proclament lors de l'insurrection armée du bassin minier du Haut-Llobregat, en 1931 (12).

Eh oui, messieurs, à vouloir tordre le cou à tout ce qui a trait au communisme, il vous faudra recourir aux plus grandes purges !

(7) Extrait de « *150 ans de pensée socialiste* », de P. Louis.

(8) Fourier, « *Textes choisis* », pp. 59 et 138.

(9) Proudhon, « *Oeuvres choisies* », pp. 59 et 125.

(10) Etienne Cabet, « *L'Ouvrier* », brochure, 1844, cité dans « *150 ans de pensée socialiste* »

(11) Cité par F. Venturi, « *Les Intellectuels, le Peuple et la Révolution* ».

(12) Cf. Pierre Broué, « *La Révolution espagnole* ».

A ceux qui objectent parfois, en toute sincérité : « Même si l'on admet que le stalinisme n'a rien à voir avec le communisme, le terme n'est-il pas cependant souillé, dévalorisé, du fait même que les crimes du stalinisme se sont parés de son nom ? », nous répondons ceci : « Certes, le nom est sali. Mais discutons du contenu. Propriété privée des moyens de production ou société sans classes ? »

Car enfin, c'est avant même que le terme ne se généralise que, l'idéal communiste s'est dégagé progressivement à travers maints cheminements des premiers combats démocratiques et ouvriers du début du XIX<sup>e</sup> siècle, avant même que le mouvement ouvrier ne s'organise solidement sur cet axe. Ainsi, la Ligue des Justes (1836-1847), bien avant de se transformer en Ligue des communistes (1847-1852) et d'accueillir dans ses rangs Karl Marx, avait-elle inscrit dans son programme (rédigé par le tailleur Wilhelm Weitling) :

*« La communauté des biens est le moyen de sauver l'humanité ; elle transformera pour ainsi dire la Terre en un paradis. »* (13).

## « LE TERROIR N'EST A PERSONNE, MAIS IL EST A TOUS »

Mais cette « ligue » elle-même s'inscrivait dans une tradition plus ancienne, la tradition babouviste, surgie dans le cœur même de la Révolution française.

*« Nous prouverons que le terroir n'est à personne, mais qu'il est à tous. Nous prouverons que tout ce qu'un individu en accapare au-delà de ce qui peut le nourrir est un vol social »,*

écrivait Gracchus Babeuf (14), qui désignait en ces termes le « dernier abus » que la Révolution française n'ait pas encore déraciné :

*« La Révolution française nous a donné preuves sur preuves que des abus, pour être anciens, n'étaient point indéracinables ; qu'au contraire ce fut leur excès et la lassitude de leur longue existence qui en a sollicité plus impérativement la destruction. La Révolution nous*

*a donné preuves sur preuves que le peuple français, pour être un grand et vieux peuple, n'est pas pour cela incapable d'adopter les plus grands changements dans ses institutions, de consentir aux plus grands sacrifices pour les améliorer. N'a-t-il pas tout changé depuis 1789, excepté cette seule institution de la propriété ? Pourquoi cette seule exception, si justement on reconnaît qu'elle tombe sur ce qu'il y a de plus abusif, sur la plus déplorable création de nos fantaisies ? L'ancienneté de l'abus arrêtera-t-elle ici plus que la même circonstance n'a pu faire pour tous les autres abus qui ont été renversés ? (...).*

*S'il en est ainsi, si un tel bouleversement est réellement inévitable, je ne vois pas que la possibilité éventuelle du retour à l'état de communauté puisse n'être qu'un rêve. »* (15).

Faut-il rappeler ici le *Manifeste des Egaux*, qui constitue en fait, dès 1795, le premier programme politique centré sur la nécessité de la suppression de la propriété privée des moyens de production ?

*« Peuple de France !*

*Pendant quinze siècles tu as vécu esclave et par conséquent malheureux. Depuis six années tu respire à peine dans l'attente de l'indépendance, du bonheur et de l'égalité.*

*L'égalité ! Premier vœu de la nature ! Premier besoin de l'homme, et principal noeud de toute association légitime ! (...) L'égalité ne fut autre chose qu'une belle et stérile fiction de la loi. Aujourd'hui qu'elle est réclamée d'une voix plus forte, on nous répond : "Taisez-vous misérables ! L'égalité de fait n'est qu'une chimère. Contentez-vous de l'égalité conditionnelle. Vous êtes tous égaux devant la loi. Canaille ! Que te faut-il de plus ?" Ce qu'il nous faut de plus ! Législateurs, gouvernants, riches propriétaires, écoutez à votre tour. (...)*

*Le peuple a marché sur le corps aux rois et aux prêtres coalisés contre lui. Il en fera de même aux nouveaux tyrans, aux nouveaux tartufes politiques assis*

(13) Cité par Bert Andreas, « *La Ligue des communistes* ».

(14) *La Tribune du peuple*, n° 35, cité dans « *150 ans de pensée socialiste* ».

(15) *La Tribune du peuple*, n° 37, cité dans « *150 ans de pensée socialiste* ».

*à la droite des anciens. Ce qu'il nous faut de plus que l'égalité des droits ?*

*Il ne nous faut pas seulement cette égalité inscrite dans la déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Nous la voulons au milieu de nous, sous le toit de nos maisons.*

*Législateurs et gouvernants qui n'avez pas plus de génie que de bonne foi, propriétaires riches et sans entrailles, en vain essayez-vous de neutraliser notre sainte entreprise en disant : ils ne font que reproduire cette loi agraire demandée plus d'une fois avant eux. Calomniateurs, taisez-vous à votre tour, et, dans le silence de la confusion, écoutez nos prétentions dictées par la nature et basées sur la justice !*

*La loi agraire ou le partage des campagnes fut le vœu instantané de quelques soldats sans principes, de quelques peuplades mues par leur instinct plus que par leur raison. Nous tendons à quelque chose de plus sublime et de plus équitable : le bien commun ou la communauté des biens.*

*Plus de propriété individuelle des terres ! La terre n'est à personne. Nous réclamons, nous voulons la jouissance commune des fruits de la terre : les fruits sont à tout le monde.*

*Nous déclarons ne pouvoir souffrir davantage que la très grande majorité des hommes travaillent et suent au service et pour le bon plaisir de l'extrême minorité. Assez et trop longtemps moins d'un million d'individus disposèrent de ce qui appartenait à plus de vingt millions de leurs semblables, de leurs égaux.*

*Qu'il cesse enfin ce grand scandale que nos neveux ne voudront pas croire !*

*Disparaissez enfin, révoltantes distinctions de riches et pauvres, de grands et de petits, de maîtres et de valets, de gouvernants et de gouvernés !*

*Peuple de France !*

*Nous te disons : la sainte entreprise que nous organisons n'a d'autre but que de mettre un terme aux dissensions civiles et à la misère publique.*

*Jamais plus vaste dessein n'a été conçu et mis en œuvre. De loin en loin, quelques hommes de génie, quelques sages en ont parlé à voix basse et tremblante ; aucun d'eux n'a eu le courage de dire la vérité toute entière.*

*Le moment des grandes mesures est arrivé. Le mal est à son comble : il couvre la face de la terre. Le chaos, sous le*

*nom de politique, y règne depuis trop de siècles. Que tout rentre dans l'ordre et reprenne sa place ! A la voix de l'égalité, que les éléments de bonheur et de la justice s'organisent ! L'instant est venu de fonder la république des Egaux, ce grand hospice ouvert à tous les hommes. »* (16).

## UNE LISTE SANS FIN DE PROSCRITS

Votre dessein, messieurs de la Sainte Inquisition, comprend-il de soumettre une nouvelle fois au tranchant de la guillotine la tête de Gracchus Babeuf et celles de ses amis ?

Il vous faudra alors frapper aussi Rétif de la Bretonne, qui se définissait comme « patriote-républicain-communiste » et exposait en ces termes, dès 1796-1797, ses objectifs :

*« En quoi consisterait le communisme ou la communauté ? A mettre en commun dans chaque cité toute la surface de la Terre (...), à mettre en commun tous les produits tant des champs, des vignes, des prairies, des bestiaux de toute espèce ; que les produits des métiers, des arts et des sciences de sorte que (...) chacun profitera du travail de tous, tous du travail de chacun. A mettre de même en commun les maisons, chacun étant placé, logé, meublé suivant son état exercé. »* (17).

Et, avant même les premiers communistes actifs au sein de la Révolution française, il y eut ceux qui les inspirèrent, dessinant sous la monarchie les contours d'une société débarrassée de l'exploitation. Le curé Meslier, dont le « Testament » mettait en accusation « l'appropriation particulière que les hommes se font des biens et des richesses de la Terre » et pour qui « les hommes doivent posséder en commun les biens et les richesses de la terre et en jouir également en commun » ; et aussi Morelly, qui soulignait, plus d'un siècle avant le « Manifeste du parti communiste » de Marx et

(16) « 150 ans de pensée socialiste. »

(17) « Monsieur Nicolas », partie XV.

Engels, que « *la nature a indivisiblement laissé la propriété des champs producteurs de ses dons à tous* » (18) ; et aussi l'abbé Masly, qui à la même époque préconisait d'*« établir la communauté des biens et l'égalité des conditions »* (19) ; et Gosselin, qui suggérait alors que le meilleur moyen de détruire l'inégalité « *serait de remettre tous les biens en commun, afin d'en faire un partage égal* » (20).

Et tant d'autres encore...

## ON PEUT EXCOMMUNIER LES MOTS, PAS SUPPRIMER LA RÉALITÉ

On pourrait allonger la liste, multiplier les citations. Point n'en est besoin. Ce qui est rappelé ici suffit à rétablir le véritable enjeu de l'offensive actuelle.

Il est d'ailleurs résumé par l'un des grands inquisiteurs, le sociologue Alain Touraine, prétendu « homme de gauche », ami du pouvoir et de l'Elysée. Participant à un débat sur le thème : « *Le marxisme est-il condamné ?* », Touraine, qui répond naturellement « oui » à la question en usant de ces développements « théoriques » et « philosophiques » sophistiqués qui caractérisent la gauche-caviar de cette fin de siècle, lâche pour conclure :

*« Aujourd'hui, je crois que la grande alliance est à rechercher entre économies de marché, démocraties politiques et liberté personnelle, donc droits de l'homme, donc individualisme moral ».*

(21).

Tous ces détours pour en arriver là : l'avenir est à l'économie de marché... Rien de bien original.

Messieurs de la Sainte Inquisition renaissante, il est à craindre que vous ne soyez victimes d'un phénomène d'auto-intoxication. A force d'entendre et de voir des dirigeants de partis « communistes » se proposer de rétablir le capitalisme, à force de voir et d'entendre les dirigeants des partis « socialistes » se faire les apôtres de la « culture d'entreprise » et les plus zélés artisans des plans

capitalistes, à force de vous répéter, entre vous, que le communisme, le marxisme, tout cela c'est fini, à force de multiplier les émissions de radio et de télévision, et les articles sur le fait que la seule voie c'est le marché capitaliste, serait-il possible que vous finissiez par y croire un peu ?

Permettez-nous de vous rappeler à la raison. Considérez le Parti « socialiste » de France et le Parti « communiste » d'URSS. Au-delà de leurs évidentes différences, ils ont des points communs. Cependant, quels que soient les moyens d'Etat (ceux de la Ve République sont puissants, comme ceux de l'URSS), les moyens financiers (y compris amnisties), le contrôle des médias et le consensus politique international dont elle bénéficie, une représentation politique (un parti) n'est qu'une représentation. Qu'elle ait pour origine la défense d'une catégorie sociale particulière (la classe ouvrière) et que cependant elle rallie le camp adverse ne fait disparaître pour autant ni l'existence de cette catégorie sociale particulière, ni ses intérêts propres, ni la contradiction entre ses intérêts et ceux du camp adverse, ni son aspiration à une organisation radicalement différente de l'ordre social.

La seule conclusion qu'on peut tirer de cette constatation est que la classe ouvrière, qui n'est plus représentée politiquement, doit l'être. Mais le ralliement de Gorbatchev et de Mitterrand aux lois du marché et au consensus, national et international, ne fait disparaître ni la lutte des classes, ni la faillite du capitalisme, ni l'espoir en un monde de justice et d'égalité sociale.

Excommuniez les mots et les idées, messieurs. Mais, au-delà des mots et des idées, ayez le courage de regarder le monde en face. D'Alger à Amman, de Caracas à Dakar, les soulèvements des peuples et de la jeunesse contre les régimes de misère qui appliquent les plans du FMI et de la Banque mondiale sont

(18) Cité dans « *150 ans de pensée socialiste* ».

(19) « *Sur la théorie du pouvoir politique* ».

(20) Cité dans « *150 ans de pensée socialiste* ».

(21) *Le Figaro*, 22 janvier 1990.

directement tournés contre le régime de la propriété privée des moyens de production, dont la survie s'exprime, de manière concentrée, dans le pillage et la misère qui accablent ces pays.

A l'est de l'Europe, les tentatives de restaurer la propriété privée des moyens de production se heurtent au mouvement d'organisation des travailleurs dans des syndicats indépendants de l'Etat et du gouvernement, et ce mouvement a pour contenu la défense des conquêtes ouvrières (inclusant la défense de la propriété sociale).

Dans les pays capitalistes développés, des centaines de millions de jeunes, de travailleurs précaires, de travailleurs des villes et des campagnes, se dressent contre les conséquences chaque jour plus désastreuses du système de la propriété privée des moyens de production, avec son cortège de chômage, de misère, de déqualification.

Excommuniez les mots, messieurs. Mais il n'est pas en votre pouvoir de supprimer la réalité.

Excommuniez les mots, nous n'en avons que faire.

*« Le communisme, écrivait Marx (22), n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité doive se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. »*

Vos bûchers médiatiques et bulles excommunicatrices n'empêcheront ni « le mouvement réel », ni que celui-ci abolisse « l'état actuel » d'injustice et d'oppression, qui, depuis belle lurette déjà, a fait son temps.

**Daniel Gluckstein**

(22) « *L'Idéologie allemande* » (I - Feuerbach).

## Lénine, l'homme à abattre

# Pourquoi cet acharnement ?

Par François FORGUE

### INTRODUCTION

Parmi ceux qui sont voués au bûcher par la nouvelle Sainte Inquisition, Lénine tient une place de choix. On ne saurait ici, même simplement énumérer tous les articles, toutes les déclarations qui le désignent comme le responsable du stalinisme, le prophète et le pionnier du totalitarisme le plus abominable et, simultanément (ou par ailleurs, c'est selon...), comme un personnage dont la pensée, l'œuvre, les réalisations historiques auxquelles son nom est attaché n'ont plus le moindre rapport (si ce n'est comme concentré de tout ce qui est condamnable) avec la « réalité d'aujourd'hui ».

La revue *Le Point* (après que d'autres ont désigné Gorbatchev comme l'homme de l'année, voire de la décennie) en faisait « *le mort de l'année* ». *Le Monde* du 10 mars 1990 réservait une demi-page aux réflexions de l'illustre diplomate Michel Pinard (c'est cette profession qu'il exerce, d'après la présentation du *Monde*). Le diplomate Pinard coiffe ses réflexions du titre « *Idéologies : enterrer Lénine mais sauver Marx* ».

Il est vrai que le Marx sauvé par notre diplomate est une curiosité historique bien rassurante pour les tenants de l'ordre établi. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le marxisme a servi à quelque chose puisqu'il a donné un « *souffle puissant au mouvement ouvrier* » et que donc les « *acquis sociaux* » d'aujourd'hui ont bénéficié de cette impulsion.

Mais, aujourd'hui, notre société, « celle du mini-krach et des records boursiers sur fond de congés payés, de SMIC, de Sécurité sociale, d'IRPP, de RMI, de pensions de retraite et d'indemnisation pour cause de sécheresse et de pluie », n'a plus de rapport avec ce qu'analysait Marx.

On se demande ce qui l'emporte du mépris des ouvriers et des paysans, des faits et — pour n'être pas diplomate — de la sottise pure.

Monsieur Pinard veut bien admettre du haut de son savoir que les « *analyses marxistes sont encore utiles* » en ce qui concerne « *la situation socio-économique de quelques peuples englués dans la misère* ». Ces « *sous-développés* » peuvent encore lire Marx !

Bien sûr que Lénine, dont toute l'activité a été consacrée à la lutte pour l'émancipation des travailleurs contre l'exploitation et l'oppression, et qui — scandale des scandales — a été l'un des principaux dirigeants d'une révolution ouvrière, doive pour l'éminent diplomate être « *enterré* » une deuxième fois.

C'est sous la plume de Castoriadis — qui se réclama naguère du marxisme, ce qui ne veut pas dire qu'il l'était — que l'on trouve concentrées — dans le même quotidien mais cette fois des 24 et 25 avril — toute une série d'attaques les plus usées et les plus vulgaires contre Lénine. Lénine est le créateur du « *parti totalitaire* », « *église idéologique* ». Il est aussi le créateur de l'Etat totalitaire car il n'est intéressé que par le pouvoir : « *L'obsession du pouvoir, le pouvoir pour le pouvoir, le pouvoir comme fin* »

*en soi, par tous les moyens et pour faire n'importe quoi. »*

Dans la même veine, on le sait, la coqueluche de l'intelligentsia gorbatchevienne, Youri Afanassiev, a expliqué à la télévision française que « *Trotsky, Lénine et Staline* », c'était fondamentalement la même chose.

L'article qui suit n'a pas pour but essentiel de défendre la mémoire vivante de Lénine. Celle-ci a déjà subi les pires attaques. La bureaucratie stalinienne n'a pas fait qu'embaumer la dépouille de Lénine : elle a fabriqué une idéologie justificative de son pouvoir et de ses priviléges, contraire sur tous les terrains aux enseignements de Marx et de Lénine et qu'elle a baptisée « *marxisme-léninisme* ». Elle a prétendu couvrir ses crimes monstrueux, son action contre-révolutionnaire à l'échelle internationale et en URSS par une référence permanente à Lénine, utilisant pour cela tous les moyens d'Etat.

Quel « repoussoir » pour qui cherche la voie de la démocratie, de la lutte contre l'injustice et contre la répression ! Et pourtant, lorsqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, de jeunes Soviétiques s'organisent contre la bureaucratie, essayant de constituer des groupes qui seront sauvagement réprimés, ils se réfèrent à Lénine, car ils ont trouvé dans les pages de *L'Etat et la révolution*, dans les proclamations de la révolution d'Octobre, le plus brûlant des réquisitoires contre Staline et le stalinisme (on en trouvera, par exemple, de nombreux témoignages dans *Samizdat 1 - « La voix de l'opposition communiste en URSS »*, publié par *La Vérité* en 1969).

Mais les immenses bouleversements actuellement en cours posent de multiples questions à des millions et des millions de militants, de travailleurs, de jeunes qui cherchent la voie de l'action émancipatrice. Le combat est difficile : des mots comme « communisme », comme « socialisme » ont été souillés par le stalinisme comme par la social-démocratie. Les travailleurs et les jeunes, en se dressant contre les dictatures bureaucratiques, s'attaquent nécessairement à tout ce qui pour eux les symbo-

lise. Quand ils dénoncent « le communisme », c'est le régime qu'ils ont connu qu'ils attaquent, celui de la bureaucratie. Quand les propagandistes de l'impérialisme dénoncent le communisme, c'est la volonté d'en finir avec l'exploitation et l'oppression qu'ils veulent condamner. Alors que les régimes bureaucratiques sont disloqués, ébranlés par un ample et profond mouvement de la classe ouvrière, les questions qui se posent sont celles des méthodes d'organisation nécessaires pour agir, pour que les travailleurs conservent le contrôle de leur mouvement, celles de la démocratie ouvrière. On ne peut commencer à répondre à ces questions qu'en liant l'analyse de la situation présente à toute la continuité du combat séculaire des exploités et des opprimés, à la généralisation théorique qui en a été faite.

Le présent article a comme but de souligner l'actualité en regard des développements de la lutte des classes, des acquis, des enseignements de certains aspects de l'action de Lénine et du Parti bolchevique, et d'en souligner l'unité.

De « certains aspects », car il serait absurde et impossible de les rassembler tous dans un article, de présenter un « condensé » de la biographie politique de Lénine et donc de l'histoire du mouvement révolutionnaire au XX<sup>e</sup> siècle.

L'article du camarade Fostier publié dans ce même numéro de *La Vérité* illustre par l'examen d'un moment essentiel de l'histoire du Parti bolchevique ce qu'était ce parti et ce qu'était la conception leniniste véritable du parti.

Dans celui-ci, il s'agit de montrer que cette conception est inséparable de l'analyse que Lénine a faite du développement capitaliste, de sa compréhension profonde et pratique du fait que l'émancipation des travailleurs était l'œuvre des travailleurs eux-mêmes et que le moyen en était leur organisation indépendante.

## LÉNINE CONTRE GORBATCHEV

Lénine serait donc — dans le meilleur des cas ! — le représentant d'une « idéologie dépassée ». Le bolchevisme, le léni-

nisme seraient caducs, condamnés par le « verdict de l'histoire ». L'œuvre de Lénine ne présenterait d'intérêt que comme témoignage d'une ère historique révolue.

Vraiment ? Mais alors pourquoi cet acharnement ? N'est-ce pas, tout au contraire des « idées reçues » à la mode, l'actualité de l'action et de la pensée politiques de Lénine qui l'expliquent ?

Le plus simple est de donner la parole à Lénine :

*« (...) Nous appelons notre un appareil qui nous reste en fait totalement étranger, un fatras bourgeois et tsariste qu'il nous était absolument impossible de transformer en 5 ans alors que nous étions privés de l'aide des autres pays et que nos préoccupations essentielles étaient la guerre et la lutte contre la faim. »*

*Dans ces conditions, il est tout à fait naturel que la "liberté de sortir de l'union" qui nous sert de justification n'apparaisse que comme un chiffon de papier, incapable de protéger les allégènes contre l'invasion du Russe authentique, du chauvin grand-russe, de cette canaille et de cet oppresseur qu'est en fait le bureaucrate russe typique. »*

Au moment où, par tous les moyens de pression diplomatiques, économiques et militaires, les successeurs de Staline — dont Gorbatchev est l'actuel représentant — montrent à l'égard de la Lituanie de quelle manière ils entendent traiter le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », il est indispensable, pour qui veut définir une politique conforme à l'action pour l'émancipation sociale des travailleurs et aux droits des peuples, de se reporter à la manière dont Lénine abordait, après la Révolution de 1917, la question des nationalités. La citation, qui dénonce le chauvin « grand-russe », qui définit les éléments composant l'appareil de l'Etat comme un « fatras bourgeois et tsariste », est extraite d'une note de Lénine du 30 décembre 1922.

Lénine est alors gravement malade : une première attaque l'a frappé en mai 1922 ; il a pu temporairement reprendre son activité en octobre, mais en décembre la maladie l'a à nouveau frappé. Une

nouvelle attaque plus forte aura lieu le 23 décembre. En mars 1923, aura lieu la dernière attaque qui le privera de la parole et le paralyse. Sans jamais pouvoir reprendre son activité politique, Lénine survivra jusqu'au 21 janvier 1924.

Ces quelques semaines, de décembre 1922 à mars 1923, constituent donc les dernières semaines de l'action politique de Lénine, entravée par la maladie et au nom de celle-ci par les limitations que lui impose la commission du bureau politique, contrôlée par Staline (1).

Il s'agit bien, comme le dit le titre du passionnant ouvrage de Moshe Lewin, du « dernier combat de Lénine ». Un dernier combat mené contre la bureaucratie qui commence à émerger comme une couche distincte. Un combat qui se mène en particulier autour de la question du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

La révolution commencée en février 1917 contre le régime tsariste et qui culminait en octobre 1917 dans l'instauration du pouvoir des comités d'ouvriers et de paysans, pouvoir ouvrier et démocratique, s'étendait à l'ensemble du territoire qui constituait « l'empire tsariste ». Des peuples qui avaient souffert de la pire oppression nationale y participaient. Dans l'immense mouvement de millions et de millions d'exploités dressés contre le despotisme, l'exploitation capitaliste et les massacres de la « grande guerre », les revendications nationales s'affirmaient comme une composante majeure des revendications des masses, se combinant avec les revendications sociales.

On le sait, l'empire tsariste avait constitué et étendu sa domination en annexant des territoires (une partie de la Pologne et de la Finlande, par exemple) situés à sa périphérie occidentale, ainsi

(1) Lire à ce sujet *Le Dernier Combat de Lénine*, de Moshe Lewin (Editions de Minuit) et *Les Paroles qui ébranlèrent le monde* (anthologie bolchevique, traduite et présentée par Jean-Jacques Marie, éditions du Seuil). On y verra notamment comment Lénine noue une alliance avec Trotsky contre la gangrène bureaucratique de l'appareil et ses conséquences, alliance dont l'aggravation de sa maladie devait interdire qu'elle se poursuive.

qu'en imposant sa domination aux peuples d'Asie centrale. La volonté de tous ces peuples de briser les barreaux de cette « prison des peuples » constitua l'un des leviers de la vague révolutionnaire, balayant l'édifice réactionnaire du tsarisme. Le Parti bolchevique, se distinguant de toutes les autres formations politiques, combattit sans réserve pour le droit de ces peuples à disposer d'eux-mêmes, pour leur droit, s'ils en déclinaient démocratiquement ainsi, de constituer leur propre Etat indépendant, leur droit à la séparation.

L'un des traits caractéristiques du Parti bolchevique, du parti de la révolution d'Octobre, c'est qu'il disait ce qu'il faisait et qu'il faisait ce qu'il disait. Son programme sur la question nationale ne fut pas modifié par sa victoire. C'est cette politique qu'il s'efforça d'appliquer. Et cela dans les conditions complexes et tragiques de la guerre civile, du blocus, de la famine, de l'acharnement de toutes les puissances impérialistes, hier ennemis et aujourd'hui alliées, à écraser la République des conseils ouvriers. Déchaînement de la violence contre-révolutionnaire ouverte et isolement de l'Etat issu de la révolution dont la responsabilité retombe avant tout sur les directions des partis sociaux-démocrates de la II<sup>e</sup> Internationale.

Pour les dirigeants du Parti bolchevique, pour Lénine et Trotsky, qui avaient saisi toute la portée révolutionnaire des aspirations nationales des peuples opprimés, il était clair que l'héritage d'oppression nationale légué par l'absolutisme ne pouvait être dissipé d'un coup par des mesures administratives. Il s'agissait dans les faits de démontrer par un respect sourcilleux des possibilités de développement national de chaque peuple, par un combat politique incessant contre tous les aspects du « chauvinisme grand-russe », que tous bénéficieraient d'une libre union des peuples, de leur coopération volontaire à l'édification de l'Etat ouvrier, à la mise en œuvre d'une économie planifiée sur la base de la propriété sociale à l'échelle d'une large union.

C'est en ce sens que Lénine insistait sur le droit de ces nationalités à refuser cette union si la majorité du peuple en décidait démocratiquement ainsi, tout en ajoutant que « *le droit au divorce n'est pas l'obligation de divorcer* ». Rappelez à ce sujet l'affrontement qui opposa en janvier 1990 Gorbatchev à un ouvrier lituanien qui lui rappelait que Lénine avait accepté l'indépendance de la Lituanie (2).

Le gouvernement de la jeune république des conseils ouvriers avait en effet reconnu l'indépendance de la Lituanie, bien que ce soit un gouvernement bourgeois qui y détenait le pouvoir.

Dans tous les pays d'Europe — et aux Etats-Unis —, les travailleurs qui reconnaissaient dans la révolution d'Octobre leur révolution se mobilisaient — à des degrés divers liés au développement de la lutte des classes dans leur pays — contre l'intervention ; les millions et millions d'hommes soumis à la domination coloniale se mettaient en mouvement : les manifestations du 4 mai 1919 à Pékin annonçaient la révolution chinoise. L'armée de la révolution, l'Armée rouge conduite par Trotsky, « *l'organisateur de la victoire* », portée par la volonté des ouvriers et des paysans de défendre les conquêtes qu'ils avaient arrachées, biaisait militairement la contre-révolution.

Mais c'était au prix de terribles ravages : l'avant-garde ouvrière était décimée dans la guerre civile, la famine sévissait, l'industrie était ruinée, disloquée. Et la première vague de la révolution en Europe, concentrée en Allemagne, était stoppée par la répression, par l'assassinat des dirigeants de la révolution, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, dont le sang retombait sur les dirigeants de la social-démocratie qui avaient pactisé avec l'état-major contre la révolution ouvrière.

C'est dans ces conditions que se pose la question des moyens d'associer les peuples, naguère opprimés par le tsarisme, à la consolidation et à l'extension

(2) Cf. le n° 605 de *La Vérité*, janvier 1990 : « *Problèmes de la révolution roumaine* », page 77.

des conquêtes de la révolution. Dans les mois qui suivent la première attaque (26 mai 1922) qui écarte Lénine de la vie politique, Staline rédige un projet de Constitution de l'URSS. Ce projet a comme pivot et comme modèle l'existence de la République socialiste fédérative de Russie (RSFR), constituée en 1918, qui regroupe certes des « Républiques autonomes » et des « régions autonomes », mais qui est une république centralisée. La Fédération telle que la conçoit Staline doit se former par l'adhésion des Républiques à la RSFR : elles conserveront un statut d'autonomie (mais non de souveraineté) et devront accepter comme organes de pouvoir supérieurs à ceux de la République, ceux de la République fédérative de Russie.

Laissons la parole à quelqu'un qui n'a ni sympathie pour le communisme et la révolution d'Octobre, ni pour Lénine, Mme Carrère-d'Encausse. Elle écrit :

*« Convalescent, il (Lénine) se fait communiquer tardivement le projet constitutionnel et il en est atterré. D'une part, il sait les oppositions qu'il soulève et il comprend que loin de contribuer aux progrès de l'internationalisme, ce projet approfondit les passions nationales. Par ailleurs, Lénine reste, comme il l'a été toute sa vie, attaché à une vision internationaliste de l'Etat soviétique. Ce qu'il veut, c'est aboutir au dépassement des nations dans une communauté nouvelle, et non cristalliser les nationalismes. »* (*L'Empire éclaté*, page 18.)

Pour ne pas cristalliser les nationalismes, il faut effacer dans les faits, pratiquement, toute trace d'oppression nationale. Les peuples, qui ont souffert pendant longtemps du « chauvinisme grand-russe », n'ont aucune raison de croire sur parole le pouvoir soviétique.

Lénine mobilise ce qui lui reste de forces pour engager le combat. Il oppose au projet stalinien de Constitution celui d'une union libre sur un pied d'égalité de toutes les Républiques, la République russe comme les autres. Chaque République conserve le droit de se séparer (ce droit — certes vidé de tout contenu réel par la dictature de la bureaucratie — subsistera formellement dans les Cons-

titutions de l'URSS jusqu'à sa mise en cause explicite par Gorbatchev).

Révélant les transformations sociales et politiques en cours dans les sommets de l'Etat et du parti, la cristallisation d'une couche bureaucratique affirmant ses intérêts propres — transformation que Lénine décèle mais dont il n'aura pas le temps de prendre la pleine mesure —, Staline s'oppose brutalement à Lénine, dénonçant son « *libéralisme national* », assurant qu'il faut être « *ferme contre Lénine* ».

Mais les temps ne sont encore mûrs pour celui dont le nom restera justement associé à la bureaucratie contre-révolutionnaire qu'il incarnera. Staline recule. Lénine impose son projet.

## UN COMBAT POUR LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE ET LE DROIT DES PEUPLES

Rien n'est pourtant réglé. La crise prend un tour aigu en Géorgie, où le comité central du PC géorgien s'était vivement opposé au plan de Staline. Celui-ci veut maintenant imposer l'adhésion de la Géorgie à l'URSS au travers d'une Fédération de Transcaucasie, alors que les communistes géorgiens revendentiquent le droit pour la Géorgie de s'affilier directement à l'Union. Staline use de moyens d'appareil (déplacement de dirigeants) pour briser cette résistance, et l'un de ses émissaires, Ordjonikidzé, va jusqu'à frapper un responsable géorgien.

Lorsque Lénine obtient communication du dossier, son indignation éclate. Comme le dit Moshe Lewin (*Le Dernier Combat de Lénine*, page 95), « *il accuse carrément Ordjonikidzé et Staline d'avoir agi en brutes grand-russes* ».

C'est en particulier sur la question nationale que s'opère la rupture radicale avec Staline qui aboutit à cet ajout du 4 janvier 1923 au « testament de Lénine » :

*« Je propose aux camarades de réfléchir au moyen de déplacer Staline de ce poste (celui de secrétaire général) et de nommer à sa place un homme qui, sous tous les rapports, se distingue de lui par sa supériorité. »*

Le 31 décembre 1922, Lénine rédige une note sur la question des nationalités qu'il a adressée à Trotsky avec qui il a scellé une alliance (voir note 1) :

*« Quelles mesures pratiques convient-il de prendre dans la situation actuelle ?*

1.- *Il convient de conserver et de renforcer l'Union des Républiques socialistes (...).*

2.- *Il faut maintenir l'Union des Républiques socialistes dans le domaine de l'appareil diplomatique (...).*

3.- *Il faut punir de façon exemplaire le camarade Ordjonikidzé (...). Il faut évidemment rejeter toute la responsabilité politique de cette campagne sur Staline et Dzerjinski.*

4.- *Il nous faut introduire les règles les plus rigoureuses à propos de l'emploi de la langue nationale dans les Républiques (...).*

*Tout ce travail effectué, il ne faut pas reculer d'ailleurs devant l'idée que le prochain congrès des soviets puisse entériner un retour à l'état de choses antérieur, c'est-à-dire que nous ne maintiendrons l'Union des Républiques socialistes que dans le domaine des questions militaires et de la diplomatie, tandis que nous rétablirons la pleine indépendance des divers commissariats du peuple dans les autres domaines (...).*

Et Lénine ajoute :

*« Le tort que l'absence d'unité entre les appareils nationaux et l'appareil russe pourrait causer à l'Etat est incomparablement moins grave que le tort qui nous est fait non seulement à nous mais à toute l'Internationale, mais aussi aux centaines de millions d'habitants de l'Asie qui, dans un futur proche, s'avanceront à notre suite sur l'avant-scène de l'histoire. »*

L'attention que Lénine porte à la question nationale procède de sa conception de la lutte des classes internationale. Ce sont ceux qui, demain, proclameront que l'on peut « construire le socialisme dans un seul pays » pour justifier leur pouvoir arbitraire et leurs priviléges dans ce pays, qui piétinent les principes du socialisme et de la démocratie en ce qui concerne les droits des peuples, grands ou petits, à décider souverainement de leur avenir.

C'est Lénine, parce qu'il part de la réalité de la lutte internationale des

exploités et des opprimés, que pour lui l'avenir de la révolution russe est inséparable de leur lutte, que les conquêtes de la révolution russe — pour importantes qu'elles soient — sont subordonnées à cette lutte universelle, qui défend les principes de la démocratie et du socialisme.

Lorsque Jaruzelski, en 1981, accomplit son coup de force contre les travailleurs polonais, à Paris et ailleurs, les manifestants qui affirmaient leur solidarité avec les travailleurs de Pologne scandaiient : « *Le socialisme, ce sont les travailleurs.* » En effet, le socialisme, c'est-à-dire la liquidation de l'exploitation et la réalisation de la démocratie ouvrière, dépend dans chaque pays et à l'échelle du monde de l'action des travailleurs, de leur conscience et de leur organisation.

C'est là l'appel véritable de Lénine, qui demeure plus actuel que jamais.

Il ne s'agit pas ici d'une analogie, il ne s'agit pas de dire : de même que Lénine dénonçait les déformations bureaucratiques et leurs conséquences sur le terrain du droit des peuples, il faut aujourd'hui condamner la politique de Gorbatchev. En effet, la politique de Gorbatchev n'est en rien le résultat d'une « déformation » mais la défense des intérêts d'une couche sociale contre-révolutionnaire et parasitaire dont l'appareil d'Etat doit être détruit de haut en bas et de fond en comble pour que s'établisse la démocratie ouvrière.

Ce qui se dégage de l'examen de la position de Lénine sur les droits des nationalités, c'est qu'elle constitue un élément central du combat contre cette bureaucratie usurpatrice et est en ce sens d'une brûlante actualité.

Quand les tanks des forces armées de la bureaucratie écrasent les manifestants dans les rues de Bakou, quand les mêmes chars roulent dans les rues de Vilnius, avec l'appui ouvert des représentants de l'impérialisme, de Bush à Mitterrand, où se trouve, sous des formes développées et monstrueuses, ce « *fatras bourgeois et tsariste* » que Lénine dénonçait, si ce n'est du côté de la bureaucratie soumise à l'impérialisme ?

Et où se trouvent l'avenir, les idées vivantes parce qu'elles sont une généralisation de la lutte des opprimés et des exploités et de leur expérience, si ce n'est du côté de Lénine, du bolchevisme, de la IV<sup>e</sup> Internationale qui en est la continuation ?

*« Seul le prolétariat défend de nos jours la vraie liberté des nations et l'unité des ouvriers de toutes les nations. Pour que les différentes nations vivent dans la liberté et la paix ou qu'elles se séparent (quand bon leur semble) en constituant des Etats distincts, il faut qu'il y ait une démocratie absolue, défendue par la classe ouvrière. Pas un seul privilège pour aucune nation, ni pour aucune langue ! Pas la moindre vexation ni la moindre injustice envers une minorité nationale ! Tels sont les principes de la démocratie ouvrière ! »* (Lénine, dans le n° 106 de la *Pravda*, le 10 mai 1913.)

## LES PRINCIPES DE LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE

« *Tels sont les principes de la démocratie ouvrière !* » Pour Lénine, une orientation politique, des mots d'ordre, les formes tactiques diverses qu'ils peuvent prendre pour qu'ils correspondent aux nécessités de la mobilisation des travailleurs procèdent toujours des principes. Pour des marxistes — et Lénine était avant tout un marxiste se réclamant de la méthode de Marx —, les principes ne sont pas une catégorie abstraite, intemporelle, mais la généralisation des besoins de la lutte des opprimés et des exploités, de leur expérience.

Précisément parce que pour Lénine toute analyse débouchait sur des conclusions d'action, se formulait en termes concrets d'aide à la lutte des travailleurs, son point de départ était toujours une analyse d'ensemble.

Voici comment Trotsky caractérisait la méthode de Lénine :

*« Quand les bolcheviks et les mencheviks étaient encore membres du même parti, la préparation des congrès et les congrès eux-mêmes voyaient invariablement se dérouler de furieuses batailles*

*sur l'ordre du jour. Lénine avait l'habitude de proposer comme premiers points de l'ordre du jour des questions telles que la clarification de la nature de la monarchie tsariste, la définition du caractère de classe de la révolution, l'évaluation de l'étape de la révolution que nous vivions, etc. Martov et Dan, les dirigeants mencheviques, répondraient invariablement : nous ne sommes pas un club de sociologie, mais un parti politique, nous devons nous mettre d'accord non pas sur la nature de classe de la monarchie tsariste, mais sur "les tâches politiques concrètes" ...*

Lénine expliquait aux amateurs de « problèmes politiques concrets » que « notre politique n'est pas de caractère conjoncturel mais princiel, que la tactique est subordonnée à la stratégie ; que, pour nous, le sens fondamental de chaque campagne politique est de mener les travailleurs des questions particulières aux problèmes généraux, c'est-à-dire de les amener à la compréhension de la société moderne et du caractère de ses forces fondamentales. » » (Dans *Défense du marxisme*.)

Il en est ainsi de la politique et des principes que Lénine dégage au sujet de la question nationale. « *La lutte des classes est internationale dans son contenu et nationale dans sa forme* », constatait le *Manifeste du Parti communiste*. Le rôle des communistes, ajoute le *Manifeste*, c'est de « faire valoir les intérêts généraux des travailleurs indépendamment de leur nationalité ». »

D'emblée, à l'aube du mouvement ouvrier, le *Manifeste du Parti communiste* définit l'internationalisme comme l'un des critères d'une action politique organisée et indépendante des travailleurs : les travailleurs des différentes nations doivent s'unir pour défendre leurs intérêts contre leurs ennemis communs, les exploiteurs de tous les pays. « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous* » n'est pas une phrase de meeting mais la formulation d'un principe lié au caractère international de la classe ouvrière, de l'unité internationale de sa lutte qui découle de la constitution, par le développement du capitalisme, du marché mondial et d'une division internationale du travail.

C'est le point de départ de Lénine pour aborder la question nationale : ce n'est pas une vue « abstraite » mais au contraire le refus « d'abstractions » isolées, la prise en compte de la réalité sociale, de la lutte des classes entre la bourgeoisie et le prolétariat à l'échelle internationale et de son expression dans chaque pays. C'est la position de Marx : la classe ouvrière défend la démocratie sur tous les terrains, donc sur celui du droit des peuples (« *Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre* ») ; le dépassement des oppositions nationales exige la suppression de toute oppression nationale.

L'unité des travailleurs, agissant dans le cadre national d'un Etat qui opprime un autre pays avec les travailleurs de ce pays opprimé, exige que les travailleurs du pays « oppresseur » combattent inconditionnellement pour que le pays opprimé puisse s'affranchir de la domination qui pèse sur lui.

« *Partout où nous voyons des liens de contrainte entre des nations, nous défendons résolument et inconditionnellement le droit pour chacune d'elles de déterminer librement son destin politique, c'est-à-dire de se séparer* », écrit Lénine (*Oeuvres*, tome 19).

Si Lénine, dès le début de son activité politique, applique au problème des nationalités en Russie cette conception, le développement de ses positions intègre les conséquences de l'évolution du système d'exploitation capitaliste dans son ensemble.

La fin du XIX<sup>e</sup> siècle et le début du XX<sup>e</sup> siècle marquent un moment charnière dans le développement du mode de production capitaliste. Marx avait souligné que la concurrence engendrerait nécessairement son contraire, le monopole, les plus forts éliminant les plus faibles. C'est alors ce qui s'accomplit tandis que le capitalisme, par le moyen des conquêtes coloniales, assure son emprise directe sur toute la planète, les grandes puissances se partageant ces nouveaux domaines.

Cette transformation en cours est bien évidemment suivie par les économistes, qu'ils se réclament ou non du marxisme.

Elle est l'objet de réflexions, de débats, d'études au sein du mouvement ouvrier organisé, au sein de la II<sup>e</sup> Internationale et de ses partis (3). Kautsky, Rosa Luxemburg, Léon Trotsky, Nicolas Boukharine et bien d'autres, comme Lénine, y contribuent. Si l'ouvrage de Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, est demeuré essentiel et s'il est demeuré au centre des discussions sur l'avenir du capitalisme, ce n'est donc pas que Lénine aurait découvert des terres que la recherche sociale et historique aurait laissées inexplorées. Il s'appuie sur tout un matériel accumulé auparavant, par exemple, sur l'étude de l'économiste J. Hobson, *L'Impérialisme*, publiée en 1902, qui constate que les pays capitalistes d'Europe et d'Amérique du Nord pratiquaient une politique d'agression et de conquêtes à l'égard des autres pays du monde. Il se réfère également à l'ouvrage du social-démocrate autrichien Hilferding paru en 1912, *Le Capital financier*, à un ensemble d'ouvrages, de statistiques, à des faits dont Lénine aimait à dire qu'ils étaient « têtus ».

Il faut souligner — dans ce cas au sujet de *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, mais cela vaut au sujet d'autres écrits de Lénine — que c'est la bureaucratie stalinienne, qui tenait à « embaumer » la pensée même de Lénine pour la vider de son contenu, qui a propagé le mythe du géant isolé, du *deus ex machina* qui résout seul tous les problèmes. L'analyse que Lénine fait du phénomène impérialiste s'inscrit dans une action et une réflexion collectives, dans une discussion qui traverse le mouvement ouvrier international. Elle en est une contribution majeure, elle est aussi nourrie par cette discussion.

Sans aucun doute, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, écrit en

(3) La II<sup>e</sup> Internationale est alors le centre d'organisation du mouvement ouvrier sur le terrain de l'indépendance de classe, même si s'y cristallisent les forces qui vont remettre en cause cette indépendance. Elle est le cadre démocratique du combat politique contre le « *révisionnisme* » de Bernstein : le Parti bolchevique s'est toujours considéré comme la section russe de l'Internationale et a largement participé à ses débats.

1915, en pleine guerre mondiale, se distingue d'abord par la capacité de Lénine à dégager l'essentiel, à rassembler les éléments définissant l'impérialisme, à établir les caractéristiques fondamentales du mode de production capitaliste au XX<sup>e</sup> siècle (la concentration de la production et la domination des monopoles, le nouveau rôle des banques, le capital financier et l'oligarchie financière, la place de l'exportation des capitaux, le partage du monde entre les grandes puissances et la fin de ce partage conduisant aux guerres impérialistes).

Mais le plus important, c'est l'aboutissement de cette analyse de toute une ère (celle « *des guerres et des révoltes* », dit Lénine) : l'impérialisme constitue le « *stade suprême* », ultime, du mode de production capitaliste. Non que le système capitaliste ne puisse pour autant survivre, durer. Lénine a au contraire sans cesse insisté sur le fait que le système d'exploitation capitaliste trouverait toujours des moyens de prolonger son existence tant que l'action organisée de ceux qui n'ont aucun intérêt à sa survie, les exploités et les opprimés du monde entier, n'y mettrait pas fin.

---

## « LA RÉACTION SUR TOUTE LA LIGNE »

---

Mais sa survie ne pourrait être assurée qu'aux dépens des besoins sociaux, des besoins humains de toute l'humanité. Elle ne s'accompagnerait d'aucun progrès pour la grande masse des habitants de la planète. Le capitalisme a pénétré toutes les régions du monde et constitue un marché mondial et une division internationale du travail dominés par les grands monopoles. Il a subordonné les ressorts de la concurrence à la concentration entre les mains de l'oligarchie financière, il a organisé un « *partage du monde* » qui entraîne des guerres menaçantes pour l'existence même des bases de l'humanité. Le capitalisme comme système social et économique (comme « mode de production ») a conclu sa phase ascendante. Son « *stade suprême* » est celui du déclin et de la

décadence, celui du « *parasitisme et de la putréfaction de l'impérialisme* ».

Et Lénine pose la question :

« *Est-il possible de modifier par des réformes les bases de l'impérialisme ? Faut-il aller de l'avant pour accentuer et approfondir les antagonismes qu'il engendre, ou en arrière pour les atténuer ? Telles sont les questions fondamentales de la critique de l'impérialisme.* »

En d'autres termes, est-ce servir les intérêts des exploités et des opprimés que de propager l'idée que l'on pourrait « pousser » l'impérialisme à adopter une politique moins réactionnaire ?

Pour Lénine, la réponse est dans les faits :

« *L'impérialisme est l'époque du capitalisme financier et des monopoles qui provoquent partout des tendances à la domination et non à la liberté. Réaction sur toute la ligne, quel que soit le régime politique, aggravation extrême des antagonismes dans ce domaine également : tel est le résultat de ces tendances. De même, se renforcent particulièrement l'oppression nationale et la tendance aux annexions, c'est-à-dire à la violation de l'indépendance nationale.* »

Et plus loin, Lénine conclut expliquant que l'on doit caractériser l'impérialisme comme un « *capitalisme agonisant* ».

On comprend que cet ouvrage de Lénine ait été l'objet de tant d'attaques. Leur reprise dans les années qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale constitue en elle-même une reconnaissance du fait que sa « critique de l'impérialisme » n'avait rien perdu ni de son tranchant, ni de son actualité.

En effet, les multiples et passagères étiquettes accolées à la réalité du capitalisme après 1945, le « *néo-capitalisme* », le « *capitalisme moderne* », le « *capitalisme monopoliste d'Etat* », le capitalisme du « *troisième âge* » n'avaient d'autre but que d'indiquer que, dans ses structures essentielles, le capitalisme n'était plus celui analysé par Lénine. La cible de ces attaques était bien la conception leniniste de « l'impérialisme ». L'impérialisme n'aurait pas constitué le « *stade suprême du capita-*

*lisme* » ; le capitalisme aurait résolu les contradictions propres à l'impérialisme et continuerait à avancer...

Ces attaques prenaient le relais de celles qui s'étaient développées à l'époque même, alors que se déchaînait la barbarie de la Première Guerre mondiale. L'impérialisme était-il une politique parmi d'autres du capitalisme, ou était-il l'aboutissement organique du mode de production capitaliste ?

La question n'avait rien d'académique. Dans le premier cas, c'étaient de « mauvais choix » qui avaient conduit au conflit mondial et, dans le cadre de la préservation du système capitaliste, c'est-à-dire du maintien de la propriété privée des moyens de production, une autre orientation était possible. Dans le second cas, la défense des revendications les plus élémentaires, des droits démocratiques, contre « *la réaction sur toute la ligne* » posait le problème d'extirper les racines de cette « réaction », le mode de production capitaliste lui-même, la propriété privée des moyens de production.

Si l'impérialisme n'est qu'une politique possible parmi d'autres, ses conséquences ne sont pas le produit de l'évolution du système capitaliste mais résultent de la politique de tel ou tel gouvernement. Dans ce cas, certains sont plus « impérialistes que d'autres » et la défense de la patrie agressée contre l'agresseur est justifiée. On le sait, c'est sur ce point que les directions des partis de la II<sup>e</sup> Internationale font naufrage. Elles défendent toutes « leur » bourgeoisie, leur « impérialisme ». C'est, comme le définit Lénine, « *la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale* ».

« *Il est évident que ceux qui ont voté les crédits de guerre, qui sont entrés dans les ministères et ont soutenu l'idée de la défense de la patrie en 1914-1915 ont trahi le socialisme. Seuls les hypocrites peuvent nier ce fait.* » (Lénine, *L'Opportunisme et la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale*.)

Pour Lénine, la construction du parti ouvrier, du parti révolutionnaire a toujours été indissociable de l'Internationale. Il a toujours combattu pour que

l'organisation bolchevique (comme fraction ou comme parti indépendant) ait sa place dans l'Internationale, c'est-à-dire dans la II<sup>e</sup> Internationale. Il y est intervenu contre les courants « révisionnistes » qui prétendaient que le capitalisme pouvait être progressivement amélioré par des réformes, jusqu'à disparaître, contre toutes les tendances à l'adaptation au capitalisme, pour la préparation véritable de la lutte contre la guerre. Jamais, tant que l'indépendance de classe était respectée dans les faits, il n'a posé la question de la rupture du cadre de l'Internationale. Il a cherché à sauvegarder jusqu'au bout les possibilités de son redressement, lorsqu'il a vu l'Internationale menacée de dislocation par le chauvinisme, l'alignement de ses porte-parole sur « leur » Etat, « leur » bourgeoisie, au point de d'abord se refuser à croire au vote des crédits de guerre par le groupe parlementaire de la social-démocratie allemande.

Mais lorsque ce qu'il caractérise comme « *la trahison du socialisme* » fut patente, il fut le premier à dire, alors que les internationalistes semblaient n'être qu'une poignée impuissante : « *Il faut une nouvelle Internationale, l'heure de la III<sup>e</sup> Internationale, du combat pour la III<sup>e</sup> Internationale a sonné.* » Il n'était pas possible de maintenir une organisation commune avec ceux qui sacrifiaient l'indépendance de classe des travailleurs, leurs intérêts à la barbarie et à la réaction impérialiste.

Il était alors nécessaire que se constitue une Internationale et des partis indépendants des dirigeants capitulant devant l'impérialisme. C'était là une condition y compris de la lutte pour l'unité des travailleurs, pour mobiliser dans l'action les travailleurs qui restaient organisés dans des partis ou des organisations placés sous le contrôle de ces dirigeants.

L'analyse théorique de l'impérialisme fait partie de cette bataille ; elle fournit les fondements de l'appel que Lénine lance aux travailleurs du monde :

« (...) *Les souffrances du peuple dans la guerre sont effrayantes et inouïes, mais nous n'avons pas lieu et nous*

*n'avons aucune raison de désespérer de l'avenir. Les millions de victimes qui tombent dans la guerre ou à cause de la guerre n'auront pas péri en vain. Les millions d'hommes qui ont faim, qui牺牲 leur vie dans les tranchées ne font pas qu'en souffrir, ils rassemblent aussi leurs forces, ils méditent sur les causes réelles de la guerre, ils trempent leur volonté et acquièrent une compréhension révolutionnaire de plus en plus claire. Le mécontentement grandissant des masses, l'effervescence croissante, les grèves, les manifestations, les protestations contre la guerre, tout cela se passe dans tous les pays du monde. Et cela nous garantit qu'après la guerre européenne viendra la révolution prolétarienne contre le capitalisme.* » (Discours prononcé à Berne le 8 février 1916.)

Le lien entre les problèmes les plus brûlants auxquels la classe ouvrière est confrontée et l'analyse d'ensemble de l'impérialisme est particulièrement affirmé dans la brochure *L'Impérialisme et la scission du socialisme*, d'octobre 1916 (qui, à la différence de *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, avait été écrite sans avoir à contourner les écueils de la censure tsariste).

### « LA TENDANCE DES MASSES OPPRIMÉES PLUS QUE PAR LE PASSÉ »

Après être revenu sur un aspect déjà développé dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, à savoir que les sur-profits permis par les monopoles et par le pillage des pays colonisés et dominés ont été le moyen de corrompre les « ouvriers-ministres », les « ouvriers-députés », ceux qui s'appuient sur « l'aristocratie ouvrière » (les couches relativement les plus privilégiées de la classe ouvrière des pays capitalistes dans la période précédant la guerre mondiale), Lénine marque les tendances mondiales à l'œuvre :

« D'une part, la tendance de la bourgeoisie et des opportunistes à transformer une poignée de très riches nations privilégiées en parasites “à perpétuité”, vivant sur le corps du reste de l'hu-

nité, à “s'endormir sur les lauriers” de l'exploitation des Noirs, des Indiens, etc., en les maintenant dans la soumission à l'aide du militarisme moderne pourvu d'un excellent matériel d'extermination. D'autre part, la tendance des masses, opprimées plus que par le passé et subissant toutes les affres des guerres impérialistes, à secouer ce joug, à jeter bas la bourgeoisie. C'est dans la lutte entre ces deux tendances que se déroulera désormais inéluctablement l'histoire du mouvement ouvrier. »

Puis, il répond à l'argument : mais aujourd'hui, les ouvriers se laissent embrigader, ils suivent leurs dirigeants et acceptent donc la défense de leur bourgeoisie. Il écrit :

« Nous ne pouvons — et personne ne peut — prévoir quelle est au juste la partie du prolétariat qui suit et suivra les social-chauvins et les opportunistes. Seule la lutte le montrera, seule la révolution socialiste en décidera finalement. Mais ce que nous savons pertinemment, c'est que les “défenseurs de la patrie” dans la guerre impérialiste ne représentent qu'une minorité. Et notre devoir, par conséquent, si nous voulons rester des socialistes, est d'aller plus bas et plus profond, vers les masses véritables : là est toute la signification de la lutte contre l'opportunisme et tout le contenu de cette lutte.

En montrant que les opportunistes et les social-chauvins trahissent en fait les intérêts de la masse, défendant les privilégiés momentanés d'une minorité d'ouvriers, propagent les idées et l'influence bourgeoises et sont en fait les alliés et les agents de la bourgeoisie, nous apprenons aux masses à discerner leurs véritables intérêts politiques et à lutter pour le socialisme et la révolution à travers les longues et douloureuses périéties des guerres impérialistes et des armistices impérialistes.

Expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire, les éduquer pour la révolution par une lutte implacable contre ce dernier, mettre à profit l'expérience de la guerre pour dévoiler toutes les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale au lieu de les camoufler : telle est la seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier mondial. » (*L'Impérialisme et la scission du socialisme.*)

C'est du point de vue des intérêts de la classe ouvrière dans son ensemble, de celle des pays impérialistes comme de celle des pays soumis à la domination impérialiste, que se place Lénine. Il démontre que le développement de l'impérialisme fournit les bases objectives de cette unité. Cela est d'autant plus vrai aujourd'hui : dans sa décadence, l'impérialisme est contraint de remettre en cause de plus en plus profondément les fondements de l'existence d'une « aristocratie ouvrière » à une large échelle.

Ces lignes étaient écrites en octobre 1916... Un an plus tard, avec à leur tête le Parti bolchevique, les ouvriers et les paysans, les ouvriers et les paysans sous l'uniforme, qui avaient balayé l'empire tsariste, commençaient à édifier leur pouvoir, le pouvoir ouvrier et démocratique de leurs conseils. L'ère de la révolution prolétarienne s'ouvrait, la révolution commençait en Europe et s'annonçait dans le monde. Les travailleurs de Barcelone et de la Clyde, ceux de la Ruhr, de Paris, de Turin se dressaient tandis que les peuples colonisés commençaient à secouer leurs chaînes...

La jeune république des comités ouvriers faisait face au déchaînement concentré de toutes les forces de la réaction, de tous les impérialismes. Elle était isolée. Les vieux appareils de la II<sup>e</sup> Internationale liés corps et âme à la survie de l'ordre capitaliste parvenaient à contenir le mouvement révolutionnaire des masses. La vague révolutionnaire refluait. L'Etat issu de la révolution d'Octobre amorçait la dégénérescence qui allait donner le pouvoir à la bureaucratie stalinienne, mettre en place le monstrueux système d'oppression et de mensonges que disloque aujourd'hui l'action des masses. La classe ouvrière allait connaître, comme le dit Trotsky, « les plus grandes défaites de son histoire », organisées par les agences de la bureaucratie stalinienne dont le pouvoir se consolidait dans le sang des bolcheviks massacrés : c'était l'écrasement du prolétariat allemand par le fascisme, la défaite de la révolution espagnole puis la Deuxième Guerre mondiale.

« *La guerre impérialiste se transformera en guerre civile* », répétait Lénine après 1914. La seconde guerre impérialiste mondiale, elle aussi, commença à se transformer en guerre civile. C'est l'irruption des masses en Italie dès 1943, la guerre révolutionnaire des partisans en Yougoslavie qui rompt le cadre pré-établi entre les dirigeants impérialistes et Staline. Plus ample qu'en 1917, la vague révolutionnaire déferle en Europe et dans le monde. En Europe de l'Est, comme à l'Ouest, les travailleurs tendent à chasser la bourgeoisie du pouvoir, à prendre en main le contrôle de l'économie. Aux Etats-Unis, au lendemain de la guerre, éclatent les plus grandes grèves qu'ait connues le pays.

Et face aux impérialismes affaiblis, les « empires » craquent : les masses opprimées et déshéritées des pays colonisés, pour qui le bonheur est une idée encore plus neuve que lorsque Saint-Just le proclamait pour l'Europe, se dressent.

Le stalinisme reprend le rôle tenu en 1918 par la social-démocratie, secondée par elle, d'ailleurs. La division de l'Europe, cristallisée par la division de la nation allemande et du prolétariat allemand, est un moyen essentiel du maintien de l'ordre établi à l'échelle mondiale. A l'Est, la bureaucratie stalinienne assure son contrôle policier, établit le régime de dictatures bureaucratiques qui procèdent d'elle ; à l'Ouest (comme en France sous la houlette de De Gaulle), parti stalinien et social-démocrate reconstruisent l'Etat bourgeois.

Il n'y a pas alors, ni à l'échelle nationale, ni à l'échelle internationale, d'organisation capable de jouer le rôle que le Parti bolchevique a joué en 1917. L'action contre-révolutionnaire du stalinisme marque profondément les conditions dans lesquelles la classe ouvrière internationale agit. Le combat de la IV<sup>e</sup> Internationale, fondée par Léon Trotsky, a permis — malgré les coups terribles de la réaction impérialiste et stalinienne — de préserver la continuité du mouvement révolutionnaire organisé sur la base d'un programme, du mouvement partant des seuls intérêts des travailleurs et parce qu'il en a une « vue générale », comme

le disait déjà le *Manifeste du Parti communiste*, capable d'aider ce mouvement, de dégager les mots d'ordre et les formes d'action correspondant à ses besoins. Ce combat n'avait pu aboutir à régler ce que Trotsky considérait comme la question centrale de notre époque : constituer à l'échelle nationale et internationale l'organisation capable de jouer le rôle que le Parti bolchevique avait pu tenir en Russie en 1917 (4).

Ce qui a manqué aux exploités et aux opprimés pour qu'ils l'emportent n'a été ni la détermination, ni l'initiative, mais le fait que n'ait pas été forgée, face à la direction centralisée des exploiteurs, la direction révolutionnaire des opprimés. La bureaucratie stalinienne, à chaque moment, s'est rangée comme un facteur actif du côté de la contre-révolution, se plaçant « définitivement du côté de l'ordre bourgeois », comme le dit le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale. D'autre part, quel « bilan » le système capitaliste présente-t-il ? La crise de 1929 (dont les effets ne commencent à être surmontés que par le recours à l'économie de guerre), le fascisme, la Deuxième Guerre mondiale et ses massacres, le génocide, les ravages causés aux bases mêmes de l'économie et de la civilisation par la guerre, Hiroshima... C'était cette réalité que traduisait le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, élaboré en 1938, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, lorsqu'il expliquait :

« La prémissse économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste, accablent les masses de privations et de souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage approfondit à son tour la crise financière de l'Etat et sape les systèmes monétaires ébranlés. »

C'est là la reprise, la prolongation et la généralisation de l'analyse leniniste de

l'impérialisme, l'analyse concentrée de la poursuite et de l'accentuation du « *parasitisme et de la putréfaction* » du mode de production capitaliste, pour reprendre le titre de l'un des chapitres du livre de Lénine.

Mais, objectera-t-on — et cela a été reddit à satiété et sera bien des fois encore répété — ces lignes datent de 1938 et, certes, la Deuxième Guerre mondiale pouvait conjoncturellement sembler les vérifier. Mais depuis, cinquante ans ont passé, le système capitaliste est toujours debout et l'économie capitaliste a connu un « boom » fantastique, nous avons connu une nouvelle révolution industrielle, un développement prodigieux des sciences et des techniques. Et aujourd'hui, la banqueroute, l'effondrement des régimes qui se réclamaient du socialisme ne signifient-ils pas le triomphe du capitalisme dépassant les limites que Lénine lui assignait ? Votre programme n'est-il pas dépassé, et avec lui — puisque vous vous obstinez à proclamer son lien avec des données plus anciennes — cet héritage leniniste dont vous vous réclamez ?

La question était et est aussi vitale, aussi pratique — liée à l'action des travailleurs — qu'elle l'était lorsque, sous une forme différente et dans d'autres conditions, elle était adressée à Lénine.

Encore une fois, au-delà des discours et des mots, il faut en revenir aux faits. Qui peut sérieusement prétendre que les cinquante années qui nous séparent de l'assassinat de Trotsky ne sont pas avant tout marquées par l'action de la classe ouvrière luttant pour son émancipation, par la volonté des peuples opprimés de liquider l'oppression ? Ce qui fait l'histoire, ce sont avant tout les assauts sans cesse répétés des travailleurs du monde contre l'ordre des choses existant, celui de l'exploitation et de l'oppression, leurs victoires partielles, leurs échecs, la reprise de ce mouvement universel intégrant les expériences des luttes passées, les succès comme les défaites.

(4) Voir *Quelques Enseignements de notre histoire*.

Mais enfin, n'y a-t-il pas du « nouveau » ? Certes, oui ! Mais ce « nouveau » n'est pas dans l'interruption ou la disparition de la lutte des classes mais, tout au contraire, dans son développement, son intensification, son élargissement. Le « *marxisme, qui n'est pas un dogme mais un guide pour l'action* » (eh oui, Lénine, encore une fois !), ne redoute pas ce « nouveau », au contraire il en généralise les enseignements pour la lutte émancipatrice de la classe ouvrière et, dans une certaine mesure, parce qu'il permet de saisir la dynamique des développements politiques et sociaux (de la lutte des classes), il anticipe ce « nouveau ».

En 1936, à l'heure sombre des procès de Moscou, Léon Trotsky écrivait dans *La Révolution trahie* qu'une seconde révolution menée contre la bureaucratie était « *inéluctable* ». Non qu'il fût prophète ; plus simplement, il appliquait la méthode du marxisme à l'analyse des contradictions de l'URSS où la contre-révolution stalinienne, bien qu'elle ait usurpé le pouvoir politique, n'avait pu détruire la conquête essentielle de la révolution : la propriété sociale des grands moyens de production, mais agissait dans cette voie comme « *courroie de transmission de l'impérialisme* » (Léon Trotsky).

Et le 17 juin 1953, il se produisait un événement « nouveau » et d'ampleur historique : les travailleurs de Berlin-Est s'insurgeaient contre le pouvoir de la bureaucratie. Ils réclamaient un « *gouvernement des travailleurs* », des « *élections libres dans toute l'Allemagne* ». Les bureaucrates de la RDA s'effaçaient alors devant leur tuteur : les chars de la bureaucratie stalinienne rétablissaient l'ordre.

La perspective de la révolution politique — inscrite dans le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale en liaison avec l'analyse du pourrissement du système capitaliste — cessait d'être un pronostic (indispensable à l'action contre le stalinisme et donc contre l'impérialisme) pour devenir un facteur vivant et majeur de l'unité mondiale de la lutte des classes.

La marche à la révolution politique s'est poursuivie dans l'*« Octobre polonois »* de 1956, dans la révolution des conseils ouvriers de Hongrie (1956), dans la montée vers le renversement de la bureaucratie. Il a fallu l'intervention des forces armées de la bureaucratie pour la stopper, comme en Tchécoslovaquie, en 1968... Puis à nouveau en Pologne en 1970, 1976 et 1980.

Ces soulèvements où la classe ouvrière tenait un rôle décisif, où elle tendait à affirmer son indépendance de classe, non seulement par le recours aux méthodes caractéristiques de la lutte du prolétariat (manifestations de masse, grèves, grève générale), mais en commençant à édifier ses propres organes de pouvoir (comités, conseils), s'inscrivaient comme des maillons de la lutte universelle pour l'émancipation. Ils se liaient à la même chaîne que celle qui unit ces bouleversements qui ont rythmé toute cette seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle : du renversement de la dictature de Chiang Kai-Shek et de la domination impérialiste en Chine à la révolution portugaise de 1974, de la révolution cubaine à la grève générale de mai 1968 en France, de la défaite de l'impérialisme US au Vietnam à la chute de Somoza au Nicaragua, pour ne citer que quelques exemples.

Ce qui s'affirme dans tous les continents comme le facteur majeur, c'est bien « *cette tendance des masses opprimées plus que par le passé (...) à jeter bas la bourgeoisie* » que Lénine dégageait en 1916 comme la base de l'action militante, de la construction d'un parti exprimant cette tendance et que réaffirmait le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale :

« *L'orientation des masses est déterminée d'une part par les conditions objectives du capitalisme pourri, d'autre part par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est bien entendu le premier : les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques.* »

L'unité entre les luttes des travailleurs dans les pays impérialistes et dans les pays dominés par l'impérialisme et celles des travailleurs des pays soumis à la

dictature de la bureaucratie est immédiatement manifeste non seulement dans leurs objectifs communs, mais dans le fait que les bureaucraties jouent de plus en plus directement le rôle de « *courroie de transmission de l'impérialisme* ».

Cela se manifeste, bien avant 1989, dans l'accentuation des mesures menaçant la propriété sociale, dans l'intrusion de plus en plus directe de la pression impérialiste. Rappelons simplement que c'est une décennie « d'ouverture au marché » qui aboutit en Chine à la situation dans laquelle jeunes et travailleurs se mobilisent contre la bureaucratie en mai 1989 ; que la Roumanie de Ceausescu est membre du FMI depuis 1972 et que c'est au nom du « *paiement de la dette* » que la bureaucratie ruine l'économie ; que c'est face à un plan de blocage des salaires et de hausse des prix, justifié par les bureaucrates au nom de « *l'adaptation de l'économie polonaise aux conditions de la compétitivité mondiale* » qu'éclate en Pologne la grève générale de 1980.

Le marxisme ne relève en rien de la prévision prophétique. Nous ne prétendons pas qu'il confère un « don de voyance » qui nous aurait permis de déterminer la date et la forme du tournant de caractère historique aujourd'hui engagé à l'échelle mondiale.

Par contre, nous devons dire que ces immenses bouleversements ne nous ont pas « *stupéfaits* » et qu'ils ne pouvaient pour la IV<sup>e</sup> Internationale être ressentis comme « *une faillite du marxisme* », puisqu'au contraire ils constituaient dans l'action des masses la vérification des données fondamentales de son programme, de la validité de la méthode marxiste.

Nous le disons sans prétention mais non sans fierté : c'est le fait d'avoir constitué et préservé des organisations à l'échelle nationale et internationale fondées sur les conceptions de Lénine, sur ses méthodes, sur leur prolongement dans l'action de Trotsky et sur l'analyse qu'il a faite du stalinisme, qui permet aujourd'hui de comprendre pour agir.

Réuni en janvier 1990, le Conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale-CIR déclarait :

« *L'heure du règlement de comptes des travailleurs et des peuples soumis à l'oppression de la bureaucratie mise en place par Staline arrive plus tard que ne l'espérait et ne l'espérait Léon Trotsky. Mais elle arrivera et la révolution politique antibureaucratique qui entraîne l'effondrement de l'équilibre de Yalta à l'Est donnera la plus grande impulsion au combat mondialement engagé par les travailleurs et les peuples, qui s'est exprimé et s'exprime sur tous les continents. Soulèvements des peuples et des travailleurs au Venezuela contre les plans de misère imposés par le FMI qui entend imposer, comme il le fait au Mexique et sur tout le continent latino-américain, la privatisation des services publics et des industries nationalisées, résistance du peuple nicaraguayen défendant son indépendance nationale et les conquêtes de la révolution, luttes menées par les travailleurs d'Europe, en Espagne, en France, en Angleterre, en Belgique, en Allemagne, contre les plans de régression sociale et de misère centralisés par les douze gouvernements constituant l'état-major anti-ouvrier et antipopulaire de la CEE.*

*Préparé par la marche de l'histoire, c'est un tournant mondial qui se réalise dans les relations entre les classes, les gouvernements et les partis. Tandis que toutes les contradictions du système de la propriété privée des grands moyens de production décadent se révèlent avec force, les bureaucraties, pour tenter de sortir l'URSS, la Chine, les pays de l'Est des conséquences désastreuses de leur gestion de l'économie et de l'Etat, s'engagent dans la perestroïka de Gorbachev qui ouvre la voie à la destruction de la propriété sociale, à la restauration du capitalisme. »*

Avant de conclure sur ce point, il faut encore revenir à cette formulation du programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale : ce sont les conditions objectives du capitalisme qui déterminent « *l'orientation des masses* ». Que de fois les tenants de l'ordre établi, les représentants des appareils bureaucratiques, les renégats de notre mouvement, et même ceux qui assuraient s'en réclamer n'ont-ils pas sous les formes les plus diverses répété que le capitalisme, loin de pourrir, s'épanouissait ?

## LE SYSTÈME USURIER INTERNATIONAL

Lénine parlait du système capitaliste servant à faire des puissances impérialistes des « parasites à perpétuité » vivant sur le corps du reste de l'humanité. Cela ne serait-il plus vrai aujourd'hui ? Ecouteons un aréopage qui se réclame certes pas du marxisme et qui n'est pas composé de léninistes impénitents. Il s'agit du collège des évêques du Zaïre, s'adressant au président Mobutu :

*« Le fonctionnement de nos institutions (que les évêques zaïrois décrivent comme marquées par l'arbitraire et la corruption — NDR) est bien connu et encouragé par des partenaires étrangers du Zaïre. En effet, ils savent bien avec qui ils ont signé des contrats et où est logé l'argent qu'ils ont donné en crédits au Zaïre. Il est dès lors anormal et injuste que ceux-là mêmes qui ont mis en place un système financier recyclant à leur avantage des capitaux détournés qu'ils prêtent à intérêt à ce même peuple qui en a été spolié, exigent pour le remboursement des restrictions budgétaires ayant pour conséquence l'appauvrissement sans cesse croissant des populations obligées à subir le poids des crédits non reçus et qui fructifient pour d'autres. Les populations sont ainsi doublement victimes du système usurier international, soutenu par des pays par ailleurs promoteurs des droits de l'homme. »* (La Conférence épiscopale zaïroise, le 15 mai 1989, reproduit dans *Jeune Afrique* n° 1527 du 9 avril 1990.)

*« Le système usurier international »* (le FMI, la Banque mondiale, instruments centralisateurs du pillage impérialiste) est donc le principal responsable, en utilisant ses agents locaux, de « l'appauvrissement sans cesse croissant des populations ».

Qu'en termes léninistes ces choses-là sont dites ! Peut-être que Jean Paul II dénoncera cette déclaration comme empreinte du « matérialisme » qu'il est si prompt à fustiger. Ce n'est pas notre affaire. Il reste que les évêques zaïrois soulignent une réalité incontestable,

transcrite dans les chiffres et les données fournis par les organisateurs de cet état de choses eux-mêmes.

Jamais l'expression « *pays en voie de développement* » n'est apparue plus hypocrite et mensongère. Les pays dominés par l'impérialisme non seulement stagnent, mais régressent en chiffres absolus par rapport à tous les critères du développement (industrialisation, emploi, niveau de vie, éducation, protection sociale). La formule employée par les évêques zaïrois d'un « *appauvrissement croissant des populations* » ne vaut pas seulement pour l'Afrique, mais aussi pour les Philippines, l'Indonésie, l'Amérique latine dans son ensemble.

Cette paupérisation, systématiquement organisée par les plans du FMI et de la Banque mondiale, est la conséquence d'un pillage au sens le plus littéral du terme : les pays opprimés par l'impérialisme, par le service de la dette, réexpédient vers les centres du capital financier international plus de capitaux qu'ils n'en reçoivent.

Et ce tribut qui leur est extorqué vient nourrir l'énorme machine spéculative à quoi se ramène de plus en plus le fonctionnement du système capitaliste commandé par le profit.

Par quels moyens ce système continue-t-il à fonctionner dans les pays capitalistes avancés, industriellement développés, par exemple, aux USA, le centre du système impérialiste mondial, la plus forte puissance, celle qui draine à elle seuls profits et capitaux du monde entier ?

Les statistiques y dénombrent 35 millions de « pauvres » officiels (c'est-à-dire qui survivent à la limite ou en dessous du seuil de pauvreté établi par les autorités fédérales), 31 millions de citoyens américains sont sans couverture sociale. Il y a officiellement — les chiffres syndicaux sont plus élevés — 7 millions de chômeurs. Certes, Reagan se vantait lorsqu'il quitta la Maison-Blanche d'avoir créé 30 millions d'emplois, mais 3 emplois sur 5 sont des emplois précaires et sous-payés (on estime à 20 millions le nombre de travailleurs américains qui ne sont employés qu'à temps partiel, et

il y a une fraction croissante de salariés qui se situent dans la zone de pauvreté).

Il n'y a pas de reconstitution de la force de travail dans les secteurs industriels essentiels où la main-d'œuvre a été décimée par les « restructurations », les licenciements.

Si ces faits suffisent à indiquer que l'analyse de l'impérialisme et de ses conséquences faite par Lénine reste la clé pour saisir la réalité contemporaine, cela ne signifie pas que le fonctionnement de l'économie capitaliste se fasse dans des conditions identiques à celles de 1916 ou de 1938.

« *Le marxisme*, écrivait Léon Trotsky dans *Bolchevisme et stalinisme* (texte qui est reproduit en conclusion de ce numéro de *La Vérité*), est la théorie du mouvement, pas de la stagnation. »

Aujourd'hui, il faut constater — et il revient aux marxistes d'en analyser toute la signification (5) — à quel point les tendances que Lénine dégageait, que le *Programme de transition* généralisait dans la formule « *les forces productives ont cessé de croître* », se sont accentuées, développées.

La destruction des forces productives, le démantèlement de régions industrielles entières, la ruine programmée de l'agriculture européenne, la famine déclarée inévitable pour des millions et des millions d'hommes, tout cela marque bien que dans le cadre du système fondé sur la propriété privée des moyens de production, le développement des sciences et des techniques se retourne contre la grande masse de l'humanité.

Les krachs boursiers, les chocs monétaires reflètent le point auquel le parasitisme a envahi, comme condition nécessaire de la réalisation du profit, toute l'économie capitaliste. La spéculation organisée n'est en rien un « sous-produit » mais occupe une place centrale. Il y a un déplacement croissant de l'activité industrielle et commerciale vers la sphère de la spéculation (un économiste français établissait que 93 % de la circulation de capitaux sur les marchés financiers relevaient de la spéculation financière ou monétaire).

La faillite de la bureaucratie stali-

nienne à l'est de l'Europe, c'est celle d'une couche sociale qui soumet de plus en plus étroitement ces pays à l'impérialisme, à l'exécution de ses plans. Face aux mouvements des masses qui disloquent la dictature de la bureaucratie ou qui l'ébranlent — et qui sont donc aussi dirigés contre les conséquences des plans impérialistes dont la bureaucratie est le relais —, les successeurs de Staline ne peuvent que précipiter leur cours restaurationniste.

L'avenir que l'impérialisme offre aux peuples et aux travailleurs de ces pays n'est pas celui de leur « *intégration harmonieuse* » dans le marché mondial, c'est celui de la latino-américanisation, de l'africanisation. En fait, celui de la destruction des bases mêmes de l'économie nationale, de la destruction des moyens de vie de millions d'êtres humains.

Mais il a à faire face à des classes ouvrières qui prennent conscience de leur force en faisant craquer tout l'édifice bureaucratique.

La crise mortelle de la bureaucratie s'intègre à celle de l'impérialisme. La vigilance angoissée de tous les gouvernements bourgeois qui montent la garde autour de Gorbatchev — « *suprême espoir et suprême pensée* » — disent nettement l'angoisse des exploiteurs du monde entier face à des mouvements qui mettent à l'ordre du jour l'unité des travailleurs du monde contre leur système et contre les régimes qui lui sont subordonnés.

---

## CONCLUSION : POURQUOI CET ACHARNEMENT ?

---

« *Le prolétariat n'a pas d'autre arme dans sa lutte pour le pouvoir que l'organisation.* » « *Sans théorie révolutionnaire, pas d'action révolutionnaire.* »

Ces deux formulations de Lénine sont un leitmotiv qui se retrouve dans tous ses

---

(5) Voir *Le FMI, une entreprise de pillage des peuples*, ouvrage rédigé par un collectif de militants du PCI (éditions SELIO).

écrits, qui marque toutes ses prises de position, des années de la lutte clandestine contre le tsarisme aux résolutions des congrès de l'Internationale communiste après la victoire d'Octobre 1917.

Certes, comme bien d'autres, ces deux « mots d'ordre » ont été utilisés pour justifier les pires violences contre la démocratie ouvrière, contre le droit de la classe ouvrière à s'organiser et à décliner des moyens de sa lutte. L'invocation de la nécessité de l'organisation a été faite pour soumettre la classe ouvrière aux décisions d'une bureaucratie qui lui était étrangère ; la « théorie » transformée dans l'obligation d'accepter les ordres des « chefs » et les justifications qu'ils en donnaient.

C'est un fait. Il n'empêche pas de constater que l'expérience que font les travailleurs au travers de chaque lutte contre l'exploitation et l'oppression, face au patronat et aux gouvernements qui le servent comme face aux régimes bureaucratiques, c'est celle de la nécessité de s'organiser, celle de la nécessité pour faire valoir leurs intérêts de disposer d'une expression indépendante organisée, d'un parti politique qui soit le leur et du fait que ce parti, pour agir efficacement, doit se fonder sur une vue d'ensemble des conditions et des objectifs du mouvement d'émancipation sociale et politique des travailleurs.

Lénine insiste à chaque moment sur le fait que la « théorie révolutionnaire » est indispensable à l'action. Cela ne se sépare pas de la nécessité de l'organisation. Au contraire, le fait que « *le prolétariat n'aït d'autre arme dans sa lutte pour le pouvoir que l'organisation* » concentre l'analyse des conditions dans lesquelles la classe ouvrière doit lutter.

Cet article est revenu sur certains aspects des positions élaborées par Lénine pour montrer que les développements de la lutte des classes, loin de les rendre caduques, confirmaient la validité de sa méthode, et pour indiquer combien ses positions, malgré les falsifications, éclairaient les problèmes actuels.

Ces positions ont compté parmi les bases constitutives du parti dont la construction a concentré tout le combat poli-

tique de Lénine : le Parti bolchevique, le parti qui a été capable d'être l'instrument de la victoire des ouvriers et des paysans en octobre 1917. L'expérience pratique du Parti bolchevique, l'expérience concentrée dans son programme, dans ses méthodes d'organisation, dans les étapes de son développement constituent en ce sens, pour nous, un apport théorique et pratique irremplaçable au combat des travailleurs partout dans le monde.

Si Lénine et le leninisme sont aujourd'hui la cible privilégiée des attaques menées sur le thème de « *la faillite du marxisme* », de la « *banqueroute du communisme* », c'est que l'objectif de ces attaques, c'est d'affirmer que la société ne peut être transformée, que la propriété privée des moyens de production est intouchable.

Alors Lénine, Trotsky, le Parti bolchevique constituent par excellence le « mauvais exemple » qu'il faut discréder en les amalgamant à la dictature de la bureaucratie.

C'est pourquoi se succèdent ces articles où la mauvaise foi, l'ignorance et la stupidité entrent en compétition sans qu'il soit possible, à chaque fois, de savoir qui l'emporte. Comme il faut à tout prix faire de Lénine le père du « totalitarisme », le responsable du stalinisme, on répète à l'envi qu'il a sacrifié l'Etat, qu'il l'a fétichisé.

La réalité, tout au contraire, c'est que Lénine, reprenant l'analyse marxiste de l'Etat comme appareil de coercition, comme instrument de la domination d'une classe sur une autre, démontrait que l'Etat qui surgirait de la révolution ouvrière, l'Etat ouvrier — instrument de la domination non plus de la minorité exploiteuse mais de la majorité, en ce sens expression de sa dictature — demeurerait en un sens un « *Etat bourgeois sans bourgeoisie* ». Lénine ajoutait qu'il ne s'agissait pas là d'un « *jeu dialectique de l'esprit* » mais bien de « *la substance éminemment dialectique* » du marxisme.

C'est en août et septembre 1917, en pleine période révolutionnaire, que Lénine revient ainsi sur le problème de

l'Etat, qu'il l'étudie fondamentalement et qu'il met en garde contre toute tendance à idéaliser l'Etat qui sera issu des transformations révolutionnaires. Il reprend l'expérience de la Commune de Paris et, s'appuyant sur la formule d'Engels sur le « *dépérissement de l'Etat* », il explique que ce dont la classe ouvrière a besoin c'est d'un « *Etat qui dépérît* » — que c'est cette tendance qui en définit avant tout le caractère ouvrier.

Le dépérissement de l'Etat est nécessairement lié à la transformation des rapports de production, à l'appropriation collective des grands moyens de production et à leur gestion démocratique, au développement des forces productives — libérées des entraves de la propriété privée des moyens de production — permettant de dépasser le stade où la répartition se fait encore en fonction du droit bourgeois. C'est-à-dire à un processus de transformation sociale dont la prise du pouvoir par les travailleurs n'est que l'acte initial et qui ne peut être mené à son terme dans un seul pays.

Quel rapport — si ce n'est celui d'une opposition radicale — avec les conceptions véhiculées par la bureaucratie pour justifier sa terreur, ses priviléges et son pouvoir, celle de « *l'accentuation de la lutte des classes au fur et à mesure du développement du socialisme* », « *du socialisme dans un seul pays* », du « *communisme réalisé* », mais accompagnée de la permanence d'un Etat, baptisé il est vrai « *Etat du peuple tout entier* » ?

C'est d'ailleurs cette réflexion théorique de Lénine sur l'Etat issu de la révolution qui sera le point de départ de l'analyse par Trotsky de la bureaucratie stalinienne et de son pouvoir.

Dans les conditions dans lesquelles la classe ouvrière commence à édifier son pouvoir, après octobre 1917, Lénine applique aux formes particulières (arriération économique, place de la paysannerie, question des nationalités, conséquences de la guerre civile) de ces premières phases de transition entre le capitalisme et le socialisme la méthode qui se dégage de l'étude qu'il a faite de la question de l'Etat dans *L'Etat et la révolution*.

C'est à partir d'elle qu'il caractérise en 1921, au lendemain de la guerre civile, l'Etat comme un « *Etat ouvrier avec des déformations bureaucratiques* » et qu'il voit dans ces déformations un facteur supplémentaire qui donne encore plus d'importance à la défense de l'indépendance des organisations syndicales à l'égard de l'Etat, même s'il s'agit d'un Etat ouvrier.

Sa vigilance à l'égard de ces déformations bureaucratiques dont il ne cesse de souligner la gravité, jusqu'à cette ultime note du 2 mars 1923 :

« *Les choses vont si mal avec notre appareil d'Etat, pour ne pas dire qu'elles sont détestables, qu'il nous faut d'abord réfléchir sérieusement comment combattre ses défauts qui, ne l'oublions pas, remontent du passé.* »

Et dès 1920, lors du IX<sup>e</sup> Congrès, il expliquait :

« *La tâche du pouvoir des soviets consiste à détruire complètement l'ancien appareil d'Etat et à donner le pouvoir aux soviets. Mais dans notre programme, nous admettons déjà que le bureaucratisme est nécessaire, que les fondements d'une société réellement socialiste n'existent pas encore (...). Il est compréhensible que le bureaucratisme né dans les institutions soviétiques devait exercer une influence dissolvante sur les organisations du parti, car les sommets du parti sont les sommets des institutions soviétiques.* »

C'est cette même méthode que l'on retrouve, nous l'avons vu, dans la manière dont Lénine aborde la question nationale. Il y a dans l'héritage de cette ultime bataille non seulement le plus cinglant des démentis à tous les escrocs qui, en vain, veulent ensevelir la mémoire de Lénine dans la boue du stalinisme, mais — ce qui est encore plus important — un ensemble d'éléments de réflexion et de discussion précieux au moment où le stalinisme se disloque sous les coups des travailleurs.

Au moment où, à l'Est comme à l'Ouest, les travailleurs ont plus que jamais besoin d'organisations syndicales indépendantes, qu'ils se regroupent pour défendre l'indépendance de leurs

organisations syndicales ou pour constituer des organisations indépendantes.

Au moment où, à l'Ouest comme à l'Est, les travailleurs partout dans le monde cherchent à se regrouper, à unir leurs rangs pour combattre les mesures anti-ouvrières qui découlent du pourrissement du capitalisme, ces mesures que prennent tous les gouvernements, ceux qui ne sont constitués que par des ministres issus des partis de la bourgeoisie ou composés de ceux que Lénine appelait à juste titre « *les lieutenants ouvriers de la bourgeoisie* ».

Au moment enfin où cette résistance des masses exploitées et opprimées, qui est une résistance à la liquidation des bases mêmes de la civilisation humaine, pose — de manière plus unifiée à l'échelle mondiale que jamais — la question qui est au cœur de l'action de Lénine pour construire un parti, celle de mettre fin aux régimes de l'exploitation et de l'oppression, celle du pouvoir ouvrier et démocratique, il faut déchirer l'écran de mensonges staliniens et retrouver le véritable Lénine.

## LE SCANDALE DES SCANDALES

Aller « *plus bas, plus profond* », disait Lénine, s'appuyer sur la tendance décisive, celle des « *masses toujours plus opprimées qui veulent jeter bas la bourgeoisie* », s'appuyer sur l'action des masses, sur leur capacité, sur leurs initiatives, les nourrir en se saisissant de toute occasion politique pour renforcer leur indignation et leur détermination, ouvrant la voie à leur organisation.

Voilà le scandale, voilà pourquoi Lénine est l'homme à abattre ! C'est parce que toute son œuvre, ses écrits, toute l'histoire du Parti bolchevique et tous ses enseignements vont dans le même sens : les travailleurs doivent et peuvent s'organiser comme classe. La forme la plus élevée de cette organisation c'est le parti de classe : par ce moyen, la classe, qui incarne l'avenir de l'humanité, est capable d'en finir avec la barbarie que sécrète l'impérialisme (et dont la bureaucratie stalinienne est un produit

et un facteur), de réaliser ce que Trotsky appelaient « *la tendance instinctive du prolétariat à reconstruire la société sur des bases communistes* ».

Ah, si tout cela pouvait être occulté, voilé, en reprenant l'amalgame entre la dictature de la bureaucratie et la pratique de Lénine, quel soulagement pour tous les tenants de l'ordre établi !

Vaine utopie pourtant que d'escamoter que les travailleurs vont accepter. Les porte-parole de l'impérialisme, lorsqu'ils analysent la situation, sont lucides, ils expliquent que le chômage, la hausse des prix, la croissance des inégalités va, à l'Est, conduire à l'émergence « *d'organisations plus radicales, voire à de nouvelles insurrections* » (*New York Times*).

Alors le choeur de la calomnie se fait à nouveau entendre. Le parti de Lénine, c'était le parti-guide absolu, le parti pour lequel les travailleurs ne sont que des troupiers sans conscience ni volonté propre, c'est le parti unique, l'embryon et le responsable de la dictature de Staline.

Vieille antienne à laquelle Trotsky avait déjà dû répondre, mais qui est aujourd'hui reprise de manière amplifiée, avec la particularité que la bureaucratie stalinienne, au moment où elle se décompose, dit sa vérité. Engagée dans la voie de la restauration capitaliste, elle ne ressent plus la même nécessité de se réclamer de Lénine. Elle proclame aujourd'hui, à travers toute une série de personnages de la nomenklatura, ce qui correspond à son être, à son contenu social : Lénine, voilà l'ennemi, tout comme Trotsky. C'est Afanassiev qui identifie Staline, Trotsky et Lénine comme porteurs de la même « *culture révolutionnaire* ». Dans ce même numéro de *La Vérité*, Jean-Jacques Marie revient sur cet aspect. On y verra comment la perestroïka restaurationniste exige la calomnie contre Lénine comme élément de son bagage idéologique.

Les faits démentent la calomnie. Le parti unique, le parti de la bureaucratie n'est en rien un prolongement — même altéré — du parti de la révolution d'Octobre. Pour s'installer solidement au pouvoir, la bureaucratie a dû détruire

ce parti, le détruire par l'extermination physique du comité central de Lénine, par le massacre de dizaines de milliers de cadres et de militants qui incarnaient un lien avec la révolution d'Octobre. Les procès truqués, les grandes purges aboutissent à un véritable génocide politique.

Sur ce point, Trotsky expliquait dans son « *Staline* » :

*« Stériles et absurdes sont les travaux de Sisyphe de ceux qui essaient de réduire tous les développements d'une période à quelques prétendus traits fondamentaux du Parti bolchevique, comme si un parti politique était une entité homogène et un omnipotent facteur historique. Un parti politique n'est qu'un instrument historique temporaire, un des très nombreux instruments de l'histoire et aussi une de ses écoles. Le Parti bolchevique s'assigna à lui-même le but de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. Dans la mesure où ce parti accomplit cette tâche pour la première fois dans l'histoire, et enrichit l'expérience humaine par cette conquête, il a rempli un prodigieux rôle historique. Seuls ceux qu'égare un goût pour la discussion abstraite peuvent exiger d'un parti politique qu'il doive soumettre et éliminer les facteurs beaucoup plus denses de masse et de classe qui lui sont hostiles. »*

Répétons-le : au point de départ des conceptions politiques d'organisation de Lénine il n'y a pas seulement la réalité objective de la lutte des classes, il y a l'activité vivante de la classe ouvrière, son activité spontanée dont Lénine dit qu'elle est « *l'embryon du conscient* ».

*« Le Parti bolchevique s'assigna à lui-même le but de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière, écrit donc Trotsky, et il accomplit cette tâche. »*

## L'ÉPREUVE DE LA RÉVOLUTION

Mais comment ? Par des méthodes et par des moyens qui correspondaient à l'objectif (« *la conquête du pouvoir par la classe ouvrière* »). Sans revenir ici sur l'histoire de la révolution russe, sur les tactiques différencierées par lesquelles, à chaque moment, le Parti bolchevique aide à la mobilisation des travailleurs,

centralise leur action en direction du pouvoir, comment résumer les axes qui sont ceux du Parti bolchevique de février à octobre 1917 ?

Février 1917, où la révolution se met en marche, fait s'écrouler sur son passage l'édifice verrouillé de la monarchie tsariste, mais où, comme l'écrit Trotsky dans *Histoire de la Révolution russe*, « *les foules innombrables ne se sont pas encore suffisamment rendu compte de ce qu'elles veulent, mais (...) sont pénétrées de haine ardente pour ce dont elles ne veulent plus* », ce qui aboutit à ce que Trotsky appelle le « *paradoxe de février* » : les masses chargent de leurs aspirations des dirigeants des organisations alors les plus représentatives, les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires, et ceux-ci remettent le pouvoir entre les mains de la bourgeoisie libérale qui a assisté impuissante au déferlement révolutionnaire.

Octobre, où la classe ouvrière rassemblée dans sa majorité autour de la politique du Parti bolchevique établit le pouvoir des organes qui ont réalisé son unité comme classe : les soviets, les conseils ouvriers.

La ligne stratégique du Parti bolchevique peut se résumer à deux axes :

— Aucune subordination à la bourgeoisie, qui veut continuer sa guerre et assurer la continuité de l'appareil d'Etat du tsarisme :

*« Aucun soutien au gouvernement provisoire, démontrer le caractère entièrement mensonger de toutes ses promesses. Le démasquer, au lieu “d'exiger” — ce qui est inadmissible car c'est semer des illusions — que ce gouvernement, ce gouvernement des capitalistes cesse d'être impérialiste. »* (Rapport de Lénine à la réunion des bolcheviks participant à la conférence pan-russe des délégués ouvriers et soldats du 4 avril 1917).

— Expliquer, expliquer encore, convaincre pour

*« passer de la première étape de la révolution qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie par suite du degré insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat, à sa deuxième étape qui doit don-*

*ner le pouvoir au prolétariat et aux couches pauvres de la paysannerie » (idem), c'est-à-dire pour instaurer « non pas une république parlementaire — y retourner après les soviets de députés ouvriers serait un pas en arrière — mais une république des soviets de députés ouvriers, salariés agricoles et paysans, dans le pays tout entier, de la base au sommet » (idem).*

Lénine précise :

*« Cela semble n'être "simplement" que de la propagande. C'est en réalité un travail révolutionnaire des plus pratiques. » (« Les tâches du prolétariat dans notre révolution »).*

Expliquer, convaincre ne peut se faire que de manière organisée dans la lutte des travailleurs, dans leur expérience, en avançant les mots d'ordre, en dégageant les formes d'organisation qui correspondent aux besoins de la mobilisation des masses.

C'est ainsi que le Parti bolchevique gagnera la majorité aux soviets, qu'il dégagera la voie permettant au mot d'ordre « *Tout le pouvoir aux soviets* » de se réaliser.

Rien n'est plus éloigné du putsch, du complot, de l'idée aberrante d'une classe ouvrière « manipulée » et conduite malgré elle à la révolution. C'est démocratiquement que le Parti bolchevique gagne la majorité de la classe ouvrière à ses positions en appelant à l'initiative, à la conscience des travailleurs. Cette stratégie ne s'imposa point sans lutte politique interne au Parti bolchevique. Contrairement aux légendes communes à la falsification stalinienne et à la bourgeoisie, le Parti bolchevique n'était nullement soumis à une « *dictature personnelle* ». Quand Lénine rentre d'exil, il est en minorité, la majorité de la vieille direction cherche la conciliation avec les mencheviks et les socialistes révolutionnaires.

Le « réarmement » du parti tient sans aucun doute à la personnalité de Lénine, à sa place dans l'histoire du parti, mais aussi à la manière dont ce parti a été forgé (6).

## LA CONTINUITÉ DE LA LUTTE POUR LE PARTI

Il y a une continuité — certes complexe et qui intègre les modifications des conditions de la lutte des classes en Russie et dans le monde, les enseignements des expériences accumulées — entre le combat pour une « *organisation social-démocrate pour toute la Russie* » mené dès la fin du siècle dernier et les premières années de celui-ci, les années de « *Que faire ?* », de la première scission avec les mencheviks, et le parti qui fera siennes les « *Thèses d'avril* ».

Il n'y a pas une rupture « qualitative » avant et après 1905, bien qu'évidemment, Lénine apprend de la révolution de 1905 comme Marx de la Commune de Paris.

Il y a l'histoire, qui n'est certes ni simple ni unilatérale, par laquelle se forge le parti qui sera à la hauteur des tâches historiques que lui confère la révolution de 1917 (7).

(6) Trotsky écrivait à ce sujet, dans l'un de ses derniers articles : « *Quels étaient les atouts du bolchevisme ? Lénine était le seul, au début de la révolution, à avoir une conception révolutionnaire claire, élaborée en profondeur. Les cadres russes du parti étaient dispersés et passablement désorientés. Mais le parti avait de l'autorité sur les ouvriers d'avant-garde. Lénine avait beaucoup d'autorité sur les cadres du parti. La conception politique de Lénine correspondait au développement réel de la révolution et était renforcée par tous les événements nouveaux. Ces atouts réalisèrent des merveilles dans une situation révolutionnaire, c'est-à-dire dans les conditions d'une lutte de classes acharnée. Le parti aligna très vite sa politique sur la conception de Lénine, c'est-à-dire sur le cours réel de la révolution. De ce fait, il trouva le soutien de dizaines de milliers d'ouvriers d'avant-garde. En quelques mois, prenant appui sur le développement de la révolution, le parti fut capable de convaincre la majorité des ouvriers de la justesse de ses mots d'ordre. Cette majorité, organisée dans les soviets, fut à son tour capable d'attirer les soldats et les paysans. » (« Classe, parti, direction », Oeuvres, tome 20).*

(7) Comme il était noté dans l'introduction, cet article n'a pas pour objet — et encore moins la prétention — d'être un « condensé » de cette histoire. Sans aucun doute l'activité politique conduira à y revenir plus d'une fois. Signalons simplement ici l'édition de *Que faire ?* précédée d'une importante préface de Jean-Jacques Marie (Editions du Seuil).

Et ce parti, sa nécessité, son rôle, sa relation avec la classe ouvrière sont déjà contenus dans l'article de 1900 de Lénine dans l'*Iskra* :

*« Aider au développement politique et à l'organisation politique de la classe ouvrière, voilà notre objectif principal et fondamental. Celui qui le relègue au second plan et ne lui subordonne pas tous ses objectifs et procédés particuliers s'engage sur une fausse voie (...). »*

C'est cette affirmation du rôle de la classe ouvrière qui est à la base de la nécessité de l'organisation que Lénine affirme et réaffirme dès les premières années de son action militante.

*« Soumise à cette même exploitation bourgeoise qui est, par sa nature économique, l'exploitation de toute la population laborieuse de Russie, cette classe (le prolétariat urbain) est placée néanmoins dans des conditions particulièrement favorables pour son émancipation : il n'est plus rien qui la rattache à l'ancienne société entièrement fondée sur l'exploitation ; les conditions mêmes de son travail et le cadre de sa vie l'organisent, l'obligent à refléchir, lui permettent d'entrer dans la conscience de la lutte politique. Il est naturel que les sociaux-démocrates aient porté tous leurs espoirs et toutes leurs attentions sur cette classe, que tout leur programme vise à développer sa conscience de classe, que toute leur activité tende à l'aider à s'élever jusqu'à la lutte politique directe contre le régime actuel. »* (*« Ce que sont les amis du peuple », avril 1894.*)

Et encore :

*« Un champ d'action immense, à peine entamé, s'ouvre devant la social-démocratie russe. L'éveil de la classe ouvrière russe, son élan spontané vers le savoir, vers l'union, vers le socialisme, vers la lutte contre ses oppresseurs, se manifeste chaque jour avec toujours plus d'éclat et d'ampleur »* (*« Les tâches des sociaux-démocrates russes », 1898.*)

Quel rapport avec l'idée frauduleusement attribuée à Lénine et selon laquelle le prolétariat serait une masse inerte, que des « chefs » pourraient entraîner à leur gré ! Le rôle du parti comme le conçoit Lénine est de concentrer, de centraliser, d'exprimer dans sa plénitude cet « élan spontané vers le savoir, vers l'union, vers

*le socialisme* ».

Comme bien d'autres vocables, les termes de « *centralisme démocratique* » ont été détournés de leur sens et utilisés par le stalinisme. Que ce dernier n'ait rien de « *démocratique* », c'est évident. Quant à sa « *centralisation* », c'était celle de la terreur et de la répression, de la destruction de toute forme d'organisation indépendante pour assurer la défense des priviléges et du parasitisme de la bureaucratie ; cette « *centralisation bureaucratique* » qui ne pouvait que dénier aux travailleurs tout contrôle, tout droit de regard sur l'usage de la propriété sociale a d'ailleurs partout conduit à la dislocation de l'économie, menaçant ce qui demeure des conquêtes de la révolution.

Lénine — comme Trotsky d'ailleurs jusque dans ses derniers écrits : que l'on lise dans *Défense du marxisme* sa polémique contre ce qu'il définit comme « *l'opposition petite-bourgeoise au sein du SWP* » (l'organisation trotskyste américaine) — réclamait un centralisme rigoureux dans l'action, une discipline stricte dans l'action face à la bourgeoisie et à ses agents.

Le parti ne pouvait rassembler les éléments les plus avancés de la classe exploitée, aider à la lutte de la classe ouvrière tout entière que si les frontières de ce parti étaient strictement délimitées, que si ceux qui constituaient le parti, les militants, se trouvaient unis sur une même base de principes, sur ce que Trotsky appellera plus tard « *une compréhension commune des événements et des tâches* ». C'était la condition pour que ce parti soudé par son programme puisse combattre pour que dans l'action, l'unité la plus large des travailleurs, des organisations, se réalise pour la défense des intérêts ouvriers, pour la démocratie, contre l'autocratie — dans le cas de la Russie d'avant 1917, dans l'indépendance pratique à l'égard de la bourgeoisie.

La démocratie que Lénine lie uniquement au centralisme n'est pas pour lui un élément « complémentaire », encore moins un moyen de « tempérer » le centralisme. Au contraire, il en est la con-

dition, une composante essentielle car le parti révolutionnaire est l'association libre de ceux qui partagent cette « *compréhension commune des événements et des tâches* », il est le cadre de la plus grande liberté dans l'initiative, de la discussion comme moyen d'aboutir aux décisions.

Le caractère rigoureux, implacable même de l'organisation qui s'assigne à elle-même de faire valoir les intérêts historiques et immédiats de la classe ouvrière est donné par le caractère implacable de l'exploitation capitaliste et de la lutte des classes. C'est cela même qu'enseigne à tout travailleur la lutte quotidienne contre le système d'exploitation capitaliste, contre la bureaucratie.

Le Parti bolchevique n'a jamais été monolithique, il a gagné et assuré son homogénéité par un combat politique sans concessions et par le débat interne. C'est par l'expérience et la conviction que la direction a assuré son autorité politique (8).

Il y a sans aucun doute beaucoup plus à apprendre aujourd'hui sur ce qu'est la démocratie ouvrière dans n'importe quel congrès du Parti bolchevique avant que le stalinisme ne le détruise que dans la mascarade du Congrès de Rennes — riche d'enseignements par ailleurs sur ce que sont devenues les organisations ouvrières bourgeoisées dégénérées et soumises à l'impérialisme !

L'adresse adoptée par le Conseil Général de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) en janvier 1990 proclamait :

« Le communisme, ce n'est ni Gorbatchev, ni Jaruzelski, ni Modrow, ni Iliescu. Le communisme, c'est le programme du Manifeste du Parti communiste de Marx et Engels, le communisme c'est le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale élaboré sous la direction de Trotsky qui, dès 1923, s'est dressé pour la démocratie contre la bureaucratie stalinienne alors en formation. Le communisme, c'est l'objectif historique, celui de l'expropriation des exploitants, pour sauver l'humanité des conséquences catastrophiques du maintien de la propriété privée des moyens de production, que le combat de la classe ouvrière met à l'ordre du jour partout dans le monde.

*C'est l'objectif de la IV<sup>e</sup> Internationale fondée sur le programme scientifique du marxisme qui affirme que les prémisses économiques de la révolution prolétarienne sont arrivées depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Le programme de Marx, de Lénine, de Trotsky, c'est le programme de l'émancipation des travailleurs (...).*

*Le chemin est difficile, l'alternative est ouverte, mais les masses laborieuses et la jeunesse, pour leur propre survie et celle de l'humanité, ont montré et montrent leur capacité de combat. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. Tout dépend de l'aide que la IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections apporteront au combat mondial d'émancipation des travailleurs par leur propre mouvement de classe. »*

Sur ce chemin difficile, la réappropriation par le mouvement des masses laborieuses de l'héritage politique légué par Lénine et le Parti bolchevique, prolongé et maintenu par Trotsky et la IV<sup>e</sup> Internationale, est indispensable.

Cela ne s'accomplira pas automatiquement. Comme l'expliquait Trotsky en 1935, démontrant une fois encore qu'il était bien ce « *mieux bolchevik* » dont parlait Lénine :

*« La crise de la direction prolétarienne ne peut évidemment pas être surmontée par une formule abstraite. Il s'agit d'un processus d'une durée extrêmement longue. Mais non pas d'un processus purement "historique", c'est-à-dire des conditions objectives de l'activité consciente, mais d'une chaîne ininterrompue de mesures idéologiques, politiques et organisationnelles, en vue de souder les éléments les meilleurs, les plus clairvoyants du prolétariat mondial*

(8) Comme l'explique Trotsky dans *La Révolution trahie* : « *Le régime intérieur du Parti bolchevique se caractérise par la méthode du centralisme démocratique. L'union de ces deux mots n'implique aucune contradiction. Le parti veillait à ce que ses frontières fussent toujours strictement délimitées, car il entendait que tous ceux qui pénétraient à l'intérieur de ses frontières eussent réellement le droit de déterminer l'orientation de sa politique. La libre critique et la lutte des idées forment le contenu intangible de la démocratie de parti.* »

sous un drapeau sans tache, de renforcer de plus en plus leur nombre et leur confiance en eux-mêmes, de développer et d'approfondir leur liaison avec d'autres couches plus larges du prolétariat, en un mot de redonner au proléta-

*riat, dans une situation nouvelle extrêmement difficile et chargée de responsabilités, sa direction historique. »*

François Forgue

Le Fonds monétaire international (F.M.I.) :

# **Une entreprise de pillage des peuples**



Pierre Cize, Michel Dauberny, Christian Fostier,  
Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein

---

SELIO

En vente à la SELIO au prix de 90 F

# La construction du Parti bolchevique : 1912-1914

Par Christian FOSTIER

Janvier 1912 : à Prague, une conférence organisée par les bolcheviks, réunissant 15 délégués envoyés par 20 groupes clandestins, décide la rupture complète avec les mencheviks et rétablit une véritable direction du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

Janvier 1914 : en Russie, les grèves ouvrières et les combats de rue se multiplient, le Parti bolchevique occupant une place centrale dans ces événements.

Entre ces deux dates, une période de construction du Parti ouvrier social-démocrate (bolchevik) de Russie reposant sur une organisation illégale et la diffusion d'un journal hebdomadaire d'abord, puis quotidien. C'est cette « construction » qui est l'objet de cet article, dont l'objectif est de répondre à une question : comment, en l'espace de deux ans, les bolcheviks sont-ils devenus un parti implanté dans la classe ouvrière, qui, d'après Trotsky, aurait été porté à la tête des soviets si la crise révolutionnaire naissante n'avait pas été stoppée par le déclenchement de la Première Guerre mondiale, que la trahison de la II<sup>e</sup> Internationale a grandement facilitée ?

Après la défaite de la révolution de 1905, la Russie entre dans une période de réaction profonde, marquée par la mise en place d'un système répressif, un recul de la classe ouvrière et la quasi-disparition du Parti ouvrier social-démocrate, qui rassemble bolcheviks de Lénine et mencheviks.

En 1907-1908, écrira Lénine quelques années plus tard, on avait connu « une

crise idéologique et la dislocation des organisations marxistes » (1).

En 1910, dans une lettre à K. Kautsky, F. Mehring et C. Zetkin, Lénine constate « l'énorme déclin des organisations, leur quasi-disparition en maints endroits, un sauve-qui-peut général des intellectuels » et conclut : « Seuls restent des cercles ouvriers et des militants isolés (...). La contre-révolution fait rage et une terrible débâcle frappe l'organisation. » (2).

Cette période est également marquée par des luttes internes particulièrement dures, en 1908 contre les « bolcheviks de gauche », qui se refusent à comprendre la nécessité de participer au Parlement ultra-réactionnaire de la monarchie tsariste, et ensuite contre les « liquidateurs », partisans d'une adaptation à la légalité et donc opposés à la construction d'un parti clandestin.

Avec ces liquidateurs, la dernière tentative de conciliation tentée par Lénine en 1910 se termine par une rupture définitive.

En somme, comme Lénine l'écrira quelques années plus tard, « le parti a été décimé par la contre-révolution » (3), ce qui n'a pas empêché Lénine et ses camarades de jeter les bases idéologiques et organisationnelles d'un renouveau du parti quand les circonstances seront plus favorables. C'est ainsi qu'en décembre 1908 une conférence décide que le développement du parti passe par la constitution de cellules illégales et la création de points d'appui pour le travail dans les masses par la mise en place de réseau de sociétés ouvrières légales (4). Cette méthode, on va la retrouver entre 1912

et 1914, avec l'essor révolutionnaire que la Russie va alors connaître.

Cet essor révolutionnaire prend forme à partir de 1910 et connaît une forte accélération après le massacre de la Léna. Avec l'incapacité du régime à apporter une réponse aux problèmes du pays, il va conduire la Russie dans une crise révolutionnaire.

C'est en 1910 que la Russie connaît une reprise de l'activité industrielle qui amène « *la classe ouvrière à sortir de sa torpeur* », selon la formule utilisée par Trotsky dans un livre sur Staline, pour ensuite se lancer dans une grande vague de grèves économiques et politiques.

Dès la fin de 1910, raconte Lénine, « *un certain revirement est survenu dans l'état d'esprit des masses* » (5), des manifestations ont lieu à l'occasion de la mort de Tolstoï et les étudiants descendent dans la rue pour leurs propres revendications et les libertés démocratiques. Certes, « *au début, l'essor fut incroyablement lent* », mais « *à la suite des événements de la Léna, il se fit un peu plus rapide* », écrira Lénine dans son livre *La Maladie infantile du communisme, le gauchisme*.

De ces événements de la Léna, Trotsky dresse le tableau suivant :

« *Un brusque changement se produisit au printemps de 1912, après le fameux massacre des ouvriers de la Léna. Dans les profondeurs de la Taïga, à 7 000 verstes de Petersbourg, à 2 000 verstes du chemin de fer le plus proche, les parias de l'industrie de l'or, qui apportaient chaque année des millions de roubles de profit aux actionnaires anglais et russes, revendiquèrent la journée de huit heures, une augmentation de salaire et l'abolition des amendes. Les soldats appelés d'Irkoutsk tirèrent sur la foule sans armes. Cent cinquante tués, deux cent cinquante blessés ; privés de tout secours médical, les blessés moururent par dizaines. Lors du débat à la Douma sur les événements de la Léna, le ministre de l'Intérieur, Makarov, fonctionnaire stupide, ni pire ni meilleur que les autres, déclara, aux applaudissements des députés de droite : "Il en fut ainsi, il en sera ainsi." Ces paroles étonnamment impudentes provoquèrent une décharge électrique. Les nouvelles*

*annonçant des résolutions et des grèves commencèrent à affluer par téléphone et par télégraphe, d'abord des usines de Petersbourg, puis de tous les coins du pays. La réponse aux événements de la Léna ne peut se comparer qu'à la vague d'indignation qui, sept ans plus tôt, avait saisi les masses ouvrières après le dimanche sanglant de 1905.* » (6).

## UN ESSOR RÉVOLUTIONNAIRE

Le massacre de la Léna a donc une double conséquence : la violente répression d'une simple grève ouvrière démontre l'absence de légalité et donne « *une image saisissante de tout le régime de la monarchie du 3 juin* » ; ensuite, il constitue « *un stimulant pour transformer l'esprit révolutionnaire des masses en essor révolutionnaire des masses* », selon le constat dressé par Lénine (7). Dès lors, on assiste à une rapide montée de la courbe des grèves, « *ce moyen d'éveiller, de grouper et d'entraîner les masses dans la lutte* » et, progressivement, « *le pays tout entier entre en effervescence* » (8). Dans ces grèves, la classe ouvrière exprime ses revendications économiques — la journée de huit heures et l'augmentation des salaires — et ses revendications politiques comme l'instauration d'une République démocratique.

Il y a donc « *combinaison de la grève politique et de la grève économique* » (9), qui se soutiennent mutuellement et prennent ainsi une « *importance générale* » (10). D'une certaine façon, explique Lénine, la féroce de la contre-révolution a suscité une véritable haine contre la monarchie et facilite ainsi la liaison entre la lutte pour les besoins économiques et la protestation politique (11). En d'autres termes,

« *la lutte contre les capitalistes pour le retour des conquêtes de 1905 dont les frustrés la contre-révolution, le coût croissant de la vie, font se dresser des couches sans cesse nouvelles d'ouvriers devant lesquels les problèmes politiques se posent sous la forme la plus aiguë (...). Ce ne sont pas des grèves ordinaires, c'est un élan révolutionnaire des masses, c'est le début de l'offensive des*

*masses ouvrières contre la monarchie tsariste.* » (12).

Plus précisément, écrit Lénine,

« la masse ouvrière, partie de différents problèmes particuliers, en vient à se poser le problème général (...). L'attention des masses les plus larges ne se concentre plus seulement sur certaines anomalies de notre vie russe. La question qui se pose maintenant est celle de la somme de toutes ces anomalies dans son ensemble et il ne s'agit déjà plus de réformes au pluriel mais de réforme au singulier » (13), car, « on ne peut obtenir des réformes constitutionnelles sans toucher aux assises du régime » (14).

De plus, à ces grèves dont Lénine suit attentivement l'évolution, et qui voient « apparaître des milliers d'agitateurs révolutionnaires » (15), s'ajoutent des soulèvements dans l'armée et, en décembre 1912, « la flotte de la Baltique est en effervescence » (16).

Dès lors, pour Lénine, aucun doute n'est permis :

« La Russie connaît un essor révolutionnaire, non pas un essor quelconque mais bien révolutionnaire » (17) et c'est donc « une nouvelle révolution dont nous vivons le début » (18), cela dans la continuité de celle de 1905 : « Le premier assaut de la tempête s'est produit en 1905. Le suivant commence à grandir sous nos yeux. » (19).

A propos de cette continuité, Trotsky peut écrire :

« Le nouveau mouvement révolutionnaire n'était pas la répétition de l'ancien mais sa continuation. En 1905, la grande grève de janvier s'était accompagnée d'une pétition naïve au tsar. En 1912, les ouvriers lancent immédiatement le mot d'ordre de la république » (20) qui, selon Lénine, « implique l'assaut révolutionnaire contre le tsar » (21). Conclusion de Lénine : « Un net virage à gauche s'est produit et continue de se produire (...). Aucune ruse du gouvernement n'est capable de changer ce fait. Au contraire, les ruses et les mesures ne peuvent que renforcer le mécontentement. » (22).

Le régime mis en place après la défaite de la révolution de 1905 est à bout de souffle. Il n'a résolu aucun des problèmes du pays — en particulier la question

agraire — et les institutions tsaristes se révèlent incapables de domestiquer la classe ouvrière, tandis qu'en 1910 le ministre de la « rénovation bourgeoise » de la monarchie, Stolypine, est assassiné par un policier.

Ainsi donc, la grève des ouvriers de la Léna, suivie du massacre organisé par le gouvernement et de la riposte de la classe ouvrière, a servi de révélateur : le régime tsariste est dans une situation de faiblesse. Comme l'écrit Lénine :

« Il arrive en politique que la nature d'un certain état de choses se découvre avec une force et une évidence extraordinaires tout d'un coup, à l'occasion d'un motif relativement mince. » (23).

Cet état de choses, c'est tout simplement la crise du régime :

« Nos classes dites supérieures, constate Lénine, les élites sociales et politiques ne peuvent plus gouverner la Russie comme autrefois, bien que les fondements de l'organisation et du gouvernement de la Russie aient été entièrement définis par elles, et mis en place dans leur intérêt. » (24).

« Quant aux classes inférieures, ajoute-t-il, elles sont pleines du désir de changer ce mode de gouvernement. C'est précisément la coïncidence entre cette impossibilité pour les élites de gérer les affaires de l'Etat comme autrefois et cette volonté exacerbée des classes inférieures de ne pas accepter cette gestion qui constitue ce qu'on nomme la crise politique à l'échelle de toute la nation. » (25).

Autrement dit,

« l'oppression, si lourde soit-elle, ne crée pas toujours à elle seule une situation révolutionnaire dans un pays donné. La plupart du temps, pour qu'il y ait révolution, il ne suffit pas que les classes inférieures ne veuillent plus vivre comme par le passé. Il faut encore que les classes supérieures ne soient plus capables d'administrer et de diriger comme par le passé. C'est précisément ce que nous voyons en Russie. » (26).

Plus généralement, indique Lénine, « l'état des masses de la population en Russie, l'aggravation de leur situation par suite de la nouvelle politique agraire, les conditions internationales, le caractère de la crise politique générale qui a

*pris forme chez nous : telle est la somme des facteurs objectifs qui rendent révolutionnaire la situation de la Russie. »* (27).

Mais, précise encore Lénine,

*« ni l'oppression des classes inférieures, ni la crise des classes supérieures ne suffisent à engendrer la révolution dans un pays (elles n'y engendrent que le pourrissement) s'il n'y a pas dans le pays une classe révolutionnaire capable de transformer un état passif d'oppression en un état actif de révolte et d'insurrection. »* (28).

Cet « état actif de révolte », on l'a vu, prend une dimension de plus en plus importante. Mais pour aboutir à la victoire, il doit se donner les moyens de l'organisation. C'est là que s'ouvre le champ d'action du parti révolutionnaire.

Sans prétendre ici exposer dans son ensemble la théorie leniniste du parti, il est néanmoins nécessaire d'en rappeler quelques aspects.

Dans un texte écrit en février 1905 et intitulé « *Devons-nous organiser la révolution ?* », Lénine résumait « la vieille idée émise dans *Que Faire ?* » en écrivant qu'« une organisation qui serait un ferment d'agglutination » des travailleurs « c'est justement l'organisation des révolutionnaires professionnels » pour laquelle il combat (29). « *Organiser, organiser encore* », proclame Lénine dans le même texte. Et, en 1912, il revient à nouveau sur cette question :

*« Pour que la masse d'une classe déterminée puisse apprendre à comprendre ses propres intérêts et sa propre situation, apprendre à mener sa propre politique, justement pour cela il faut une organisation des éléments d'avant-garde de cette classe et coûte que coûte, même si dans les débuts ces éléments ne constituent qu'une portion infime de la classe. Pour servir la masse et exprimer ses intérêts correctement compris, le détachement d'avant-garde, l'organisation doit mener toute son activité dans la masse, en recrutant en son sein les meilleures forces sans exception, en vérifiant à chaque pas, minutieusement et objectivement, si le lien avec la masse est maintenu, s'il est vivant. C'est ainsi, et ainsi seulement, que le détachement d'avant-garde éduque et instruit la*

*masse en exprimant ses intérêts, en lui apprenant l'organisation, en orientant toute l'activité de la masse dans la voie d'une politique de classe consciente. »* (30).

## LE CHAMP D'ACTION DU PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

De cette définition du rôle du parti, plusieurs conclusions peuvent être tirées :

a) le rôle du parti n'est pas de faire la révolution à la place des masses, mais d'être ce que Lénine appelle « *l'interprète conscient* » de ses aspirations, qui aide « à faire connaître à la classe ouvrière les conditions de son mouvement » (31) ;

b) le parti est une avant-garde de la classe ouvrière, c'est-à-dire qu'il en est une fraction, ainsi que Marx et Engels l'écrivaient déjà dans *Le Manifeste du parti communiste* ;

c) la tâche du parti est « *de préparer l'armée des combattants révolutionnaires, et cela partout, à tout moment et en tous lieux, dans toutes les formes de travail, dans tous les champs d'activité, à chaque tournant dans toutes les situations où pourraient nous mettre une victoire de la réaction, une trahison du libéralisme, une prolongation de la crise* » (32) ;

d) « *la tactique marxiste consiste à combiner les différents moyens de lutte, à passer habilement de l'un à l'autre, à éléver sans cesse la conscience des masses et à élargir constamment l'ampleur de leurs actions collectives dont chacune prise isolément peut être tantôt défensive, tantôt offensive, mais qui toutes ensemble aboutissent à un conflit toujours plus profond et plus décisif* » (33), cela parce que « *le socialisme, c'est la lutte de classe du prolétariat d'aujourd'hui, qui marche au jour le jour d'un objectif à l'autre, au nom de son objectif fondamental* » (34) ;

e) s'agissant du lien entre la « *conscience* » et l'*organisation*, Lénine apporte cette utile précision : « *La conscience du détachement d'avant-garde se*

*manifeste justement, entre autres, dans sa capacité de s'organiser. En s'organisant, il acquiert une volonté unique, et cette volonté unique du millier, de la centaine de milliers ou du million de militants d'avant-garde devient la volonté de la classe.* » (35) ;

f) « *l'organisation s'édifie même quand il n'y a ni grèves ni manifestations. L'organisation existe de façon constante alors que ce n'est que de temps en temps que les masses interviennent au grand jour* » (36) ;

g) enfin, la construction du parti de la révolution est le résultat d'un combat :

*« Nulle part au monde le mouvement prolétarien n'a surgi et ne pouvait surgir d'emblée sous une pure forme de classe, de toutes pièces, comme Minerve sortant du cerveau de Jupiter. Ce n'est que par une longue lutte et un âpre travail des ouvriers d'avant-garde eux-mêmes, de tous les ouvriers conscients que le mouvement de classe prolétarien a pu se renforcer et se dégager de toutes les superstitions, restrictions, étroitures et altérations petites-bourgeoises.* » (37).

Dans les conditions de la Russie de 1910-1914, où règne toujours la monarchie tsariste et où les libertés d'organisation sont réduites, construire le parti révolutionnaire nécessaire à la victoire signifie d'abord en finir avec les « liquidateurs » qui veulent s'adapter à la légalité tsariste, tout en utilisant au maximum la moindre possibilité légale :

*« Pour soutenir et étendre le mouvement des masses, écrit Lénine, il faut de l'organisation et encore de l'organisation. Sans un parti illégal, on ne peut rien faire (...). Notre mot d'ordre est la République, nous construisons un parti illégal, capable de diriger la poussée révolutionnaire des masses contre la monarchie des tsars.* » (38)

Construire ce parti, tel est l'objet de la conférence de janvier 1912, qui décide la construction de noyaux illégaux, la constitution d'un réseau dans les associations légales, la rupture complète avec les mencheviks et l'élection d'un comité central. Cette conférence, qui reconstitue le parti, rétablit « *le bloc marxiste* » (39) et donne naissance au véritable Parti

bolchevique, représente pour Lénine « *un grand tournant historique dans le mouvement ouvrier de Russie* » (40). Un « *tournant* », il faut le dire, que Trotsky combat parce que, à cette époque, il espère encore « *une régénération révolutionnaire du menchevisme* » (41) :

*« La divergence la plus importante que j'eus avec Lénine à cette époque provenait de ce que j'espérais, par la fusion avec les mencheviks, amener la plupart de ces derniers à entrer dans la voie de la révolution. Lénine avait entièrement raison contre moi sur cette question brûlante.* » (42).

Ce tournant va progressivement donner des résultats concrets. C'est ainsi que la reconstitution de deux à trois imprimeries clandestines en Russie conduit Lénine à écrire :

*« Nous avons enfin réussi à ressusciter le parti* » (43).

Ajoutant :

*« Pour la première fois, on voit aujourd'hui se constituer solidement le véritable fondement prolétarien d'un véritable parti marxiste.* » (44).

Quant aux « formes » du parti et à son organisation interne, Lénine appelle à les modifier en fonction d'une situation marquée par l'essor révolutionnaire et l'apparition dans les grèves de « *milliers d'agitateurs* » :

*« La conclusion fondamentale de l'appréciation que le POSD(b)R porte sur le moment présent, c'est que la révolution est nécessaire et qu'elle approche. Les formes du développement qui mène à la révolution se sont modifiées mais les objectifs restent inchangés. De ce fait, nous tirons la conclusion que les formes de l'organisation doivent changer, que la forme des cellules doit être moins rigide, que souvent le développement de ces cellules se fera non pas directement mais par l'intermédiaire des organisations périphériques légales.* » (45).

C'est ainsi, par exemple, que Lénine propose d'*« instituer des formes souples de direction du travail local dans les grands centres du mouvement ouvrier* » (46). Cependant, cette volonté d'adapter l'organisation du parti aux nouvelles conditions de la lutte des classes ne

va pas de soi, ce qui conduit Lénine à écrire :

*« La vie est diablement compliquée et subtile ; elle offre des formes toutes nouvelles dont nous n'avons attrapé qu'une partie. Les gens, pour la plupart (99 % de la bourgeoisie, 98 % des liquidateurs, près de 60 à 70 % des bolcheviks) ne savent pas penser, ils ne font qu'apprendre par cœur des mots (...). Mais comment faut-il modifier ces formes, dans une nouvelle situation, comment faut-il, à cet effet, s'instruire à nouveau et réfléchir, cela nous ne le comprenons pas. »* (47).

En revanche, s'il y a une chose sur laquelle les bolcheviks et Lénine ont longuement réfléchi, c'est la place du journal dans le combat politique.

En revanche, s'il y a une chose sur laquelle les bolcheviks et Lénine ont longuement réfléchi, c'est la place du journal dans le combat politique.

Pour Lénine, en effet, la construction du parti a toujours été inséparable de la publication d'un journal politique défendant les positions de la classe ouvrière et, dans le même temps, « organisateur collectif ». C'est, en 1900, la vieille *Iskra* à laquelle participe une dizaine de révolutionnaires ; c'est, entre 1903 et 1905 — les années de préparation de la révolution — la presse de l'émigration qui pose toutes les questions essentielles et à propos de laquelle Lénine écrira :

*« Toutes les questions pour lesquelles les masses ont combattu les armes à la main en 1905-1907 et en 1917-1920, on peut (et on doit) les retrouver sous une forme embryonnaire dans la presse de l'époque (...). C'est dans la lutte des organes de presse, des partis, des fractions, des groupes, que se cristallisent les tendances idéologiques et politiques qui sont réellement des tendances de classe ; les classes se forgent l'arme idéologique et politique dont elles ont besoin pour les combats à venir. »* (48).

Confirmation en est donnée en février 1908, en pleine période de contre-révolution, par ce souhait exprimé par Lénine :

*« Je suis convaincu que le parti a besoin maintenant d'un organe politique paraissant régulièrement, menant avec mesure et fermeté une politique de*

*lutte contre la désagrégation et le découragement, un organe du parti, un journal politique. »* (49)

Quant au rôle du journal comme organisateur collectif, c'est à partir de 1912 qu'il va pouvoir se manifester dans toute sa plénitude.

## LE JOURNAL, ORGANISATEUR COLLECTIF

Dans un texte écrit en mai 1901 et au titre évocateur, « *Par où commencer ?* », Lénine développait sa pensée à ce sujet :

*« Le journal ne borne pas cependant son rôle à la diffusion des idées, à l'éducation et au recrutement d'alliés politiques. Il n'est pas seulement un propagandiste collectif et un agitateur collectif ; il est aussi un organisateur collectif. On peut à cet égard le comparer à l'échafaudage dressé autour d'un bâtiment en construction ; il ébauche les contours de l'édifice, facilite les communications entre les différents constructeurs, à qui il permet de répartir la tâche et d'embrasser l'ensemble des résultats obtenus par le travail organisé. Avec l'aide et à propos du journal se constituera d'elle-même une organisation permanente qui ne s'occupera pas seulement d'un travail local mais aussi général et régulier, habituant ses membres à suivre de près les événements politiques, à apprécier leur rôle et leur influence sur les diverses catégories de la population, à trouver pour le parti révolutionnaire la meilleure façon d'agir sur ces événements. Les problèmes techniques — la fourniture dûment organisée au journal de matériaux, sa bonne diffusion — obligent déjà à avoir un réseau d'agents locaux au service d'un seul et même parti, d'agents en relation personnelle les uns avec les autres, connaissant la situation générale, s'exerçant à exécuter régulièrement les diverses fonctions fragmentaires d'un travail à l'échelle de toute la Russie, s'essayant à la préparation de telle ou telle action révolutionnaire. Ce réseau d'agents sera justement la carcasse de l'organisation qui nous est nécessaire : suffisamment étendue pour embrasser tout le pays ; suffisamment large et diverse pour réaliser une division du travail stricte et détaillée ; suffisamment ferme pour pouvoir en tou*

*tes circonstances, quels que soient les "tournants" et les surprises, poursuivre sans défaillance sa besogne propre ; suffisamment souple pour savoir, d'une part, éviter la bataille à découvert contre un ennemi numériquement supérieur qui a rassemblé toutes ses forces sur un seul point, et, d'autre part, profiter du défaut de mobilité de cet ennemi et tomber sur lui quand et où il s'y attend le moins. Aujourd'hui nous incombe la tâche relativement facile de soutenir les étudiants qui manifestent dans les rues des grandes villes. Demain la tâche sera peut-être plus malaisée, comme celle de soutenir le mouvement des sans-travail dans telle ou telle région. Après-demain, nous devrons être à nos postes pour prendre une part révolutionnaire à une révolte paysanne. Aujourd'hui, nous devons exploiter la tension politique qu'a engendrée le gouvernement par sa campagne contre les zemstvos. Demain, nous devrons encourager l'indignation de la population contre les abus de tel ou tel bachi-bouzouk tsariste et contribuer, par le boycottage, les campagnes d'excitation, les manifestations, etc., à lui infliger une leçon qui le fasse battre en retraite publiquement. Pour arriver à ce degré de préparation au combat, il faut l'activité permanente d'une armée régulière. Et si nous groupons nos forces dans un journal commun, nous verrons se former à l'œuvre et sortir du rang non seulement les plus habiles propagandistes, mais encore les organisateurs les plus avertis, les chefs politiques les plus capables du parti, qui sauront à point nommé lancer le mot d'ordre de la lutte finale et en assumer la direction. »* (50).

Voilà pour la théorie. Maintenant, passons à la pratique. Après avoir été hebdomadaire, le journal du Parti bolchévique devient quotidien en avril 1912, grâce à un travail méthodique, précis et acharné pour en faire un « organisateur collectif », cela avec une impulsion permanente.

Le journal de la classe ouvrière, c'est d'abord et avant tout un journal financé par les ouvriers et, comme on va pouvoir le constater, il ne s'agit pas là simplement d'une question financière. Le financement du journal par les ouvriers, c'est d'abord permettre l'initiative des ouvriers :

« Le plus important et le plus intéressant pour nous, ce n'est pas le montant des collectes mais la caractéristique des donateurs (...). Nous nous posons la question suivante : quel rôle ont joué les ouvriers et les groupes ouvriers dans la collecte de cette somme ? Est-elle le produit de gros versements des sympathisants ? Ou bien les ouvriers ont-ils fait preuve eux-mêmes dans ce domaine d'un vif intérêt personnel envers la presse ouvrière et obtenu une somme importante grâce aux versements d'un grand nombre de groupes ouvriers ? » (51).

« Du point de vue de l'initiative, de l'énergie des ouvriers eux-mêmes, 100 roubles recueillis, disons, par 300 groupes d'ouvriers sont infiniment plus importants que 1 000 roubles collectés par des dizaines de sympathisants. » (52).

Le financement du journal par les ouvriers, c'est ensuite un moyen de clarification politique :

« Les ouvriers ont organisé avec ampleur les collectes en faveur des journaux ouvriers. Il n'est pas difficile de comprendre que la masse, si elle sait discerner en pleine conscience quel journal il faut aider, s'initie grâce à ces collectes à une politique d'idées et de principes. » (53).

## CONSTRUIRE LE JOURNAL POUR CONSTRUIRE LE PARTI

Le financement du journal par les ouvriers, c'est également et surtout un moyen d'organisation :

« Dix roubles collectés kopeck par kopeck auprès de centaines d'ouvriers sont plus importants et plus précieux, du point de vue idéologique comme en matière d'organisation, que 100 roubles provenant de riches amis bourgeois. » (54).

« Chaque collecte de groupe ne signifie pas seulement une somme en kopecks, elle signifie quelque chose de plus important : une somme d'énergie commune, massive, la volonté des groupes de soutenir le journal ouvrier, de le diffuser, de l'orienter, de le créer par leur propre participation. » (55).

Le financement du journal par les ouvriers est aussi un moyen de centrali-

sation du combat de la classe ouvrière :

« En parcourant les comptes rendus sur les collectes ouvrières en relation avec les autres lettres des ouvriers et des employés de tous les points de la Russie, les lecteurs de la Pravda, la plupart du temps dispersés et séparés par les dures conditions extérieures de la vie russe, se font quelque idée de la façon dont les prolétaires de telle ou telle profession, de telle ou telle localité mènent le combat, s'éveillent à la lutte pour la défense des intérêts de la démocratie ouvrière. » (56).

Le lancement de la campagne : « *Un kopeck pour le journal ouvrier* », l'accent mis sur la régularité des collectes à chaque paie, en un mot la volonté d'organiser par le financement du journal, Lénine va la manifester en permanence avec l'acharnement et la précision qu'on lui connaît. Ses écrits de l'époque sont jalonnés de tableaux retracant l'évolution des collectes, leur répartition et le nombre de groupes ouvriers qu'il appelle « *pravdistes* » pour bien montrer le rôle central du journal. C'est ainsi que, selon Lénine, entre le 1<sup>er</sup> décembre 1912 et le 13 mai 1914, 5 674 — pas un de moins, pas un de plus — groupes ouvriers ont aidé la *Pravda* par leur collecte et cette comptabilité est reproduite dans le journal afin de servir de discussion et de moyen d'organisation de nouvelles collectes (57).

Le journal de la classe ouvrière, c'est aussi un journal avec un large réseau de correspondants-collaborateurs et, à ce sujet, Lénine mène un combat permanent pour son élargissement :

« Vous aurez un péché sur la conscience, un grand péché vis-à-vis de la démocratie ouvrière, si vous n'attirez pas un collaborateur, si vous ne l'aidez pas. » (58).

« Vous perdrez les correspondants de façon générale si vous ne publiez pas et même si vous ne répondez pas et ne renvoyez pas les articles. » (59).

« On ne peut faire marcher un journal sans entrevues, mêmes rares, avec les collaborateurs attitrés. » (60).

Un journal ouvrier, c'est également, pour Lénine, un contenu diversifié et le plus grand soin pour la forme :

« Il ne faut pas composer les titres des paragraphes en gros caractères mais en petits. » (61).

« Il me semble que vous commettez une erreur monstrue en vous laissant aller inconsciemment au fil de l'eau et en ne changeant pas le ton du journal. Tout indique qu'il faut modifier le ton comme le contenu d'une partie de la chronique. » (62).

« J'ai entendu que vous êtes mécontent de la *Pravda*. Parce qu'elle est sèche. C'est juste. Mais il n'est pas facile de corriger ce défaut du premier coup. » (63).

« Je salue de tout cœur le journal et sa nette amélioration. Enfin, le côté littéraire est mis sur pied. Au tour du côté économique. » (64).

« Les mêmes six pages, les présenter autrement, à une autre sauce, titre et contenu. » (65).

Un journal ouvrier, c'est encore pour Lénine un journal qui cherche et publie ses « *propres informations* » comme le mandat des ouvriers de Petersbourg adressé aux futurs députés ouvriers :

« Le journal n'est pas une chose que le lecteur ne fait que parcourir et où l'écrivain jette ses réflexions en courant. Un journal doit chercher lui-même, trouver lui-même à temps et publier au moment opportun des matériaux donnés. Un journal doit chercher et trouver les relations dont il a besoin. » (66).

Un journal ouvrier, c'est un journal expédié correctement à ses lecteurs abonnés. A plusieurs reprises, Lénine, qui vit alors à Cracovie, se plaint de recevoir les journaux bourgeois le matin et la *Pravda* l'après-midi.

Le journal, c'est enfin l'organisation des lecteurs :

« Il faut arriver à organiser les lecteurs du Pout Pravdy beaucoup mieux qu'ils ne le sont actuellement, par fabriques, usines, rayons, il faut les faire participer plus activement à la correspondance, à la direction du journal, à sa diffusion. » (67).

Comme on le voit, de la collecte auprès des travailleurs à l'organisation des lecteurs, de la création d'un réseau de correspondants à la mise en page, de la variété des rubriques au service des expéditions, le journal est au centre des

préoccupations de Lénine pour lequel « la victoire de la cause du parti est celle de la Pravda et vice versa » (68).

En fait, pour Lénine — ce dont témoignent les textes de 1912 à 1914 — la direction du parti doit en permanence répondre à la question suivante : que faire pour améliorer le contenu du journal, construire le réseau des correspondants, organiser ses lecteurs et perfectionner sa rédaction afin de construire... le parti lui-même ?

En d'autres termes, pour Lénine, la tâche première de la direction, c'est la « construction » du journal sans laquelle il ne peut y avoir de construction du parti.

C'est en raison d'une stricte application de cette politique de « construction » du journal que le quotidien du Parti bolchevique va atteindre le tirage de 40 000 exemplaires et avoir une « surface » beaucoup plus large :

*« Le tirage de 40 000 exemplaires peut sembler bien modeste à l'échelle de l'Europe occidentale ou de l'Amérique. Mais, avec l'acoustique politique vibrante de la Russie tsariste, le journal bolcheviste trouvait, par-delà ses abonnés et lecteurs immédiats, un écho parmi des centaines de milliers d'hommes. »* (69).

## LE PARTI CENTRALISÉ DE L'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE

Doté de ce journal, le Parti bolchevique va intervenir dans la lutte des classes et mettre en œuvre les résolutions adoptées lors de la conférence de janvier 1912 : construire un parti illégal et utiliser toutes les possibilités « légales » offertes par la crise du régime tsariste et le relâchement de la censure qui en résulte. Selon Lénine, « il faut utiliser toutes les possibilités légales pour grouper graduellement toutes les forces vives autour du parti clandestin » (70), des élections à la Douma, aux caisses d'assurance sociale mises en place par le pouvoir et, s'il le faut, on utilisera également « n'importe quelle société antialcoolique » (71), cela dans un simple but : « le

développement de la conscience, de la cohésion, de l'efficacité de l'activité de la classe ouvrière » (72).

Voilà pourquoi les bolcheviks décident de participer aux élections à la Douma, que Lénine caractérise pourtant comme « la Douma noire des propriétaires et des popes » (73), alors que le règlement est largement favorable aux partis de la noblesse et de la réaction. Cette Douma, ajoute Lénine, est « un indispensable attribut de la situation et du régime » (74), mais « nous avons besoin de cette tribune » pour construire le parti :

*« Pour la social-démocratie, en effet, les élections ne sont pas une opération politique à part consistant à obtenir des sièges au prix de n'importe quelle promesse ou déclaration. Elles ne sont qu'une occasion particulière de faire de l'agitation en faveur des revendications essentielles et des principes fondamentaux de la conception politique du prolétariat conscient. »* (75).

En d'autres termes, alors que nous sommes dans une situation révolutionnaire, il s'agit d'« imprégner toute la campagne électorale de l'esprit de cette situation réelle » (76).

Autrement dit, « ce n'est pas un programme pour les élections mais des élections pour la mise en œuvre d'un programme social-démocrate révolutionnaire » (77).

Dans cette campagne électorale, la première place est encore occupée par le journal et, à ce sujet, Lénine, une nouvelle fois, précise le rôle de la *Pravda* :

*« La Pravda se conduit aux élections comme une vieille fille somnolente. La Pravda ne sait pas faire la guerre. Elle n'attaque pas, elle ne poursuit ni le Cadet, ni le liquidateur. Or se peut-il que l'organe de la démocratie avancée ne soit pas un organe combatif dans un moment brûlant ? »* (78).

C'est encore Lénine qui exige que la *Pravda* publie le mandat aux députés rédigé par les ouvriers de Saint-Petersbourg et, d'après Trotsky, « Lénine dirigeait pratiquement de jour en jour » (79) la campagne électorale qui se termine par l'élection de plusieurs députés bolcheviks. Quelques mois plus tard, les bolcheviks remportent également un

large succès dans les élections des caisses d'assurance sociale qui deviennent ainsi des « *cellules prolétariennes et d'usines* » (80) et triomphent dans plusieurs élections syndicales :

En mai 1913, « *c'est fête chez nous après la victoire des ouvriers de Petersbourg sur les liquidateurs, dans l'élection de la direction du nouveau syndicat des métallurgistes* » (81) ;

En avril 1914, les « *pravdistes* » deviennent majoritaires dans le syndicat du Livre (82) ;

En 1914, à Moscou, constate Lénine, sur 13 syndicats, 10 sont partisans des « *pravdistes* » (83).

Mais, en août 1914, la Première Guerre mondiale va mettre un terme à la crise révolutionnaire que connaît la Russie et le Parti bolchevique subit alors un nouveau recul avant de prendre toute sa place, avec le succès que l'on sait, dans la révolution de 1917. Ce succès n'a pas été le fruit du hasard. Lénine avait constamment insisté sur un point : sans organisation, la classe ouvrière n'est rien. C'est pourquoi il faut construire un parti, seul gage d'une victoire prochaine.

En 1912, il écrivait :

*« Comment se résoudra la crise révolutionnaire qui est en train de mûrir, cela ne dépend pas de nous mais de milliers de causes comme la révolution en Asie ou le socialisme en Europe ; mais ce qui dépend de nous, c'est de mener dans les masses un travail conséquent et sans défaillance, inspiré du marxisme, le seul travail qui laisse toujours des traces. »* (84).

En mai 1901, son article « *Par où commencer* » se terminait ainsi :

*« En conclusion, deux mots pour éviter un malentendu possible. Nous avons parlé tout le temps d'une préparation systématique, méthodique, mais nous n'avons nullement voulu dire par là que l'autocratie ne pouvait tomber que par suite d'un siège en règle ou d'un assaut organisé. Il est fort possible et bien plus probable sur le plan historique, au contraire, qu'elle tombe sous le choc d'une explosion spontanée ou d'une de ces complications imprévues qui menacent constamment de tous côtés. Mais il n'est point de parti politique qui puisse, sans tomber dans l'esprit d'aventure, régler*

*sa conduite sa conduite sur des explosions et des complications hypothétiques. Nous devons poursuivre notre chemin, accomplir sans désemparer notre labeur systématique, et moins nous compterons sur l'inattendu, plus nous aurons de chances de n'être jamais pris de court par les "tournants historiques". »* (85).

C'est cette politique de construction du parti qui a permis à Lénine de ne pas « *être pris de court* » en 1917 et de réarmer le parti au moment où il fut nécessaire d'*« aménager des lits »* au torrent révolutionnaire : « *Les eaux nouvelles cherchent une issue immédiate et si elles ne trouvent pas le chenal de la social-démocratie, elles se précipiteront ailleurs* », écrivait Lénine en 1905 (86). Tel ne sera pas le cas en 1917, année où la classe ouvrière dispose d'un véritable parti.

Conclusion de Léon Trotsky :

*« Le parti ouvrier (...), c'est l'expérience accumulée et organisée du prolétariat. C'est seulement à l'aide du parti, qui s'appuie sur toute l'histoire de son passé, qui prévoit théoriquement les voies du développement, toutes ses étapes et en extrait la formule de l'action nécessaire que le prolétariat se libère de la nécessité de recommencer toujours son histoire : ses hésitations, son manque de décision, ses erreurs. »* (87).

Christian Fostier

- 
- (1) Lénine *Œuvres* tome 20 page 243.
  - (2) Lénine *Œuvres* tome 34 page 310.
  - (3) Lénine *Œuvres* tome 18 page 417.
  - (4) Lénine *Œuvres* tome 18 page 396.
  - (5) Lénine *Œuvres* tome 18 page 101.
  - (6) Trotsky *Staline* tome 1 pages 263 et 264.
  - (7) Lénine *Œuvres* tome 18 pages 101 et 102.
  - (8) Lénine *Œuvres* tome 18 page 103.
  - (9) Lénine *Œuvres* tome 18 page 80.
  - (10) Lénine *Œuvres* tome 18 page 84.
  - (11) Lénine *Œuvres* tome 18 page 104.
  - (12) Lénine *Œuvres* tome 18 page 471 et 236.
  - (13) Lénine *Œuvres* tome 18 page 541.
  - (14) Lénine *Œuvres* tome 18 page 434.
  - (15) Lénine *Œuvres* tome 18 page 104.
  - (16) Lénine *Œuvres* tome 18 page 472 et tome 35 page 45.
  - (17) Lénine *Œuvres* tome 35 page 41.
  - (18) Lénine *Œuvres* tome 18 page 472.
  - (19) Lénine *Œuvres* tome 18 page 24.

- (20) Trotsky *Staline* tome 1 pages 264-265, Editions 10-18.
- (21) Lénine *Oeuvres* tome 20 page 549.
- (22) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 74.
- (23) Lénine *Oeuvres* tome 19 page 550.
- (24) Lénine *Oeuvres* tome 19 page 270.
- (25) Lénine *Oeuvres* tome 19 page 270.
- (26) Lénine *Oeuvres* tome 19 page 232.
- (27) Lénine *Oeuvres* tome 19 page 233.
- (28) Lénine *Oeuvres* tome 19 page 234.
- (29) Lénine *Oeuvres* tome 8 pages 164-166.
- (30) Lénine *Oeuvres* tome 19 page 440.
- (31) Lénine *Oeuvres* tome 20 page 289.
- (32) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 11.
- (33) Lénine *Oeuvres* tome 20 page 218.
- (34) Lénine *Oeuvres* tome 19 page 36.
- (35) Lénine *Oeuvres* tome 19 page 437.
- (36) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 399.
- (37) Lénine *Oeuvres* tome 20 page 263.
- (38) Lénine *Oeuvres* tome 18 pages 107 et 116.
- (39) Lénine *Oeuvres* tome 20 page 244.
- (40) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 465.
- (41) Trotsky *Staline* tome 1 page 265, Editions 10-18.
- (42) Trotsky *Oeuvres* tome 13 page 152.
- (43) Lénine *Oeuvres* tome 35 page 11.
- (44) Lénine *Oeuvres* tome 20 page 291.
- (45) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 401.
- (46) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 475.
- (47) Lénine *Oeuvres* tome 35 page 125.
- (48) Lénine *La Maladie infantile du communisme, le gauchisme. Oeuvres* tome 31 page 21.
- (49) Lénine *Oeuvres* tome 34 page 393.
- (50) Lénine *Oeuvres* tome 5 pages 19-20.
- (51) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 188.
- (52) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 188.
- (53) Lénine *Oeuvres* tome 19 page 470.
- (54) Lénine *Oeuvres* tome 20 page 390.
- (55) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 192.
- (56) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 304.
- (57) Lénine *Oeuvres* tome 20 page 399.
- (58) Lénine *Oeuvres* tome 35 page 91.
- (59) Lénine *Oeuvres* tome 35 page 31.
- (60) Lénine *Oeuvres* tome 35 page 33.
- (61) Lénine *Oeuvres* tome 35 page 77.
- (62) Lénine *Oeuvres* tome 35 page 103.
- (63) Lénine *Oeuvres* tome 35 page 105.
- (64) Lénine *Oeuvres* tome 35 page 266.
- (65) Lénine *Oeuvres* tome 35 page 91.
- (66) Lénine *Oeuvres* tome 35 page 54.
- (67) Lénine *Oeuvres* tome 36 page 276.
- (68) Lénine *Oeuvres* tome 35 page 87.
- (69) Trotsky *Staline* tome 1 page 269, Editions 10-18.
- (70) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 469.
- (71) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 469.
- (72) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 128.
- (73) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 353.
- (74) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 9.
- (75) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 387.
- (76) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 393.
- (77) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 239.
- (78) Lénine *Oeuvres* tome 36 page 187.
- (79) Trotsky *Staline* tome 1 page 293, Editions 10-18.
- (80) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 478.
- (81) Lénine *Oeuvres* tome 35 page 89.
- (82) Lénine *Oeuvres* tome 20 page 387.
- (83) Lénine *Oeuvres* tome 20 page 407.
- (84) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 14.
- (85) Lénine *Oeuvres* tome 5 page 20.
- (86) Lénine *Oeuvres* tome 8 page 215 et suivantes.
- (87) Trotsky *Les leçons de la Commune* 4 février 1921. Dans ce texte, Trotsky définit le parti comme « *le parti centralisé de l'action révolutionnaire* ». Dans le même sens, Lenine écrivait : « *Pour construire un parti, il faut avoir un programme politique, un programme d'actions politiques.* » (Tome 18, page 17.)

Votre librairie :

# LA SELIO

*Tous les ouvrages  
politiques indispensables*

*Sur commande,  
tous les autres livres  
dont vous avez besoin*

La librairie d'*Informations ouvrières*

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris.

Pourquoi chercher ailleurs un livre que la SELIO,  
la librairie d'*Informations ouvrières*,  
peut vous fournir dans les meilleures conditions.

(Pour vos commandes téléphoniques  
appelez le 42 46 09 53.)

# La nouvelle offensive contre Lénine en URSS

Par Jean-Jacques MARIE

La perestroïka de Gorbatchev, en affirmant la nécessité d'introduire en Union soviétique les mécanismes de l'économie de marché, a libéré dans la bureaucratie même et autour d'elle (entre autres dans l'intelligentsia) des forces qui, jusqu'alors silencieuses, remettent en cause les fondements mêmes de la révolution d'Octobre, le bolchevisme, le Parti bolchevique et Lénine. La glasnost pousse en même temps des intellectuels, des militants, des jeunes à se poser la question : pourquoi la révolution russe a-t-elle engendré le Goulag, l'impasse économique, le stalinisme ? La conjonction des deux courants, après un demi-siècle de monolithisme bureaucratique et de suppression de toute pensée libre, aboutit souvent, dans les journaux et les revues, à une dénonciation de la révolution d'Octobre et de Lénine.

## « LE RÊVEUR DU KREMLIN »

L'auteur d'un très intéressant article publié dans la *Pravda* du 3 avril 1990 — auteur par ailleurs d'une courte et quelque peu déséquilibrée biographie de Trotsky dont il tente d'analyser l'activité en rompant avec les clichés calomnieux du stalinisme —, le professeur Startsev, résume en quelques lignes la nature de cette offensive déchaînée depuis quelques mois contre Lénine à la fois par les courants d'extrême droite (Pamiat) et les prétextes « radicaux » du type Iouri Afanassiev ou de nombreux journalistes du magazine *Ogoniok* :

« Le “rêveur du Kremlin” ne connaît pas la vie, il ne connaît pas la Russie paysanne. Il nous a imposé un socialisme auquel ni le peuple ni le pays n'étaient prêts, voilà la chanson qui monte du cœur aux voix multiples mais bien coordonnées. Le “communisme de guerre” qu'il a édifié en une année et demie et qui a été exalté par ses collaborateurs les plus proches, Trotsky et Kamenev, Zinoviev et Boukharine, a été l'ébauche du “socialisme” féodal de caserne stalinien. La Russie n'a nul besoin du socialisme ni du communisme, et donc nul besoin de Lénine et de son “marxisme-léninisme”. Laissez-nous revenir en arrière et nous engager sur la voie interrompue par Lénine. Certains nous proposent de revenir à Février 1917, d'autres directement à Stolypine et à l'empereur souverain. La figure de Lénine est au centre des passions qui bouillonnent de Nach Sovremennik à Ogoniok. »

Aidée par l'utilisation que les staliens font de Lénine pour camoufler et justifier leur politique, l'explication suivante, vieille comme la révolution et simpliste comme la contre-révolution, se fait jour timidement d'abord avant de dévaler comme une avalanche et tenter de s'imposer comme une évidence : la révolution par elle-même, par un certain nombre de ses traits caractéristiques, aurait naturellement engendré le stalinisme qui en est le prolongement inéluctable, Lénine serait le père de Staline. 1937 (l'année noire de la terreur) a commencé le 25 octobre 1917...

Une sorte de bénédiction officieuse à cette thèse a été donnée dès la fin de 1988 par un membre du cercle des collaborateurs d'Alexandre Iakovlev, membre du

bureau politique et bras droit de Gorbatchev : le philosophe Tsipko. Un long article de ce dernier, publié sous le titre « *Les sources du stalinisme* » dans la revue *Science et Vie* (11 décembre 1988 et 1<sup>er</sup> février 1989), a ouvert la voie aux tenants officieux de cette explication.

Il est intéressant d'examiner un instant la méthode de ce philosophe avant d'étudier un certain nombre d'attaques contre Lénine.

Tsipko commence par écarter l'analyse du stalinisme comme un « *Thermidor* ». On ne peut dire qu'il la réfute... vu le simplisme de ce que l'on n'ose appeler son « argumentation ». Il écrit :

*« On a le sentiment que beaucoup de ceux qui écrivent sur Staline et sur les années 30 ont carrément perdu le bon sens, le sentiment du réel. Comment pourrait-on autrement en arriver à l'idée aujourd'hui à la mode sur le Thermidor réalisé par Staline, sur son coup de force contre-révolutionnaire à la fin des années trente ? A l'idée que l'histoire et l'idéologie nées en 1917 seraient mortes en 1929, et que le "grand tournant" de ces années était un retour à la Russie d'avant la révolution ? »*

## « LE BON SENS » ET LA MAUVAISE FOI

La mise en cause du bon sens des tenants de cette analyse est, d'abord, un bon procédé stalinien ; ensuite, aucun de ceux — à commencer par Trotsky — qui ont analysé l'émergence du stalinisme d'abord comme un phénomène assimilable à Thermidor n'y ont vu un retour à la Russie tsariste... de la même façon que le Thermidor français de 1794 n'était pas un « retour » à l'Ancien Régime de la monarchie française, mais la confirmation des conquêtes sociales de la bourgeoisie qui exigeait que soit mis fin à un régime politique qui les dépassait et entravait dès lors leur mise en œuvre.

Tsipko avance d'autres arguments contre cette analyse, mais il est frappant qu'il s'acharne non pas à la réfuter... mais à dénoncer son usage possible :

*« Grande est la tentation d'assimiler la victoire de Staline sur les autres mem-*

*bres du bureau politique du Parti communiste au Thermidor de Napoléon, de la représenter comme un coup de force contre-révolutionnaire, comme une rupture complète avec l'idéologie et les idéaux des prolétaires révolutionnaires de la Russie. Il suffit de donner son accord à cette idée séduisante et tous les problèmes sont réglés d'un coup : on condamne Staline, on conserve la foi en l'idéal, on rétablit la "pureté" de la théorie, etc. (...) »*

*L'hypothèse de Thermidor réduit d'un coup et brutalement l'intérêt pour d'autres causes possibles, ou plus exactement pour les prémisses du stalinisme, et surtout pour les prémisses doctrinales. En effet, plus nous nous indignons des vices de ce "traître à la cause de la révolution" et moins nous réfléchirons à la révolution elle-même, à ses contradictions internes et objectives, à la contradiction interne du radicalisme de gauche, à la dialectique de la violence révolutionnaire, etc. »* (Page 47.)

On remarquera le caractère extrêmement peu scientifique du philosophe Tsipko : il ne dit pas, il faut écarter l'analyse du stalinisme comme phénomène thermidorien contre-révolutionnaire parce que pour telle et telle raison elle est contestable ou fausse, mais parce que l'accepter, c'est s'interdire de chercher d'autres raisons, avant, plus haut, plus loin, dans la révolution même, et — nous le verrons — dans la pensée même des théoriciens du socialisme, jusques et y compris Karl Kautsky. C'est un peu comme si un croyant disait : je ne puis accepter la thèse que la Terre tourne autour du Soleil et non l'inverse, car en ce cas je ne pourrais croire que Josué ait effectivement arrêté le Soleil !

Tsipko affirme aussitôt après ce premier postulat négatif, un second postulat affirmatif :

*« Il n'y a aucune raison permettant de séparer l'œuvre du stalinisme — les années 30 — de la logique générale du développement de notre révolution, comme de séparer l'année 1937 de l'année 1929. (...) Staline a construit le socialisme conformément aux prescriptions de la théorie, il s'est efforcé comme il pouvait d'accélérer le mouvement de la Russie vers le communisme commencé en octobre 1917. Pourquoi se*

*tromper soi-même et transformer en mythes Staline et son œuvre ? L'un et l'autre sont le fruit du mouvement révolutionnaire qui a commencé bien avant que Staline n'arrive au pouvoir. Au début était le verbe.* » (Souligné par moi, page 48.) C'est-à-dire la théorie, le marxisme...

Et comme pour montrer qu'il ne s'agit pas là d'un débat purement théorique ou historique, Tsiplko affirme peu après ces lignes :

*« Pourquoi dépensons-nous aujourd'hui toute notre réserve d'énergie sur des problèmes importants mais partiels, comme par exemple la dénonciation de la bureaucratie, de ses priviléges ? »* (Page 49.)

Tsiplko, philosophe officieux de la fraction gorbatchevienne de l'appareil, ne peut s'en prendre directement à Lénine, que cette fraction veut utiliser comme caution de sa politique. Il tourne la difficulté en s'en prenant d'abord à Trotsky, puis en affirmant que Staline ne fait que mettre en œuvre des « idées » dont le lecteur un peu averti n'aura pas de peine à découvrir qu'elles ont été formulées (aussi) par Lénine.

Ainsi, selon Tsiplko, l'une des sources du stalinisme est la vision de la paysannerie comme une « masse petite-bourgeoise ». On ne voit pas pourquoi cette caractérisation sociale (qui exprime l'aspiration de la paysannerie à la petite propriété individuelle...) brutallement battue en brèche par le développement du capitalisme lui-même, qui supprime la petite propriété et les petits paysans chassés vers les villes) déboucherait sur la collectivisation forcée à coups de mitrailleuses ! Elle indique un problème, non un type de « solution ».

Le tour de passe-passe de Tsiplko est simple : Lénine (qui n'est pas nommé) a qualifié la paysannerie de masse petite-bourgeoise, Staline l'a collectivisée par la violence. Donc la caractérisation de Lénine (toujours non nommé) fonde idéologiquement la collectivisation stalinienne.

## LÉNINE L'AFFAMEUR

Ce que Tsiplko ne dit pas ouvertement,

un autre s'en charge : un écrivain, dénommé Solooukhine, membre du groupe fascisant et antisémite Pamiat, lié à certains secteurs de l'appareil ; cet « écrivain » s'est distingué en 1958 en dénonçant publiquement le grand écrivain Pasternak après l'attribution du Prix Nobel pour son roman *Le Docteur Jivago*. Ce spécialiste des valeurs universelles de la morale a écrit un petit pamphlet intitulé *En lisant Lénine*. Le texte en a été imprimé par une revue d'extrême-droite émigrée (*Grani*) et circule largement en URSS.

Que veut-il montrer ? Que Lénine a voulu, sous le vocable de socialisme, instaurer le régime du travail obligatoire, le monopole absolu de l'Etat sur le blé pour imposer la dictature d'un seul homme qu'il aspirait à étendre (par la révolution mondiale) à la planète entière. A cette fin, lui et les bolcheviks ont systématiquement affamé Moscou et Petrograd au printemps 1918 pour pouvoir diviser les ouvriers et les paysans et lancer les premiers à l'assaut des seconds qu'il voulait réduire au rôle d'esclaves. La campagne russe débordait alors de blé que Lénine et les bolcheviks, par tous les moyens, empêchaient d'entrer dans les deux capitales pour y semer la faim et le désespoir. Ce petit pamphlet, très « populaire » dans certains milieux de l'intelligentsia et de l'appareil en URSS, rappelle de très près les brochures réactionnaires et fascistes antibolcheviques des années 20.

On peut même y lire, pour appuyer les thèses de l'auteur, l'affirmation que la militante bolchevique Larissa Reisner prenait des bains de champagne, preuve qu'il y avait du pain en URSS ! On hésiterait à évoquer pareilles sornettes si Solooukhine n'était un écrivain très connu en URSS et si Gorbatchev n'avait choisi son ami, l'écrivain Raspoutine, pour être membre de son conseil présidentiel. D'ailleurs, l'historien Startsev, dans sa réponse à un certain nombre d'attaques contre Lénine, publiée dans la *Pravda* du 3 avril, juge nécessaire de citer et réfuter longuement Solooukhine... C'est un indice du déchaînement primaire de la campagne contre Lénine en URSS.

Les sous-entendus de Tchipko et les grossières affabulations de Solooukhine dessinent les deux bouts d'une campagne très large.

Elle prend d'ordinaire des formes plus explicites... ou plus raffinées !

## D'AUTRES VERSIONS, PLUS RAFFINÉES

Ainsi l'historien Afanassiev, ancien membre du comité de rédaction de *Kommunist*, la revue théorique du comité central du PCUS, a, le 12 mars, lors de la session de printemps du Congrès des députés du peuple, affirmé que Lénine était le père d'un système fondé sur la violence et la terreur. Chacun avait pu l'entendre à la télévision française, peu avant, mettre sur le même plan « *Lénine, Trotsky et Staline* », à cause de leur même « révolutionnarisme ».

Il ne fait que reprendre un thème très à la mode dans les milieux de l'appareil et de l'intelligentsia : la révolution est une abominable chose parce qu'elle repose sur la violence qui est à condamner et à rejeter absolument car elle est le mal et elle engendre le mal.

Ainsi, dans un article intitulé *Les bottes en peau de chagrin* publié dans le magazine populaire *Ogoniok* (n° 32 d'août 1989), un certain Viatcheslav Kostikov se livre à une très violente attaque contre la politique des bolcheviks à compter du 25 octobre 1917. Feignant d'attribuer cette politique au goût des bolcheviks (sauf Lénine, mais surtout Trotsky) pour les bottes, la casquette et la vareuse militaires, il dénonce toute la politique définie par Lénine et « *le péché originel de la révolution qui consiste en ce qu'elle vise à obtenir la liberté et la démocratie par la négation de la liberté et de la démocratie* ».

Puis l'auteur explique : la première faute des bolcheviks (imputée à Trotsky, alors que l'orientation était, chacun le sait, celle de Lénine et Trotsky) est d'avoir refusé le gouvernement de coalition que les socialistes-révolutionnaires de droite et les mencheviks proposaient. Kostrikov accuse Trotsky et « *sa ligne*

*dure* ». Pure hypocrisie : c'est Lénine qu'il désigne. Dans le numéro 36 d'*Ogoniok*, un historien, Miller, répond fort justement à cette attaque sous le titre : « *Vérité ou concession à la mode ?* »

« (...) La principale accusation portée par Kostikov contre le parti des bolcheviks est que leur politique aurait empêché de conserver "l'unité des forces de gauche" (...). Existait-il, après Octobre, une possibilité réelle de constituer un "gouvernement socialiste homogène" où seraient entrés "les partis socialistes", depuis les SR jusqu'aux bolcheviks ? A mon avis, oui. Mais il faut tout de suite poser une question que notre auteur évite : sur quelle base ? La réponse est claire pour les historiens : sur la base de la reconnaissance des décisions de l'organe suprême des soviets de tout le pays, le II<sup>e</sup> Congrès panrusse des soviets. Mais les gens du comité exécutif du syndicat des chemins de fer, interlocuteurs des bolcheviks dans les pourparlers, proposaient quelque chose de tout différent : de constituer un gouvernement qui aurait ignoré les décisions du congrès et aurait refusé de réaliser les exigences populaires inscrites dans les décrets sur la paix et la terre. Les bolcheviks pouvaient-ils refuser les pourparlers de paix et ne pas remettre la terre aux paysans ? Non, car ces exigences, qui constituaient le fondement du programme de Lénine, avaient assuré aux bolcheviks le soutien des masses paysannes et ouvrières et des soldats.

« (...) Que se serait-il passé si les bolcheviks avaient accepté ce bloc sans principes, proposé par les mencheviks et les SR, s'ils avaient refusé de satisfaire immédiatement les exigences du peuple et s'ils avaient soutenu celles des partis socialistes de droite qui voulaient attendre l'Assemblée constituante ? La situation a déjà été analysée par les politiciens bourgeois de l'époque. Quels étaient donc les buts des korniloviens, c'est-à-dire les partisans de la dictature militaire, et le parti des KD qui les soutenait ? Ils voyaient bien, naturellement, la montée de l'effondrement économique et la perte de l'autorité du gouvernement provisoire, qui perdait peu à peu son pouvoir. Ils voyaient aussi l'influence grandissante des bolcheviks, le refus des soldats de passer encore un hiver dans les tranchées et la vague des

émeutes paysannes qui venait de déferler sur beaucoup de gouvernements de Russie.

*Ils suivaient la politique du pire. Que l'effondrement s'amplifie, que les bolcheviks viennent au pouvoir, cela ne renforcerait que le chaos et la ruine du pays. Et alors nous interviendrons, nous les militaires. Nous apparaîtrons comme le "parti de l'ordre" qui prendra tous les bolcheviks, fusillera les paysans révoltés et les ouvriers en grève et établira ce pouvoir fort que Kornilov proposait déjà en août. Lénine fut le premier à comprendre où menait cette politique de l'alliance des militaires et de la bourgeoisie, et c'est pourquoi, craignant le renforcement de la ruine et de l'anarchie dans le pays, il défendit à partir de la mi-septembre la possibilité d'un passage plus rapide du pouvoir aux soviets.*

*(...) Les bolcheviks se sont-ils opposés à un gouvernement soviétique pluri-partite ? Non. Ils ont invité tous les partis politiques représentés au II<sup>e</sup> Congrès des soviets à participer au gouvernement. Ce n'est pas un hasard s'il était dit dans la résolution du comité central du POSDR (b) du 2 (15) novembre 1917 : "Le comité central confirme qu'il est encore maintenant tout à fait prêt, avec tous les participants au II<sup>e</sup> Congrès panrusse des soviets, à reprendre ceux qui sont partis et à reconnaître la coalition (avec leur participation) dans les limites des conseils, et que, par conséquent, il est absolument faux de dire que les bolcheviks ne veulent partager le pouvoir avec personne." Les bolcheviks n'ont pas pu faire de compromis ; les mencheviks et les SR n'étaient pas prêts à faire un compromis qui aurait, d'ailleurs, reflété l'état d'esprit des masses. Ils n'ont pas voulu reconnaître les décrets du II<sup>e</sup> Congrès des soviets.*

*(...) En même temps se tramaient des attentats contre Lénine et Trotsky, qui avaient pour but d'affaiblir la résistance des bolcheviks.*

*(...) Kostikov écrit : "On a laissé passer la possibilité historique d'une collaboration des forces de gauche de la Russie dans le cadre d'un Parlement démocratiquement élu." Mais y a-t-il eu cette possibilité ? Est-ce que, par exemple, les SR, qui avaient la majorité à l'Assemblée constituante, voulaient de cette collaboration ? L'auteur évite ces questions, et ce n'est pas par hasard. Les SR voulaient une chose : renverser le*

*pouvoir des soviets, et bien entendu, les bolcheviks firent tout pour les empêcher. Et les sentiments du peuple n'étaient pas du tout à ce moment-là en faveur des SR. »*

Le reste des critiques est à l'avenant, et revient à dire : puisque la contre-révolution bourgeoise et aristocratique n'acceptait pas la révolution d'Octobre, les bolcheviks devaient passer la main. Ils auraient subi le sort des communards de la Commune de Paris, celui que le général Kornilov et son ami le socialiste-révolutionnaire Savinkov promettaient en août 1917 à tous les dirigeants des soviets et aux présidents des comités de soldats : la pendaison ou l'exécution... L'ordre bourgeois aurait régné à Moscou, comme il régnera à Berlin. Mais, pour nos auteurs, il est le seul légitime : Kostikov l'affirme avec une certaine naïveté :

*« L'expérience de l'Europe montre que seule une société civile pluraliste fondée sur un consensus social est capable d'assurer la paix, la tranquillité et la prospérité aux citoyens. »*

Miller lui répond :

*« Cela sonne bien, n'est-ce pas ? Mais un fait important est laissé de côté dans l'expérience historique de l'Europe, c'est que la "société civile pluraliste" a été le résultat de nombreuses révoltes et de décennies d'une lutte de classes acharnée. »*

Kostikov « oublie » aussi le nazisme, le fascisme italien, les régimes parafascistes des pays d'Europe centrale, la solution finale du problème juif et les quarante-cinq millions de morts de la boucherie de la Deuxième Guerre mondiale. Mais sans doute, pour ce spécialiste de la « morale universelle » au nom de laquelle des milliers de folliculaires condamnent aujourd'hui les bolcheviks et Lénine, cette forme de violence des Etats bourgeois est-elle légitime — et donc non violente ?

Il faut à toute cette entreprise de dénonciation de Lénine et du bolchevisme (c'est-à-dire en dernière analyse du marxisme) un fondement théorique. Soljenitsyne, le maître à penser des pourfendeurs de la violence bolchevique, ne

peut satisfaire en ce domaine que ceux qui se contentent pour leurs imprécations dominicales des Dix Commandements de Moïse, joyeusement bafoués au cours de toute l'histoire de l'humanité par ceux-là mêmes qui s'y réfèrent chaque jour et prosternent devant eux leur colonne vertébrale. Il alimente le tout-venant d'une prose journalistique qui affirme : la violence engendre la violence, le mal engendre le mal, et multiplie les variations sur la phrase de Dostoïevski : « *Le bonheur de l'humanité ne saurait justifier les larmes d'un seul enfant.* » (par ailleurs, l'écrivain soutenait le régime tsariste que la perspective de faire couler les larmes d'un enfant ne rebutait guère dans ses très chrétiennes exactions, par exemple lors de la répression sauvage du soulèvement polonais de 1863 par le très pieux général Mouraviev, dit « *le pendeur* »).

## A LA RECHERCHE D'ARGUMENTS THÉORIQUES

Certains cherchent à fournir des réponses théoriques plus poussées. Distinguons parmi eux — parce qu'il donne le ton général des efforts les plus sérieux, même s'ils ne sont pas très neufs — Iouri Bourtine, auteur d'un long article intitulé « *Le talon d'Achille de la théorie de Marx* » (*Oktiabr* du 2 décembre 1989). Selon Bourtine, l'erreur de Marx et d'Engels est d'avoir « *absolutisé* » l'analyse, à l'époque très pertinente, qu'ils ont faite du capitalisme ; en l'absolutisant ils ont sous-estimé les capacités du capitalisme à régler ses problèmes et donc à perdurer. « *Lénine a répété (ou perpétué) l'erreur essentielle de la théorie historique de Marx.* » Ce faisant, il a aussi répété et perpétué les deux faiblesses (les deux talons d'Achille) de la théorie marxiste, à savoir la négation par Marx et Engels « *des deux leviers du progrès* » : le marché et la concurrence d'un côté, la démocratie de l'autre.

Bref, Bourtine déplace le problème du champ de la morale, où tant de publicistes le placent, à celui de l'analyse du

capitalisme et de ses perspectives. En réalité pour Bourtine, “l'erreur” de Lénine ce n'est pas telle ou telle décision politique, c'est l'analyse qu'il donne de l'évolution du capitalisme dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Bourtine, pour nous montrer à quel point le capitalisme s'est amélioré, assoupli, perfectionné, résume une nouvelle de Jack London de 1906. Un gamin de 12 ans se gorge de café le matin avant de partir à l'usine où il va accomplir 36 000 fois le même geste indispensable pour percevoir le salaire indispensable à sa famille... Lénine a vu le développement du capitalisme dans ce sens-là. Or, dit Bourtine :

« *Du vivant même de Lénine, le capitalisme est entré dans une phase de stabilisation, et après la Deuxième Guerre mondiale (un détail, dirait l'autre !?) il est entré dans un nouveau stade “post-impérialiste” de son développement, qui a exclu toute perspective quelque peu vraisemblable de révolution, sinon pour toujours, du moins pour tout l'avenir envisageable.* » (*Oktiabr*, novembre 1989).

Là est le cœur de la question : Lénine a tort parce que le capitalisme a encore de très beaux jours et pour longtemps devant lui. Bref, Lénine a tort quand il définit l'évolution du capitalisme mondial comme aboutissant à l'impérialisme (voir à ce sujet, dans ce même numéro, l'article de François Forgue).

Bourtine a une vision à courte vue, une vue statique et purement européenne du capitalisme et de l'économie de marché. Une vue mondiale, même rapide, lui révélerait que dans la majorité des pays capitalistes son héros de Jack London correspond à une réalité, bien vivante, à moins qu'il ne soit purement et simplement chômeur à vie.

Les grands pays impérialistes ne maintiennent leur « *développement économique* » que grâce au développement vertigineux de secteurs purement parasitaires (les narcodollars, la spéculation financière, l'armement) et une surexploitation des pays dits en voie de développement écrasés par les intérêts d'une dette qu'ils ne peuvent rembourser

même en réduisant leurs peuples à la faim, forme de violence qui n'émeut nullement les pourfendeurs attirés de la « violence bolchevique » et de « l'amoralisme léniniste ». Le capitalisme condamne la majorité de la planète à une putréfaction qui menace l'existence même de peuples entiers.

L'ouverture des pays de l'Est au capitalisme y révèle de façon brutale sa véritable dynamique dont les travailleurs polonais subissent déjà les conséquences brutales : fermetures massives d'entreprises, licenciements, baisse des salaires, contraction des échanges marchands. Leszek Balcerowicz, le ministre des Finances polonais, grand théoricien de la politique économique gouverne-

mentale, a déclaré au congrès de Solidarité, le 24 avril 1990 :

*« Je sais qu'on est à la limite de la résistance de la population, mais tout programme implique à court terme (?) une profonde dégradation des conditions de vie (...). Le tout est de savoir si l'on veut une économie de marché, avec ses avantages et ses inconvénients. »*

Voilà qui est aussi clair que cynique.

C'est au nom de la mise en œuvre d'une politique semblable d'adaptation aux mécanismes prétendument florissants du capitalisme que se mène aujourd'hui en URSS — l'article de Bourtine le montre — l'offensive contre Lénine et le bolchevisme.

Jean-Jacques Marie

## LA VERITE

**Revue théorique du comité central du PCI**  
**Paraît tous les semestres**

**FRANCE :**

- 1 an : 4 numéros**
- pli ouvert : 80 F
- pli fermé : 120 F

## TRIBUNE INTERNATIONALE

**Journal politique de « IV<sup>e</sup> Internationale  
(Centre international de reconstruction) »**

**Paraît deux fois par trimestre**

**FRANCE :**

- 1 an : 8 numéros**
- pli ouvert : 100 F
- pli fermé : 150 F

**Une formule d'abonnement groupé :**

### **LA VERITE et TRIBUNE INTERNATIONALE**

- Pour 1 an : 4 numéros de La Vérité  
8 numéros de Tribune internationale
- pli ouvert : 150 F
  - pli fermé : 220 F

Chèque ou mandat à l'ordre de : La Vérité - Tribune internationale  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris

## BOLCHEVISME ET STALINISME

### (Sur les racines historiques et théoriques de la IV<sup>e</sup> Internationale)

« *Bolchevisme et stalinisme* » est un article de Léon Trotsky daté du 29 août 1937, qui parut en janvier 1938 dans la revue *Quatrième Internationale*.

Il figure dans le tome 14 des *Oeuvres* (introduction et notes de Pierre Broué).

Willi Schlamm, avec qui Trotsky polémique dans cet article, avait été un dirigeant du Parti communiste autrichien dont il avait été exclu en 1929.

Cet article est écrit à un moment où le stalinisme apparaît comme triomphant et où il perpétue contre la classe ouvrière d'URSS et du monde les crimes les plus odieux. Rares sont les voix — comme par exemple celle d'André Breton en France — qui s'élèvent contre le stalinisme au faîte de sa puissance.

Au-delà de la lucidité de l'analyse du stalinisme et même des questions essentielles de méthode que Trotsky traite dans cet article, son intérêt tout particulier est exprimé dans son sous-titre : « *Sur les racines historiques et théoriques de la IV<sup>e</sup> Internationale* ».

Il ne s'agit donc pas seulement de rétablir la vérité, de démontrer en quoi « bolchevisme » et « stalinisme » sont inconciliables. Pour Trotsky, il s'agit de réaffirmer que le combat pour la IV<sup>e</sup> Internationale procède historiquement et théoriquement du bolchevisme dont il est la continuation.

Il donne ainsi tout son contenu à la dénomination qu'avaient choisie les partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale : « *Les bolcheviks-léninistes* ».

---

Les époques réactionnaires comme la nôtre non seulement désagrègent et affaiblissent la classe ouvrière en isolant son avant-garde, mais abaissent également le niveau idéologique général du mouvement en rejetant la pensée politique loin en arrière, à des étapes depuis longtemps dépassées. Dans ces conditions, la tâche de l'avant-garde est avant tout de ne pas se laisser entraîner par ce reflux : elle doit aller contre le courant. Si un rapport de forces défavorable ne permet pas de conserver des positions politiques précédemment conquises, elle doit au moins se maintenir sur les positions idéologiques car c'est en elles que se concentre l'expérience chèrement payée du passé. Une telle politique passera sans doute pour du "sectarisme" aux yeux des sots. En réalité, elle est l'unique moyen de préparer un nouveau bond en avant gigantesque avec le prochain flux historique.

#### Réaction contre le marxisme et le communisme

Les grandes défaites politiques provoquent inévitablement une révision des valeurs, laquelle se réalise généralement selon une direction double. D'une part, enrichie par l'expérience de la défaite, la véritable avant-garde défend bec et ongles l'héritage de la pensée révolutionnaire et, sur cette base, s'efforce d'éduquer de nouveaux cadres pour les luttes de masse à venir. D'autre part, les routiniers, les centristes et les dilettantes effrayés par la défaite font de leur mieux pour détruire

l'autorité de la tradition révolutionnaire et revenir loin en arrière, à la recherche d'une "Foi nouvelle".

On pourrait citer quantité d'exemples de réaction idéologique prenant le plus souvent la forme de la prostration. Toute la littérature de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationale, comme celle de leurs satellites du bureau de Londres, consiste au fond en exemples de ce genre. Pas une trace d'analyse marxiste. Pas une tentative sérieuse d'éclairer la cause de la défaite. Pas un mot nouveau sur l'avenir. Rien que clichés, routine, mensonge et surtout souci de sauvegarder leur propre position bureaucratique. Il suffit de respirer cinq lignes de quelque Hilferding ou Otto Bauer pour connaître cette pourriture. Des théoriciens du Comintern, mieux vaut ne pas parler. Le célèbre Dimitrov est ignorant et banal comme un boutiquier devant un verre de bière. Les cerveaux de ces gens sont trop paresseux pour qu'ils renient le marxisme : ils le prostituent. Mais ce ne sont pas pour l'instant les seuls qui nous intéressent. Venons-en aux "novateurs".

L'ancien communiste autrichien Willi Schlamm a consacré aux procès de Moscou un petit livre sous le titre expressif de *La Dictature du Mensonge*. Schlamm est un journaliste de talent qui s'intéresse avant tout aux questions d'actualité. Sa critique de l'imposture de Moscou, ainsi que sa mise à nu de la mécanique psychologique des "aveux volontaires" sont excellentes. Mais il ne s'en tient pas là et prétend fonder une nouvelle théorie du socialisme qui donnerait pour l'avenir des garanties contre les défaites et les impostures. Mais, comme Schlamm n'est nullement un théoricien et est même, semble-t-il, peu familiarisé avec l'histoire du développement du socialisme, il en revient complètement, sous couleur de chercher des nouveautés, au socialisme d'avant Marx et, qui plus est, à sa variété allemande, c'est-à-dire la plus arriérée, la plus douceâtre et la plus fade. Schlamm renonce à la dialectique, à la lutte de classes, pour ne pas parler de la dictature du prolétariat. La tâche de la transformation de la société se réduit, pour lui, à réaliser quelques vérités "éternelles" de la morale dont il s'applique dès maintenant, en régime capitaliste, à imprégner l'humanité.

La revue de Kerensky, *Novaia Rossiia* – une vieille revue de province russe qui paraît maintenant à Paris – a accueilli avec joie et même fierté la tentative de Willi Schlamm de sauver le socialisme par une inoculation de lymphé morale : ainsi que conclut justement la rédaction, Schlamm en est arrivé aux principes du socialisme russe authentique qui, depuis longtemps déjà, a opposé à la sèche et rude lutte des classes les principes sacrés de la foi, de l'espoir et de l'amour. L'originalité de la doctrine des social-révolutionnaires russes ne constitue certes, dans ses prémisses idéologiques, qu'un retour au socialisme allemand d'avant mars 1848, mais il serait vraiment injuste de demander à Kerensky de connaître mieux que Schlamm l'histoire des idées. Il est infiniment plus important que Kerensky, lequel est aujourd'hui solidaire de Schlamm, ait été, en sa qualité de chef du gouvernement, l'instigateur de la persécution des bolcheviks comme agents de l'état-major allemand, c'est-à-dire qu'il ait organisé les mêmes impostures contre lesquelles Schlamm mobilise maintenant des absous métaphysiques mangés aux mites.

Le mécanisme psychologique de la réaction intellectuelle de Schlamm et de ses pareils n'est pas le moins du monde compliqué. Ces gens ont pris part, pendant un temps, à un mouvement politique qui ne jurait que par la lutte de classes et qui, en paroles sinon en pensée, faisait appel au matérialisme dialectique. En Autriche comme en Allemagne, cela s'est terminé par une catastrophe. Schlamm en tire une conclusion sommaire : voilà où ont conduit la lutte de classes et la dialectique ! Et comme le choix des révélations est limité par l'expérience historique et... les connaissances personnelles de chacun, notre réformateur à la recherche d'une Foi tombe sur ce baluchon d'oripeaux qu'il oppose bravement, non seulement au bolchevisme mais aussi au marxisme.

A première vue, le type de réaction idéologique que présente Schlamm

semble trop primitif (de Marx à... Kerensky) pour valoir la peine qu'on s'y arrête. Mais en réalité c'est une réaction très instructive : c'est justement à cause de son caractère primitif qu'elle représente le dénominateur commun de toutes les autres formes de réaction et avant tout de celle qui s'exprime par la dénonciation globale du bolchevisme.

### **"Retour au marxisme"**

Le marxisme a trouvé son expression historique la plus élevée dans le bolchevisme. C'est sous le drapeau du bolchevisme qu'à été remportée la première victoire du prolétariat et fondé le premier Etat ouvrier. Rien, jamais, n'effacera de l'Histoire ces faits. Mais comme la révolution d'Octobre a abouti présentement au triomphe de la bureaucratie avec son système de répression, de pillage et d'imposture — à la "dictature du mensonge", selon l'heureuse expression de Schlamm —, bien des esprits formalistes et superficiels sautent brutalement à la conclusion sommaire qu'on ne peut pas lutter contre le stalinisme sans rejeter le bolchevisme. Schlamm, on le sait, va plus loin : le bolchevisme, qui a dégénéré en stalinisme, est lui-même issu du marxisme, on ne peut par conséquent lutter contre le stalinisme en demeurant sur la base du marxisme. D'autres, moins conséquents, mais plus nombreux, disent au contraire : "Il faut revenir du bolchevisme au marxisme." Comment ? A quel marxisme ? Avant de faire "faillite" sous la forme du bolchevisme, le marxisme avait déjà échoué sous la forme de la social-démocratie. Le mot d'ordre de "retour au marxisme" signifie-t-il donc un bond par-dessus la II<sup>e</sup> et la III<sup>e</sup> Internationale... vers la I<sup>e</sup> ? Mais celle-ci a échoué en son temps. Il s'agit donc en dernière analyse de... revenir au œuvres complètes de Marx et d'Engels.

Ce bond héroïque, on peut le faire sans sortir de son bureau ni même quitter ses pantoufles. Mais ensuite, comment passer de nos classiques (Marx est mort en 1883, Engels en 1895) aux tâches de notre temps, en laissant de côté plusieurs décennies de luttes théoriques et politiques dont le bolchevisme et la révolution d'Octobre ? Aucun de ceux qui proposent de rejeter le bolchevisme comme une tendance historiquement "faillie" n'a indiqué la voie nouvelle. Tout se ramène au simple conseil d'étudier *Le Capital*. Rien à objecter. Mais les bolcheviks aussi ont étudié *Le Capital*, et pas les yeux fermés. Et cela n'a pas empêché pourtant la dégénérescence de l'Etat soviétique ni la mise en scène des procès de Moscou. Alors, que faire ?

### ***Le bolchevisme est-il responsable du stalinisme ?***

Est-il vrai pourtant que le stalinisme soit le produit légitime du bolchevisme, comme le croit toute la réaction, comme le confesse Staline lui-même, comme le pensent les mencheviks, les anarchistes et certains doctrinaires de gauche qui se croient marxistes ? "Nous l'avons toujours dit, affirment-ils, après avoir commencé par interdire les autres partis socialistes, réprimer les anarchistes et établi la dictature bolchevique sur les soviets, la révolution d'Octobre ne pouvait se terminer qu'en dictature de la bureaucratie. Staline est la continuation et aussi la faillite du lé ninisme."

La faille dans ce raisonnement commence avec l'identification tacite entre le bolchevisme, la révolution d'Octobre et l'Union soviétique. Le processus de lutte historique entre des forces hostiles est alors remplacé par l'évolution du bolchevisme dans un vase clos. Or le bolchevisme n'est qu'une tendance politique, étroitement liée à la classe ouvrière mais qui ne s'identifie nullement à elle. Et, en plus de la classe ouvrière, il y a en U.R.S.S. plus de cent millions de paysans, des nationalités

diverses, un héritage d'oppression, de misère et d'ignorance. L'Etat construit par les bolcheviks ne reflète pas leurs seules pensée et volonté, mais aussi le niveau culturel du pays, la composition sociale de la population, la pression de son passé barbare et du non moins barbare impérialisme mondial. Représenter le processus de la dégénérescence de l'Etat soviétique comme s'il s'agissait de l'évolution du seul bolchevisme, c'est ignorer la réalité sociale au nom d'un seul de ses éléments en l'isolant de façon purement logique. Il suffit de mettre le doigt sur cette erreur élémentaire pour qu'il n'en reste plus trace.

Le bolchevisme, en tout cas, ne s'est jamais identifié lui-même ni à la révolution d'Octobre, ni à l'Etat soviétique qui en est issu. Le bolchevisme se considérait comme l'un des facteurs de l'Histoire, son facteur "conscient" – très important certes, mais pas décisif. Nous n'avons jamais péché par subjectivisme historique. Nous voyions le facteur décisif – sur la base de l'état donné des forces productives – dans la lutte des classes, non seulement à l'échelle nationale mais aussi à l'échelle internationale.

Quand les bolcheviks faisaient des concessions aux aspirations petites-bourgeoisies des paysans à la propriété privée, quand ils fixaient des règles strictes à l'entrée dans leur parti, quand ils épuraient des éléments étrangers, quand ils interdisaient les autres partis, quand ils introduisaient la Nep, quand ils cédaient des entreprises sous forme de concessions, ils tiraient des conclusions particulières de ce fait fondamental qui était à leurs yeux théoriquement clair depuis le début, à savoir que la conquête du pouvoir, quelle que soit son importance en soi, ne fait nullement du parti le maître tout-puissant du processus historique. Maître de l'Etat, le parti peut indiscutablement influencer le développement de la société avec une force impossible à atteindre jusque-là ; mais en revanche, il est lui-même soumis à une pression dix fois plus grande de la part de tous les autres éléments de cette société. Il peut être chassé du pouvoir sous les coups directs des forces hostiles. Si l'évolution traîne plus, il peut dégénérer de l'intérieur tout en se maintenant au pouvoir. C'est précisément cette dialectique du processus historique que ne comprennent pas les logiciens sectaires qui cherchent dans la décadence de la bureaucratie stalinienne un argument définitif contre le bolchevisme.

Au fond, ces messieurs disent : le parti révolutionnaire qui n'apporte pas avec lui des garanties contre sa propre dégénérescence est mauvais. Avec ce critère-là, le bolchevisme est naturellement condamné : il ne détient aucun talisman. Mais c'est le critère lui-même qui est faux. La pensée scientifique exige une analyse concrète : comment et pourquoi le parti a-t-il dégénéré ? Personne jusqu'à présent n'a fait cette analyse, sauf les bolcheviks eux-mêmes. Pour ce faire, ils n'ont pas eu besoin de rompre avec le bolchevisme. C'est au contraire dans son arsenal qu'ils ont trouvé tout le nécessaire pour éclairer sa destinée. Ils en ont tiré la conclusion suivante : bien entendu, le stalinisme est "sorti" du bolchevisme, mais il en est sorti non de façon logique, mais de façon dialectique : il n'est pas son affirmation révolutionnaire, mais sa négation thermidorienne. Et ce n'est pas du tout la même chose.

### ***Le pronostic fondamental du bolchevisme***

Les bolcheviks n'ont cependant pas eu besoin d'attendre les procès de Moscou pour expliquer les raisons de la désintégration du parti dirigeant de l'U.R.S.S. Depuis longtemps ils avaient prévu et commenté la possibilité théorique de ce développement. Souvenons-nous du pronostic des bolcheviks, pas seulement à la veille de la révolution d'Octobre, mais des années auparavant. L'alignement spécifique des forces à l'échelle nationale et internationale ouvre, pour la première fois, au prolétariat, la possibilité d'arriver au pouvoir dans un pays comme la Russie. Mais ce même alignement des forces donne par avance la certitude que, sans une

victoire plus ou moins rapide du prolétariat dans les pays avancés, le gouvernement ouvrier ne se maintiendra pas en Russie. Livré à lui-même, le régime soviétique tombera ou dégénérera. Ou, plus exactement, il commencera par dégénérer pour tomber ensuite. J'ai écrit personnellement à plusieurs reprises sur cette question, et dès 1905. Dans mon livre *Histoire de la Révolution russe* (cf. dans le dernier tome l'appendice "Le socialisme dans un seul pays") sont réunies les déclarations à ce sujet des dirigeants bolcheviques entre 1917 et 1923. Toutes conduisent à une seule conclusion : sans révolution en Occident, le bolchevisme sera liquidé, soit par la contre-révolution intérieure, soit par l'intervention étrangère ou par la combinaison des deux. Lénine en particulier a répété avec insistance que la bureaucratisation du régime soviétique n'était pas une question technique ou d'organisation, mais le début possible de la dégénérescence de l'Etat ouvrier.

Au XI<sup>e</sup> congrès du parti, en mars 1922, Lénine parla du "soutien" offert à la Russie soviétique au moment de la Nep, par des politiciens bourgeois, en particulier le professeur libéral Oustrialov ; "Je suis pour le soutien du pouvoir des soviets en Russie, dit Oustrialov – bien qu'il soit un cadet, un bourgeois, bien qu'il ait soutenu l'intervention armée – je suis pour le soutien du pouvoir des soviets parce qu'il s'est engagé dans une voie où il roule vers le pouvoir bourgeois ordinaire." Lénine préfère la voix cynique de l'ennemi aux "doucereux mensonges communistes". A sa manière rude et sobre, il met le parti en garde contre le danger : "Disons-le carrément. Les choses dont parle Oustrialov sont possibles, disons-le sans ambages. L'histoire connaît des transformations de tous genres : en politique, compter sur la conviction, le dévouement et autres excellentes qualités morales n'est guère sérieux. Les excellentes qualités morales sont le propre d'un petit nombre : or l'issue historique est décidée par les masses immenses qui, lorsque le petit nombre n'est pas de leur goût, le traitent parfois sans excès de politesse." En un mot, le parti n'est pas l'unique facteur de développement et, sur une échelle historique plus grande, il n'est pas le seul décisif.

"Il arrive qu'un peuple en subjugue un autre", poursuivait Lénine au cours du même congrès, le dernier auquel il ait participé. "Voilà qui est simple et compréhensible pour chacun. Mais qu'advent-il de la culture de ces peuples ? Cela n'est pas si simple. Si le peuple conquérant est plus cultivé que le peuple vaincu, il lui impose sa culture ; dans le cas contraire, il arrive que c'est le vaincu qui impose sa culture au conquérant. Ne s'est-il pas produit quelque chose de pareil dans la capitale de la R.S.F.S.R. et n'est-il pas arrivé ici que 4700 communistes (presque toute une division et des meilleurs) ont été soumis à une culture étrangère ?" (Lénine, *Oeuvres*, tome XXXIII).

Ceci fut dit au début de 1922 et ce n'était pas la première fois. L'histoire n'est pas faite par quelques hommes, même "les meilleurs". Et ce n'est pas tout : ces "meilleurs" peuvent dégénérer dans le sens d'une culture étrangère, c'est-à-dire bourgeoise. Non seulement l'Etat soviétique peut quitter la voie socialiste, mais le parti bolchevique, lui aussi, peut, dans des conditions historiques défavorables, perdre son bolchevisme.

C'est de la claire compréhension de ce danger qu'est née l'Opposition de gauche, définitivement constituée en 1923. Relevant, jour après jour, les symptômes de dégénérescence, elle essaya d'opposer au Thermidor grandissant la volonté consciente de l'avant-garde prolétarienne. Ce facteur subjectif s'est pourtant révélé insuffisant. Les "grandes masses" qui, selon Lénine, décident de l'issue de la lutte, étaient fatiguées des privations à l'intérieur et d'avoir attendu trop longtemps la révolution mondiale. Les masses ont perdu leur moral. La bureaucratie a pris le dessus. Elle a maîtrisé l'avant-garde prolétarienne, foulé aux pieds le marxisme, prostitué le parti bolchevique. Le stalinisme l'a emporté. Sous la forme de l'Opposition

de gauche, le bolchevisme a rompu avec la bureaucratie soviétique et son Comintern. Tel fut le cours réel du développement.

Bien sûr, au sens formel, le stalinisme est bien sorti du bolchevisme. Même aujourd'hui la bureaucratie de Moscou continue à s'intituler parti bolchevique. Elle n'utilise la vieille étiquette que pour mieux tromper les masses. Et ils n'en sont que plus pitoyables, ces théoriciens qui prennent l'écorce pour le noyau et l'apparence pour la réalité. En identifiant bolchevisme et stalinisme, ils rendent le plus grand service possible aux Thermidoriens et, justement ce faisant, jouent un rôle clairement réactionnaire.

Du fait de l'élimination de tous les autres partis de l'arène politique, les intérêts et tendances antagonistes des différentes couches de la population devaient, à un degré ou à un autre, trouver une expression dans le parti dirigeant. Dans la mesure où le centre de gravité politique passait de l'avant-garde prolétarienne à la bureaucratie, le parti a changé de structure sociale comme d'idéologie. Du fait de la marche impétueuse du développement, il a subi, dans les quinze dernières années, une dégénérescence bien plus radicale que celle qu'avait subie la social-démocratie pendant un demi-siècle. La purge actuelle trace, entre bolchevisme et stalinisme, non pas une simple ligne de sang, mais une vraie rivière de sang. L'extermination de toute la vieille génération des bolcheviks, d'une partie importante de la génération intermédiaire qui a pris part à la guerre civile et de la partie de la jeunesse qui prenait au sérieux les traditions bolcheviques, démontre qu'il n'y a pas seulement entre le bolchevisme et le stalinisme une incompatibilité politique, mais aussi incompatibilité physique profonde. Comment peut-on ne pas le voir ?

### ***Stalinisme et "Socialisme d'Etat"***

Les anarchistes, quant à eux, veulent voir dans le stalinisme le produit organique, non seulement du bolchevisme et du marxisme, mais du "socialisme d'Etat" de façon générale. Ils veulent bien remplacer la patriarcale "fédération de communes libres" de Bakounine par la plus moderne fédération des soviets libres. Mais, comme auparavant, ils sont contre un pouvoir d'Etat centralisé. En effet, une branche du marxisme "d'Etat", la social-démocratie, est devenue un agent ouvert du capitalisme après être arrivée au pouvoir. L'autre a donné naissance à une nouvelle caste privilégiée. Il est évident que la source du mal réside dans l'Etat.

D'un vaste point de vue historique, il y a dans ce raisonnement un grain de vérité. L'Etat, en tant qu'appareil de contrainte, constitue incontestablement une source d'infection politique et morale. Et, comme l'expérience l'a montré, c'est également vrai de l'Etat ouvrier. On peut, par conséquent, dire que le stalinisme est un produit d'une condition de la société dans laquelle celle-ci était encore incapable d'échapper à la camisole de force de l'Etat. Mais cette situation, qui ne comprend aucun élément permettant d'apprécier le bolchevisme ou le marxisme, caractérise seulement le niveau culturel général de l'humanité et, par-dessus tout, le rapport de forces entre prolétariat et bourgeoisie. Etant d'accord avec les anarchistes sur le fait que l'Etat, même ouvrier, est le sous-produit de la barbarie de classe et que l'histoire humaine réelle commencera avec l'abolition de l'Etat, nous nous trouvons encore devant la question posée dans toute sa force : quelles voies, quelles méthodes conduiront, définitivement, à l'abolition de l'Etat ? L'expérience récente démontre que ce ne sont certainement pas les méthodes de l'anarchisme.

Les dirigeants de la C.N.T., la seule organisation anarchiste importante dans le monde, sont devenus au moment critique des ministres bourgeois<sup>1</sup>. Ils ont expliqué cette trahison ouverte de la théorie anarchiste par la pression de "circonstances exceptionnelles". Mais les dirigeants de la social-démocratie allemande n'ont-ils pas, en leur temps, invoqué cette même excuse ? Naturellement une guerre civile n'est pas une circonstance pacifique et ordinaire, mais une "circonstance exceptionnelle". Toute organisation révolutionnaire sérieuse, cependant, se prépare précisément pour des "circonstances exceptionnelles". L'expérience de l'Espagne a une fois de plus démontré qu'on peut "nier" l'Etat dans des brochures publiées dans des "circonstances normales"<sup>2</sup> avec la permission de l'Etat bourgeois, mais que les conditions de la révolution ne laissent pas de place à une "négation" de l'Etat : elles exigent au contraire la conquête de l'Etat. Loin de nous l'intention de blâmer les anarchistes pour n'avoir pas aboli l'Etat d'un trait de plume. Un parti révolutionnaire, même après avoir pris le pouvoir (ce dont les anarchistes ne sont pas capables malgré l'héroïsme des ouvriers anarchistes), n'est encore nullement le maître tout-puissant de la société. En revanche, nous blâmons sévèrement la théorie anarchiste qui semblait convenir parfaitement aux temps de paix, mais qu'il a fallu abandonner très vite dès qu'ont commencé les "circonstances exceptionnelles" de... la révolution. Il y avait certainement autrefois des généraux — peut-être y en a-t-il encore — qui considéraient que le pire pour une armée, c'était la guerre. Ils appartiennent à la même famille, ces révolutionnaires qui se plaignent que la révolution dévalorise leur doctrine.

Les marxistes sont pleinement d'accord avec les anarchistes en ce qui concerne le but final : la liquidation de l'Etat. Les marxistes ne sont "étatistes" que dans la mesure où l'on ne peut abolir l'Etat simplement en l'ignorant. L'expérience du stalinisme ne réfute pas l'enseignement du marxisme, mais le confirme *a contrario*. La doctrine révolutionnaire qui enseigne au prolétariat à s'orienter correctement dans des situations données et à les mettre à profit, ne comporte évidemment aucune garantie automatique de victoire. Mais la victoire n'est possible que grâce à son application. De plus, il ne faut pas se représenter la victoire sous la forme d'un événement isolé. Il faut la considérer dans la perspective d'une époque historique. Le premier Etat ouvrier — sur une base économique médiocre et encerclé par l'impérialisme — a été transformé en gendarmerie du stalinisme. Mais le véritable bolchevisme a déclaré à cette gendarmerie une guerre à mort. Pour se maintenir, le stalinisme est maintenant obligé de mener une *guerre civile* ouverte contre le bolchevisme, baptisé "trotskysme", pas seulement en U.R.S.S., mais également en Espagne. Le vieux parti bolchevique est mort, mais le bolchevisme relève partout la tête.

Faire procéder le stalinisme du bolchevisme, c'est comme faire procéder, dans un sens plus large, la contre-révolution de la révolution. La pensée libérale-conservatrice et, plus tard, réformiste a toujours été caractérisée par ce cliché. Du fait de la structure de classe de la société, les révolutions ont toujours produit des contre-révolutions. Cela n'indique-t-il pas, demande le logicien, qu'il y a quelque faille interne dans la méthode révolutionnaire ? Pourtant, ni les libéraux ni les réformistes ne sont encore arrivés à inventer une méthode plus "économique". Mais, s'il n'est pas facile de rationaliser un processus historique vivant, il n'est en revanche pas difficile de donner une interprétation rationnelle de l'alternance de ses vagues, et ainsi, par la logique pure, de faire procéder le stalinisme du "socialisme d'Etat", le fascisme du marxisme, la réaction de la révolution, en un mot, l'antithèse de la thèse. Dans ce

---

1. Des dirigeants de la Confederacion Nacional del Trabajo, (C.N.T.), anarchosyndicalistes, avaient accepté des postes dans le gouvernement espagnol de Front populaire en novembre 1936.

domaine comme dans bien d'autres, la pensée anarchiste est prisonnière du rationalisme libéral. Une véritable pensée révolutionnaire est impossible sans dialectique.

### **Les "péchés" politiques du bolchevisme comme source du stalinisme.**

Les arguments des rationalistes revêtent parfois au moins de l'extérieur un aspect plus concret. Ils ne font pas procéder le stalinisme du bolchevisme dans son ensemble mais de ses péchés politiques<sup>2</sup>. Les bolcheviks, selon Gorter, Pannekoek, certains "spartakistes" allemands et d'autres, ont remplacé la dictature du prolétariat par la dictature du parti : Staline a remplacé la dictature du parti par la dictature de la bureaucratie. Les bolcheviks ont détruit tous les partis sauf le leur ; Staline a étranglé le parti bolchevique dans l'intérêt de la clique bonapartiste. Les bolcheviks ont fait des compromis avec la bourgeoisie ; Staline est devenu son allié et son soutien. Les bolcheviks ont défendu la nécessité de participer aux vieux syndicats et aux parlements bourgeois ; Staline s'est fait l'ami de la bureaucratie syndicale et de la démocratie bourgeoise. On peut, tant qu'on veut, poursuivre ces comparaisons. En dépit de leur portée apparente, elles sont complètement vides.

Le prolétariat ne peut prendre le pouvoir qu'à travers son avant-garde. En soi, la nécessité d'un pouvoir d'Etat provient de l'insuffisance du niveau culturel des masses et de leur hétérogénéité. C'est au sein de l'avant-garde révolutionnaire, organisée en parti, que se cristallise l'aspiration des masses à obtenir leur émancipation. Sans la confiance de la classe en son avant-garde, sans le soutien de la classe à l'avant-garde, il ne peut pas être question de prise du pouvoir. En ce sens, la révolution et la dictature prolétariennes sont la tâche de la classe tout entière, mais seulement sous la direction de l'avant-garde. Les soviets sont l'unique forme organisée du lien entre l'avant-garde et la classe. C'est seulement le parti qui donne un contenu révolutionnaire à cette forme. C'est démontré par l'expérience positive de la révolution d'Octobre et par l'expérience négative d'autres pays (Allemagne, Autriche, finalement Espagne). Personne n'a montré en pratique ni essayé d'expliquer précisément, par écrit, comment le prolétariat peut s'emparer du pouvoir sans la direction politique d'un parti qui sache ce qu'il veut. La subordination politique, par le parti, des soviets à ses dirigeants n'a pas plus aboli le système soviétique que la domination d'une majorité conservatrice a aboli le système parlementaire britannique.

En ce qui concerne l'*interdiction* des autres partis soviétiques, elle ne découlait d'aucune "théorie" du bolchevisme, mais constituait une mesure de défense de la dictature dans un pays arriéré dévasté, entouré d'ennemis. Pour les bolcheviks, il fut clair, dès le début, que cette mesure, complétée plus tard par l'*interdiction* des fractions à l'intérieur du parti dirigeant lui-même, signalait un énorme danger. La racine de ce danger ne résidait pas cependant dans leur doctrine ou leur tactique, mais dans la faiblesse matérielle de la dictature, dans les difficultés de sa situation intérieure et extérieure. Si la révolution avait vaincu, même en Allemagne

2. Un des représentants les plus typiques de ce genre de pensée est l'auteur français d'un livre sur Staline, B. Souvarine. Les côtés matériel et documentaire de l'œuvre de Souvarine représentent le produit d'une recherche longue et conscientieuse. Cependant la philosophie historique de l'auteur étonne par sa vulgarité. Pour expliquer toutes les mésaventures historiques ultérieures, il recherche les vices internes contenus dans le bolchevisme. L'influence sur le bolchevisme des conditions réelles du processus historique n'existe pas pour lui. M. Taine lui-même, avec sa théorie du "milieu", est plus proche de Marx que Souvarine (Note de Trotsky).

seulement, il n'y aurait plus eu nécessité d'interdire les autres partis soviétiques. Il est absolument indiscutable que la domination d'un parti unique a servi comme point de départ juridique au régime totalitaire stalinien. Mais la raison d'un tel développement ne réside pas dans le bolchevisme ni dans l'interdiction des autres partis comme mesure de guerre temporaire, mais dans la succession des défaites du prolétariat en Europe et en Asie.

Le même est vrai de la lutte avec l'anarchisme. A l'époque héroïque de la révolution, les bolcheviks allaient la main dans la main avec les anarchistes authentiquement révolutionnaires. Nombre d'entre eux passèrent dans les rangs du parti. L'auteur de ces lignes discuta plus d'une fois avec Lénine de la possibilité de concéder aux anarchistes certains territoires dans lesquels, avec le consentement de la population locale, ils pourraient réaliser leur expérience de suppression immédiate de l'Etat. Mais la guerre civile, le blocus et la famine ne laissaient pas place à de tels projets. L'insurrection de Cronstadt ? Mais le gouvernement révolutionnaire ne pouvait naturellement pas "faire cadeau" aux marins insurgés de la forteresse qui protégeait la capitale seulement parce que la révolte réactionnaire des paysans-soldats avait été ralliée par une poignée d'anarchistes douteux. Une analyse historique concrète des événements ne laisse pas la moindre place pour les légendes, bâties sur l'ignorance ou la sentimentalité, concernant Cronstadt, Makhno et autres épisodes de la révolution.

Il ne reste que le fait que les bolcheviks ont, depuis le début, employé non seulement la conviction mais aussi la coercition, souvent très brutalement. Il est également indiscutable que, plus tard, la bureaucratie qui est issue de la révolution, monopolisa à son propre usage le système de coercition. Chaque étape du développement, même des étapes aussi catastrophiques que la révolution et la contre-révolution, découle de l'étape précédente, y a ses racines et lui emprunte certains de ses traits. Les libéraux, y compris les Webb, ont toujours affirmé que la dictature bolchevique n'était qu'une nouvelle version du tsarisme. Ils ferment les yeux sur des "détails" comme l'abolition de la monarchie et de la noblesse, la remise de la terre aux paysans, l'expropriation du capital, l'introduction de l'économie planifiée, l'éducation athéiste, etc. De la même façon, la pensée libérale-anarchiste ferme les yeux sur le fait que la révolution bolchevique, avec toutes ses mesures de répression, signifiait un bouleversement des rapports sociaux dans l'intérêt des masses, tandis que le bouleversement thermidorien stalinien accompagne la transformation de la société soviétique dans l'intérêt d'une minorité privilégiée. Il est clair que, dans l'identification du stalinisme avec le bolchevisme, il n'existe pas une trace de critère socialiste.

### **Questions de théorie**

Un des traits principaux du bolchevisme a été son attitude sévère, exigeante et même querelleuse sur les questions de doctrine. Les vingt-sept tomes des *Œuvres* de Lénine resteront pour toujours comme un exemple de la conscience théorique la plus élevée. Sans cette qualité fondamentale, le bolchevisme n'aurait jamais rempli son rôle historique. A cet égard, le stalinisme, grossier, ignorant et profondément empirique, se situe à l'extrême opposée.

L'Opposition déclarait, il y a plus de dix ans, dans sa plate-forme : "Depuis la mort de Lénine, on a créé toute une série de théories nouvelles, simplement pour justifier théoriquement le fait que le groupe Staline s'éloignait de la voie de la révolution prolétarienne". Il y a seulement quelques jours, un auteur américain, Liston M. Oak, qui a participé à la révolution espagnole, écrivait : "Les staliens sont en fait

aujourd'hui les révisionnistes les plus déterminés de Marx et de Lénine. Bernstein n'avait pas osé aller moitié aussi loin dans sa révision de Marx". C'est tout à fait vrai. On doit seulement ajouter que Bernstein ressentait réellement des besoins théoriques : il a essayé consciemment d'établir un rapport entre les pratiques réformistes de la social-démocratie et son programme. La bureaucratie stalinienne cependant n'a non seulement rien de commun avec le marxisme, mais elle est de façon générale étrangère à toute doctrine et tout système de pensée. Son "idéologie" est profondément imprégnée de subjectivisme policier, sa pratique est l'empirisme de la violence brutale. Par la nature même de ses intérêts essentiels, la caste des usurpateurs est hostile à toute théorie : elle ne peut rendre compte de son rôle social ni à elle-même ni à autrui. Staline révise Marx et Lénine, non par la plume du théoricien, mais avec le talon du G.P.U.

### *La Question de la morale*

Les plaintes sur l'"immoralité" du bolchevisme proviennent surtout de ces nullités prétentieuses dont le bolchevisme a arraché le masque à bon marché. Dans les milieux petits-bourgeois, intellectuels, démocrates, "socialistes", littéraires, parlementaires et autres, se prévalent des valeurs conventionnelles ou un langage conventionnel pour dissimuler l'absence de valeurs. Cette vaste société bigarrée pour la protection mutuelle — "vivre et faire vivre" — ne peut supporter le contact de la lancette marxiste sur sa peau fragile. Les théoriciens, écrivains et moralistes, qui hésitent entre différents camps, pensaient, et continuent à penser, que les bolcheviks exagèrent, avec méchanceté, les divergences, sont incapables de collaborer "loyalement" et troublient par leurs "intrigues" l'unité du mouvement ouvrier. De plus, le centriste sensible et susceptible a toujours pensé que les bolcheviks le "calomniaient" — simplement parce qu'ils allaient jusqu'au bout de ses idées à moitié développées : il n'en avait jamais été lui-même capable. Mais le fait est que c'est seulement cette précieuse qualité, l'attitude irréconciliable à l'égard de tout ce qui est hybride ou évasif, qui peut éduquer un parti révolutionnaire qui ne veut pas être pris à l'improviste par des "circonstances exceptionnelles".

Les qualités morales d'un parti découlent en dernière analyse des intérêts historiques qu'il représente. Les qualités du bolchevisme, l'esprit de sacrifice, le désintéressement, l'audace et le mépris pour tout ce qui est clinquant et faux — les meilleures qualités de la nature humaine ! — découlent de son intransigeance révolutionnaire au service des opprimés. La bureaucratie stalinienne imite aussi dans ce domaine les paroles et les gestes du bolchevisme. Mais quand l'"intransigeance" et l'"inflexibilité" sont appliquées par un appareil policier au service d'une minorité privilégiée, elles deviennent une source de démoralisation et de gangstérisme. On ne peut éprouver que du mépris pour ces messieurs qui identifient l'héroïsme révolutionnaire des bolcheviks avec le cynisme bureaucratique des thermidoriens.

\*

\* \*

Aujourd'hui encore, malgré les dramatiques événements de la récente période, le philistine moyen préfère croire que la lutte entre le bolchevisme (le "trotskysme") et le stalinisme est un conflit d'ambitions personnelles ou, au mieux, un conflit entre deux "nuances" du bolchevisme. L'expression la plus brutale de ce point de vue est donnée par Norman Thomas, dirigeant de l'American Socialist Party : "Il n'y

a pas de raison de croire, écrit-il (*American Socialist Review*, septembre 1937, p. 6) que si Trotsky avait gagné (!) au lieu de Staline, cela aurait signifié la fin des intrigues, des complots et du règne de la peur en Russie". Et cet homme se considère comme... un marxiste. On pourrait dire avec autant de raison : "Il y a peu de raison de croire que si, au lieu de Pie XI, le Saint-Siège avait été occupé par Norman 1<sup>er</sup>, l'Eglise catholique serait devenue un bastion du socialisme".

Thomas n'arrive pas à comprendre qu'il ne s'agit pas d'un match entre Staline et Trotsky mais d'un antagonisme entre la bureaucratie et le prolétariat. La couche qui gouverne en U.R.S.S. est certes obligée, même maintenant, de s'adapter à l'héritage pas encore complètement liquidé de la révolution tout en préparant simultanément par une guerre civile directe (purge sanglante – extermination de masse des mécontents) un changement du régime social. Mais, en Espagne, la clique stalinienne agit déjà ouvertement en tant que rempart de l'ordre bourgeois contre le socialisme. La lutte contre la bureaucratie bonapartiste se transforme sous nos yeux en lutte de classes ; deux univers, deux programmes, deux morales. Si Thomas pense que la victoire du prolétariat socialiste sur la caste infâme des oppresseurs ne régénérerait pas politiquement et moralement le régime soviétique, il ne fait que démontrer qu'en dépit de ses réserves, de ses tergiversations et de ses pieux soupirs, il est en réalité beaucoup plus proche de la bureaucratie stalinienne que des ouvriers.

Comme d'autres dénonciateurs de l'"immoralisme" bolchevique, Thomas n'est simplement pas parvenu à la morale révolutionnaire.

### *Les traditions du bolchevisme et la IV<sup>e</sup> Internationale*

Les "gauchistes" qui tentent d'esquerir le bolchevisme dans leur "retour" au marxisme, se sont généralement bornés à des panacées isolées : boycottage des vieux syndicats, boycottage du parlement, création de soviets "vérifiables". Tout cela pouvait paraître très profond dans la première fièvre de l'avant-guerre. Mais aujourd'hui, à la lumière de l'expérience la plus récente, de telles "maladies infantiles" n'ont même plus l'intérêt de la curiosité. Les Hollandais Gorter et Pannekoek, les "spartakistes" allemands, les bordiguistes italiens n'ont manifesté leur indépendance du bolchevisme qu'en grossissant artificiellement l'un de ses traits et en l'opposant au reste. Mais rien n'est resté en théorie ou en pratique de ces tendances "gauchistes" : une preuve indirecte, mais importante, que le bolchevisme est la seule forme possible du marxisme pour cette époque.

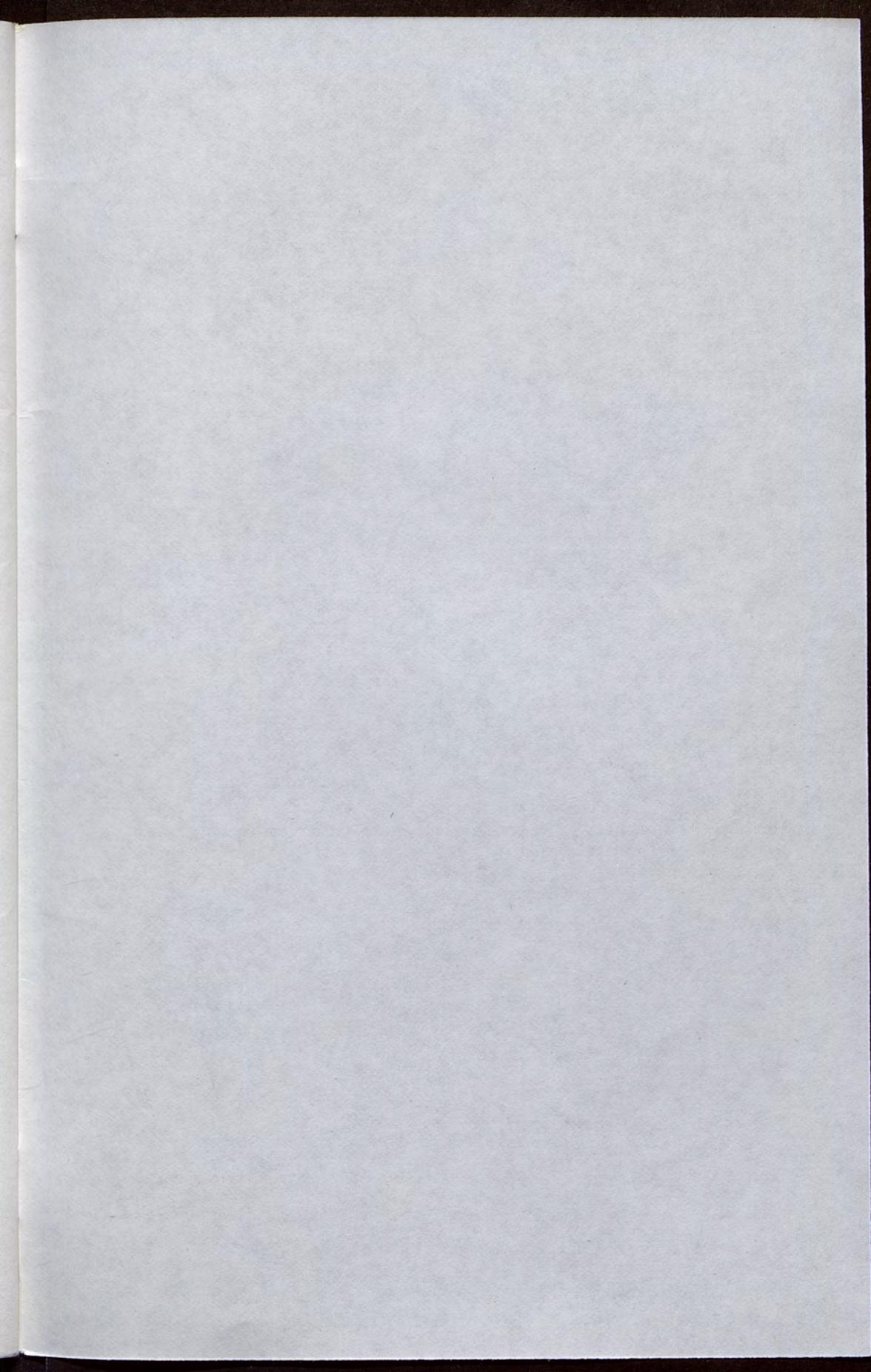
Le parti bolchevique a montré dans l'action la combinaison de l'audace révolutionnaire la plus grande et du réalisme politique. Il a, pour la première fois, établi, entre l'avant-garde et la classe, l'unique rapport qui puisse assurer la victoire. Il a prouvé par l'expérience que l'alliance entre le prolétariat et les masses opprimées de la petite bourgeoisie rurale et urbaine n'est possible qu'à travers la défaite politique des partis petits-bourgeois traditionnels. Le parti bolchevique a montré au monde entier comment mener à bien insurrection armée et prise du pouvoir. Ceux qui opposent l'abstraction des soviets à la dictature du parti devraient comprendre que c'est seulement grâce à la direction bolchevique que les soviets ont été capables de sortir de la boue réformiste et d'atteindre la forme d'Etat du prolétariat. Le parti bolchevique a réalisé au cours de la guerre civile une combinaison correcte de l'art militaire et de la politique marxiste. Même si la bureaucratie stalinienne réussissait à détruire les fondements économiques de la société nouvelle, l'expérience de l'économie planifiée sous la direction du parti bolchevique serait entrée pour toujours dans l'Histoire comme l'un des plus grands enseignements de l'humanité. Seuls

peuvent l'ignorer des sectaires offensés et blessés qui ont tourné le dos au processus historique.

Mais ce n'est pas tout. Le parti bolchevique n'a pu réaliser ce magnifique travail "pratique" que parce qu'il fut à chaque pas éclairé par la théorie. Le bolchevisme n'a pas créé cette théorie : elle lui a été fournie par le marxisme. Mais le marxisme est la théorie du mouvement, pas de la stagnation. Seuls des événements à une échelle historique énorme pouvaient enrichir la théorie elle-même. Le bolchevisme a fait au marxisme une contribution précieuse avec son analyse de l'époque impérialiste comme l'ère des guerres et des révoltes ; de la démocratie bourgeoise à l'époque du déclin de l'impérialisme ; de la corrélation entre la grève générale et l'insurrection ; du rôle du parti, des soviets et des syndicats dans la période de la révolution prolétarienne ; avec sa théorie de l'Etat soviétique, de l'économie de transition, du fascisme et du bonapartisme à l'époque du déclin du capitalisme ; et finalement avec son analyse de la dégénérescence aussi bien du parti bolchevique lui-même que de l'Etat soviétique. Qu'on nous désigne une autre tendance qui ait ajouté quelque chose d'essentiel aux conclusions et aux généralisations du bolchevisme. Théoriquement et politiquement, Vandervelde, De Brouckère, Hilferding, Otto Bauer, Léon Blum, Zyromski, pour ne pas parler du major Attlee et de Norman Thomas<sup>3</sup> vivent des débris dilapidés du passé. La dégénérescence du Comintern s'explique le plus crûment par le fait qu'il est tombé au niveau théorique de la II<sup>e</sup> Internationale. Toutes les variétés de groupes intermédiaires (Independent Labour Party de Grande-Bretagne, P.O.U.M. et leurs semblables) adaptent au petit bonheur, chaque semaine, des fragments de Marx et de Lénine pour leurs besoins courants. Ils ne peuvent rien apprendre aux ouvriers.

Seuls les fondateurs de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui ont fait leur toute la tradition de Marx et de Lénine, ont, vis-à-vis de la théorie, une attitude de sérieux. Les philistins peuvent se gausser de ce que, vingt ans après la victoire d'Octobre, les révolutionnaires aient été de nouveau rejettés en arrière à une préparation modeste de type propagandiste. Les grands capitalistes ont, sur cette question comme sur bien d'autres, des vues bien plus pénétrantes que les petits-bourgeois qui se croient "socialistes" ou "communistes". Ce n'est pas par hasard que la IV<sup>e</sup> Internationale ne quitte pas les colonnes de la presse mondiale. Le brûlant besoin historique d'une direction révolutionnaire promet à la IV<sup>e</sup> Internationale un rythme de croissance exceptionnellement rapide. La plus grande garantie de ses succès à venir réside dans le fait qu'elle n'est pas apparue en dehors de la grande route historique, mais qu'elle est organiquement issue du bolchevisme.

### 3. Il s'agit de dirigeants de la II<sup>e</sup> Internationale.



peuvent l'ouvrir des saillies offensées et blessées qui ont fourni le dos au processus historique.

Mais ce n'est pas tout. Le marxisme n'a pas réalisé ce magnifique travail "pratique" que nous aurions pu espérer par la théorie. Le bolchevisme n'a pas créé cette théorie spéciale qui résulte par le marxisme. Mais le marxisme est la théorie du mouvement, pas de la stagnation. Seuls ces événements à une échelle historique évoquent souvent aussi la théorie elle-même. Le bolchevisme a fait au marxisme une contribution précise avec son analyse de l'époque impérialiste comme être des classes et des régions, de la démocratie ouvrière, à l'époque du socialisme. C'est dans cette période de la coordination entre le parti communiste et l'assumption des droits et des syndicats dans la période de la révolution russe que se voit au moins de l'Etat soviétique, de l'économie de transition, de l'ordre social communiste à l'époque du déclin du capitalisme, et finalement avec les succès de la guerre d'Amérique aussi bien du parti bolchevique lui-même que de l'Etat soviétique. Qu'en nous démontre une autre tendance qui a ajouté quelques choses d'intérêt aux conclusions et aux généralisations du bolchevisme. Théoricien est né pourtant, Vanderveld, De Brouckère, Hiffeling, Otto Braun, Kautsky, Trotski, Poujol, nos amis du maïs, Ailée et de Norman Thomas, tous des hommes d'Etat du parti. La dégénérescence du Comintern s'explique le plus couramment par le fait qu'il est tombé au niveau théorique de la III<sup>e</sup> Internationale. Ces deux dernières dénominations (independant Labour Party et autres socialistes, P.C.U. et leurs semblables) adhèrent au petit bonheur, changeant souvent des fragments de Marx et de Lénine pour leurs besoins courants, ils ne peuvent rien apprendre sans ouvrir.

Seule les fondateurs de la III<sup>e</sup> Internationale, qui ont fait leur toute la tradition de Marx et de Lénine, ont vis-à-vis de la théorie une attitude de sérieux. Les primitifs pouvaient se causer de ce qui vient des vices après la victoire d'Octobre, les révolutionnaires étaient de nature à faire face à l'entrée à une préparation modeste de type révolutionnaire. Mais il faut faire face à cette question comme sur bien d'autres sujets : que faire pour empêcher les petits bolcheviks qui se croient "socialistes" de faire leur malheur. Il est assez malheureux que la IV<sup>e</sup> Internationale ne puisse pas faire quelque chose de bon pour eux. Le bolchevism historique d'une direction révolutionnaire comme celle du IV<sup>e</sup> Internationale un rythme de croissance exceptionnellement élevé. La très grande partie de ses succès à venir réside dans le fait qu'elle sera une apparence solaire de la grande route historique, mais qu'elle est également une force de destruction.

---

Sur l'origine des divergences au sein du Comintern.

Rédaction et administration :  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris

Directeur : Pierre LAMBERT  
Rédacteur en chef : François FORGUE  
Secrétariat de rédaction : Daniel VIVIERS, Christian FOSTIER

Imprimerie INFOTEC 2000 Paris



---

**Commission paritaire : n° 66926**

# LA VERITE

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

section française de IV<sup>e</sup> Internationale  
(Centre international de reconstruction)



## SOMMAIRE

Présentation ..... p. 3

DANIEL GLUCKSTEIN ..... p. 9

Lettre ouverte à la  
Sainte Inquisition renaissante

FRANÇOIS FORGUE ..... p. 17

Lénine, l'homme à abattre.  
Pourquoi cet acharnement ?

CHRISTIAN FOSTIER ..... p. 43

La construction du Parti bolchevique  
(1912-1914)

JEAN-JACQUES MARIE ..... p. 55

La nouvelle offensive  
contre Lénine en URSS

## DOCUMENT

LÉON TROTSKY ..... p. 63

Bolchevisme et stalinisme

*« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.*

*Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »*

Léon Trotsky

# LA VERITE

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

section française de IV<sup>e</sup> Internationale  
(Centre international de reconstruction)

## SOMMAIRE

Présentation ..... p. 3

**DANIEL GLUCKSTEIN** ..... p. 9

Lettre ouverte à la Sainte Inquisition renaissante

**FRANÇOIS FORGUE** ..... p. 17

Lénine, l'homme à abattre.

Pourquoi cet acharnement ?

**CHRISTIAN FOSTIER** ..... p. 43

La construction du Parti bolchevique  
(1912-1914)

**JEAN-JACQUES MARIE** ..... p. 55

La nouvelle offensive  
contre Lénine en URSS

## DOCUMENT

**LÉON TROTSKY** ..... p. 63

Bolchevisme et stalinisme

# LA VÉRITÉ

REVUE THÉORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

Secteur théorique de l'A. International  
(Centre théorique de l'écousticité)

éditions

Une édition spéciale « La vérité » est destinée à tous ceux qui, tout au long de leur vie, ont été confrontés à la vérité. La vérité est toujours révélée par les personnes qui sont dans la situation, c'est-à-dire par celles qui sont dans la situation.

## SOMMAIRE

Présentation .....	b. 3
DANIEL GLUCKSTEIN .....	b. 8
Lettere ouverte à Is	
Suisse judiciaire transsuisse	
François FORGE .....	b. 12
Légende, l'homme à sa place	
Pourquoi cet changement ?	
CHRISTIAN FOSTIER .....	b. 18
La construction du Parti bolchevique	
(1912-1914)	
JEAN-JACQUES MARIE .....	b. 25
La nouvelle offre sociale	
Courtie française en URSS	

## DOCUMENT

LEON TROTSKY .....	b. 63
Bolchevisme et socialisme	

## Présentation

Il a été fait grand bruit autour du colloque organisé à Paris les 21 et 22 février avec le patronage des plus hautes autorités de l'Etat et du gouvernement sous le titre « *Où va l'Est ?* ». Y participaient des membres des nouveaux gouvernements mis en place dans différents pays de l'Est (comme Petre Roman, dirigeant avec Iliescu du Front de salut national de Roumanie, Premier ministre ; comme Bronislaw Geremek, principal conseiller du gouvernement Mazowiecki).

Parmi ceux qui y parlèrent se trouvait Jorge Semprun, ex-responsable du parti stalinien en Espagne, aujourd'hui ministre de la Culture du gouvernement de Felipe Gonzalez.

Semprun a notamment déclaré que les bouleversements en cours en Europe de l'Est apportaient un démenti à « *toutes les prévisions de la gauche européenne qui avait cherché à utiliser le marxisme comme instrument d'analyse et de connaissance* ».

La presse — la grande et la moins grande — a accordé un intérêt moindre aux Journées d'études organisées elles aussi à Paris, les 10 et 11 février par le Parti communiste internationaliste (la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale-CIR) et portant sur les développements en Europe de l'Est.

A vrai dire, la presse a manifesté à l'égard de ces Journées d'études un intérêt qu'il faut qualifier de « négatif ». Elle s'est bien gardée de même les mentionner !

Pourtant, pendant deux jours, plus de mille travailleurs et jeunes ont écouté avec passion les contributions apportées par des militants, des intellectuels, des jeunes de Roumanie, de Pologne, de Bulgarie, d'URSS, de Chine, de Tchécoslovaquie, de Yougoslavie, de Hongrie et de RDA.

Il est vrai que les participants de ces Journées d'études n'étaient ni des membres, ni des conseillers des gouvernements qui cherchent à assurer la continuité avec les régimes bureaucratiques que les masses ont déséquilibrés, ébranlés ou disloqués. C'étaient des militants, des organisateurs de syndicats indépendants, des membres de partis ou de groupes combattant la bureaucratie, de tendances et d'expériences différentes.

Ils ont au terme de ces journées décidé, dans le respect de la diversité de leurs points de vue, de poursuivre la discussion dans un comité de liaison des démocrates et militants de l'Europe de l'Est et de Chine. Ils ont décidé, parce qu'ils se plaçaient du point de vue des intérêts des travailleurs et de leur unité, de s'associer à un appel pour une conférence ouvrière de toute l'Europe de l'Est et de l'Ouest.

Cette conférence se tiendra à Berlin les 16 et 17 juin 1990, date anniversaire du premier soulèvement ouvrier contre la bureaucratie de juin 1953.

Il est non moins vrai — et en contradiction avec les affirmations du ministre de la Culture du gouvernement monarchique de Felipe Gonzalez — que le cadre de ces Journées d'études n'était ni la « faillite » du marxisme, ni celle du communisme. Elles se tenaient à l'initiative de la IV<sup>e</sup> Internationale, du Parti communiste internationaliste. Explicitement, dans l'invitation faite pour ces Journées d'études comme dans les contributions de ses représentants, le PCI rappelait que cette année 1990 déjà marquée par d'immenses bouleversements était aussi celle du 120<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Lénine et du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat de Trotsky par un agent de Staline. Et l'un des motifs essentiels de l'assassinat de Trotsky, c'est que sur la base d'une analyse scientifique — marxiste — de la dégénérescence bureaucratique de l'URSS, de la constitution d'un monstrueux appareil de coercition contre la révolution, il avait conclu à la nécessité d'une nouvelle Internationale.

Cette Internationale, l'un de ses fondements, c'était l'inéluctabilité de la révolution politique contre la bureaucratie. Le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale adopté en 1938 définissait ainsi le programme de la révolution ouvrière contre la bureaucratie :

*« La nouvelle montée de la révolution en URSS commencera, sans aucun doute, sous le drapeau de la lutte contre l'inégalité sociale et l'oppression politique. A bas les priviléges de la bureaucratie ! A bas le stakhanovisme ! A bas l'aristocratie soviétique avec ses grades et ses décorations ! Plus d'égalité dans le salaire de toutes les formes de travail ! »*

*La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usine, pour la liberté de réunion et de presse, se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la démocratie soviétique.*

*La bureaucratie a remplacé les soviets, en tant qu'organes de classe, par la fiction du suffrage universel, dans le style de Hitler-Goebbels. Il faut rendre aux soviets non seulement leur libre forme démocratique, mais aussi leur contenu de classe. De même qu'auparavant la bourgeoisie et les koulaks n'étaient pas admis dans les soviets, de même maintenant la bureaucratie et la nouvelle aristocratie doivent être chassées des soviets. Dans les soviets, il n'y a place que pour les représentants des ouvriers, des kolkhoziens du rang, des paysans et des soldats rouges.*

*La démocratisation des soviets est inconcevable sans la légalisation des partis soviétiques. Les ouvriers et les paysans eux-mêmes, par leurs libres suffrages, montreront quels partis sont soviétiques.*

*Révision de l'économie planifiée de haut en bas, dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs ! Les comités d'usine doivent reprendre le droit de contrôle sur la production.*

*Les coopératives de consommation, démocratiquement organisées, doivent contrôler la qualité des produits et leurs prix.*

*Réorganisation des kolkhozes en accord avec la volonté des kolkhoziens et selon leurs intérêts !*

*La politique internationale conservatrice de la bureaucratie doit faire place à la politique de l'internationalisme prolétarien. Toute la correspondance diplomatique du Kremlin doit être publiée. A bas la diplomatie secrète !*

*Tous les procès politiques montés par la bureaucratie thermidorienne doivent être révisés, dans les conditions d'une publicité complète et d'un libre examen. Les organisateurs des falsifications doivent en supporter le châtiment mérité.*

*Il est impossible de réaliser ce programme sans le renversement de la bureaucratie, qui se maintient par la violence et la falsification. Seul le soulèvement révolutionnaire victorieux des masses opprimées peut régénérer le régime soviétique et assurer la marche en avant vers le socialisme. Seul le parti de la IV<sup>e</sup> Internationale est capable de mener les masses soviétiques à l'insurrection.*

*A bas la clique bonapartiste de Caïn-Staline !*

*Vive la démocratie soviétique !*

*Vive la révolution socialiste internationale ! »*

Sans aucun doute — et les analyses de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) l'ont montré — les rythmes de la crise d'effondrement du stalinisme ont été beaucoup plus longs que Trotsky ne l'envisageait, et cela n'a pas été sans conséquences quant au degré atteint par le parasitisme de la bureaucratie et quant aux formes que prend sa décomposition liée à sa soumission étroite à l'impérialisme.

Il demeure que le mouvement réel, vivant, de la révolution ouvrière contre la bureaucratie — qui s'affirme dans des conditions sociales marquées par un processus de décadence, de pourrissement du système capitaliste mondial — vérifie l'analyse que Trotsky avait faite de la bureaucratie stalinienne.

Et cette analyse procédait de l'application de la méthode marxiste à la réalité contradictoire de l'URSS.

Hier, la bureaucratie, pour préserver son pouvoir et ses priviléges, prétendait les couvrir d'une référence à un prétendu « *marxisme* » qui était la négation d'une théorie ancrée dans le combat émancipateur des travailleurs du monde. De même qu'elle protégeait son monopole du pouvoir par la violence la plus meurtrière, par la répression à une échelle gigantesque, c'est par la calomnie, les effroyables procès truqués, la violence et l'assassinat que la bureaucratie préservait son monopole « *idéologique* ».

Aujourd'hui, nombre de ceux qui acceptèrent les crimes de la bureaucratie et chantèrent ses louanges reprennent « à l'envers » le même argument : les crimes monstrueux de la bureaucratie procèdent du marxisme...

En même temps, leurs louanges vont maintenant à « l'économie de marché », au capitalisme dont ils proclament le triomphe...

Les discours et les mots sont une chose. La réalité en est une autre.

La réalité, c'est celle d'un tournant mondial de caractère historique nourri par toute la marche antérieure de la lutte des classes et qui met en cause les fondements de l'ordre mondial, l'ordre de l'exploitation et de l'oppression tel qu'il a été préservé au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale.

La chute ou la crise ouverte des dictatures bureaucratiques à l'est de l'Europe ont été, par exemple — et chacun le reconnaît —, un élément majeur dans la vague montante du mouvement des travailleurs et des jeunes dans le continent africain écrasé par les plans du FMI. Travailleurs et jeunes du Bénin, du Gabon, de la Côte-d'Ivoire, se dressent contre le système du « parti unique », contre les régimes corrompus qui se font les instruments des plans d'extorsion du FMI, ils se dressent contre la domination et le pillage impérialistes, pour la démocratie.

Les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale ne considèrent pas leur programme et leurs conclusions comme un ultimatum. Les immenses bouleversements en cours rendent nécessaires, avant tout, la discussion entre tous ceux qui se placent sur le terrain de la défense des intérêts des travailleurs, qui cherchent la voie du combat contre l'impérialisme et contre la bureaucratie pour l'indépendance à l'égard des partis staliniens et des partis de la II<sup>e</sup> Internationale.

Cette discussion est une composante indissociable de l'action pratique dans la voie de la constitution d'une organisation internationale des travailleurs exprimant les intérêts communs des travailleurs du monde. Dans cette voie s'inscrit la Conférence ouvrière de Berlin qui met à l'ordre du jour comme seule réponse à l'Europe de l'exploitation, de l'oppression et de la division, l'Europe de la CEE et du déni du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'Europe des travailleurs et de la démocratie, les Etats-Unis socialistes d'Europe, c'est la voie de la Conférence mondiale pour une Association internationale de partis et d'organisations indépendants.

La IV<sup>e</sup> Internationale a, dans la dernière période, contribué à cette discussion, notamment en analysant les développements en URSS, en Chine et en Europe de l'Est, et en caractérisant le contenu de la « perestroïka ».

Ce numéro de *La Vérité* a comme objet de rétablir quelques faits et quelques données quant au communisme et au bolchevisme, de souligner leur place dans la continuité de l'action émancipatrice des travailleurs.

Dans le déchaînement médiatique sur le thème de la « faillite du marxisme », il y a des cibles de choix :

- D'une part, le communisme que, sans vergogne, on assimile à la dictature de la bureaucratie. On assisterait à son effondrement.

C'est pourquoi il est apparu indispensable de rétablir dans sa réalité le communisme qui, comme le disait Marx, est « *le mouvement réel qui tend à l'abolition de l'état de choses existant* », comme expression de la continuité — dans sa diversité — du mouvement ouvrier international. De rappeler qu'aussi bien Marx et Engels que Babeuf, Blanqui, Jaurès, Bakounine, s'en réclamaient, comme Lénine et Trotsky.

- D'autre part, le bolchevisme, le leninisme, qui font l'objet d'une condamnation sans appel où les nouveaux promus de la nomenklatura rejoignent les défenseurs patentés de l'ordre bourgeois.

Si Lénine et le bolchevisme sont à la fois « dépassés » et « écrasés » par les événements, on peut raisonnablement se demander les motifs de cet acharnement. Il était nécessaire de répondre à cette question.

Ce numéro de *La Vérité* appelle un prolongement. Le 20 août 1940, il y aura cinquante ans dans quelques mois, Léon Trotsky tombait sous les coups d'un tueur agissant sur les ordres de Staline.

*La Vérité* publiera un numéro spécial consacré au combat de celui qui, avec Lénine, fut à la tête du Parti bolchevique lors de la révolution d'Octobre, du fondateur de la IV<sup>e</sup> Internationale.

● *La Vérité*

---

(1) Un compte rendu complet a été publié dans *Tribune Internationale* n° 54 de mars 1990.

Malgré le pape Jean Paul II, son discours de télévision sur mort du cardinal Ratzinger, et celle de l'évêque de Crémone, il est vrai, avait exprimé au lendemain de la mort du Mgr de Berney, pour s'amplifier avec le renversement de Ceausescu.

Journalistes et sociologues, de droite et de gauche, ouïs, staliniers repentis, maoïstes révoltaux, descendants chauvinistes, ex-pétrolières, économies et d'une multitude syndicalistes peureux, chose à qui endossera le plus vite la chemise armée, à qui formuleront ses sentences les plus définitives sur le sort du communisme.

Un peu partout dans les médias, se dressent les brûches.

A qui sont destinées ? A qui, meurtres de la Sainte Inquisition romaine, destins vous vos fagots ? Aux quelques dizaines de milliers de bureaucraties d'URSS qui gardent cette hantise dans l'angoisse mortelle, hantise déconcertante des malades stupides de Staline et de ses humains ? Certainement pas Gorbatchev, si vite sauvé par vous et l'humour de l'ancien « il n'y a pas un être qui se passe sans que vous ne le regardez à quelque volgarité ». Regard à l'égard de ceux qui, au bout du compte, est bien l'un des vôtres, l'autre, l'autre, les fagots ? Pour les membres de l'armée de sauvegarde national roumaine, pour les hommes de parti de Ceausescu, pour les deux grands Staliniens du SN-D-PSR et RDS, pour les ex du PCUP polonais ? Certes

peut-être pour eux les autres. Pour les millions de russes, staliniens ou maoïstes, communistes, ou tout ce qu'il faut pour gagner à vous, c'est-à-dire la mort du pape ? Certainement pas.

Pour que les fagots ? Pour l'Occident, je bouscule sans doute la vérité. Au moins ? Certainement pas, cependant, parmi les gens vraiment révolutionnaires, c'est à qui rompt les relations les plus étroites avec le régime des assassins galactiques de Pékin.

Qui éprouve la superstition, vos amis de diverses églises, basé sur les faiblesses des dictateurs, au contraire leur effronterie, ne sauraient à cette époque comprendre vous les avez toujours soutenus (1) et discuter combien vous appréciez ces faits « commanditaires », mais gris bureaucratiques qui n'ont à la base que « marché, profit, rentabilité ».

## QUI EST LENIN ?

L'ennemi, votre ennemi, c'est la mortelle hantise « le communisme ». Vos fagots, vous les destinez à ceux qui

(1) C'est à ce sujet que Jean Paul II a dit : « Nous devons reconstruire l'Europe. Nous devons reconstruire une Europe unie, respectueuse des droits de l'homme, ouverte à l'Europe, à l'Asie, à l'Afrique, à l'Amérique. Nous devons reconstruire l'Europe, mais nous devons reconstruire aussi l'Europe de l'Occident, de l'Est, de l'Ouest, à la reconstruction par l'effort des peuples et des militaires européens. »



# Lettre ouverte à la Sainte Inquisition renaissante

Par Daniel GLUCKSTEIN

Voici donc revenu le temps des bûchers, des grands prêtres, des tribunaux inquisitoriaux, et des autodafés. Baisant le sol de Tchécoslovaquie, ce 21 avril, le pape Jean Paul II prit grand soin de célébrer la mort du communisme, « *cette mortelle utopie* ». La croisade, il est vrai, avait commencé au lendemain de la chute du Mur de Berlin, pour s'amplifier avec le renversement de Ceausescu.

Journalistes et sociologues, de droite et de gauche, curés, stalinien repentis, mitterrandolâtres, giscardiens, chiracien, ex-pétainistes, lepénistes et même quelques syndicalistes égarés, c'est à qui endossera le plus vite la lourde armure, à qui formulera les sentences les plus définitives sur la mort du communisme.

Un peu partout dans les médias, se dressent les bûchers.

A qui sont-ils destinés ? A qui, messieurs de la Sainte Inquisition renaissante, destinez-vous vos fagots ? Aux quelques dizaines de millions de bureaucraties d'URSS qui gardent entre leurs mains l'appareil répressif hérité directement des mains sanglantes de Staline et de ses hommes ? Certainement pas : Gorbatchev a été sacré par vous « l'homme de l'année », et pas un jour ne se passe sans que votre presse ne se livre à quelque vulgaire flagornerie à l'égard de celui qui, au bout du compte, est bien l'un des vôtres. Pour qui, donc, les fagots ? Pour les membres du Front de salut national roumain, ex-dirigeants du parti de Ceausescu, pour les dirigeants stalinien du SED-PDS de RDA, pour les ex du POUPO polonais ? Certai-

nement pas, puisqu'avec tous ceux-là, vous collaborez le plus étroitement du monde, soutenez les gouvernements auxquels ils appartiennent, appuyez leur politique. Pour qui les fagots ? Pour les milliers de flics staliniens de Prague, hier artisans de *L'Aveu* et, aujourd'hui, au garde à vous, assurant la garde du pape ? Certainement pas.

Pour qui les fagots ? Pour Li Peng, le boucher sanglant de la place Tien An Men ? Certainement pas, puisque, parmi les gouvernements occidentaux, c'est à qui renouera les relations les plus étroites avec le régime des assassins galonnés de Pékin.

Ici apparaît la supercherie. Vos cris de vierges effarouchées sur les horreurs des dictatures aujourd'hui effondrées ne sauraient ni faire oublier combien vous les avez naguère soutenues (1) ni dissimuler combien vous appréciez ces faux « communistes » mais vrais bureaucraties qui n'ont à la bouche que « marché, profits, rentabilité ».

## QUI EST L'ENNEMI ?

L'ennemi, votre ennemi, c'est la « mortelle utopie » : le communisme. Vos fagots, vous les destinez à ceux qui

(1) Faut-il rappeler que Yalta-Potsdam, c'était l'accord Roosevelt-Churchill-Staline, organisant ensemble l'ordre mondial imposé aux peuples du monde contre leur volonté ? Faut-il rappeler les grands silences lors des procès de Moscou, l'aide apportée par les gouvernements « démocratiques » de France, des USA, de Norvège, à la persécution par Staline de Trotsky et des militants anti-staliniens ?

ont eu et ont le front d'affirmer que la propriété privée des moyens de production n'est pas plus éternelle que la division de la société en classes sociales. Vos fagots, vous les destinez à ceux qui combattent pour un monde débarrassé de l'exploitation et de l'oppression, une société sans classes et sans Etat, où tous les moyens de production soient la propriété de tous, et source de jouissance pour tous. Voilà pourquoi, sur vos bûchers, vous n'envisagez de convoquer ni Gorbatchev ni Honecker, ni Jaruzelski ni Li Peng, car ce serait faire injure à ces messieurs que de les accuser de vouloir la suppression de la propriété privée des moyens de production (eux qui ne ménagent, au contraire, aucun effort pour la rétablir). Et ce serait faire injure au communisme que de prétendre que ces messieurs agiraient pour hâter son avènement.

Premiers promis au bûcher de nos modernes inquisiteurs : Lénine et Marx, bien sûr. Le premier n'a-t-il pas fondé l'Internationale communiste et les partis communistes (alors révolutionnaires), suivant en cela le second, auteur du célèbre *Manifeste du parti communiste*? Que Marx et Lénine soient, contrairement aux faits (2), présentés par vous comme les responsables du stalinisme, voilà qui, hélas, ne saurait surprendre, tant le procédé est éculé. Mais avez-vous songé que vous ne pourrez en rester là ? Avez-vous songé à la liste de tous ceux qu'il va vous falloir, nécessairement, convoquer de la sorte devant votre tribunal ?

## L'ACCUSÉ JAURÈS

Jean Jaurès, par exemple, dont se réclament parfois, bien abusivement, certains des inquisiteurs d'aujourd'hui. Eh bien, Jaurès déclarait dans son discours au congrès socialiste de Lille de 1900 :

*« Pour qu'il y ait vraiment lutte de classes, pour que tout le prolétariat organisé entre en bataille contre le capitalisme, il ne suffit pas qu'il y ait antagonisme des intérêts entre les capitalistes et les salariés, il faut que les salariés*

*espèrent, en vertu des lois mêmes de l'évolution historique, l'avènement d'un ordre nouveau dans lequel la propriété, cessant d'être monopoleuse, cessant d'être particulière et privée, deviendra sociale, afin que tous les producteurs associés participent à la fois à la direction du travail et au fruit du travail. »*

Pour Jean Jaurès, il était indispensable d'« enfoncer dans les esprits (...) l'idéal collectiviste et communiste » (3). Discutant de la place de la grève générale, Jaurès souligne que la classe ouvrière doit être « nettement avertie, dès l'origine, que c'est pour l'entièvre révolution communiste qu'elle se met en grève » (4). Et c'est parce qu'il ne peut « attendre la transformation de l'ordre capitaliste en ordre collectiviste ou communiste » d'autre chose que de sa propre action que le prolétariat doit « prendre lui-même en main la défense de la cause » (5).

Ainsi parlait Jaurès, pour qui, c'était l'évidence, l'avenir de l'humanité appartenait au communisme.

Trois quarts de siècle après son assassinat, des individus dont certains ne craignent pas d'usurper le nom de « socialistes » n'ont de cesse de cloquer au pilori tout ce qui a trait au communisme : l'idée, le terme, les partisans.

N'eût-il succombé au coup mortel de Vilain, Jaurès serait-il aujourd'hui exclu du congrès de Rennes du Parti socialiste ? Ses œuvres devraient-elles être livrées au grand autodafé qui se prépare ?

Derrière Jaurès, d'autres grandes figures se profilent, dans l'attente obligée, elles aussi, de la Sainte Inquisition. Car le communisme, la société sans classes, ont toujours constitué l'idéal guidant l'action des militants ouvriers, des socialistes, des syndicalistes depuis deux siècles.

(2) Lire dans ce numéro de *La Vérité* les articles de François Forgue, Christian Fostier, Jean-Jacques Marie.

(3) Cité dans « *Jaurès, la classe ouvrière* », p. 157.

(4) *Ibidem*, p. 101.

(5) Congrès de Lille.

---

## DES MÉTHODES DIVERGENTES, UN BUT COMMUN

---

Le mouvement syndical en France s'est construit en référence explicite à l'idéal communiste. Au congrès syndical de Marseille en 1879, un texte adopté demande « *la collectivité du sol, sous-sol, instruments de travail, matières premières, donnés à tous et rendus inaliénables par la société, à qui ils doivent retourner* ». Cela est la position des syndicalistes révolutionnaires, mais aussi des syndicalistes réformistes. C'est ainsi qu'au début du siècle un syndicaliste résolument réformiste comme Keufer peut écrire :

*« Ces résultats (la transformation de la société) seront-ils obtenus par la seule et constante proclamation des principes révolutionnaires, en réservant les forces du prolétariat jusqu'au jour certain où l'organisation syndicale permettra d'accomplir une action générale et assurera l'avènement d'une société communiste ou d'une société positiviste ? Ou bien se placera-t-on sur un terrain moins théorique, plus pratique, pour la conquête d'améliorations quotidiennes ?*

*Vaut-il mieux organiser la résistance aux abus, barrer la route au passé et marcher progressivement vers notre idéal ?*

*Personnellement, je suis un partisan résolu de cette dernière méthode... »* (6).

Réformistes et révolutionnaires divergeaient alors sur les méthodes. Mais le but ne se discutait pas : le communisme. C'est tout le mouvement ouvrier, toutes ses composantes historiques, que vise l'actuelle tentation d'excommunication du communisme. Tout le mouvement ouvrier. La Charte d'Amiens, adoptée en 1906 par le congrès confédéral de la CGT et revendiquée aujourd'hui par la CGT-Force ouvrière et la CGT, stipule en effet ceci :

*« La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat.*

*Le congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classes qui oppose, sur le terrain éco-*

*nomique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière.*

*Le congrès précise, par les points suivants, cette affirmation théorique :*

*Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc.*

*Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale. »*

Mais qu'est-ce qu'une société où salariat et patronat auront disparu et dont la CGT veut hâter l'avènement, sinon une société sans classes et sans Etat : le communisme ?

Et il se trouverait en 1990, au sein du mouvement syndical, des individus pour réclamer que l'on mette hors la loi (syndicale) la seule référence au communisme ? Eh là, messieurs, doucement, ce n'est pas si simple : à vous suivre, on créerait une situation où la Charte d'Amiens serait réduite à circuler clandestinement, sous le manteau, en samizdat en somme !

---

## BLANQUI AU BÛCHER

---

On peut — et c'est notre cas — considérer Marx comme le principal penseur du communisme, celui qui lui a donné son contenu scientifique et son assise théorique. Mais on ne saurait réduire le communisme à Marx. Avant lui, c'est le grand révolutionnaire Auguste Blanqui

(6) A. Keufer, « *Les Deux Conceptions du syndicalisme* ».

à qui l'on doit le texte célèbre intitulé « *Apologie du communisme* », où l'on peut lire notamment :

*« On reproche au communisme d'être le sacrifice de l'individu et la négation de la liberté. Mais s'il doit être fils de la science, qui osera se porter accusateur contre l'enfant d'une telle mère ? Où sont d'ailleurs les preuves de l'imputation que l'on lance ! Elle n'est qu'une insulte gratuite, puisque l'accusé n'a jamais vécu.*

*La liberté qui plaide contre le communisme, nous la connaissons : c'est la liberté d'exploiter à merci, la liberté des grandes existences — comme le dit Renan — avec la multitude pour marchepied. Cette liberté-là, le peuple l'appelle oppression et crime. Il ne veut plus la nourrir de sa chair et de son sang.*

*Moralistes et législateurs posent tous en principe que l'homme est tenu de faire à la société le sacrifice d'une portion de sa liberté, en d'autres termes que la liberté de chacun a pour limite la liberté d'autrui. Cette définition est-elle obéie par l'ordre actuel, avec ses deux catégories de privilégiés et de parias ? Combien faut-il de servitudes pour faire une liberté ? 10, 20, 60, 100, 2 000, 30 000, 100 000 ? Innombrables, les tarifs, innombrables, leurs applications. La chaîne seule ne varie pas.*

*Tout empiétement sur la liberté d'autrui viole la définition des moralistes, la seule légitime, quoique toujours restée un vain mot. Elle implique donc parité sociale entre les individus ; d'où il suit que la liberté a pour limite l'égalité. Seule l'association intégrale peut satisfaire cette loi souveraine. Le vieil ordre la trépigne sans pudeur et sans pitié. Le communisme est la sauvegarde de l'individu ; l'individualisme en est l'extermination. Pour l'un, tout individu est sacré. L'autre n'en tient pas plus compte que d'un ver de terre (...). Le communisme est l'essence, la moelle de la République (...). Loin de s'imposer par décret, le communisme doit attendre son avènement des libres révoltes du pays. »* (7).

Au bûcher, donc, Blanqui, avec tous les autres !

Et avec lui tous les penseurs socialistes avant Marx : Fourier, qui prônait la « propriété collective » et proposait de

« transformer tous les salariés en propriétaires co-interessés ou associés » (8), et aussi Proudhon, dont l'idéal de « mutuelle » visait à ce que,

*« dans une industrie, tous les travailleurs, au lieu de travailler pour un entrepreneur qui les paie et garde leurs produits, travaillent les uns pour les autres et concourent ainsi à un produit commun dont ils partagent le bénéfice. »* (9).

Et aussi Etienne Cabet, qui voyait dans le communisme « *le vrai christianisme* » et qui, à la misère et à la déchéance de la classe ouvrière, envisageait le remède en ces termes :

*« Le remède ne peut se trouver que dans des institutions sociales, dans une réforme sociale, dans une réorganisation sociale, démocratique, populaire, qui supprimera la cause du mal, l'inégalité ou l'individualisme, et qui la remplacera par le principe contraire, par l'égalité ou la fraternité, ou le communisme.*

*Dans le système du communisme, c'est la communauté ou la société qui est propriétaire du sol, des manufactures, des instruments, des machines et des produits, soit naturels, soit fabriqués, qu'elle distribue à tous les ouvriers ou à tous les citoyens. »* (10).

Le communisme ? C'est aussi le courant anarchiste. C'est Bakounine écrivant dès 1844 qu'il était « *communiste de tout son cœur* » (11). C'est la CNT espagnole discutant dans son congrès de Saragosse (1926) du « *communisme libertaire* », communisme libertaire que les anarchistes catalans de la FAI proclament lors de l'insurrection armée du bassin minier du Haut-Llobregat, en 1931 (12).

Eh oui, messieurs, à vouloir tordre le cou à tout ce qui a trait au communisme, il vous faudra recourir aux plus grandes purges !

(7) Extrait de « *150 ans de pensée socialiste* », de P. Louis.

(8) Fourier, « *Textes choisis* », pp. 59 et 138.

(9) Proudhon, « *Oeuvres choisies* », pp. 59 et 125.

(10) Etienne Cabet, « *L'Ouvrier* », brochure, 1844, cité dans « *150 ans de pensée socialiste* »

(11) Cité par F. Venturi, « *Les Intellectuels, le Peuple et la Révolution* ».

(12) Cf. Pierre Broué, « *La Révolution espagnole* ».

A ceux qui objectent parfois, en toute sincérité : « Même si l'on admet que le stalinisme n'a rien à voir avec le communisme, le terme n'est-il pas cependant souillé, dévalorisé, du fait même que les crimes du stalinisme se sont parés de son nom ? », nous répondons ceci : « Certes, le nom est sali. Mais discutons du contenu. Propriété privée des moyens de production ou société sans classes ? »

Car enfin, c'est avant même que le terme ne se généralise que, l'idéal communiste s'est dégagé progressivement à travers maints cheminements des premiers combats démocratiques et ouvriers du début du XIX<sup>e</sup> siècle, avant même que le mouvement ouvrier ne s'organise solidement sur cet axe. Ainsi, la Ligue des Justes (1836-1847), bien avant de se transformer en Ligue des communistes (1847-1852) et d'accueillir dans ses rangs Karl Marx, avait-elle inscrit dans son programme (rédigé par le tailleur Wilhelm Weitling) :

*« La communauté des biens est le moyen de sauver l'humanité ; elle transformera pour ainsi dire la Terre en un paradis. »* (13).

---

## « LE TERROIR N'EST A PERSONNE, MAIS IL EST A TOUS »

---

Mais cette « ligue » elle-même s'inscrivait dans une tradition plus ancienne, la tradition babouviste, surgie dans le cœur même de la Révolution française.

*« Nous prouverons que le terroir n'est à personne, mais qu'il est à tous. Nous prouverons que tout ce qu'un individu en accapare au-delà de ce qui peut le nourrir est un vol social »,*

écrivait Gracchus Babeuf (14), qui désignait en ces termes le « dernier abus » que la Révolution française n'ait pas encore déraciné :

*« La Révolution française nous a donné preuves sur preuves que des abus, pour être anciens, n'étaient point indéracinables ; qu'au contraire ce fut leur excès et la lassitude de leur longue existence qui en a sollicité plus impérativement la destruction. La Révolution nous*

*a donné preuves sur preuves que le peuple français, pour être un grand et vieux peuple, n'est pas pour cela incapable d'adopter les plus grands changements dans ses institutions, de consentir aux plus grands sacrifices pour les améliorer. N'a-t-il pas tout changé depuis 1789, excepté cette seule institution de la propriété ? Pourquoi cette seule exception, si justement on reconnaît qu'elle tombe sur ce qu'il y a de plus abusif, sur la plus déplorable création de nos fantaisies ? L'ancienneté de l'abus arrêtera-t-elle ici plus que la même circonstance n'a pu faire pour tous les autres abus qui ont été renversés ? (...).*

*S'il en est ainsi, si un tel bouleversement est réellement inévitable, je ne vois pas que la possibilité éventuelle du retour à l'état de communauté puisse n'être qu'un rêve. »* (15).

Faut-il rappeler ici le *Manifeste des Egaux*, qui constitue en fait, dès 1795, le premier programme politique centré sur la nécessité de la suppression de la propriété privée des moyens de production ?

*« Peuple de France !*

*Pendant quinze siècles tu as vécu esclave et par conséquent malheureux. Depuis six années tu respire à peine dans l'attente de l'indépendance, du bonheur et de l'égalité.*

*L'égalité ! Premier vœu de la nature ! Premier besoin de l'homme, et principal noeud de toute association légitime ! (...) L'égalité ne fut autre chose qu'une belle et stérile fiction de la loi. Aujourd'hui qu'elle est réclamée d'une voix plus forte, on nous répond : "Taisez-vous misérables ! L'égalité de fait n'est qu'une chimère. Contentez-vous de l'égalité conditionnelle. Vous êtes tous égaux devant la loi. Canaille ! Que te faut-il de plus ?" Ce qu'il nous faut de plus ! Législateurs, gouvernants, riches propriétaires, écoutez à votre tour. (...)*

*Le peuple a marché sur le corps aux rois et aux prêtres coalisés contre lui. Il en fera de même aux nouveaux tyrans, aux nouveaux tartufes politiques assis*

---

(13) Cité par Bert Andreas, « *La Ligue des communistes* ».

(14) *La Tribune du peuple*, n° 35, cité dans « *150 ans de pensée socialiste* ».

(15) *La Tribune du peuple*, n° 37, cité dans « *150 ans de pensée socialiste* ».

*à la droite des anciens. Ce qu'il nous faut de plus que l'égalité des droits ?*

*Il ne nous faut pas seulement cette égalité inscrite dans la déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Nous la voulons au milieu de nous, sous le toit de nos maisons.*

*Législateurs et gouvernants qui n'avez pas plus de génie que de bonne foi, propriétaires riches et sans entrailles, en vain essayez-vous de neutraliser notre sainte entreprise en disant : ils ne font que reproduire cette loi agraire demandée plus d'une fois avant eux. Calomniateurs, taisez-vous à votre tour, et, dans le silence de la confusion, écoutez nos prétentions dictées par la nature et basées sur la justice !*

*La loi agraire ou le partage des campagnes fut le vœu instantané de quelques soldats sans principes, de quelques peuplades mues par leur instinct plus que par leur raison. Nous tendons à quelque chose de plus sublime et de plus équitable : le bien commun ou la communauté des biens.*

*Plus de propriété individuelle des terres ! La terre n'est à personne. Nous réclamons, nous voulons la jouissance commune des fruits de la terre : les fruits sont à tout le monde.*

*Nous déclarons ne pouvoir souffrir davantage que la très grande majorité des hommes travaillent et suent au service et pour le bon plaisir de l'extrême minorité. Assez et trop longtemps moins d'un million d'individus disposèrent de ce qui appartenait à plus de vingt millions de leurs semblables, de leurs égaux.*

*Qu'il cesse enfin ce grand scandale que nos neveux ne voudront pas croire !*

*Disparaissez enfin, révoltantes distinctions de riches et pauvres, de grands et de petits, de maîtres et de valets, de gouvernants et de gouvernés !*

*Peuple de France !*

*Nous te disons : la sainte entreprise que nous organisons n'a d'autre but que de mettre un terme aux dissensions civiles et à la misère publique.*

*Jamais plus vaste dessein n'a été conçu et mis en œuvre. De loin en loin, quelques hommes de génie, quelques sages en ont parlé à voix basse et tremblante ; aucun d'eux n'a eu le courage de dire la vérité toute entière.*

*Le moment des grandes mesures est arrivé. Le mal est à son comble : il couvre la face de la terre. Le chaos, sous le*

*nom de politique, y règne depuis trop de siècles. Que tout rentre dans l'ordre et reprenne sa place ! A la voix de l'égalité, que les éléments de bonheur et de la justice s'organisent ! L'instant est venu de fonder la république des Egaux, ce grand hospice ouvert à tous les hommes. »* (16).

## UNE LISTE SANS FIN DE PROSCRITS

Votre dessein, messieurs de la Sainte Inquisition, comprend-il de soumettre une nouvelle fois au tranchant de la guillotine la tête de Gracchus Babeuf et celles de ses amis ?

Il vous faudra alors frapper aussi Rétif de la Bretonne, qui se définissait comme « patriote-républicain-communiste » et exposait en ces termes, dès 1796-1797, ses objectifs :

*« En quoi consisterait le communisme ou la communauté ? A mettre en commun dans chaque cité toute la surface de la Terre (...), à mettre en commun tous les produits tant des champs, des vignes, des prairies, des bestiaux de toute espèce ; que les produits des métiers, des arts et des sciences de sorte que (...) chacun profitera du travail de tous, tous du travail de chacun. A mettre de même en commun les maisons, chacun étant placé, logé, meublé suivant son état exercé. »* (17).

Et, avant même les premiers communistes actifs au sein de la Révolution française, il y eut ceux qui les inspirèrent, dessinant sous la monarchie les contours d'une société débarrassée de l'exploitation. Le curé Meslier, dont le « Testament » mettait en accusation « l'appropriation particulière que les hommes se font des biens et des richesses de la Terre » et pour qui « les hommes doivent posséder en commun les biens et les richesses de la terre et en jouir également en commun » ; et aussi Morelly, qui soulignait, plus d'un siècle avant le « Manifeste du parti communiste » de Marx et

(16) « 150 ans de pensée socialiste. »

(17) « Monsieur Nicolas », partie XV.

Engels, que « *la nature a indivisiblement laissé la propriété des champs producteurs de ses dons à tous* » (18) ; et aussi l'abbé Masly, qui à la même époque préconisait d'*« établir la communauté des biens et l'égalité des conditions »* (19) ; et Gosselin, qui suggérait alors que le meilleur moyen de détruire l'inégalité « *serait de remettre tous les biens en commun, afin d'en faire un partage égal* » (20).

Et tant d'autres encore...

## ON PEUT EXCOMMUNIER LES MOTS, PAS SUPPRIMER LA RÉALITÉ

On pourrait allonger la liste, multiplier les citations. Point n'en est besoin. Ce qui est rappelé ici suffit à rétablir le véritable enjeu de l'offensive actuelle.

Il est d'ailleurs résumé par l'un des grands inquisiteurs, le sociologue Alain Touraine, prétendu « homme de gauche », ami du pouvoir et de l'Elysée. Participant à un débat sur le thème : « *Le marxisme est-il condamné ?* », Touraine, qui répond naturellement « oui » à la question en usant de ces développements « théoriques » et « philosophiques » sophistiqués qui caractérisent la gauche-caviar de cette fin de siècle, lâche pour conclure :

*« Aujourd'hui, je crois que la grande alliance est à rechercher entre économies de marché, démocraties politiques et liberté personnelle, donc droits de l'homme, donc individualisme moral ».*

(21).

Tous ces détours pour en arriver là : l'avenir est à l'économie de marché... Rien de bien original.

Messieurs de la Sainte Inquisition renaissante, il est à craindre que vous ne soyez victimes d'un phénomène d'auto-intoxication. A force d'entendre et de voir des dirigeants de partis « communistes » se proposer de rétablir le capitalisme, à force de voir et d'entendre les dirigeants des partis « socialistes » se faire les apôtres de la « culture d'entreprise » et les plus zélés artisans des plans

capitalistes, à force de vous répéter, entre vous, que le communisme, le marxisme, tout cela c'est fini, à force de multiplier les émissions de radio et de télévision, et les articles sur le fait que la seule voie c'est le marché capitaliste, serait-il possible que vous finissiez par y croire un peu ?

Permettez-nous de vous rappeler à la raison. Considérez le Parti « socialiste » de France et le Parti « communiste » d'URSS. Au-delà de leurs évidentes différences, ils ont des points communs. Cependant, quels que soient les moyens d'Etat (ceux de la Ve République sont puissants, comme ceux de l'URSS), les moyens financiers (y compris amnisties), le contrôle des médias et le consensus politique international dont elle bénéficie, une représentation politique (un parti) n'est qu'une représentation. Qu'elle ait pour origine la défense d'une catégorie sociale particulière (la classe ouvrière) et que cependant elle rallie le camp adverse ne fait disparaître pour autant ni l'existence de cette catégorie sociale particulière, ni ses intérêts propres, ni la contradiction entre ses intérêts et ceux du camp adverse, ni son aspiration à une organisation radicalement différente de l'ordre social.

La seule conclusion qu'on peut tirer de cette constatation est que la classe ouvrière, qui n'est plus représentée politiquement, doit l'être. Mais le ralliement de Gorbatchev et de Mitterrand aux lois du marché et au consensus, national et international, ne fait disparaître ni la lutte des classes, ni la faillite du capitalisme, ni l'espoir en un monde de justice et d'égalité sociale.

Excommuniez les mots et les idées, messieurs. Mais, au-delà des mots et des idées, ayez le courage de regarder le monde en face. D'Alger à Amman, de Caracas à Dakar, les soulèvements des peuples et de la jeunesse contre les régimes de misère qui appliquent les plans du FMI et de la Banque mondiale sont

(18) Cité dans « *150 ans de pensée socialiste* ».

(19) « *Sur la théorie du pouvoir politique* ».

(20) Cité dans « *150 ans de pensée socialiste* ».

(21) *Le Figaro*, 22 janvier 1990.

directement tournés contre le régime de la propriété privée des moyens de production, dont la survie s'exprime, de manière concentrée, dans le pillage et la misère qui accablent ces pays.

A l'est de l'Europe, les tentatives de restaurer la propriété privée des moyens de production se heurtent au mouvement d'organisation des travailleurs dans des syndicats indépendants de l'Etat et du gouvernement, et ce mouvement a pour contenu la défense des conquêtes ouvrières (inclusant la défense de la propriété sociale).

Dans les pays capitalistes développés, des centaines de millions de jeunes, de travailleurs précaires, de travailleurs des villes et des campagnes, se dressent contre les conséquences chaque jour plus désastreuses du système de la propriété privée des moyens de production, avec son cortège de chômage, de misère, de déqualification.

Excommuniez les mots, messieurs. Mais il n'est pas en votre pouvoir de supprimer la réalité.

Excommuniez les mots, nous n'en avons que faire.

*« Le communisme, écrivait Marx (22), n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité doive se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. »*

Vos bûchers médiatiques et bulles excommunicatrices n'empêcheront ni « le mouvement réel », ni que celui-ci abolisse « l'état actuel » d'injustice et d'oppression, qui, depuis belle lurette déjà, a fait son temps.

**Daniel Gluckstein**

(22) « *L'Idéologie allemande* » (I - Feuerbach).

## Lénine, l'homme à abattre

# Pourquoi cet acharnement ?

Par François FORGUE

### INTRODUCTION

Parmi ceux qui sont voués au bûcher par la nouvelle Sainte Inquisition, Lénine tient une place de choix. On ne saurait ici, même simplement énumérer tous les articles, toutes les déclarations qui le désignent comme le responsable du stalinisme, le prophète et le pionnier du totalitarisme le plus abominable et, simultanément (ou par ailleurs, c'est selon...), comme un personnage dont la pensée, l'œuvre, les réalisations historiques auxquelles son nom est attaché n'ont plus le moindre rapport (si ce n'est comme concentré de tout ce qui est condamnable) avec la « réalité d'aujourd'hui ».

La revue *Le Point* (après que d'autres ont désigné Gorbatchev comme l'homme de l'année, voire de la décennie) en faisait « *le mort de l'année* ». *Le Monde* du 10 mars 1990 réservait une demi-page aux réflexions de l'illustre diplomate Michel Pinard (c'est cette profession qu'il exerce, d'après la présentation du *Monde*). Le diplomate Pinard coiffe ses réflexions du titre « *Idéologies : enterrer Lénine mais sauver Marx* ».

Il est vrai que le Marx sauvé par notre diplomate est une curiosité historique bien rassurante pour les tenants de l'ordre établi. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le marxisme a servi à quelque chose puisqu'il a donné un « *souffle puissant au mouvement ouvrier* » et que donc les « *acquis sociaux* » d'aujourd'hui ont bénéficié de cette impulsion.

Mais, aujourd'hui, notre société, « celle du mini-krach et des records boursiers sur fond de congés payés, de SMIC, de Sécurité sociale, d'IRPP, de RMI, de pensions de retraite et d'indemnisation pour cause de sécheresse et de pluie », n'a plus de rapport avec ce qu'analysait Marx.

On se demande ce qui l'emporte du mépris des ouvriers et des paysans, des faits et — pour n'être pas diplomate — de la sottise pure.

Monsieur Pinard veut bien admettre du haut de son savoir que les « *analyses marxistes sont encore utiles* » en ce qui concerne « *la situation socio-économique de quelques peuples englués dans la misère* ». Ces « *sous-développés* » peuvent encore lire Marx !

Bien sûr que Lénine, dont toute l'activité a été consacrée à la lutte pour l'émancipation des travailleurs contre l'exploitation et l'oppression, et qui — scandale des scandales — a été l'un des principaux dirigeants d'une révolution ouvrière, doive pour l'éminent diplomate être « *enterré* » une deuxième fois.

C'est sous la plume de Castoriadis — qui se réclama naguère du marxisme, ce qui ne veut pas dire qu'il l'était — que l'on trouve concentrées — dans le même quotidien mais cette fois des 24 et 25 avril — toute une série d'attaques les plus usées et les plus vulgaires contre Lénine. Lénine est le créateur du « *parti totalitaire* », « *église idéologique* ». Il est aussi le créateur de l'Etat totalitaire car il n'est intéressé que par le pouvoir : « *L'obsession du pouvoir, le pouvoir pour le pouvoir, le pouvoir comme fin* »

*en soi, par tous les moyens et pour faire n'importe quoi. »*

Dans la même veine, on le sait, la coqueluche de l'intelligentsia gorbatchevienne, Youri Afanassiev, a expliqué à la télévision française que « *Trotsky, Lénine et Staline* », c'était fondamentalement la même chose.

L'article qui suit n'a pas pour but essentiel de défendre la mémoire vivante de Lénine. Celle-ci a déjà subi les pires attaques. La bureaucratie stalinienne n'a pas fait qu'embaumer la dépouille de Lénine : elle a fabriqué une idéologie justificative de son pouvoir et de ses priviléges, contraire sur tous les terrains aux enseignements de Marx et de Lénine et qu'elle a baptisée « *marxisme-léninisme* ». Elle a prétendu couvrir ses crimes monstrueux, son action contre-révolutionnaire à l'échelle internationale et en URSS par une référence permanente à Lénine, utilisant pour cela tous les moyens d'Etat.

Quel « repoussoir » pour qui cherche la voie de la démocratie, de la lutte contre l'injustice et contre la répression ! Et pourtant, lorsqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, de jeunes Soviétiques s'organisent contre la bureaucratie, essayant de constituer des groupes qui seront sauvagement réprimés, ils se réfèrent à Lénine, car ils ont trouvé dans les pages de *L'Etat et la révolution*, dans les proclamations de la révolution d'Octobre, le plus brûlant des réquisitoires contre Staline et le stalinisme (on en trouvera, par exemple, de nombreux témoignages dans *Samizdat 1 - « La voix de l'opposition communiste en URSS »*, publié par *La Vérité* en 1969).

Mais les immenses bouleversements actuellement en cours posent de multiples questions à des millions et des millions de militants, de travailleurs, de jeunes qui cherchent la voie de l'action émancipatrice. Le combat est difficile : des mots comme « communisme », comme « socialisme » ont été souillés par le stalinisme comme par la social-démocratie. Les travailleurs et les jeunes, en se dressant contre les dictatures bureaucratiques, s'attaquent nécessairement à tout ce qui pour eux les symbo-

lise. Quand ils dénoncent « le communisme », c'est le régime qu'ils ont connu qu'ils attaquent, celui de la bureaucratie. Quand les propagandistes de l'impérialisme dénoncent le communisme, c'est la volonté d'en finir avec l'exploitation et l'oppression qu'ils veulent condamner. Alors que les régimes bureaucratiques sont disloqués, ébranlés par un ample et profond mouvement de la classe ouvrière, les questions qui se posent sont celles des méthodes d'organisation nécessaires pour agir, pour que les travailleurs conservent le contrôle de leur mouvement, celles de la démocratie ouvrière. On ne peut commencer à répondre à ces questions qu'en liant l'analyse de la situation présente à toute la continuité du combat séculaire des exploités et des opprimés, à la généralisation théorique qui en a été faite.

Le présent article a comme but de souligner l'actualité en regard des développements de la lutte des classes, des acquis, des enseignements de certains aspects de l'action de Lénine et du Parti bolchevique, et d'en souligner l'unité.

De « certains aspects », car il serait absurde et impossible de les rassembler tous dans un article, de présenter un « condensé » de la biographie politique de Lénine et donc de l'histoire du mouvement révolutionnaire au XX<sup>e</sup> siècle.

L'article du camarade Fostier publié dans ce même numéro de *La Vérité* illustre par l'examen d'un moment essentiel de l'histoire du Parti bolchevique ce qu'était ce parti et ce qu'était la conception leniniste véritable du parti.

Dans celui-ci, il s'agit de montrer que cette conception est inséparable de l'analyse que Lénine a faite du développement capitaliste, de sa compréhension profonde et pratique du fait que l'émancipation des travailleurs était l'œuvre des travailleurs eux-mêmes et que le moyen en était leur organisation indépendante.

## LÉNINE CONTRE GORBATCHEV

Lénine serait donc — dans le meilleur des cas ! — le représentant d'une « idéologie dépassée ». Le bolchevisme, le léni-

nisme seraient caducs, condamnés par le « verdict de l'histoire ». L'œuvre de Lénine ne présenterait d'intérêt que comme témoignage d'une ère historique révolue.

Vraiment ? Mais alors pourquoi cet acharnement ? N'est-ce pas, tout au contraire des « idées reçues » à la mode, l'actualité de l'action et de la pensée politiques de Lénine qui l'expliquent ?

Le plus simple est de donner la parole à Lénine :

*« (...) Nous appelons notre un appareil qui nous reste en fait totalement étranger, un fatras bourgeois et tsariste qu'il nous était absolument impossible de transformer en 5 ans alors que nous étions privés de l'aide des autres pays et que nos préoccupations essentielles étaient la guerre et la lutte contre la faim. »*

*Dans ces conditions, il est tout à fait naturel que la "liberté de sortir de l'union" qui nous sert de justification n'apparaisse que comme un chiffon de papier, incapable de protéger les allégènes contre l'invasion du Russe authentique, du chauvin grand-russe, de cette canaille et de cet oppresseur qu'est en fait le bureaucrate russe typique. »*

Au moment où, par tous les moyens de pression diplomatiques, économiques et militaires, les successeurs de Staline — dont Gorbatchev est l'actuel représentant — montrent à l'égard de la Lituanie de quelle manière ils entendent traiter le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », il est indispensable, pour qui veut définir une politique conforme à l'action pour l'émancipation sociale des travailleurs et aux droits des peuples, de se reporter à la manière dont Lénine abordait, après la Révolution de 1917, la question des nationalités. La citation, qui dénonce le chauvin « grand-russe », qui définit les éléments composant l'appareil de l'Etat comme un « fatras bourgeois et tsariste », est extraite d'une note de Lénine du 30 décembre 1922.

Lénine est alors gravement malade : une première attaque l'a frappé en mai 1922 ; il a pu temporairement reprendre son activité en octobre, mais en décembre la maladie l'a à nouveau frappé. Une

nouvelle attaque plus forte aura lieu le 23 décembre. En mars 1923, aura lieu la dernière attaque qui le privera de la parole et le paralyse. Sans jamais pouvoir reprendre son activité politique, Lénine survivra jusqu'au 21 janvier 1924.

Ces quelques semaines, de décembre 1922 à mars 1923, constituent donc les dernières semaines de l'action politique de Lénine, entravée par la maladie et au nom de celle-ci par les limitations que lui impose la commission du bureau politique, contrôlée par Staline (1).

Il s'agit bien, comme le dit le titre du passionnant ouvrage de Moshe Lewin, du « dernier combat de Lénine ». Un dernier combat mené contre la bureaucratie qui commence à émerger comme une couche distincte. Un combat qui se mène en particulier autour de la question du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

La révolution commencée en février 1917 contre le régime tsariste et qui culminait en octobre 1917 dans l'instauration du pouvoir des comités d'ouvriers et de paysans, pouvoir ouvrier et démocratique, s'étendait à l'ensemble du territoire qui constituait « l'empire tsariste ». Des peuples qui avaient souffert de la pire oppression nationale y participaient. Dans l'immense mouvement de millions et de millions d'exploités dressés contre le despotisme, l'exploitation capitaliste et les massacres de la « grande guerre », les revendications nationales s'affirmaient comme une composante majeure des revendications des masses, se combinant avec les revendications sociales.

On le sait, l'empire tsariste avait constitué et étendu sa domination en annexant des territoires (une partie de la Pologne et de la Finlande, par exemple) situés à sa périphérie occidentale, ainsi

(1) Lire à ce sujet *Le Dernier Combat de Lénine*, de Moshe Lewin (Editions de Minuit) et *Les Paroles qui ébranlèrent le monde* (anthologie bolchevique, traduite et présentée par Jean-Jacques Marie, éditions du Seuil). On y verra notamment comment Lénine noue une alliance avec Trotsky contre la gangrène bureaucratique de l'appareil et ses conséquences, alliance dont l'aggravation de sa maladie devait interdire qu'elle se poursuive.

qu'en imposant sa domination aux peuples d'Asie centrale. La volonté de tous ces peuples de briser les barreaux de cette « prison des peuples » constitua l'un des leviers de la vague révolutionnaire, balayant l'édifice réactionnaire du tsarisme. Le Parti bolchevique, se distinguant de toutes les autres formations politiques, combattit sans réserve pour le droit de ces peuples à disposer d'eux-mêmes, pour leur droit, s'ils en déclinaient démocratiquement ainsi, de constituer leur propre Etat indépendant, leur droit à la séparation.

L'un des traits caractéristiques du Parti bolchevique, du parti de la révolution d'Octobre, c'est qu'il disait ce qu'il faisait et qu'il faisait ce qu'il disait. Son programme sur la question nationale ne fut pas modifié par sa victoire. C'est cette politique qu'il s'efforça d'appliquer. Et cela dans les conditions complexes et tragiques de la guerre civile, du blocus, de la famine, de l'acharnement de toutes les puissances impérialistes, hier ennemis et aujourd'hui alliées, à écraser la République des conseils ouvriers. Déchaînement de la violence contre-révolutionnaire ouverte et isolement de l'Etat issu de la révolution dont la responsabilité retombe avant tout sur les directions des partis sociaux-démocrates de la II<sup>e</sup> Internationale.

Pour les dirigeants du Parti bolchevique, pour Lénine et Trotsky, qui avaient saisi toute la portée révolutionnaire des aspirations nationales des peuples opprimés, il était clair que l'héritage d'oppression nationale légué par l'absolutisme ne pouvait être dissipé d'un coup par des mesures administratives. Il s'agissait dans les faits de démontrer par un respect sourcilleux des possibilités de développement national de chaque peuple, par un combat politique incessant contre tous les aspects du « chauvinisme grand-russe », que tous bénéficieraient d'une libre union des peuples, de leur coopération volontaire à l'édification de l'Etat ouvrier, à la mise en œuvre d'une économie planifiée sur la base de la propriété sociale à l'échelle d'une large union.

C'est en ce sens que Lénine insistait sur le droit de ces nationalités à refuser cette union si la majorité du peuple en décidait démocratiquement ainsi, tout en ajoutant que « *le droit au divorce n'est pas l'obligation de divorcer* ». Rappelez à ce sujet l'affrontement qui opposa en janvier 1990 Gorbatchev à un ouvrier lituanien qui lui rappelait que Lénine avait accepté l'indépendance de la Lituanie (2).

Le gouvernement de la jeune république des conseils ouvriers avait en effet reconnu l'indépendance de la Lituanie, bien que ce soit un gouvernement bourgeois qui y détenait le pouvoir.

Dans tous les pays d'Europe — et aux Etats-Unis —, les travailleurs qui reconnaissaient dans la révolution d'Octobre leur révolution se mobilisaient — à des degrés divers liés au développement de la lutte des classes dans leur pays — contre l'intervention ; les millions et millions d'hommes soumis à la domination coloniale se mettaient en mouvement : les manifestations du 4 mai 1919 à Pékin annonçaient la révolution chinoise. L'armée de la révolution, l'Armée rouge conduite par Trotsky, « *l'organisateur de la victoire* », portée par la volonté des ouvriers et des paysans de défendre les conquêtes qu'ils avaient arrachées, biaisait militairement la contre-révolution.

Mais c'était au prix de terribles ravages : l'avant-garde ouvrière était décimée dans la guerre civile, la famine sévissait, l'industrie était ruinée, disloquée. Et la première vague de la révolution en Europe, concentrée en Allemagne, était stoppée par la répression, par l'assassinat des dirigeants de la révolution, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, dont le sang retombait sur les dirigeants de la social-démocratie qui avaient pactisé avec l'état-major contre la révolution ouvrière.

C'est dans ces conditions que se pose la question des moyens d'associer les peuples, naguère opprimés par le tsarisme, à la consolidation et à l'extension

(2) Cf. le n° 605 de *La Vérité*, janvier 1990 : « *Problèmes de la révolution roumaine* », page 77.

des conquêtes de la révolution. Dans les mois qui suivent la première attaque (26 mai 1922) qui écarte Lénine de la vie politique, Staline rédige un projet de Constitution de l'URSS. Ce projet a comme pivot et comme modèle l'existence de la République socialiste fédérative de Russie (RSFR), constituée en 1918, qui regroupe certes des « Républiques autonomes » et des « régions autonomes », mais qui est une république centralisée. La Fédération telle que la conçoit Staline doit se former par l'adhésion des Républiques à la RSFR : elles conserveront un statut d'autonomie (mais non de souveraineté) et devront accepter comme organes de pouvoir supérieurs à ceux de la République, ceux de la République fédérative de Russie.

Laissons la parole à quelqu'un qui n'a ni sympathie pour le communisme et la révolution d'Octobre, ni pour Lénine, Mme Carrère-d'Encausse. Elle écrit :

*« Convalescent, il (Lénine) se fait communiquer tardivement le projet constitutionnel et il en est atterré. D'une part, il sait les oppositions qu'il soulève et il comprend que loin de contribuer aux progrès de l'internationalisme, ce projet approfondit les passions nationales. Par ailleurs, Lénine reste, comme il l'a été toute sa vie, attaché à une vision internationaliste de l'Etat soviétique. Ce qu'il veut, c'est aboutir au dépassement des nations dans une communauté nouvelle, et non cristalliser les nationalismes. »* (*L'Empire éclaté*, page 18.)

Pour ne pas cristalliser les nationalismes, il faut effacer dans les faits, pratiquement, toute trace d'oppression nationale. Les peuples, qui ont souffert pendant longtemps du « chauvinisme grand-russe », n'ont aucune raison de croire sur parole le pouvoir soviétique.

Lénine mobilise ce qui lui reste de forces pour engager le combat. Il oppose au projet stalinien de Constitution celui d'une union libre sur un pied d'égalité de toutes les Républiques, la République russe comme les autres. Chaque République conserve le droit de se séparer (ce droit — certes vidé de tout contenu réel par la dictature de la bureaucratie — subsistera formellement dans les Cons-

titutions de l'URSS jusqu'à sa mise en cause explicite par Gorbatchev).

Révélant les transformations sociales et politiques en cours dans les sommets de l'Etat et du parti, la cristallisation d'une couche bureaucratique affirmant ses intérêts propres — transformation que Lénine décèle mais dont il n'aura pas le temps de prendre la pleine mesure —, Staline s'oppose brutalement à Lénine, dénonçant son « *libéralisme national* », assurant qu'il faut être « *ferme contre Lénine* ».

Mais les temps ne sont encore mûrs pour celui dont le nom restera justement associé à la bureaucratie contre-révolutionnaire qu'il incarnera. Staline recule. Lénine impose son projet.

## UN COMBAT POUR LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE ET LE DROIT DES PEUPLES

Rien n'est pourtant réglé. La crise prend un tour aigu en Géorgie, où le comité central du PC géorgien s'était vivement opposé au plan de Staline. Celui-ci veut maintenant imposer l'adhésion de la Géorgie à l'URSS au travers d'une Fédération de Transcaucasie, alors que les communistes géorgiens revendentiquent le droit pour la Géorgie de s'affilier directement à l'Union. Staline use de moyens d'appareil (déplacement de dirigeants) pour briser cette résistance, et l'un de ses émissaires, Ordjonikidzé, va jusqu'à frapper un responsable géorgien.

Lorsque Lénine obtient communication du dossier, son indignation éclate. Comme le dit Moshe Lewin (*Le Dernier Combat de Lénine*, page 95), « *il accuse carrément Ordjonikidzé et Staline d'avoir agi en brutes grand-russes* ».

C'est en particulier sur la question nationale que s'opère la rupture radicale avec Staline qui aboutit à cet ajout du 4 janvier 1923 au « testament de Lénine » :

*« Je propose aux camarades de réfléchir au moyen de déplacer Staline de ce poste (celui de secrétaire général) et de nommer à sa place un homme qui, sous tous les rapports, se distingue de lui par sa supériorité. »*

Le 31 décembre 1922, Lénine rédige une note sur la question des nationalités qu'il a adressée à Trotsky avec qui il a scellé une alliance (voir note 1) :

*« Quelles mesures pratiques convient-il de prendre dans la situation actuelle ?*

1.- *Il convient de conserver et de renforcer l'Union des Républiques socialistes (...).*

2.- *Il faut maintenir l'Union des Républiques socialistes dans le domaine de l'appareil diplomatique (...).*

3.- *Il faut punir de façon exemplaire le camarade Ordjonikidzé (...). Il faut évidemment rejeter toute la responsabilité politique de cette campagne sur Staline et Dzerjinski.*

4.- *Il nous faut introduire les règles les plus rigoureuses à propos de l'emploi de la langue nationale dans les Républiques (...).*

*Tout ce travail effectué, il ne faut pas reculer d'ailleurs devant l'idée que le prochain congrès des soviets puisse entériner un retour à l'état de choses antérieur, c'est-à-dire que nous ne maintiendrons l'Union des Républiques socialistes que dans le domaine des questions militaires et de la diplomatie, tandis que nous rétablirons la pleine indépendance des divers commissariats du peuple dans les autres domaines (...).*

Et Lénine ajoute :

*« Le tort que l'absence d'unité entre les appareils nationaux et l'appareil russe pourrait causer à l'Etat est incomparablement moins grave que le tort qui nous est fait non seulement à nous mais à toute l'Internationale, mais aussi aux centaines de millions d'habitants de l'Asie qui, dans un futur proche, s'avanceront à notre suite sur l'avant-scène de l'histoire. »*

L'attention que Lénine porte à la question nationale procède de sa conception de la lutte des classes internationale. Ce sont ceux qui, demain, proclameront que l'on peut « construire le socialisme dans un seul pays » pour justifier leur pouvoir arbitraire et leurs priviléges dans ce pays, qui piétinent les principes du socialisme et de la démocratie en ce qui concerne les droits des peuples, grands ou petits, à décider souverainement de leur avenir.

C'est Lénine, parce qu'il part de la réalité de la lutte internationale des

exploités et des opprimés, que pour lui l'avenir de la révolution russe est inséparable de leur lutte, que les conquêtes de la révolution russe — pour importantes qu'elles soient — sont subordonnées à cette lutte universelle, qui défend les principes de la démocratie et du socialisme.

Lorsque Jaruzelski, en 1981, accomplit son coup de force contre les travailleurs polonais, à Paris et ailleurs, les manifestants qui affirmaient leur solidarité avec les travailleurs de Pologne scandaiient : « *Le socialisme, ce sont les travailleurs.* » En effet, le socialisme, c'est-à-dire la liquidation de l'exploitation et la réalisation de la démocratie ouvrière, dépend dans chaque pays et à l'échelle du monde de l'action des travailleurs, de leur conscience et de leur organisation.

C'est là l'appel véritable de Lénine, qui demeure plus actuel que jamais.

Il ne s'agit pas ici d'une analogie, il ne s'agit pas de dire : de même que Lénine dénonçait les déformations bureaucratiques et leurs conséquences sur le terrain du droit des peuples, il faut aujourd'hui condamner la politique de Gorbatchev. En effet, la politique de Gorbatchev n'est en rien le résultat d'une « déformation » mais la défense des intérêts d'une couche sociale contre-révolutionnaire et parasitaire dont l'appareil d'Etat doit être détruit de haut en bas et de fond en comble pour que s'établisse la démocratie ouvrière.

Ce qui se dégage de l'examen de la position de Lénine sur les droits des nationalités, c'est qu'elle constitue un élément central du combat contre cette bureaucratie usurpatrice et est en ce sens d'une brûlante actualité.

Quand les tanks des forces armées de la bureaucratie écrasent les manifestants dans les rues de Bakou, quand les mêmes chars roulent dans les rues de Vilnius, avec l'appui ouvert des représentants de l'impérialisme, de Bush à Mitterrand, où se trouve, sous des formes développées et monstrueuses, ce « *fatras bourgeois et tsariste* » que Lénine dénonçait, si ce n'est du côté de la bureaucratie soumise à l'impérialisme ?

Et où se trouvent l'avenir, les idées vivantes parce qu'elles sont une généralisation de la lutte des opprimés et des exploités et de leur expérience, si ce n'est du côté de Lénine, du bolchevisme, de la IV<sup>e</sup> Internationale qui en est la continuation ?

*« Seul le prolétariat défend de nos jours la vraie liberté des nations et l'unité des ouvriers de toutes les nations. Pour que les différentes nations vivent dans la liberté et la paix ou qu'elles se séparent (quand bon leur semble) en constituant des Etats distincts, il faut qu'il y ait une démocratie absolue, défendue par la classe ouvrière. Pas un seul privilège pour aucune nation, ni pour aucune langue ! Pas la moindre vexation ni la moindre injustice envers une minorité nationale ! Tels sont les principes de la démocratie ouvrière ! »* (Lénine, dans le n° 106 de la *Pravda*, le 10 mai 1913.)

## LES PRINCIPES DE LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE

« *Tels sont les principes de la démocratie ouvrière !* » Pour Lénine, une orientation politique, des mots d'ordre, les formes tactiques diverses qu'ils peuvent prendre pour qu'ils correspondent aux nécessités de la mobilisation des travailleurs procèdent toujours des principes. Pour des marxistes — et Lénine était avant tout un marxiste se réclamant de la méthode de Marx —, les principes ne sont pas une catégorie abstraite, intemporelle, mais la généralisation des besoins de la lutte des opprimés et des exploités, de leur expérience.

Précisément parce que pour Lénine toute analyse débouchait sur des conclusions d'action, se formulait en termes concrets d'aide à la lutte des travailleurs, son point de départ était toujours une analyse d'ensemble.

Voici comment Trotsky caractérisait la méthode de Lénine :

*« Quand les bolcheviks et les mencheviks étaient encore membres du même parti, la préparation des congrès et les congrès eux-mêmes voyaient invariablement se dérouler de furieuses batailles*

*sur l'ordre du jour. Lénine avait l'habitude de proposer comme premiers points de l'ordre du jour des questions telles que la clarification de la nature de la monarchie tsariste, la définition du caractère de classe de la révolution, l'évaluation de l'étape de la révolution que nous vivions, etc. Martov et Dan, les dirigeants mencheviques, répondraient invariablement : nous ne sommes pas un club de sociologie, mais un parti politique, nous devons nous mettre d'accord non pas sur la nature de classe de la monarchie tsariste, mais sur "les tâches politiques concrètes" ...*

Lénine expliquait aux amateurs de « problèmes politiques concrets » que « notre politique n'est pas de caractère conjoncturel mais princiel, que la tactique est subordonnée à la stratégie ; que, pour nous, le sens fondamental de chaque campagne politique est de mener les travailleurs des questions particulières aux problèmes généraux, c'est-à-dire de les amener à la compréhension de la société moderne et du caractère de ses forces fondamentales. » » (Dans *Défense du marxisme*.)

Il en est ainsi de la politique et des principes que Lénine dégage au sujet de la question nationale. « *La lutte des classes est internationale dans son contenu et nationale dans sa forme* », constatait le *Manifeste du Parti communiste*. Le rôle des communistes, ajoute le *Manifeste*, c'est de « faire valoir les intérêts généraux des travailleurs indépendamment de leur nationalité ». »

D'emblée, à l'aube du mouvement ouvrier, le *Manifeste du Parti communiste* définit l'internationalisme comme l'un des critères d'une action politique organisée et indépendante des travailleurs : les travailleurs des différentes nations doivent s'unir pour défendre leurs intérêts contre leurs ennemis communs, les exploiteurs de tous les pays. « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous* » n'est pas une phrase de meeting mais la formulation d'un principe lié au caractère international de la classe ouvrière, de l'unité internationale de sa lutte qui découle de la constitution, par le développement du capitalisme, du marché mondial et d'une division internationale du travail.

C'est le point de départ de Lénine pour aborder la question nationale : ce n'est pas une vue « abstraite » mais au contraire le refus « d'abstractions » isolées, la prise en compte de la réalité sociale, de la lutte des classes entre la bourgeoisie et le prolétariat à l'échelle internationale et de son expression dans chaque pays. C'est la position de Marx : la classe ouvrière défend la démocratie sur tous les terrains, donc sur celui du droit des peuples (« *Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre* ») ; le dépassement des oppositions nationales exige la suppression de toute oppression nationale.

L'unité des travailleurs, agissant dans le cadre national d'un Etat qui opprime un autre pays avec les travailleurs de ce pays opprimé, exige que les travailleurs du pays « oppresseur » combattent inconditionnellement pour que le pays opprimé puisse s'affranchir de la domination qui pèse sur lui.

« *Partout où nous voyons des liens de contrainte entre des nations, nous défendons résolument et inconditionnellement le droit pour chacune d'elles de déterminer librement son destin politique, c'est-à-dire de se séparer* », écrit Lénine (*Oeuvres*, tome 19).

Si Lénine, dès le début de son activité politique, applique au problème des nationalités en Russie cette conception, le développement de ses positions intègre les conséquences de l'évolution du système d'exploitation capitaliste dans son ensemble.

La fin du XIX<sup>e</sup> siècle et le début du XX<sup>e</sup> siècle marquent un moment charnière dans le développement du mode de production capitaliste. Marx avait souligné que la concurrence engendrerait nécessairement son contraire, le monopole, les plus forts éliminant les plus faibles. C'est alors ce qui s'accomplit tandis que le capitalisme, par le moyen des conquêtes coloniales, assure son emprise directe sur toute la planète, les grandes puissances se partageant ces nouveaux domaines.

Cette transformation en cours est bien évidemment suivie par les économistes, qu'ils se réclament ou non du marxisme.

Elle est l'objet de réflexions, de débats, d'études au sein du mouvement ouvrier organisé, au sein de la II<sup>e</sup> Internationale et de ses partis (3). Kautsky, Rosa Luxemburg, Léon Trotsky, Nicolas Boukharine et bien d'autres, comme Lénine, y contribuent. Si l'ouvrage de Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, est demeuré essentiel et s'il est demeuré au centre des discussions sur l'avenir du capitalisme, ce n'est donc pas que Lénine aurait découvert des terres que la recherche sociale et historique aurait laissées inexplorées. Il s'appuie sur tout un matériel accumulé auparavant, par exemple, sur l'étude de l'économiste J. Hobson, *L'Impérialisme*, publiée en 1902, qui constate que les pays capitalistes d'Europe et d'Amérique du Nord pratiquaient une politique d'agression et de conquêtes à l'égard des autres pays du monde. Il se réfère également à l'ouvrage du social-démocrate autrichien Hilferding paru en 1912, *Le Capital financier*, à un ensemble d'ouvrages, de statistiques, à des faits dont Lénine aimait à dire qu'ils étaient « têtus ».

Il faut souligner — dans ce cas au sujet de *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, mais cela vaut au sujet d'autres écrits de Lénine — que c'est la bureaucratie stalinienne, qui tenait à « embaumer » la pensée même de Lénine pour la vider de son contenu, qui a propagé le mythe du géant isolé, du *deus ex machina* qui résout seul tous les problèmes. L'analyse que Lénine fait du phénomène impérialiste s'inscrit dans une action et une réflexion collectives, dans une discussion qui traverse le mouvement ouvrier international. Elle en est une contribution majeure, elle est aussi nourrie par cette discussion.

Sans aucun doute, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, écrit en

(3) La II<sup>e</sup> Internationale est alors le centre d'organisation du mouvement ouvrier sur le terrain de l'indépendance de classe, même si s'y cristallisent les forces qui vont remettre en cause cette indépendance. Elle est le cadre démocratique du combat politique contre le « *révisionnisme* » de Bernstein : le Parti bolchevique s'est toujours considéré comme la section russe de l'Internationale et a largement participé à ses débats.

1915, en pleine guerre mondiale, se distingue d'abord par la capacité de Lénine à dégager l'essentiel, à rassembler les éléments définissant l'impérialisme, à établir les caractéristiques fondamentales du mode de production capitaliste au XX<sup>e</sup> siècle (la concentration de la production et la domination des monopoles, le nouveau rôle des banques, le capital financier et l'oligarchie financière, la place de l'exportation des capitaux, le partage du monde entre les grandes puissances et la fin de ce partage conduisant aux guerres impérialistes).

Mais le plus important, c'est l'aboutissement de cette analyse de toute une ère (celle « *des guerres et des révoltes* », dit Lénine) : l'impérialisme constitue le « *stade suprême* », ultime, du mode de production capitaliste. Non que le système capitaliste ne puisse pour autant survivre, durer. Lénine a au contraire sans cesse insisté sur le fait que le système d'exploitation capitaliste trouverait toujours des moyens de prolonger son existence tant que l'action organisée de ceux qui n'ont aucun intérêt à sa survie, les exploités et les opprimés du monde entier, n'y mettrait pas fin.

---

## « LA RÉACTION SUR TOUTE LA LIGNE »

---

Mais sa survie ne pourrait être assurée qu'aux dépens des besoins sociaux, des besoins humains de toute l'humanité. Elle ne s'accompagnerait d'aucun progrès pour la grande masse des habitants de la planète. Le capitalisme a pénétré toutes les régions du monde et constitue un marché mondial et une division internationale du travail dominés par les grands monopoles. Il a subordonné les ressorts de la concurrence à la concentration entre les mains de l'oligarchie financière, il a organisé un « *partage du monde* » qui entraîne des guerres menaçantes pour l'existence même des bases de l'humanité. Le capitalisme comme système social et économique (comme « mode de production ») a conclu sa phase ascendante. Son « *stade suprême* » est celui du déclin et de la

décadence, celui du « *parasitisme et de la putréfaction de l'impérialisme* ».

Et Lénine pose la question :

« *Est-il possible de modifier par des réformes les bases de l'impérialisme ? Faut-il aller de l'avant pour accentuer et approfondir les antagonismes qu'il engendre, ou en arrière pour les atténuer ? Telles sont les questions fondamentales de la critique de l'impérialisme.* »

En d'autres termes, est-ce servir les intérêts des exploités et des opprimés que de propager l'idée que l'on pourrait « pousser » l'impérialisme à adopter une politique moins réactionnaire ?

Pour Lénine, la réponse est dans les faits :

« *L'impérialisme est l'époque du capitalisme financier et des monopoles qui provoquent partout des tendances à la domination et non à la liberté. Réaction sur toute la ligne, quel que soit le régime politique, aggravation extrême des antagonismes dans ce domaine également : tel est le résultat de ces tendances. De même, se renforcent particulièrement l'oppression nationale et la tendance aux annexions, c'est-à-dire à la violation de l'indépendance nationale.* »

Et plus loin, Lénine conclut expliquant que l'on doit caractériser l'impérialisme comme un « *capitalisme agonisant* ».

On comprend que cet ouvrage de Lénine ait été l'objet de tant d'attaques. Leur reprise dans les années qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale constitue en elle-même une reconnaissance du fait que sa « critique de l'impérialisme » n'avait rien perdu ni de son tranchant, ni de son actualité.

En effet, les multiples et passagères étiquettes accolées à la réalité du capitalisme après 1945, le « *néo-capitalisme* », le « *capitalisme moderne* », le « *capitalisme monopoliste d'Etat* », le capitalisme du « *troisième âge* » n'avaient d'autre but que d'indiquer que, dans ses structures essentielles, le capitalisme n'était plus celui analysé par Lénine. La cible de ces attaques était bien la conception leniniste de « l'impérialisme ». L'impérialisme n'aurait pas constitué le « *stade suprême du capita-*

*lisme* » ; le capitalisme aurait résolu les contradictions propres à l'impérialisme et continuerait à avancer...

Ces attaques prenaient le relais de celles qui s'étaient développées à l'époque même, alors que se déchaînait la barbarie de la Première Guerre mondiale. L'impérialisme était-il une politique parmi d'autres du capitalisme, ou était-il l'aboutissement organique du mode de production capitaliste ?

La question n'avait rien d'académique. Dans le premier cas, c'étaient de « mauvais choix » qui avaient conduit au conflit mondial et, dans le cadre de la préservation du système capitaliste, c'est-à-dire du maintien de la propriété privée des moyens de production, une autre orientation était possible. Dans le second cas, la défense des revendications les plus élémentaires, des droits démocratiques, contre « *la réaction sur toute la ligne* » posait le problème d'extirper les racines de cette « réaction », le mode de production capitaliste lui-même, la propriété privée des moyens de production.

Si l'impérialisme n'est qu'une politique possible parmi d'autres, ses conséquences ne sont pas le produit de l'évolution du système capitaliste mais résultent de la politique de tel ou tel gouvernement. Dans ce cas, certains sont plus « impérialistes que d'autres » et la défense de la patrie agressée contre l'agresseur est justifiée. On le sait, c'est sur ce point que les directions des partis de la II<sup>e</sup> Internationale font naufrage. Elles défendent toutes « leur » bourgeoisie, leur « impérialisme ». C'est, comme le définit Lénine, « *la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale* ».

« *Il est évident que ceux qui ont voté les crédits de guerre, qui sont entrés dans les ministères et ont soutenu l'idée de la défense de la patrie en 1914-1915 ont trahi le socialisme. Seuls les hypocrites peuvent nier ce fait.* » (Lénine, *L'Opportunisme et la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale*.)

Pour Lénine, la construction du parti ouvrier, du parti révolutionnaire a toujours été indissociable de l'Internationale. Il a toujours combattu pour que

l'organisation bolchevique (comme fraction ou comme parti indépendant) ait sa place dans l'Internationale, c'est-à-dire dans la II<sup>e</sup> Internationale. Il y est intervenu contre les courants « révisionnistes » qui prétendaient que le capitalisme pouvait être progressivement amélioré par des réformes, jusqu'à disparaître, contre toutes les tendances à l'adaptation au capitalisme, pour la préparation véritable de la lutte contre la guerre. Jamais, tant que l'indépendance de classe était respectée dans les faits, il n'a posé la question de la rupture du cadre de l'Internationale. Il a cherché à sauvegarder jusqu'au bout les possibilités de son redressement, lorsqu'il a vu l'Internationale menacée de dislocation par le chauvinisme, l'alignement de ses porte-parole sur « leur » Etat, « leur » bourgeoisie, au point de d'abord se refuser à croire au vote des crédits de guerre par le groupe parlementaire de la social-démocratie allemande.

Mais lorsque ce qu'il caractérise comme « *la trahison du socialisme* » fut patente, il fut le premier à dire, alors que les internationalistes semblaient n'être qu'une poignée impuissante : « *Il faut une nouvelle Internationale, l'heure de la III<sup>e</sup> Internationale, du combat pour la III<sup>e</sup> Internationale a sonné.* » Il n'était pas possible de maintenir une organisation commune avec ceux qui sacrifiaient l'indépendance de classe des travailleurs, leurs intérêts à la barbarie et à la réaction impérialiste.

Il était alors nécessaire que se constitue une Internationale et des partis indépendants des dirigeants capitulant devant l'impérialisme. C'était là une condition y compris de la lutte pour l'unité des travailleurs, pour mobiliser dans l'action les travailleurs qui restaient organisés dans des partis ou des organisations placés sous le contrôle de ces dirigeants.

L'analyse théorique de l'impérialisme fait partie de cette bataille ; elle fournit les fondements de l'appel que Lénine lance aux travailleurs du monde :

« (...) *Les souffrances du peuple dans la guerre sont effrayantes et inouïes, mais nous n'avons pas lieu et nous*

*n'avons aucune raison de désespérer de l'avenir. Les millions de victimes qui tombent dans la guerre ou à cause de la guerre n'auront pas péri en vain. Les millions d'hommes qui ont faim, qui牺牲 leur vie dans les tranchées ne font pas qu'en souffrir, ils rassemblent aussi leurs forces, ils méditent sur les causes réelles de la guerre, ils trempent leur volonté et acquièrent une compréhension révolutionnaire de plus en plus claire. Le mécontentement grandissant des masses, l'effervescence croissante, les grèves, les manifestations, les protestations contre la guerre, tout cela se passe dans tous les pays du monde. Et cela nous garantit qu'après la guerre européenne viendra la révolution prolétarienne contre le capitalisme.* » (Discours prononcé à Berne le 8 février 1916.)

Le lien entre les problèmes les plus brûlants auxquels la classe ouvrière est confrontée et l'analyse d'ensemble de l'impérialisme est particulièrement affirmé dans la brochure *L'Impérialisme et la scission du socialisme*, d'octobre 1916 (qui, à la différence de *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, avait été écrite sans avoir à contourner les écueils de la censure tsariste).

### « LA TENDANCE DES MASSES OPPRIMÉES PLUS QUE PAR LE PASSÉ »

Après être revenu sur un aspect déjà développé dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, à savoir que les sur-profits permis par les monopoles et par le pillage des pays colonisés et dominés ont été le moyen de corrompre les « ouvriers-ministres », les « ouvriers-députés », ceux qui s'appuient sur « l'aristocratie ouvrière » (les couches relativement les plus privilégiées de la classe ouvrière des pays capitalistes dans la période précédant la guerre mondiale), Lénine marque les tendances mondiales à l'œuvre :

« D'une part, la tendance de la bourgeoisie et des opportunistes à transformer une poignée de très riches nations privilégiées en parasites “à perpétuité”, vivant sur le corps du reste de l'hu-

nité, à “s'endormir sur les lauriers” de l'exploitation des Noirs, des Indiens, etc., en les maintenant dans la soumission à l'aide du militarisme moderne pourvu d'un excellent matériel d'extermination. D'autre part, la tendance des masses, opprimées plus que par le passé et subissant toutes les affres des guerres impérialistes, à secouer ce joug, à jeter bas la bourgeoisie. C'est dans la lutte entre ces deux tendances que se déroulera désormais inéluctablement l'histoire du mouvement ouvrier. »

Puis, il répond à l'argument : mais aujourd'hui, les ouvriers se laissent embrigader, ils suivent leurs dirigeants et acceptent donc la défense de leur bourgeoisie. Il écrit :

« Nous ne pouvons — et personne ne peut — prévoir quelle est au juste la partie du prolétariat qui suit et suivra les social-chauvins et les opportunistes. Seule la lutte le montrera, seule la révolution socialiste en décidera finalement. Mais ce que nous savons pertinemment, c'est que les “défenseurs de la patrie” dans la guerre impérialiste ne représentent qu'une minorité. Et notre devoir, par conséquent, si nous voulons rester des socialistes, est d'aller plus bas et plus profond, vers les masses véritables : là est toute la signification de la lutte contre l'opportunisme et tout le contenu de cette lutte.

En montrant que les opportunistes et les social-chauvins trahissent en fait les intérêts de la masse, défendant les privilégiés momentanés d'une minorité d'ouvriers, propagent les idées et l'influence bourgeoises et sont en fait les alliés et les agents de la bourgeoisie, nous apprenons aux masses à discerner leurs véritables intérêts politiques et à lutter pour le socialisme et la révolution à travers les longues et douloureuses périéties des guerres impérialistes et des armistices impérialistes.

Expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire, les éduquer pour la révolution par une lutte implacable contre ce dernier, mettre à profit l'expérience de la guerre pour dévoiler toutes les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale au lieu de les camoufler : telle est la seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier mondial. » (*L'Impérialisme et la scission du socialisme.*)

C'est du point de vue des intérêts de la classe ouvrière dans son ensemble, de celle des pays impérialistes comme de celle des pays soumis à la domination impérialiste, que se place Lénine. Il démontre que le développement de l'impérialisme fournit les bases objectives de cette unité. Cela est d'autant plus vrai aujourd'hui : dans sa décadence, l'impérialisme est contraint de remettre en cause de plus en plus profondément les fondements de l'existence d'une « aristocratie ouvrière » à une large échelle.

Ces lignes étaient écrites en octobre 1916... Un an plus tard, avec à leur tête le Parti bolchevique, les ouvriers et les paysans, les ouvriers et les paysans sous l'uniforme, qui avaient balayé l'empire tsariste, commençaient à édifier leur pouvoir, le pouvoir ouvrier et démocratique de leurs conseils. L'ère de la révolution prolétarienne s'ouvrait, la révolution commençait en Europe et s'annonçait dans le monde. Les travailleurs de Barcelone et de la Clyde, ceux de la Ruhr, de Paris, de Turin se dressaient tandis que les peuples colonisés commençaient à secouer leurs chaînes...

La jeune république des comités ouvriers faisait face au déchaînement concentré de toutes les forces de la réaction, de tous les impérialismes. Elle était isolée. Les vieux appareils de la II<sup>e</sup> Internationale liés corps et âme à la survie de l'ordre capitaliste parvenaient à contenir le mouvement révolutionnaire des masses. La vague révolutionnaire refluait. L'Etat issu de la révolution d'Octobre amorçait la dégénérescence qui allait donner le pouvoir à la bureaucratie stalinienne, mettre en place le monstrueux système d'oppression et de mensonges que disloque aujourd'hui l'action des masses. La classe ouvrière allait connaître, comme le dit Trotsky, « les plus grandes défaites de son histoire », organisées par les agences de la bureaucratie stalinienne dont le pouvoir se consolidait dans le sang des bolcheviks massacrés : c'était l'écrasement du prolétariat allemand par le fascisme, la défaite de la révolution espagnole puis la Deuxième Guerre mondiale.

« *La guerre impérialiste se transformera en guerre civile* », répétait Lénine après 1914. La seconde guerre impérialiste mondiale, elle aussi, commença à se transformer en guerre civile. C'est l'irruption des masses en Italie dès 1943, la guerre révolutionnaire des partisans en Yougoslavie qui rompt le cadre pré-établi entre les dirigeants impérialistes et Staline. Plus ample qu'en 1917, la vague révolutionnaire déferle en Europe et dans le monde. En Europe de l'Est, comme à l'Ouest, les travailleurs tendent à chasser la bourgeoisie du pouvoir, à prendre en main le contrôle de l'économie. Aux Etats-Unis, au lendemain de la guerre, éclatent les plus grandes grèves qu'ait connues le pays.

Et face aux impérialismes affaiblis, les « empires » craquent : les masses opprimées et déshéritées des pays colonisés, pour qui le bonheur est une idée encore plus neuve que lorsque Saint-Just le proclamait pour l'Europe, se dressent.

Le stalinisme reprend le rôle tenu en 1918 par la social-démocratie, secondée par elle, d'ailleurs. La division de l'Europe, cristallisée par la division de la nation allemande et du prolétariat allemand, est un moyen essentiel du maintien de l'ordre établi à l'échelle mondiale. A l'Est, la bureaucratie stalinienne assure son contrôle policier, établit le régime de dictatures bureaucratiques qui procèdent d'elle ; à l'Ouest (comme en France sous la houlette de De Gaulle), parti stalinien et social-démocrate reconstruisent l'Etat bourgeois.

Il n'y a pas alors, ni à l'échelle nationale, ni à l'échelle internationale, d'organisation capable de jouer le rôle que le Parti bolchevique a joué en 1917. L'action contre-révolutionnaire du stalinisme marque profondément les conditions dans lesquelles la classe ouvrière internationale agit. Le combat de la IV<sup>e</sup> Internationale, fondée par Léon Trotsky, a permis — malgré les coups terribles de la réaction impérialiste et stalinienne — de préserver la continuité du mouvement révolutionnaire organisé sur la base d'un programme, du mouvement partant des seuls intérêts des travailleurs et parce qu'il en a une « vue générale », comme

le disait déjà le *Manifeste du Parti communiste*, capable d'aider ce mouvement, de dégager les mots d'ordre et les formes d'action correspondant à ses besoins. Ce combat n'avait pu aboutir à régler ce que Trotsky considérait comme la question centrale de notre époque : constituer à l'échelle nationale et internationale l'organisation capable de jouer le rôle que le Parti bolchevique avait pu tenir en Russie en 1917 (4).

Ce qui a manqué aux exploités et aux opprimés pour qu'ils l'emportent n'a été ni la détermination, ni l'initiative, mais le fait que n'ait pas été forgée, face à la direction centralisée des exploiteurs, la direction révolutionnaire des opprimés. La bureaucratie stalinienne, à chaque moment, s'est rangée comme un facteur actif du côté de la contre-révolution, se plaçant « définitivement du côté de l'ordre bourgeois », comme le dit le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale. D'autre part, quel « bilan » le système capitaliste présente-t-il ? La crise de 1929 (dont les effets ne commencent à être surmontés que par le recours à l'économie de guerre), le fascisme, la Deuxième Guerre mondiale et ses massacres, le génocide, les ravages causés aux bases mêmes de l'économie et de la civilisation par la guerre, Hiroshima... C'était cette réalité que traduisait le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, élaboré en 1938, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, lorsqu'il expliquait :

« La prémissse économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste, accablent les masses de privations et de souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage approfondit à son tour la crise financière de l'Etat et sape les systèmes monétaires ébranlés. »

C'est là la reprise, la prolongation et la généralisation de l'analyse leniniste de

l'impérialisme, l'analyse concentrée de la poursuite et de l'accentuation du « *parasitisme et de la putréfaction* » du mode de production capitaliste, pour reprendre le titre de l'un des chapitres du livre de Lénine.

Mais, objectera-t-on — et cela a été reddit à satiété et sera bien des fois encore répété — ces lignes datent de 1938 et, certes, la Deuxième Guerre mondiale pouvait conjoncturellement sembler les vérifier. Mais depuis, cinquante ans ont passé, le système capitaliste est toujours debout et l'économie capitaliste a connu un « boom » fantastique, nous avons connu une nouvelle révolution industrielle, un développement prodigieux des sciences et des techniques. Et aujourd'hui, la banqueroute, l'effondrement des régimes qui se réclamaient du socialisme ne signifient-ils pas le triomphe du capitalisme dépassant les limites que Lénine lui assignait ? Votre programme n'est-il pas dépassé, et avec lui — puisque vous vous obstinez à proclamer son lien avec des données plus anciennes — cet héritage leniniste dont vous vous réclamez ?

La question était et est aussi vitale, aussi pratique — liée à l'action des travailleurs — qu'elle l'était lorsque, sous une forme différente et dans d'autres conditions, elle était adressée à Lénine.

Encore une fois, au-delà des discours et des mots, il faut en revenir aux faits. Qui peut sérieusement prétendre que les cinquante années qui nous séparent de l'assassinat de Trotsky ne sont pas avant tout marquées par l'action de la classe ouvrière luttant pour son émancipation, par la volonté des peuples opprimés de liquider l'oppression ? Ce qui fait l'histoire, ce sont avant tout les assauts sans cesse répétés des travailleurs du monde contre l'ordre des choses existant, celui de l'exploitation et de l'oppression, leurs victoires partielles, leurs échecs, la reprise de ce mouvement universel intégrant les expériences des luttes passées, les succès comme les défaites.

(4) Voir *Quelques Enseignements de notre histoire*.

Mais enfin, n'y a-t-il pas du « nouveau » ? Certes, oui ! Mais ce « nouveau » n'est pas dans l'interruption ou la disparition de la lutte des classes mais, tout au contraire, dans son développement, son intensification, son élargissement. Le « *marxisme, qui n'est pas un dogme mais un guide pour l'action* » (eh oui, Lénine, encore une fois !), ne redoute pas ce « nouveau », au contraire il en généralise les enseignements pour la lutte émancipatrice de la classe ouvrière et, dans une certaine mesure, parce qu'il permet de saisir la dynamique des développements politiques et sociaux (de la lutte des classes), il anticipe ce « nouveau ».

En 1936, à l'heure sombre des procès de Moscou, Léon Trotsky écrivait dans *La Révolution trahie* qu'une seconde révolution menée contre la bureaucratie était « *inéluctable* ». Non qu'il fût prophète ; plus simplement, il appliquait la méthode du marxisme à l'analyse des contradictions de l'URSS où la contre-révolution stalinienne, bien qu'elle ait usurpé le pouvoir politique, n'avait pu détruire la conquête essentielle de la révolution : la propriété sociale des grands moyens de production, mais agissait dans cette voie comme « *courroie de transmission de l'impérialisme* » (Léon Trotsky).

Et le 17 juin 1953, il se produisait un événement « nouveau » et d'ampleur historique : les travailleurs de Berlin-Est s'insurgeaient contre le pouvoir de la bureaucratie. Ils réclamaient un « *gouvernement des travailleurs* », des « *élections libres dans toute l'Allemagne* ». Les bureaucrates de la RDA s'effaçaient alors devant leur tuteur : les chars de la bureaucratie stalinienne rétablissaient l'ordre.

La perspective de la révolution politique — inscrite dans le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale en liaison avec l'analyse du pourrissement du système capitaliste — cessait d'être un pronostic (indispensable à l'action contre le stalinisme et donc contre l'impérialisme) pour devenir un facteur vivant et majeur de l'unité mondiale de la lutte des classes.

La marche à la révolution politique s'est poursuivie dans l'*« Octobre polonois »* de 1956, dans la révolution des conseils ouvriers de Hongrie (1956), dans la montée vers le renversement de la bureaucratie. Il a fallu l'intervention des forces armées de la bureaucratie pour la stopper, comme en Tchécoslovaquie, en 1968... Puis à nouveau en Pologne en 1970, 1976 et 1980.

Ces soulèvements où la classe ouvrière tenait un rôle décisif, où elle tendait à affirmer son indépendance de classe, non seulement par le recours aux méthodes caractéristiques de la lutte du prolétariat (manifestations de masse, grèves, grève générale), mais en commençant à édifier ses propres organes de pouvoir (comités, conseils), s'inscrivaient comme des maillons de la lutte universelle pour l'émancipation. Ils se liaient à la même chaîne que celle qui unit ces bouleversements qui ont rythmé toute cette seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle : du renversement de la dictature de Chiang Kai-Shek et de la domination impérialiste en Chine à la révolution portugaise de 1974, de la révolution cubaine à la grève générale de mai 1968 en France, de la défaite de l'impérialisme US au Vietnam à la chute de Somoza au Nicaragua, pour ne citer que quelques exemples.

Ce qui s'affirme dans tous les continents comme le facteur majeur, c'est bien « *cette tendance des masses opprimées plus que par le passé (...) à jeter bas la bourgeoisie* » que Lénine dégageait en 1916 comme la base de l'action militante, de la construction d'un parti exprimant cette tendance et que réaffirmait le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale :

« *L'orientation des masses est déterminée d'une part par les conditions objectives du capitalisme pourri, d'autre part par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est bien entendu le premier : les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques.* »

L'unité entre les luttes des travailleurs dans les pays impérialistes et dans les pays dominés par l'impérialisme et celles des travailleurs des pays soumis à la

dictature de la bureaucratie est immédiatement manifeste non seulement dans leurs objectifs communs, mais dans le fait que les bureaucraties jouent de plus en plus directement le rôle de « *courroie de transmission de l'impérialisme* ».

Cela se manifeste, bien avant 1989, dans l'accentuation des mesures menaçant la propriété sociale, dans l'intrusion de plus en plus directe de la pression impérialiste. Rappelons simplement que c'est une décennie « d'ouverture au marché » qui aboutit en Chine à la situation dans laquelle jeunes et travailleurs se mobilisent contre la bureaucratie en mai 1989 ; que la Roumanie de Ceausescu est membre du FMI depuis 1972 et que c'est au nom du « *paiement de la dette* » que la bureaucratie ruine l'économie ; que c'est face à un plan de blocage des salaires et de hausse des prix, justifié par les bureaucrates au nom de « *l'adaptation de l'économie polonaise aux conditions de la compétitivité mondiale* » qu'éclate en Pologne la grève générale de 1980.

Le marxisme ne relève en rien de la prévision prophétique. Nous ne prétendons pas qu'il confère un « don de voyance » qui nous aurait permis de déterminer la date et la forme du tournant de caractère historique aujourd'hui engagé à l'échelle mondiale.

Par contre, nous devons dire que ces immenses bouleversements ne nous ont pas « *stupéfaits* » et qu'ils ne pouvaient pour la IV<sup>e</sup> Internationale être ressentis comme « *une faillite du marxisme* », puisqu'au contraire ils constituaient dans l'action des masses la vérification des données fondamentales de son programme, de la validité de la méthode marxiste.

Nous le disons sans prétention mais non sans fierté : c'est le fait d'avoir constitué et préservé des organisations à l'échelle nationale et internationale fondées sur les conceptions de Lénine, sur ses méthodes, sur leur prolongement dans l'action de Trotsky et sur l'analyse qu'il a faite du stalinisme, qui permet aujourd'hui de comprendre pour agir.

Réuni en janvier 1990, le Conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale-CIR déclarait :

« *L'heure du règlement de comptes des travailleurs et des peuples soumis à l'oppression de la bureaucratie mise en place par Staline arrive plus tard que ne l'espérait et ne l'espérait Léon Trotsky. Mais elle arrivera et la révolution politique antibureaucratique qui entraîne l'effondrement de l'équilibre de Yalta à l'Est donnera la plus grande impulsion au combat mondialement engagé par les travailleurs et les peuples, qui s'est exprimé et s'exprime sur tous les continents. Soulèvements des peuples et des travailleurs au Venezuela contre les plans de misère imposés par le FMI qui entend imposer, comme il le fait au Mexique et sur tout le continent latino-américain, la privatisation des services publics et des industries nationalisées, résistance du peuple nicaraguayen défendant son indépendance nationale et les conquêtes de la révolution, luttes menées par les travailleurs d'Europe, en Espagne, en France, en Angleterre, en Belgique, en Allemagne, contre les plans de régression sociale et de misère centralisés par les douze gouvernements constituant l'état-major anti-ouvrier et antipopulaire de la CEE.*

*Préparé par la marche de l'histoire, c'est un tournant mondial qui se réalise dans les relations entre les classes, les gouvernements et les partis. Tandis que toutes les contradictions du système de la propriété privée des grands moyens de production décadent se révèlent avec force, les bureaucraties, pour tenter de sortir l'URSS, la Chine, les pays de l'Est des conséquences désastreuses de leur gestion de l'économie et de l'Etat, s'engagent dans la perestroïka de Gorbachev qui ouvre la voie à la destruction de la propriété sociale, à la restauration du capitalisme. »*

Avant de conclure sur ce point, il faut encore revenir à cette formulation du programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale : ce sont les conditions objectives du capitalisme qui déterminent « *l'orientation des masses* ». Que de fois les tenants de l'ordre établi, les représentants des appareils bureaucratiques, les renégats de notre mouvement, et même ceux qui assuraient s'en réclamer n'ont-ils pas sous les formes les plus diverses répété que le capitalisme, loin de pourrir, s'épanouissait ?

## LE SYSTÈME USURIER INTERNATIONAL

Lénine parlait du système capitaliste servant à faire des puissances impérialistes des « parasites à perpétuité » vivant sur le corps du reste de l'humanité. Cela ne serait-il plus vrai aujourd'hui ? Ecouteons un aréopage qui se réclame certes pas du marxisme et qui n'est pas composé de léninistes impénitents. Il s'agit du collège des évêques du Zaïre, s'adressant au président Mobutu :

*« Le fonctionnement de nos institutions (que les évêques zaïrois décrivent comme marquées par l'arbitraire et la corruption — NDR) est bien connu et encouragé par des partenaires étrangers du Zaïre. En effet, ils savent bien avec qui ils ont signé des contrats et où est logé l'argent qu'ils ont donné en crédits au Zaïre. Il est dès lors anormal et injuste que ceux-là mêmes qui ont mis en place un système financier recyclant à leur avantage des capitaux détournés qu'ils prêtent à intérêt à ce même peuple qui en a été spolié, exigent pour le remboursement des restrictions budgétaires ayant pour conséquence l'appauvrissement sans cesse croissant des populations obligées à subir le poids des crédits non reçus et qui fructifient pour d'autres. Les populations sont ainsi doublement victimes du système usurier international, soutenu par des pays par ailleurs promoteurs des droits de l'homme. »* (La Conférence épiscopale zaïroise, le 15 mai 1989, reproduit dans Jeune Afrique n° 1527 du 9 avril 1990.)

*« Le système usurier international »* (le FMI, la Banque mondiale, instruments centralisateurs du pillage impérialiste) est donc le principal responsable, en utilisant ses agents locaux, de « l'appauvrissement sans cesse croissant des populations ».

Qu'en termes léninistes ces choses-là sont dites ! Peut-être que Jean Paul II dénoncera cette déclaration comme empreinte du « matérialisme » qu'il est si prompt à fustiger. Ce n'est pas notre affaire. Il reste que les évêques zaïrois soulignent une réalité incontestable,

transcrite dans les chiffres et les données fournis par les organisateurs de cet état de choses eux-mêmes.

Jamais l'expression « *pays en voie de développement* » n'est apparue plus hypocrite et mensongère. Les pays dominés par l'impérialisme non seulement stagnent, mais régressent en chiffres absolus par rapport à tous les critères du développement (industrialisation, emploi, niveau de vie, éducation, protection sociale). La formule employée par les évêques zaïrois d'un « *appauvrissement croissant des populations* » ne vaut pas seulement pour l'Afrique, mais aussi pour les Philippines, l'Indonésie, l'Amérique latine dans son ensemble.

Cette paupérisation, systématiquement organisée par les plans du FMI et de la Banque mondiale, est la conséquence d'un pillage au sens le plus littéral du terme : les pays opprimés par l'impérialisme, par le service de la dette, réexpédient vers les centres du capital financier international plus de capitaux qu'ils n'en reçoivent.

Et ce tribut qui leur est extorqué vient nourrir l'énorme machine spéculative à quoi se ramène de plus en plus le fonctionnement du système capitaliste commandé par le profit.

Par quels moyens ce système continue-t-il à fonctionner dans les pays capitalistes avancés, industriellement développés, par exemple, aux USA, le centre du système impérialiste mondial, la plus forte puissance, celle qui draine à elle seuls profits et capitaux du monde entier ?

Les statistiques y dénombrent 35 millions de « pauvres » officiels (c'est-à-dire qui survivent à la limite ou en dessous du seuil de pauvreté établi par les autorités fédérales), 31 millions de citoyens américains sont sans couverture sociale. Il y a officiellement — les chiffres syndicaux sont plus élevés — 7 millions de chômeurs. Certes, Reagan se vantait lorsqu'il quitta la Maison-Blanche d'avoir créé 30 millions d'emplois, mais 3 emplois sur 5 sont des emplois précaires et sous-payés (on estime à 20 millions le nombre de travailleurs américains qui ne sont employés qu'à temps partiel, et

il y a une fraction croissante de salariés qui se situent dans la zone de pauvreté).

Il n'y a pas de reconstitution de la force de travail dans les secteurs industriels essentiels où la main-d'œuvre a été décimée par les « restructurations », les licenciements.

Si ces faits suffisent à indiquer que l'analyse de l'impérialisme et de ses conséquences faite par Lénine reste la clé pour saisir la réalité contemporaine, cela ne signifie pas que le fonctionnement de l'économie capitaliste se fasse dans des conditions identiques à celles de 1916 ou de 1938.

« *Le marxisme*, écrivait Léon Trotsky dans *Bolchevisme et stalinisme* (texte qui est reproduit en conclusion de ce numéro de *La Vérité*), est la théorie du mouvement, pas de la stagnation. »

Aujourd'hui, il faut constater — et il revient aux marxistes d'en analyser toute la signification (5) — à quel point les tendances que Lénine dégageait, que le *Programme de transition* généralisait dans la formule « *les forces productives ont cessé de croître* », se sont accentuées, développées.

La destruction des forces productives, le démantèlement de régions industrielles entières, la ruine programmée de l'agriculture européenne, la famine déclarée inévitable pour des millions et des millions d'hommes, tout cela marque bien que dans le cadre du système fondé sur la propriété privée des moyens de production, le développement des sciences et des techniques se retourne contre la grande masse de l'humanité.

Les krachs boursiers, les chocs monétaires reflètent le point auquel le parasitisme a envahi, comme condition nécessaire de la réalisation du profit, toute l'économie capitaliste. La spéculation organisée n'est en rien un « sous-produit » mais occupe une place centrale. Il y a un déplacement croissant de l'activité industrielle et commerciale vers la sphère de la spéculation (un économiste français établissait que 93 % de la circulation de capitaux sur les marchés financiers relevaient de la spéculation financière ou monétaire).

La faillite de la bureaucratie stali-

nienne à l'est de l'Europe, c'est celle d'une couche sociale qui soumet de plus en plus étroitement ces pays à l'impérialisme, à l'exécution de ses plans. Face aux mouvements des masses qui disloquent la dictature de la bureaucratie ou qui l'ébranlent — et qui sont donc aussi dirigés contre les conséquences des plans impérialistes dont la bureaucratie est le relais —, les successeurs de Staline ne peuvent que précipiter leur cours restaurationniste.

L'avenir que l'impérialisme offre aux peuples et aux travailleurs de ces pays n'est pas celui de leur « *intégration harmonieuse* » dans le marché mondial, c'est celui de la latino-américanisation, de l'africanisation. En fait, celui de la destruction des bases mêmes de l'économie nationale, de la destruction des moyens de vie de millions d'êtres humains.

Mais il a à faire face à des classes ouvrières qui prennent conscience de leur force en faisant craquer tout l'édifice bureaucratique.

La crise mortelle de la bureaucratie s'intègre à celle de l'impérialisme. La vigilance angoissée de tous les gouvernements bourgeois qui montent la garde autour de Gorbatchev — « *suprême espoir et suprême pensée* » — disent nettement l'angoisse des exploiteurs du monde entier face à des mouvements qui mettent à l'ordre du jour l'unité des travailleurs du monde contre leur système et contre les régimes qui lui sont subordonnés.

---

## CONCLUSION : POURQUOI CET ACHARNEMENT ?

---

« *Le prolétariat n'a pas d'autre arme dans sa lutte pour le pouvoir que l'organisation.* » « *Sans théorie révolutionnaire, pas d'action révolutionnaire.* »

Ces deux formulations de Lénine sont un leitmotiv qui se retrouve dans tous ses

---

(5) Voir *Le FMI, une entreprise de pillage des peuples*, ouvrage rédigé par un collectif de militants du PCI (éditions SELIO).

écrits, qui marque toutes ses prises de position, des années de la lutte clandestine contre le tsarisme aux résolutions des congrès de l'Internationale communiste après la victoire d'Octobre 1917.

Certes, comme bien d'autres, ces deux « mots d'ordre » ont été utilisés pour justifier les pires violences contre la démocratie ouvrière, contre le droit de la classe ouvrière à s'organiser et à décliner des moyens de sa lutte. L'invocation de la nécessité de l'organisation a été faite pour soumettre la classe ouvrière aux décisions d'une bureaucratie qui lui était étrangère ; la « théorie » transformée dans l'obligation d'accepter les ordres des « chefs » et les justifications qu'ils en donnaient.

C'est un fait. Il n'empêche pas de constater que l'expérience que font les travailleurs au travers de chaque lutte contre l'exploitation et l'oppression, face au patronat et aux gouvernements qui le servent comme face aux régimes bureaucratiques, c'est celle de la nécessité de s'organiser, celle de la nécessité pour faire valoir leurs intérêts de disposer d'une expression indépendante organisée, d'un parti politique qui soit le leur et du fait que ce parti, pour agir efficacement, doit se fonder sur une vue d'ensemble des conditions et des objectifs du mouvement d'émancipation sociale et politique des travailleurs.

Lénine insiste à chaque moment sur le fait que la « théorie révolutionnaire » est indispensable à l'action. Cela ne se sépare pas de la nécessité de l'organisation. Au contraire, le fait que « *le prolétariat n'aït d'autre arme dans sa lutte pour le pouvoir que l'organisation* » concentre l'analyse des conditions dans lesquelles la classe ouvrière doit lutter.

Cet article est revenu sur certains aspects des positions élaborées par Lénine pour montrer que les développements de la lutte des classes, loin de les rendre caduques, confirmaient la validité de sa méthode, et pour indiquer combien ses positions, malgré les falsifications, éclairaient les problèmes actuels.

Ces positions ont compté parmi les bases constitutives du parti dont la construction a concentré tout le combat poli-

tique de Lénine : le Parti bolchevique, le parti qui a été capable d'être l'instrument de la victoire des ouvriers et des paysans en octobre 1917. L'expérience pratique du Parti bolchevique, l'expérience concentrée dans son programme, dans ses méthodes d'organisation, dans les étapes de son développement constituent en ce sens, pour nous, un apport théorique et pratique irremplaçable au combat des travailleurs partout dans le monde.

Si Lénine et le leninisme sont aujourd'hui la cible privilégiée des attaques menées sur le thème de « *la faillite du marxisme* », de la « *banqueroute du communisme* », c'est que l'objectif de ces attaques, c'est d'affirmer que la société ne peut être transformée, que la propriété privée des moyens de production est intouchable.

Alors Lénine, Trotsky, le Parti bolchevique constituent par excellence le « mauvais exemple » qu'il faut discréder en les amalgamant à la dictature de la bureaucratie.

C'est pourquoi se succèdent ces articles où la mauvaise foi, l'ignorance et la stupidité entrent en compétition sans qu'il soit possible, à chaque fois, de savoir qui l'emporte. Comme il faut à tout prix faire de Lénine le père du « totalitarisme », le responsable du stalinisme, on répète à l'envi qu'il a sacrifié l'Etat, qu'il l'a fétichisé.

La réalité, tout au contraire, c'est que Lénine, reprenant l'analyse marxiste de l'Etat comme appareil de coercition, comme instrument de la domination d'une classe sur une autre, démontrait que l'Etat qui surgirait de la révolution ouvrière, l'Etat ouvrier — instrument de la domination non plus de la minorité exploiteuse mais de la majorité, en ce sens expression de sa dictature — demeurerait en un sens un « *Etat bourgeois sans bourgeoisie* ». Lénine ajoutait qu'il ne s'agissait pas là d'un « *jeu dialectique de l'esprit* » mais bien de « *la substance éminemment dialectique* » du marxisme.

C'est en août et septembre 1917, en pleine période révolutionnaire, que Lénine revient ainsi sur le problème de

l'Etat, qu'il l'étudie fondamentalement et qu'il met en garde contre toute tendance à idéaliser l'Etat qui sera issu des transformations révolutionnaires. Il reprend l'expérience de la Commune de Paris et, s'appuyant sur la formule d'Engels sur le « *dépérissement de l'Etat* », il explique que ce dont la classe ouvrière a besoin c'est d'un « *Etat qui dépérît* » — que c'est cette tendance qui en définit avant tout le caractère ouvrier.

Le dépérissement de l'Etat est nécessairement lié à la transformation des rapports de production, à l'appropriation collective des grands moyens de production et à leur gestion démocratique, au développement des forces productives — libérées des entraves de la propriété privée des moyens de production — permettant de dépasser le stade où la répartition se fait encore en fonction du droit bourgeois. C'est-à-dire à un processus de transformation sociale dont la prise du pouvoir par les travailleurs n'est que l'acte initial et qui ne peut être mené à son terme dans un seul pays.

Quel rapport — si ce n'est celui d'une opposition radicale — avec les conceptions véhiculées par la bureaucratie pour justifier sa terreur, ses priviléges et son pouvoir, celle de « *l'accentuation de la lutte des classes au fur et à mesure du développement du socialisme* », « *du socialisme dans un seul pays* », du « *communisme réalisé* », mais accompagnée de la permanence d'un Etat, baptisé il est vrai « *Etat du peuple tout entier* » ?

C'est d'ailleurs cette réflexion théorique de Lénine sur l'Etat issu de la révolution qui sera le point de départ de l'analyse par Trotsky de la bureaucratie stalinienne et de son pouvoir.

Dans les conditions dans lesquelles la classe ouvrière commence à édifier son pouvoir, après octobre 1917, Lénine applique aux formes particulières (arriération économique, place de la paysannerie, question des nationalités, conséquences de la guerre civile) de ces premières phases de transition entre le capitalisme et le socialisme la méthode qui se dégage de l'étude qu'il a faite de la question de l'Etat dans *L'Etat et la révolution*.

C'est à partir d'elle qu'il caractérise en 1921, au lendemain de la guerre civile, l'Etat comme un « *Etat ouvrier avec des déformations bureaucratiques* » et qu'il voit dans ces déformations un facteur supplémentaire qui donne encore plus d'importance à la défense de l'indépendance des organisations syndicales à l'égard de l'Etat, même s'il s'agit d'un Etat ouvrier.

Sa vigilance à l'égard de ces déformations bureaucratiques dont il ne cesse de souligner la gravité, jusqu'à cette ultime note du 2 mars 1923 :

« *Les choses vont si mal avec notre appareil d'Etat, pour ne pas dire qu'elles sont détestables, qu'il nous faut d'abord réfléchir sérieusement comment combattre ses défauts qui, ne l'oublions pas, remontent du passé.* »

Et dès 1920, lors du IX<sup>e</sup> Congrès, il expliquait :

« *La tâche du pouvoir des soviets consiste à détruire complètement l'ancien appareil d'Etat et à donner le pouvoir aux soviets. Mais dans notre programme, nous admettons déjà que le bureaucratisme est nécessaire, que les fondements d'une société réellement socialiste n'existent pas encore (...). Il est compréhensible que le bureaucratisme né dans les institutions soviétiques devait exercer une influence dissolvante sur les organisations du parti, car les sommets du parti sont les sommets des institutions soviétiques.* »

C'est cette même méthode que l'on retrouve, nous l'avons vu, dans la manière dont Lénine aborde la question nationale. Il y a dans l'héritage de cette ultime bataille non seulement le plus cinglant des démentis à tous les escrocs qui, en vain, veulent ensevelir la mémoire de Lénine dans la boue du stalinisme, mais — ce qui est encore plus important — un ensemble d'éléments de réflexion et de discussion précieux au moment où le stalinisme se disloque sous les coups des travailleurs.

Au moment où, à l'Est comme à l'Ouest, les travailleurs ont plus que jamais besoin d'organisations syndicales indépendantes, qu'ils se regroupent pour défendre l'indépendance de leurs

organisations syndicales ou pour constituer des organisations indépendantes.

Au moment où, à l'Ouest comme à l'Est, les travailleurs partout dans le monde cherchent à se regrouper, à unir leurs rangs pour combattre les mesures anti-ouvrières qui découlent du pourrissement du capitalisme, ces mesures que prennent tous les gouvernements, ceux qui ne sont constitués que par des ministres issus des partis de la bourgeoisie ou composés de ceux que Lénine appelait à juste titre « *les lieutenants ouvriers de la bourgeoisie* ».

Au moment enfin où cette résistance des masses exploitées et opprimées, qui est une résistance à la liquidation des bases mêmes de la civilisation humaine, pose — de manière plus unifiée à l'échelle mondiale que jamais — la question qui est au cœur de l'action de Lénine pour construire un parti, celle de mettre fin aux régimes de l'exploitation et de l'oppression, celle du pouvoir ouvrier et démocratique, il faut déchirer l'écran de mensonges staliniens et retrouver le véritable Lénine.

## LE SCANDALE DES SCANDALES

Aller « *plus bas, plus profond* », disait Lénine, s'appuyer sur la tendance décisive, celle des « *masses toujours plus opprimées qui veulent jeter bas la bourgeoisie* », s'appuyer sur l'action des masses, sur leur capacité, sur leurs initiatives, les nourrir en se saisissant de toute occasion politique pour renforcer leur indignation et leur détermination, ouvrant la voie à leur organisation.

Voilà le scandale, voilà pourquoi Lénine est l'homme à abattre ! C'est parce que toute son œuvre, ses écrits, toute l'histoire du Parti bolchevique et tous ses enseignements vont dans le même sens : les travailleurs doivent et peuvent s'organiser comme classe. La forme la plus élevée de cette organisation c'est le parti de classe : par ce moyen, la classe, qui incarne l'avenir de l'humanité, est capable d'en finir avec la barbarie que sécrète l'impérialisme (et dont la bureaucratie stalinienne est un produit

et un facteur), de réaliser ce que Trotsky appelaient « *la tendance instinctive du prolétariat à reconstruire la société sur des bases communistes* ».

Ah, si tout cela pouvait être occulté, voilé, en reprenant l'amalgame entre la dictature de la bureaucratie et la pratique de Lénine, quel soulagement pour tous les tenants de l'ordre établi !

Vaine utopie pourtant que d'escamoter que les travailleurs vont accepter. Les porte-parole de l'impérialisme, lorsqu'ils analysent la situation, sont lucides, ils expliquent que le chômage, la hausse des prix, la croissance des inégalités va, à l'Est, conduire à l'émergence « *d'organisations plus radicales, voire à de nouvelles insurrections* » (*New York Times*).

Alors le choeur de la calomnie se fait à nouveau entendre. Le parti de Lénine, c'était le parti-guide absolu, le parti pour lequel les travailleurs ne sont que des troupiers sans conscience ni volonté propre, c'est le parti unique, l'embryon et le responsable de la dictature de Staline.

Vieille antienne à laquelle Trotsky avait déjà dû répondre, mais qui est aujourd'hui reprise de manière amplifiée, avec la particularité que la bureaucratie stalinienne, au moment où elle se décompose, dit sa vérité. Engagée dans la voie de la restauration capitaliste, elle ne ressent plus la même nécessité de se réclamer de Lénine. Elle proclame aujourd'hui, à travers toute une série de personnages de la nomenklatura, ce qui correspond à son être, à son contenu social : Lénine, voilà l'ennemi, tout comme Trotsky. C'est Afanassiev qui identifie Staline, Trotsky et Lénine comme porteurs de la même « *culture révolutionnaire* ». Dans ce même numéro de *La Vérité*, Jean-Jacques Marie revient sur cet aspect. On y verra comment la perestroïka restaurationniste exige la calomnie contre Lénine comme élément de son bagage idéologique.

Les faits démentent la calomnie. Le parti unique, le parti de la bureaucratie n'est en rien un prolongement — même altéré — du parti de la révolution d'Octobre. Pour s'installer solidement au pouvoir, la bureaucratie a dû détruire

ce parti, le détruire par l'extermination physique du comité central de Lénine, par le massacre de dizaines de milliers de cadres et de militants qui incarnaient un lien avec la révolution d'Octobre. Les procès truqués, les grandes purges aboutissent à un véritable génocide politique.

Sur ce point, Trotsky expliquait dans son « *Staline* » :

*« Stériles et absurdes sont les travaux de Sisyphe de ceux qui essaient de réduire tous les développements d'une période à quelques prétendus traits fondamentaux du Parti bolchevique, comme si un parti politique était une entité homogène et un omnipotent facteur historique. Un parti politique n'est qu'un instrument historique temporaire, un des très nombreux instruments de l'histoire et aussi une de ses écoles. Le Parti bolchevique s'assigna à lui-même le but de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. Dans la mesure où ce parti accomplit cette tâche pour la première fois dans l'histoire, et enrichit l'expérience humaine par cette conquête, il a rempli un prodigieux rôle historique. Seuls ceux qu'égare un goût pour la discussion abstraite peuvent exiger d'un parti politique qu'il doive soumettre et éliminer les facteurs beaucoup plus denses de masse et de classe qui lui sont hostiles. »*

Répétons-le : au point de départ des conceptions politiques d'organisation de Lénine il n'y a pas seulement la réalité objective de la lutte des classes, il y a l'activité vivante de la classe ouvrière, son activité spontanée dont Lénine dit qu'elle est « *l'embryon du conscient* ».

*« Le Parti bolchevique s'assigna à lui-même le but de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière, écrit donc Trotsky, et il accomplit cette tâche. »*

## L'ÉPREUVE DE LA RÉVOLUTION

Mais comment ? Par des méthodes et par des moyens qui correspondaient à l'objectif (« *la conquête du pouvoir par la classe ouvrière* »). Sans revenir ici sur l'histoire de la révolution russe, sur les tactiques différencierées par lesquelles, à chaque moment, le Parti bolchevique aide à la mobilisation des travailleurs,

centralise leur action en direction du pouvoir, comment résumer les axes qui sont ceux du Parti bolchevique de février à octobre 1917 ?

Février 1917, où la révolution se met en marche, fait s'écrouler sur son passage l'édifice verrouillé de la monarchie tsariste, mais où, comme l'écrit Trotsky dans *Histoire de la Révolution russe*, « *les foules innombrables ne se sont pas encore suffisamment rendu compte de ce qu'elles veulent, mais (...) sont pénétrées de haine ardente pour ce dont elles ne veulent plus* », ce qui aboutit à ce que Trotsky appelle le « *paradoxe de février* » : les masses chargent de leurs aspirations des dirigeants des organisations alors les plus représentatives, les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires, et ceux-ci remettent le pouvoir entre les mains de la bourgeoisie libérale qui a assisté impuissante au déferlement révolutionnaire.

Octobre, où la classe ouvrière rassemblée dans sa majorité autour de la politique du Parti bolchevique établit le pouvoir des organes qui ont réalisé son unité comme classe : les soviets, les conseils ouvriers.

La ligne stratégique du Parti bolchevique peut se résumer à deux axes :

— Aucune subordination à la bourgeoisie, qui veut continuer sa guerre et assurer la continuité de l'appareil d'Etat du tsarisme :

*« Aucun soutien au gouvernement provisoire, démontrer le caractère entièrement mensonger de toutes ses promesses. Le démasquer, au lieu “d'exiger” — ce qui est inadmissible car c'est semer des illusions — que ce gouvernement, ce gouvernement des capitalistes cesse d'être impérialiste. »* (Rapport de Lénine à la réunion des bolcheviks participant à la conférence pan-russe des délégués ouvriers et soldats du 4 avril 1917).

— Expliquer, expliquer encore, convaincre pour

*« passer de la première étape de la révolution qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie par suite du degré insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat, à sa deuxième étape qui doit don-*

*ner le pouvoir au prolétariat et aux couches pauvres de la paysannerie » (idem), c'est-à-dire pour instaurer « non pas une république parlementaire — y retourner après les soviets de députés ouvriers serait un pas en arrière — mais une république des soviets de députés ouvriers, salariés agricoles et paysans, dans le pays tout entier, de la base au sommet » (idem).*

Lénine précise :

*« Cela semble n'être "simplement" que de la propagande. C'est en réalité un travail révolutionnaire des plus pratiques. » (« Les tâches du prolétariat dans notre révolution »).*

Expliquer, convaincre ne peut se faire que de manière organisée dans la lutte des travailleurs, dans leur expérience, en avançant les mots d'ordre, en dégageant les formes d'organisation qui correspondent aux besoins de la mobilisation des masses.

C'est ainsi que le Parti bolchevique gagnera la majorité aux soviets, qu'il dégagera la voie permettant au mot d'ordre « *Tout le pouvoir aux soviets* » de se réaliser.

Rien n'est plus éloigné du putsch, du complot, de l'idée aberrante d'une classe ouvrière « manipulée » et conduite malgré elle à la révolution. C'est démocratiquement que le Parti bolchevique gagne la majorité de la classe ouvrière à ses positions en appelant à l'initiative, à la conscience des travailleurs. Cette stratégie ne s'imposa point sans lutte politique interne au Parti bolchevique. Contrairement aux légendes communes à la falsification stalinienne et à la bourgeoisie, le Parti bolchevique n'était nullement soumis à une « *dictature personnelle* ». Quand Lénine rentre d'exil, il est en minorité, la majorité de la vieille direction cherche la conciliation avec les mencheviks et les socialistes révolutionnaires.

Le « réarmement » du parti tient sans aucun doute à la personnalité de Lénine, à sa place dans l'histoire du parti, mais aussi à la manière dont ce parti a été forgé (6).

## LA CONTINUITÉ DE LA LUTTE POUR LE PARTI

Il y a une continuité — certes complexe et qui intègre les modifications des conditions de la lutte des classes en Russie et dans le monde, les enseignements des expériences accumulées — entre le combat pour une « *organisation social-démocrate pour toute la Russie* » mené dès la fin du siècle dernier et les premières années de celui-ci, les années de « *Que faire ?* », de la première scission avec les mencheviks, et le parti qui fera siennes les « *Thèses d'avril* ».

Il n'y a pas une rupture « qualitative » avant et après 1905, bien qu'évidemment, Lénine apprend de la révolution de 1905 comme Marx de la Commune de Paris.

Il y a l'histoire, qui n'est certes ni simple ni unilatérale, par laquelle se forge le parti qui sera à la hauteur des tâches historiques que lui confère la révolution de 1917 (7).

(6) Trotsky écrivait à ce sujet, dans l'un de ses derniers articles : « *Quels étaient les atouts du bolchevisme ? Lénine était le seul, au début de la révolution, à avoir une conception révolutionnaire claire, élaborée en profondeur. Les cadres russes du parti étaient dispersés et passablement désorientés. Mais le parti avait de l'autorité sur les ouvriers d'avant-garde. Lénine avait beaucoup d'autorité sur les cadres du parti. La conception politique de Lénine correspondait au développement réel de la révolution et était renforcée par tous les événements nouveaux. Ces atouts réalisèrent des merveilles dans une situation révolutionnaire, c'est-à-dire dans les conditions d'une lutte de classes acharnée. Le parti aligna très vite sa politique sur la conception de Lénine, c'est-à-dire sur le cours réel de la révolution. De ce fait, il trouva le soutien de dizaines de milliers d'ouvriers d'avant-garde. En quelques mois, prenant appui sur le développement de la révolution, le parti fut capable de convaincre la majorité des ouvriers de la justesse de ses mots d'ordre. Cette majorité, organisée dans les soviets, fut à son tour capable d'attirer les soldats et les paysans. » (« Classe, parti, direction », Œuvres, tome 20).*

(7) Comme il était noté dans l'introduction, cet article n'a pas pour objet — et encore moins la prétention — d'être un « condensé » de cette histoire. Sans aucun doute l'activité politique conduira à y revenir plus d'une fois. Signalons simplement ici l'édition de *Que faire ?* précédée d'une importante préface de Jean-Jacques Marie (Editions du Seuil).

Et ce parti, sa nécessité, son rôle, sa relation avec la classe ouvrière sont déjà contenus dans l'article de 1900 de Lénine dans l'*Iskra* :

*« Aider au développement politique et à l'organisation politique de la classe ouvrière, voilà notre objectif principal et fondamental. Celui qui le relègue au second plan et ne lui subordonne pas tous ses objectifs et procédés particuliers s'engage sur une fausse voie (...). »*

C'est cette affirmation du rôle de la classe ouvrière qui est à la base de la nécessité de l'organisation que Lénine affirme et réaffirme dès les premières années de son action militante.

*« Soumise à cette même exploitation bourgeoise qui est, par sa nature économique, l'exploitation de toute la population laborieuse de Russie, cette classe (le prolétariat urbain) est placée néanmoins dans des conditions particulièrement favorables pour son émancipation : il n'est plus rien qui la rattache à l'ancienne société entièrement fondée sur l'exploitation ; les conditions mêmes de son travail et le cadre de sa vie l'organisent, l'obligent à refléchir, lui permettent d'entrer dans la conscience de la lutte politique. Il est naturel que les sociaux-démocrates aient porté tous leurs espoirs et toutes leurs attentions sur cette classe, que tout leur programme vise à développer sa conscience de classe, que toute leur activité tende à l'aider à s'élever jusqu'à la lutte politique directe contre le régime actuel. »* (*« Ce que sont les amis du peuple », avril 1894.*)

Et encore :

*« Un champ d'action immense, à peine entamé, s'ouvre devant la social-démocratie russe. L'éveil de la classe ouvrière russe, son élan spontané vers le savoir, vers l'union, vers le socialisme, vers la lutte contre ses oppresseurs, se manifeste chaque jour avec toujours plus d'éclat et d'ampleur »* (*« Les tâches des sociaux-démocrates russes », 1898.*)

Quel rapport avec l'idée frauduleusement attribuée à Lénine et selon laquelle le prolétariat serait une masse inerte, que des « chefs » pourraient entraîner à leur gré ! Le rôle du parti comme le conçoit Lénine est de concentrer, de centraliser, d'exprimer dans sa plénitude cet « élan spontané vers le savoir, vers l'union, vers

*le socialisme* ».

Comme bien d'autres vocables, les termes de « *centralisme démocratique* » ont été détournés de leur sens et utilisés par le stalinisme. Que ce dernier n'ait rien de « *démocratique* », c'est évident. Quant à sa « *centralisation* », c'était celle de la terreur et de la répression, de la destruction de toute forme d'organisation indépendante pour assurer la défense des priviléges et du parasitisme de la bureaucratie ; cette « *centralisation bureaucratique* » qui ne pouvait que dénier aux travailleurs tout contrôle, tout droit de regard sur l'usage de la propriété sociale a d'ailleurs partout conduit à la dislocation de l'économie, menaçant ce qui demeure des conquêtes de la révolution.

Lénine — comme Trotsky d'ailleurs jusque dans ses derniers écrits : que l'on lise dans *Défense du marxisme* sa polémique contre ce qu'il définit comme « *l'opposition petite-bourgeoise au sein du SWP* » (l'organisation trotskyste américaine) — réclamait un centralisme rigoureux dans l'action, une discipline stricte dans l'action face à la bourgeoisie et à ses agents.

Le parti ne pouvait rassembler les éléments les plus avancés de la classe exploitée, aider à la lutte de la classe ouvrière tout entière que si les frontières de ce parti étaient strictement délimitées, que si ceux qui constituaient le parti, les militants, se trouvaient unis sur une même base de principes, sur ce que Trotsky appellera plus tard « *une compréhension commune des événements et des tâches* ». C'était la condition pour que ce parti soudé par son programme puisse combattre pour que dans l'action, l'unité la plus large des travailleurs, des organisations, se réalise pour la défense des intérêts ouvriers, pour la démocratie, contre l'autocratie — dans le cas de la Russie d'avant 1917, dans l'indépendance pratique à l'égard de la bourgeoisie.

La démocratie que Lénine lie uniquement au centralisme n'est pas pour lui un élément « complémentaire », encore moins un moyen de « tempérer » le centralisme. Au contraire, il en est la con-

dition, une composante essentielle car le parti révolutionnaire est l'association libre de ceux qui partagent cette « *compréhension commune des événements et des tâches* », il est le cadre de la plus grande liberté dans l'initiative, de la discussion comme moyen d'aboutir aux décisions.

Le caractère rigoureux, implacable même de l'organisation qui s'assigne à elle-même de faire valoir les intérêts historiques et immédiats de la classe ouvrière est donné par le caractère implacable de l'exploitation capitaliste et de la lutte des classes. C'est cela même qu'enseigne à tout travailleur la lutte quotidienne contre le système d'exploitation capitaliste, contre la bureaucratie.

Le Parti bolchevique n'a jamais été monolithique, il a gagné et assuré son homogénéité par un combat politique sans concessions et par le débat interne. C'est par l'expérience et la conviction que la direction a assuré son autorité politique (8).

Il y a sans aucun doute beaucoup plus à apprendre aujourd'hui sur ce qu'est la démocratie ouvrière dans n'importe quel congrès du Parti bolchevique avant que le stalinisme ne le détruise que dans la mascarade du Congrès de Rennes — riche d'enseignements par ailleurs sur ce que sont devenues les organisations ouvrières bourgeoisées dégénérées et soumises à l'impérialisme !

L'adresse adoptée par le Conseil Général de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) en janvier 1990 proclamait :

*« Le communisme, ce n'est ni Gorbatchev, ni Jaruzelski, ni Modrow, ni Iliescu. Le communisme, c'est le programme du Manifeste du Parti communiste de Marx et Engels, le communisme c'est le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale élaboré sous la direction de Trotsky qui, dès 1923, s'est dressé pour la démocratie contre la bureaucratie stalinienne alors en formation. Le communisme, c'est l'objectif historique, celui de l'expropriation des exploitants, pour sauver l'humanité des conséquences catastrophiques du maintien de la propriété privée des moyens de production, que le combat de la classe ouvrière met à l'ordre du jour partout dans le monde. »*

*C'est l'objectif de la IV<sup>e</sup> Internationale fondée sur le programme scientifique du marxisme qui affirme que les prémisses économiques de la révolution prolétarienne sont arrivées depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Le programme de Marx, de Lénine, de Trotsky, c'est le programme de l'émancipation des travailleurs (...).*

*Le chemin est difficile, l'alternative est ouverte, mais les masses laborieuses et la jeunesse, pour leur propre survie et celle de l'humanité, ont montré et montrent leur capacité de combat. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. Tout dépend de l'aide que la IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections apporteront au combat mondial d'émancipation des travailleurs par leur propre mouvement de classe. »*

Sur ce chemin difficile, la réappropriation par le mouvement des masses laborieuses de l'héritage politique légué par Lénine et le Parti bolchevique, prolongé et maintenu par Trotsky et la IV<sup>e</sup> Internationale, est indispensable.

Cela ne s'accomplira pas automatiquement. Comme l'expliquait Trotsky en 1935, démontrant une fois encore qu'il était bien ce « *mieux bolchevik* » dont parlait Lénine :

*« La crise de la direction prolétarienne ne peut évidemment pas être surmontée par une formule abstraite. Il s'agit d'un processus d'une durée extrêmement longue. Mais non pas d'un processus purement "historique", c'est-à-dire des conditions objectives de l'activité consciente, mais d'une chaîne ininterrompue de mesures idéologiques, politiques et organisationnelles, en vue de souder les éléments les meilleurs, les plus clairvoyants du prolétariat mondial. »*

(8) Comme l'explique Trotsky dans *La Révolution trahie* : « *Le régime intérieur du Parti bolchevique se caractérise par la méthode du centralisme démocratique. L'union de ces deux mots n'implique aucune contradiction. Le parti veillait à ce que ses frontières fussent toujours strictement délimitées, car il entendait que tous ceux qui pénétraient à l'intérieur de ses frontières eussent réellement le droit de déterminer l'orientation de sa politique. La libre critique et la lutte des idées forment le contenu intangible de la démocratie de parti. »*

sous un drapeau sans tache, de renforcer de plus en plus leur nombre et leur confiance en eux-mêmes, de développer et d'approfondir leur liaison avec d'autres couches plus larges du prolétariat, en un mot de redonner au proléta-

*riat, dans une situation nouvelle extrêmement difficile et chargée de responsabilités, sa direction historique. »*

François Forgue

Le Fonds monétaire international (F.M.I.) :

# **Une entreprise de pillage des peuples**



Pierre Cize, Michel Dauberny, Christian Fostier,  
Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein

---

SELIO

En vente à la SELIO au prix de 90 F

# La construction du Parti bolchevique : 1912-1914

Par Christian FOSTIER

Janvier 1912 : à Prague, une conférence organisée par les bolcheviks, réunissant 15 délégués envoyés par 20 groupes clandestins, décide la rupture complète avec les mencheviks et rétablit une véritable direction du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

Janvier 1914 : en Russie, les grèves ouvrières et les combats de rue se multiplient, le Parti bolchevique occupant une place centrale dans ces événements.

Entre ces deux dates, une période de construction du Parti ouvrier social-démocrate (bolchevik) de Russie reposant sur une organisation illégale et la diffusion d'un journal hebdomadaire d'abord, puis quotidien. C'est cette « construction » qui est l'objet de cet article, dont l'objectif est de répondre à une question : comment, en l'espace de deux ans, les bolcheviks sont-ils devenus un parti implanté dans la classe ouvrière, qui, d'après Trotsky, aurait été porté à la tête des soviets si la crise révolutionnaire naissante n'avait pas été stoppée par le déclenchement de la Première Guerre mondiale, que la trahison de la II<sup>e</sup> Internationale a grandement facilitée ?

Après la défaite de la révolution de 1905, la Russie entre dans une période de réaction profonde, marquée par la mise en place d'un système répressif, un recul de la classe ouvrière et la quasi-disparition du Parti ouvrier social-démocrate, qui rassemble bolcheviks de Lénine et mencheviks.

En 1907-1908, écrira Lénine quelques années plus tard, on avait connu « une

crise idéologique et la dislocation des organisations marxistes » (1).

En 1910, dans une lettre à K. Kautsky, F. Mehring et C. Zetkin, Lénine constate « l'énorme déclin des organisations, leur quasi-disparition en maints endroits, un sauve-qui-peut général des intellectuels » et conclut : « Seuls restent des cercles ouvriers et des militants isolés (...). La contre-révolution fait rage et une terrible débâcle frappe l'organisation. » (2).

Cette période est également marquée par des luttes internes particulièrement dures, en 1908 contre les « bolcheviks de gauche », qui se refusent à comprendre la nécessité de participer au Parlement ultra-réactionnaire de la monarchie tsariste, et ensuite contre les « liquidateurs », partisans d'une adaptation à la légalité et donc opposés à la construction d'un parti clandestin.

Avec ces liquidateurs, la dernière tentative de conciliation tentée par Lénine en 1910 se termine par une rupture définitive.

En somme, comme Lénine l'écrira quelques années plus tard, « le parti a été décimé par la contre-révolution » (3), ce qui n'a pas empêché Lénine et ses camarades de jeter les bases idéologiques et organisationnelles d'un renouveau du parti quand les circonstances seront plus favorables. C'est ainsi qu'en décembre 1908 une conférence décide que le développement du parti passe par la constitution de cellules illégales et la création de points d'appui pour le travail dans les masses par la mise en place de réseau de sociétés ouvrières légales (4). Cette méthode, on va la retrouver entre 1912

et 1914, avec l'essor révolutionnaire que la Russie va alors connaître.

Cet essor révolutionnaire prend forme à partir de 1910 et connaît une forte accélération après le massacre de la Léna. Avec l'incapacité du régime à apporter une réponse aux problèmes du pays, il va conduire la Russie dans une crise révolutionnaire.

C'est en 1910 que la Russie connaît une reprise de l'activité industrielle qui amène « *la classe ouvrière à sortir de sa torpeur* », selon la formule utilisée par Trotsky dans un livre sur Staline, pour ensuite se lancer dans une grande vague de grèves économiques et politiques.

Dès la fin de 1910, raconte Lénine, « *un certain revirement est survenu dans l'état d'esprit des masses* » (5), des manifestations ont lieu à l'occasion de la mort de Tolstoï et les étudiants descendent dans la rue pour leurs propres revendications et les libertés démocratiques. Certes, « *au début, l'essor fut incroyablement lent* », mais « *à la suite des événements de la Léna, il se fit un peu plus rapide* », écrira Lénine dans son livre *La Maladie infantile du communisme, le gauchisme*.

De ces événements de la Léna, Trotsky dresse le tableau suivant :

« *Un brusque changement se produisit au printemps de 1912, après le fameux massacre des ouvriers de la Léna. Dans les profondeurs de la Taïga, à 7 000 verstes de Petersbourg, à 2 000 verstes du chemin de fer le plus proche, les parias de l'industrie de l'or, qui apportaient chaque année des millions de roubles de profit aux actionnaires anglais et russes, revendiquèrent la journée de huit heures, une augmentation de salaire et l'abolition des amendes. Les soldats appelés d'Irkoutsk tirèrent sur la foule sans armes. Cent cinquante tués, deux cent cinquante blessés ; privés de tout secours médical, les blessés moururent par dizaines. Lors du débat à la Douma sur les événements de la Léna, le ministre de l'Intérieur, Makarov, fonctionnaire stupide, ni pire ni meilleur que les autres, déclara, aux applaudissements des députés de droite : "Il en fut ainsi, il en sera ainsi." Ces paroles étonnamment impudentes provoquèrent une décharge électrique. Les nouvelles*

*annonçant des résolutions et des grèves commencèrent à affluer par téléphone et par télégraphe, d'abord des usines de Petersbourg, puis de tous les coins du pays. La réponse aux événements de la Léna ne peut se comparer qu'à la vague d'indignation qui, sept ans plus tôt, avait saisi les masses ouvrières après le dimanche sanglant de 1905.* » (6).

## UN ESSOR RÉVOLUTIONNAIRE

Le massacre de la Léna a donc une double conséquence : la violente répression d'une simple grève ouvrière démontre l'absence de légalité et donne « *une image saisissante de tout le régime de la monarchie du 3 juin* » ; ensuite, il constitue « *un stimulant pour transformer l'esprit révolutionnaire des masses en essor révolutionnaire des masses* », selon le constat dressé par Lénine (7). Dès lors, on assiste à une rapide montée de la courbe des grèves, « *ce moyen d'éveiller, de grouper et d'entraîner les masses dans la lutte* » et, progressivement, « *le pays tout entier entre en effervescence* » (8). Dans ces grèves, la classe ouvrière exprime ses revendications économiques — la journée de huit heures et l'augmentation des salaires — et ses revendications politiques comme l'instauration d'une République démocratique.

Il y a donc « *combinaison de la grève politique et de la grève économique* » (9), qui se soutiennent mutuellement et prennent ainsi une « *importance générale* » (10). D'une certaine façon, explique Lénine, la féroce de la contre-révolution a suscité une véritable haine contre la monarchie et facilite ainsi la liaison entre la lutte pour les besoins économiques et la protestation politique (11). En d'autres termes,

« *la lutte contre les capitalistes pour le retour des conquêtes de 1905 dont les frustrés la contre-révolution, le coût croissant de la vie, font se dresser des couches sans cesse nouvelles d'ouvriers devant lesquels les problèmes politiques se posent sous la forme la plus aiguë (...). Ce ne sont pas des grèves ordinaires, c'est un élan révolutionnaire des masses, c'est le début de l'offensive des*

*masses ouvrières contre la monarchie tsariste.* » (12).

Plus précisément, écrit Lénine,

« la masse ouvrière, partie de différents problèmes particuliers, en vient à se poser le problème général (...). L'attention des masses les plus larges ne se concentre plus seulement sur certaines anomalies de notre vie russe. La question qui se pose maintenant est celle de la somme de toutes ces anomalies dans son ensemble et il ne s'agit déjà plus de réformes au pluriel mais de réforme au singulier » (13), car, « on ne peut obtenir des réformes constitutionnelles sans toucher aux assises du régime » (14).

De plus, à ces grèves dont Lénine suit attentivement l'évolution, et qui voient « apparaître des milliers d'agitateurs révolutionnaires » (15), s'ajoutent des soulèvements dans l'armée et, en décembre 1912, « la flotte de la Baltique est en effervescence » (16).

Dès lors, pour Lénine, aucun doute n'est permis :

« La Russie connaît un essor révolutionnaire, non pas un essor quelconque mais bien révolutionnaire » (17) et c'est donc « une nouvelle révolution dont nous vivons le début » (18), cela dans la continuité de celle de 1905 : « Le premier assaut de la tempête s'est produit en 1905. Le suivant commence à grandir sous nos yeux. » (19).

A propos de cette continuité, Trotsky peut écrire :

« Le nouveau mouvement révolutionnaire n'était pas la répétition de l'ancien mais sa continuation. En 1905, la grande grève de janvier s'était accompagnée d'une pétition naïve au tsar. En 1912, les ouvriers lancent immédiatement le mot d'ordre de la république » (20) qui, selon Lénine, « implique l'assaut révolutionnaire contre le tsar » (21). Conclusion de Lénine : « Un net virage à gauche s'est produit et continue de se produire (...). Aucune ruse du gouvernement n'est capable de changer ce fait. Au contraire, les ruses et les mesures ne peuvent que renforcer le mécontentement. » (22).

Le régime mis en place après la défaite de la révolution de 1905 est à bout de souffle. Il n'a résolu aucun des problèmes du pays — en particulier la question

agraire — et les institutions tsaristes se révèlent incapables de domestiquer la classe ouvrière, tandis qu'en 1910 le ministre de la « rénovation bourgeoise » de la monarchie, Stolypine, est assassiné par un policier.

Ainsi donc, la grève des ouvriers de la Léna, suivie du massacre organisé par le gouvernement et de la riposte de la classe ouvrière, a servi de révélateur : le régime tsariste est dans une situation de faiblesse. Comme l'écrit Lénine :

« Il arrive en politique que la nature d'un certain état de choses se découvre avec une force et une évidence extraordinaires tout d'un coup, à l'occasion d'un motif relativement mince. » (23).

Cet état de choses, c'est tout simplement la crise du régime :

« Nos classes dites supérieures, constate Lénine, les élites sociales et politiques ne peuvent plus gouverner la Russie comme autrefois, bien que les fondements de l'organisation et du gouvernement de la Russie aient été entièrement définis par elles, et mis en place dans leur intérêt. » (24).

« Quant aux classes inférieures, ajoute-t-il, elles sont pleines du désir de changer ce mode de gouvernement. C'est précisément la coïncidence entre cette impossibilité pour les élites de gérer les affaires de l'Etat comme autrefois et cette volonté exacerbée des classes inférieures de ne pas accepter cette gestion qui constitue ce qu'on nomme la crise politique à l'échelle de toute la nation. » (25).

Autrement dit,

« l'oppression, si lourde soit-elle, ne crée pas toujours à elle seule une situation révolutionnaire dans un pays donné. La plupart du temps, pour qu'il y ait révolution, il ne suffit pas que les classes inférieures ne veuillent plus vivre comme par le passé. Il faut encore que les classes supérieures ne soient plus capables d'administrer et de diriger comme par le passé. C'est précisément ce que nous voyons en Russie. » (26).

Plus généralement, indique Lénine, « l'état des masses de la population en Russie, l'aggravation de leur situation par suite de la nouvelle politique agraire, les conditions internationales, le caractère de la crise politique générale qui a

*pris forme chez nous : telle est la somme des facteurs objectifs qui rendent révolutionnaire la situation de la Russie. »* (27).

Mais, précise encore Lénine,

*« ni l'oppression des classes inférieures, ni la crise des classes supérieures ne suffisent à engendrer la révolution dans un pays (elles n'y engendrent que le pourrissement) s'il n'y a pas dans le pays une classe révolutionnaire capable de transformer un état passif d'oppression en un état actif de révolte et d'insurrection. »* (28).

Cet « état actif de révolte », on l'a vu, prend une dimension de plus en plus importante. Mais pour aboutir à la victoire, il doit se donner les moyens de l'organisation. C'est là que s'ouvre le champ d'action du parti révolutionnaire.

Sans prétendre ici exposer dans son ensemble la théorie leniniste du parti, il est néanmoins nécessaire d'en rappeler quelques aspects.

Dans un texte écrit en février 1905 et intitulé « *Devons-nous organiser la révolution ?* », Lénine résumait « la vieille idée émise dans *Que Faire ?* » en écrivant qu'« une organisation qui serait un ferment d'agglutination » des travailleurs « c'est justement l'organisation des révolutionnaires professionnels » pour laquelle il combat (29). « *Organiser, organiser encore* », proclame Lénine dans le même texte. Et, en 1912, il revient à nouveau sur cette question :

*« Pour que la masse d'une classe déterminée puisse apprendre à comprendre ses propres intérêts et sa propre situation, apprendre à mener sa propre politique, justement pour cela il faut une organisation des éléments d'avant-garde de cette classe et coûte que coûte, même si dans les débuts ces éléments ne constituent qu'une portion infime de la classe. Pour servir la masse et exprimer ses intérêts correctement compris, le détachement d'avant-garde, l'organisation doit mener toute son activité dans la masse, en recrutant en son sein les meilleures forces sans exception, en vérifiant à chaque pas, minutieusement et objectivement, si le lien avec la masse est maintenu, s'il est vivant. C'est ainsi, et ainsi seulement, que le détachement d'avant-garde éduque et instruit la*

*masse en exprimant ses intérêts, en lui apprenant l'organisation, en orientant toute l'activité de la masse dans la voie d'une politique de classe consciente. »* (30).

## LE CHAMP D'ACTION DU PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

De cette définition du rôle du parti, plusieurs conclusions peuvent être tirées :

a) le rôle du parti n'est pas de faire la révolution à la place des masses, mais d'être ce que Lénine appelle « *l'interprète conscient* » de ses aspirations, qui aide « à faire connaître à la classe ouvrière les conditions de son mouvement » (31) ;

b) le parti est une avant-garde de la classe ouvrière, c'est-à-dire qu'il en est une fraction, ainsi que Marx et Engels l'écrivaient déjà dans *Le Manifeste du parti communiste* ;

c) la tâche du parti est « *de préparer l'armée des combattants révolutionnaires, et cela partout, à tout moment et en tous lieux, dans toutes les formes de travail, dans tous les champs d'activité, à chaque tournant dans toutes les situations où pourraient nous mettre une victoire de la réaction, une trahison du libéralisme, une prolongation de la crise* » (32) ;

d) « *la tactique marxiste consiste à combiner les différents moyens de lutte, à passer habilement de l'un à l'autre, à éléver sans cesse la conscience des masses et à élargir constamment l'ampleur de leurs actions collectives dont chacune prise isolément peut être tantôt défensive, tantôt offensive, mais qui toutes ensemble aboutissent à un conflit toujours plus profond et plus décisif* » (33), cela parce que « *le socialisme, c'est la lutte de classe du prolétariat d'aujourd'hui, qui marche au jour le jour d'un objectif à l'autre, au nom de son objectif fondamental* » (34) ;

e) s'agissant du lien entre la « *conscience* » et l'*organisation*, Lénine apporte cette utile précision : « *La conscience du détachement d'avant-garde se*

*manifeste justement, entre autres, dans sa capacité de s'organiser. En s'organisant, il acquiert une volonté unique, et cette volonté unique du millier, de la centaine de milliers ou du million de militants d'avant-garde devient la volonté de la classe.* » (35) ;

f) « *l'organisation s'édifie même quand il n'y a ni grèves ni manifestations. L'organisation existe de façon constante alors que ce n'est que de temps en temps que les masses interviennent au grand jour* » (36) ;

g) enfin, la construction du parti de la révolution est le résultat d'un combat :

*« Nulle part au monde le mouvement prolétarien n'a surgi et ne pouvait surgir d'emblée sous une pure forme de classe, de toutes pièces, comme Minerve sortant du cerveau de Jupiter. Ce n'est que par une longue lutte et un âpre travail des ouvriers d'avant-garde eux-mêmes, de tous les ouvriers conscients que le mouvement de classe prolétarien a pu se renforcer et se dégager de toutes les superstitions, restrictions, étroitures et altérations petites-bourgeoises.* » (37).

Dans les conditions de la Russie de 1910-1914, où règne toujours la monarchie tsariste et où les libertés d'organisation sont réduites, construire le parti révolutionnaire nécessaire à la victoire signifie d'abord en finir avec les « liquidateurs » qui veulent s'adapter à la légalité tsariste, tout en utilisant au maximum la moindre possibilité légale :

*« Pour soutenir et étendre le mouvement des masses, écrit Lénine, il faut de l'organisation et encore de l'organisation. Sans un parti illégal, on ne peut rien faire (...). Notre mot d'ordre est la République, nous construisons un parti illégal, capable de diriger la poussée révolutionnaire des masses contre la monarchie des tsars.* » (38)

Construire ce parti, tel est l'objet de la conférence de janvier 1912, qui décide la construction de noyaux illégaux, la constitution d'un réseau dans les associations légales, la rupture complète avec les mencheviks et l'élection d'un comité central. Cette conférence, qui reconstitue le parti, rétablit « *le bloc marxiste* » (39) et donne naissance au véritable Parti

bolchevique, représente pour Lénine « *un grand tournant historique dans le mouvement ouvrier de Russie* » (40). Un « *tournant* », il faut le dire, que Trotsky combat parce que, à cette époque, il espère encore « *une régénération révolutionnaire du menchevisme* » (41) :

*« La divergence la plus importante que j'eus avec Lénine à cette époque provenait de ce que j'espérais, par la fusion avec les mencheviks, amener la plupart de ces derniers à entrer dans la voie de la révolution. Lénine avait entièrement raison contre moi sur cette question brûlante.* » (42).

Ce tournant va progressivement donner des résultats concrets. C'est ainsi que la reconstitution de deux à trois imprimeries clandestines en Russie conduit Lénine à écrire :

*« Nous avons enfin réussi à ressusciter le parti* » (43).

Ajoutant :

*« Pour la première fois, on voit aujourd'hui se constituer solidement le véritable fondement prolétarien d'un véritable parti marxiste.* » (44).

Quant aux « formes » du parti et à son organisation interne, Lénine appelle à les modifier en fonction d'une situation marquée par l'essor révolutionnaire et l'apparition dans les grèves de « *milliers d'agitateurs* » :

*« La conclusion fondamentale de l'appréciation que le POSD(b)R porte sur le moment présent, c'est que la révolution est nécessaire et qu'elle approche. Les formes du développement qui mène à la révolution se sont modifiées mais les objectifs restent inchangés. De ce fait, nous tirons la conclusion que les formes de l'organisation doivent changer, que la forme des cellules doit être moins rigide, que souvent le développement de ces cellules se fera non pas directement mais par l'intermédiaire des organisations périphériques légales.* » (45).

C'est ainsi, par exemple, que Lénine propose d'*« instituer des formes souples de direction du travail local dans les grands centres du mouvement ouvrier* » (46). Cependant, cette volonté d'adapter l'organisation du parti aux nouvelles conditions de la lutte des classes ne

va pas de soi, ce qui conduit Lénine à écrire :

*« La vie est diablement compliquée et subtile ; elle offre des formes toutes nouvelles dont nous n'avons attrapé qu'une partie. Les gens, pour la plupart (99 % de la bourgeoisie, 98 % des liquidateurs, près de 60 à 70 % des bolcheviks) ne savent pas penser, ils ne font qu'apprendre par cœur des mots (...). Mais comment faut-il modifier ces formes, dans une nouvelle situation, comment faut-il, à cet effet, s'instruire à nouveau et réfléchir, cela nous ne le comprenons pas. »* (47).

En revanche, s'il y a une chose sur laquelle les bolcheviks et Lénine ont longuement réfléchi, c'est la place du journal dans le combat politique.

En revanche, s'il y a une chose sur laquelle les bolcheviks et Lénine ont longuement réfléchi, c'est la place du journal dans le combat politique.

Pour Lénine, en effet, la construction du parti a toujours été inséparable de la publication d'un journal politique défendant les positions de la classe ouvrière et, dans le même temps, « organisateur collectif ». C'est, en 1900, la vieille *Iskra* à laquelle participe une dizaine de révolutionnaires ; c'est, entre 1903 et 1905 — les années de préparation de la révolution — la presse de l'émigration qui pose toutes les questions essentielles et à propos de laquelle Lénine écrira :

*« Toutes les questions pour lesquelles les masses ont combattu les armes à la main en 1905-1907 et en 1917-1920, on peut (et on doit) les retrouver sous une forme embryonnaire dans la presse de l'époque (...). C'est dans la lutte des organes de presse, des partis, des fractions, des groupes, que se cristallisent les tendances idéologiques et politiques qui sont réellement des tendances de classe ; les classes se forgent l'arme idéologique et politique dont elles ont besoin pour les combats à venir. »* (48).

Confirmation en est donnée en février 1908, en pleine période de contre-révolution, par ce souhait exprimé par Lénine :

*« Je suis convaincu que le parti a besoin maintenant d'un organe politique paraissant régulièrement, menant avec mesure et fermeté une politique de*

*lutte contre la désagrégation et le découragement, un organe du parti, un journal politique. »* (49)

Quant au rôle du journal comme organisateur collectif, c'est à partir de 1912 qu'il va pouvoir se manifester dans toute sa plénitude.

## LE JOURNAL, ORGANISATEUR COLLECTIF

Dans un texte écrit en mai 1901 et au titre évocateur, « *Par où commencer ?* », Lénine développait sa pensée à ce sujet :

*« Le journal ne borne pas cependant son rôle à la diffusion des idées, à l'éducation et au recrutement d'alliés politiques. Il n'est pas seulement un propagandiste collectif et un agitateur collectif ; il est aussi un organisateur collectif. On peut à cet égard le comparer à l'échafaudage dressé autour d'un bâtiment en construction ; il ébauche les contours de l'édifice, facilite les communications entre les différents constructeurs, à qui il permet de répartir la tâche et d'embrasser l'ensemble des résultats obtenus par le travail organisé. Avec l'aide et à propos du journal se constituera d'elle-même une organisation permanente qui ne s'occupera pas seulement d'un travail local mais aussi général et régulier, habituant ses membres à suivre de près les événements politiques, à apprécier leur rôle et leur influence sur les diverses catégories de la population, à trouver pour le parti révolutionnaire la meilleure façon d'agir sur ces événements. Les problèmes techniques — la fourniture dûment organisée au journal de matériaux, sa bonne diffusion — obligent déjà à avoir un réseau d'agents locaux au service d'un seul et même parti, d'agents en relation personnelle les uns avec les autres, connaissant la situation générale, s'exerçant à exécuter régulièrement les diverses fonctions fragmentaires d'un travail à l'échelle de toute la Russie, s'essayant à la préparation de telle ou telle action révolutionnaire. Ce réseau d'agents sera justement la carcasse de l'organisation qui nous est nécessaire : suffisamment étendue pour embrasser tout le pays ; suffisamment large et diverse pour réaliser une division du travail stricte et détaillée ; suffisamment ferme pour pouvoir en tou*

*tes circonstances, quels que soient les "tournants" et les surprises, poursuivre sans défaillance sa besogne propre ; suffisamment souple pour savoir, d'une part, éviter la bataille à découvert contre un ennemi numériquement supérieur qui a rassemblé toutes ses forces sur un seul point, et, d'autre part, profiter du défaut de mobilité de cet ennemi et tomber sur lui quand et où il s'y attend le moins. Aujourd'hui nous incombe la tâche relativement facile de soutenir les étudiants qui manifestent dans les rues des grandes villes. Demain la tâche sera peut-être plus malaisée, comme celle de soutenir le mouvement des sans-travail dans telle ou telle région. Après-demain, nous devrons être à nos postes pour prendre une part révolutionnaire à une révolte paysanne. Aujourd'hui, nous devons exploiter la tension politique qu'a engendrée le gouvernement par sa campagne contre les zemstvos. Demain, nous devrons encourager l'indignation de la population contre les abus de tel ou tel bachi-bouzouk tsariste et contribuer, par le boycottage, les campagnes d'excitation, les manifestations, etc., à lui infliger une leçon qui le fasse battre en retraite publiquement. Pour arriver à ce degré de préparation au combat, il faut l'activité permanente d'une armée régulière. Et si nous groupons nos forces dans un journal commun, nous verrons se former à l'œuvre et sortir du rang non seulement les plus habiles propagandistes, mais encore les organisateurs les plus avertis, les chefs politiques les plus capables du parti, qui sauront à point nommé lancer le mot d'ordre de la lutte finale et en assumer la direction. »* (50).

Voilà pour la théorie. Maintenant, passons à la pratique. Après avoir été hebdomadaire, le journal du Parti bolchévique devient quotidien en avril 1912, grâce à un travail méthodique, précis et acharné pour en faire un « organisateur collectif », cela avec une impulsion permanente.

Le journal de la classe ouvrière, c'est d'abord et avant tout un journal financé par les ouvriers et, comme on va pouvoir le constater, il ne s'agit pas là simplement d'une question financière. Le financement du journal par les ouvriers, c'est d'abord permettre l'initiative des ouvriers :

« Le plus important et le plus intéressant pour nous, ce n'est pas le montant des collectes mais la caractéristique des donateurs (...). Nous nous posons la question suivante : quel rôle ont joué les ouvriers et les groupes ouvriers dans la collecte de cette somme ? Est-elle le produit de gros versements des sympathisants ? Ou bien les ouvriers ont-ils fait preuve eux-mêmes dans ce domaine d'un vif intérêt personnel envers la presse ouvrière et obtenu une somme importante grâce aux versements d'un grand nombre de groupes ouvriers ? » (51).

« Du point de vue de l'initiative, de l'énergie des ouvriers eux-mêmes, 100 roubles recueillis, disons, par 300 groupes d'ouvriers sont infiniment plus importants que 1 000 roubles collectés par des dizaines de sympathisants. » (52).

Le financement du journal par les ouvriers, c'est ensuite un moyen de clarification politique :

« Les ouvriers ont organisé avec ampleur les collectes en faveur des journaux ouvriers. Il n'est pas difficile de comprendre que la masse, si elle sait discerner en pleine conscience quel journal il faut aider, s'initie grâce à ces collectes à une politique d'idées et de principes. » (53).

## CONSTRUIRE LE JOURNAL POUR CONSTRUIRE LE PARTI

Le financement du journal par les ouvriers, c'est également et surtout un moyen d'organisation :

« Dix roubles collectés kopeck par kopeck auprès de centaines d'ouvriers sont plus importants et plus précieux, du point de vue idéologique comme en matière d'organisation, que 100 roubles provenant de riches amis bourgeois. » (54).

« Chaque collecte de groupe ne signifie pas seulement une somme en kopecks, elle signifie quelque chose de plus important : une somme d'énergie commune, massive, la volonté des groupes de soutenir le journal ouvrier, de le diffuser, de l'orienter, de le créer par leur propre participation. » (55).

Le financement du journal par les ouvriers est aussi un moyen de centrali-

sation du combat de la classe ouvrière :

« En parcourant les comptes rendus sur les collectes ouvrières en relation avec les autres lettres des ouvriers et des employés de tous les points de la Russie, les lecteurs de la Pravda, la plupart du temps dispersés et séparés par les dures conditions extérieures de la vie russe, se font quelque idée de la façon dont les prolétaires de telle ou telle profession, de telle ou telle localité mènent le combat, s'éveillent à la lutte pour la défense des intérêts de la démocratie ouvrière. » (56).

Le lancement de la campagne : « *Un kopeck pour le journal ouvrier* », l'accent mis sur la régularité des collectes à chaque paie, en un mot la volonté d'organiser par le financement du journal, Lénine va la manifester en permanence avec l'acharnement et la précision qu'on lui connaît. Ses écrits de l'époque sont jalonnés de tableaux retracant l'évolution des collectes, leur répartition et le nombre de groupes ouvriers qu'il appelle « *pravdistes* » pour bien montrer le rôle central du journal. C'est ainsi que, selon Lénine, entre le 1<sup>er</sup> décembre 1912 et le 13 mai 1914, 5 674 — pas un de moins, pas un de plus — groupes ouvriers ont aidé la *Pravda* par leur collecte et cette comptabilité est reproduite dans le journal afin de servir de discussion et de moyen d'organisation de nouvelles collectes (57).

Le journal de la classe ouvrière, c'est aussi un journal avec un large réseau de correspondants-collaborateurs et, à ce sujet, Lénine mène un combat permanent pour son élargissement :

« Vous aurez un péché sur la conscience, un grand péché vis-à-vis de la démocratie ouvrière, si vous n'attirez pas un collaborateur, si vous ne l'aidez pas. » (58).

« Vous perdrez les correspondants de façon générale si vous ne publiez pas et même si vous ne répondez pas et ne renvoyez pas les articles. » (59).

« On ne peut faire marcher un journal sans entrevues, mêmes rares, avec les collaborateurs attitrés. » (60).

Un journal ouvrier, c'est également, pour Lénine, un contenu diversifié et le plus grand soin pour la forme :

« Il ne faut pas composer les titres des paragraphes en gros caractères mais en petits. » (61).

« Il me semble que vous commettez une erreur monstrue en vous laissant aller inconsciemment au fil de l'eau et en ne changeant pas le ton du journal. Tout indique qu'il faut modifier le ton comme le contenu d'une partie de la chronique. » (62).

« J'ai entendu que vous êtes mécontent de la *Pravda*. Parce qu'elle est sèche. C'est juste. Mais il n'est pas facile de corriger ce défaut du premier coup. » (63).

« Je salue de tout cœur le journal et sa nette amélioration. Enfin, le côté littéraire est mis sur pied. Au tour du côté économique. » (64).

« Les mêmes six pages, les présenter autrement, à une autre sauce, titre et contenu. » (65).

Un journal ouvrier, c'est encore pour Lénine un journal qui cherche et publie ses « *propres informations* » comme le mandat des ouvriers de Petersbourg adressé aux futurs députés ouvriers :

« Le journal n'est pas une chose que le lecteur ne fait que parcourir et où l'écrivain jette ses réflexions en courant. Un journal doit chercher lui-même, trouver lui-même à temps et publier au moment opportun des matériaux donnés. Un journal doit chercher et trouver les relations dont il a besoin. » (66).

Un journal ouvrier, c'est un journal expédié correctement à ses lecteurs abonnés. A plusieurs reprises, Lénine, qui vit alors à Cracovie, se plaint de recevoir les journaux bourgeois le matin et la *Pravda* l'après-midi.

Le journal, c'est enfin l'organisation des lecteurs :

« Il faut arriver à organiser les lecteurs du Pout Pravdy beaucoup mieux qu'ils ne le sont actuellement, par fabriques, usines, rayons, il faut les faire participer plus activement à la correspondance, à la direction du journal, à sa diffusion. » (67).

Comme on le voit, de la collecte auprès des travailleurs à l'organisation des lecteurs, de la création d'un réseau de correspondants à la mise en page, de la variété des rubriques au service des expéditions, le journal est au centre des

préoccupations de Lénine pour lequel « la victoire de la cause du parti est celle de la Pravda et vice versa » (68).

En fait, pour Lénine — ce dont témoignent les textes de 1912 à 1914 — la direction du parti doit en permanence répondre à la question suivante : que faire pour améliorer le contenu du journal, construire le réseau des correspondants, organiser ses lecteurs et perfectionner sa rédaction afin de construire... le parti lui-même ?

En d'autres termes, pour Lénine, la tâche première de la direction, c'est la « construction » du journal sans laquelle il ne peut y avoir de construction du parti.

C'est en raison d'une stricte application de cette politique de « construction » du journal que le quotidien du Parti bolchevique va atteindre le tirage de 40 000 exemplaires et avoir une « surface » beaucoup plus large :

*« Le tirage de 40 000 exemplaires peut sembler bien modeste à l'échelle de l'Europe occidentale ou de l'Amérique. Mais, avec l'acoustique politique vibrante de la Russie tsariste, le journal bolcheviste trouvait, par-delà ses abonnés et lecteurs immédiats, un écho parmi des centaines de milliers d'hommes. »* (69).

## LE PARTI CENTRALISÉ DE L'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE

Doté de ce journal, le Parti bolchevique va intervenir dans la lutte des classes et mettre en œuvre les résolutions adoptées lors de la conférence de janvier 1912 : construire un parti illégal et utiliser toutes les possibilités « légales » offertes par la crise du régime tsariste et le relâchement de la censure qui en résulte. Selon Lénine, « il faut utiliser toutes les possibilités légales pour grouper graduellement toutes les forces vives autour du parti clandestin » (70), des élections à la Douma, aux caisses d'assurance sociale mises en place par le pouvoir et, s'il le faut, on utilisera également « n'importe quelle société antialcoolique » (71), cela dans un simple but : « le

développement de la conscience, de la cohésion, de l'efficacité de l'activité de la classe ouvrière » (72).

Voilà pourquoi les bolcheviks décident de participer aux élections à la Douma, que Lénine caractérise pourtant comme « la Douma noire des propriétaires et des popes » (73), alors que le règlement est largement favorable aux partis de la noblesse et de la réaction. Cette Douma, ajoute Lénine, est « un indispensable attribut de la situation et du régime » (74), mais « nous avons besoin de cette tribune » pour construire le parti :

*« Pour la social-démocratie, en effet, les élections ne sont pas une opération politique à part consistant à obtenir des sièges au prix de n'importe quelle promesse ou déclaration. Elles ne sont qu'une occasion particulière de faire de l'agitation en faveur des revendications essentielles et des principes fondamentaux de la conception politique du prolétariat conscient. »* (75).

En d'autres termes, alors que nous sommes dans une situation révolutionnaire, il s'agit d'« imprégner toute la campagne électorale de l'esprit de cette situation réelle » (76).

Autrement dit, « ce n'est pas un programme pour les élections mais des élections pour la mise en œuvre d'un programme social-démocrate révolutionnaire » (77).

Dans cette campagne électorale, la première place est encore occupée par le journal et, à ce sujet, Lénine, une nouvelle fois, précise le rôle de la *Pravda* :

*« La Pravda se conduit aux élections comme une vieille fille somnolente. La Pravda ne sait pas faire la guerre. Elle n'attaque pas, elle ne poursuit ni le Cadet, ni le liquidateur. Or se peut-il que l'organe de la démocratie avancée ne soit pas un organe combatif dans un moment brûlant ? »* (78).

C'est encore Lénine qui exige que la *Pravda* publie le mandat aux députés rédigé par les ouvriers de Saint-Petersbourg et, d'après Trotsky, « Lénine dirigeait pratiquement de jour en jour » (79) la campagne électorale qui se termine par l'élection de plusieurs députés bolcheviks. Quelques mois plus tard, les bolcheviks remportent également un

large succès dans les élections des caisses d'assurance sociale qui deviennent ainsi des « *cellules prolétariennes et d'usines* » (80) et triomphent dans plusieurs élections syndicales :

En mai 1913, « *c'est fête chez nous après la victoire des ouvriers de Petersbourg sur les liquidateurs, dans l'élection de la direction du nouveau syndicat des métallurgistes* » (81) ;

En avril 1914, les « *pravdistes* » deviennent majoritaires dans le syndicat du Livre (82) ;

En 1914, à Moscou, constate Lénine, sur 13 syndicats, 10 sont partisans des « *pravdistes* » (83).

Mais, en août 1914, la Première Guerre mondiale va mettre un terme à la crise révolutionnaire que connaît la Russie et le Parti bolchevique subit alors un nouveau recul avant de prendre toute sa place, avec le succès que l'on sait, dans la révolution de 1917. Ce succès n'a pas été le fruit du hasard. Lénine avait constamment insisté sur un point : sans organisation, la classe ouvrière n'est rien. C'est pourquoi il faut construire un parti, seul gage d'une victoire prochaine.

En 1912, il écrivait :

*« Comment se résoudra la crise révolutionnaire qui est en train de mûrir, cela ne dépend pas de nous mais de milliers de causes comme la révolution en Asie ou le socialisme en Europe ; mais ce qui dépend de nous, c'est de mener dans les masses un travail conséquent et sans défaillance, inspiré du marxisme, le seul travail qui laisse toujours des traces. »* (84).

En mai 1901, son article « *Par où commencer* » se terminait ainsi :

*« En conclusion, deux mots pour éviter un malentendu possible. Nous avons parlé tout le temps d'une préparation systématique, méthodique, mais nous n'avons nullement voulu dire par là que l'autocratie ne pouvait tomber que par suite d'un siège en règle ou d'un assaut organisé. Il est fort possible et bien plus probable sur le plan historique, au contraire, qu'elle tombe sous le choc d'une explosion spontanée ou d'une de ces complications imprévues qui menacent constamment de tous côtés. Mais il n'est point de parti politique qui puisse, sans tomber dans l'esprit d'aventure, régler*

*sa conduite sa conduite sur des explosions et des complications hypothétiques. Nous devons poursuivre notre chemin, accomplir sans désemparer notre labeur systématique, et moins nous compterons sur l'inattendu, plus nous aurons de chances de n'être jamais pris de court par les "tournants historiques". »* (85).

C'est cette politique de construction du parti qui a permis à Lénine de ne pas « *être pris de court* » en 1917 et de réarmer le parti au moment où il fut nécessaire d'*« aménager des lits »* au torrent révolutionnaire : « *Les eaux nouvelles cherchent une issue immédiate et si elles ne trouvent pas le chenal de la social-démocratie, elles se précipiteront ailleurs* », écrivait Lénine en 1905 (86). Tel ne sera pas le cas en 1917, année où la classe ouvrière dispose d'un véritable parti.

Conclusion de Léon Trotsky :

*« Le parti ouvrier (...), c'est l'expérience accumulée et organisée du prolétariat. C'est seulement à l'aide du parti, qui s'appuie sur toute l'histoire de son passé, qui prévoit théoriquement les voies du développement, toutes ses étapes et en extrait la formule de l'action nécessaire que le prolétariat se libère de la nécessité de recommencer toujours son histoire : ses hésitations, son manque de décision, ses erreurs. »* (87).

Christian Fostier

- 
- (1) Lénine *Œuvres* tome 20 page 243.
  - (2) Lénine *Œuvres* tome 34 page 310.
  - (3) Lénine *Œuvres* tome 18 page 417.
  - (4) Lénine *Œuvres* tome 18 page 396.
  - (5) Lénine *Œuvres* tome 18 page 101.
  - (6) Trotsky *Staline* tome 1 pages 263 et 264.
  - (7) Lénine *Œuvres* tome 18 pages 101 et 102.
  - (8) Lénine *Œuvres* tome 18 page 103.
  - (9) Lénine *Œuvres* tome 18 page 80.
  - (10) Lénine *Œuvres* tome 18 page 84.
  - (11) Lénine *Œuvres* tome 18 page 104.
  - (12) Lénine *Œuvres* tome 18 page 471 et 236.
  - (13) Lénine *Œuvres* tome 18 page 541.
  - (14) Lénine *Œuvres* tome 18 page 434.
  - (15) Lénine *Œuvres* tome 18 page 104.
  - (16) Lénine *Œuvres* tome 18 page 472 et tome 35 page 45.
  - (17) Lénine *Œuvres* tome 35 page 41.
  - (18) Lénine *Œuvres* tome 18 page 472.
  - (19) Lénine *Œuvres* tome 18 page 24.

- (20) Trotsky *Staline* tome 1 pages 264-265, Editions 10-18.
- (21) Lénine *Oeuvres* tome 20 page 549.
- (22) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 74.
- (23) Lénine *Oeuvres* tome 19 page 550.
- (24) Lénine *Oeuvres* tome 19 page 270.
- (25) Lénine *Oeuvres* tome 19 page 270.
- (26) Lénine *Oeuvres* tome 19 page 232.
- (27) Lénine *Oeuvres* tome 19 page 233.
- (28) Lénine *Oeuvres* tome 19 page 234.
- (29) Lénine *Oeuvres* tome 8 pages 164-166.
- (30) Lénine *Oeuvres* tome 19 page 440.
- (31) Lénine *Oeuvres* tome 20 page 289.
- (32) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 11.
- (33) Lénine *Oeuvres* tome 20 page 218.
- (34) Lénine *Oeuvres* tome 19 page 36.
- (35) Lénine *Oeuvres* tome 19 page 437.
- (36) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 399.
- (37) Lénine *Oeuvres* tome 20 page 263.
- (38) Lénine *Oeuvres* tome 18 pages 107 et 116.
- (39) Lénine *Oeuvres* tome 20 page 244.
- (40) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 465.
- (41) Trotsky *Staline* tome 1 page 265, Editions 10-18.
- (42) Trotsky *Oeuvres* tome 13 page 152.
- (43) Lénine *Oeuvres* tome 35 page 11.
- (44) Lénine *Oeuvres* tome 20 page 291.
- (45) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 401.
- (46) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 475.
- (47) Lénine *Oeuvres* tome 35 page 125.
- (48) Lénine *La Maladie infantile du communisme, le gauchisme. Oeuvres* tome 31 page 21.
- (49) Lénine *Oeuvres* tome 34 page 393.
- (50) Lénine *Oeuvres* tome 5 pages 19-20.
- (51) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 188.
- (52) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 188.
- (53) Lénine *Oeuvres* tome 19 page 470.
- (54) Lénine *Oeuvres* tome 20 page 390.
- (55) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 192.
- (56) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 304.
- (57) Lénine *Oeuvres* tome 20 page 399.
- (58) Lénine *Oeuvres* tome 35 page 91.
- (59) Lénine *Oeuvres* tome 35 page 31.
- (60) Lénine *Oeuvres* tome 35 page 33.
- (61) Lénine *Oeuvres* tome 35 page 77.
- (62) Lénine *Oeuvres* tome 35 page 103.
- (63) Lénine *Oeuvres* tome 35 page 105.
- (64) Lénine *Oeuvres* tome 35 page 266.
- (65) Lénine *Oeuvres* tome 35 page 91.
- (66) Lénine *Oeuvres* tome 35 page 54.
- (67) Lénine *Oeuvres* tome 36 page 276.
- (68) Lénine *Oeuvres* tome 35 page 87.
- (69) Trotsky *Staline* tome 1 page 269, Editions 10-18.
- (70) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 469.
- (71) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 469.
- (72) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 128.
- (73) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 353.
- (74) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 9.
- (75) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 387.
- (76) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 393.
- (77) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 239.
- (78) Lénine *Oeuvres* tome 36 page 187.
- (79) Trotsky *Staline* tome 1 page 293, Editions 10-18.
- (80) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 478.
- (81) Lénine *Oeuvres* tome 35 page 89.
- (82) Lénine *Oeuvres* tome 20 page 387.
- (83) Lénine *Oeuvres* tome 20 page 407.
- (84) Lénine *Oeuvres* tome 18 page 14.
- (85) Lénine *Oeuvres* tome 5 page 20.
- (86) Lénine *Oeuvres* tome 8 page 215 et suivantes.
- (87) Trotsky *Les leçons de la Commune* 4 février 1921. Dans ce texte, Trotsky définit le parti comme « *le parti centralisé de l'action révolutionnaire* ». Dans le même sens, Lenine écrivait : « *Pour construire un parti, il faut avoir un programme politique, un programme d'actions politiques.* » (Tome 18, page 17.)

Votre librairie :

# LA SELIO

*Tous les ouvrages  
politiques indispensables*

*Sur commande,  
tous les autres livres  
dont vous avez besoin*

La librairie d'*Informations ouvrières*

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris.

Pourquoi chercher ailleurs un livre que la SELIO,  
la librairie d'*Informations ouvrières*,  
peut vous fournir dans les meilleures conditions.

(Pour vos commandes téléphoniques  
appelez le 42 46 09 53.)

# La nouvelle offensive contre Lénine en URSS

Par Jean-Jacques MARIE

La perestroïka de Gorbatchev, en affirmant la nécessité d'introduire en Union soviétique les mécanismes de l'économie de marché, a libéré dans la bureaucratie même et autour d'elle (entre autres dans l'intelligentsia) des forces qui, jusqu'alors silencieuses, remettent en cause les fondements mêmes de la révolution d'Octobre, le bolchevisme, le Parti bolchevique et Lénine. La glasnost pousse en même temps des intellectuels, des militants, des jeunes à se poser la question : pourquoi la révolution russe a-t-elle engendré le Goulag, l'impasse économique, le stalinisme ? La conjonction des deux courants, après un demi-siècle de monolithisme bureaucratique et de suppression de toute pensée libre, aboutit souvent, dans les journaux et les revues, à une dénonciation de la révolution d'Octobre et de Lénine.

## « LE RÊVEUR DU KREMLIN »

L'auteur d'un très intéressant article publié dans la *Pravda* du 3 avril 1990 — auteur par ailleurs d'une courte et quelque peu déséquilibrée biographie de Trotsky dont il tente d'analyser l'activité en rompant avec les clichés calomnieux du stalinisme —, le professeur Startsev, résume en quelques lignes la nature de cette offensive déchaînée depuis quelques mois contre Lénine à la fois par les courants d'extrême droite (Pamiat) et les prétextes « radicaux » du type Iouri Afanassiev ou de nombreux journalistes du magazine *Ogoniok* :

« Le “rêveur du Kremlin” ne connaît pas la vie, il ne connaît pas la Russie paysanne. Il nous a imposé un socialisme auquel ni le peuple ni le pays n'étaient prêts, voilà la chanson qui monte du cœur aux voix multiples mais bien coordonnées. Le “communisme de guerre” qu'il a édifié en une année et demie et qui a été exalté par ses collaborateurs les plus proches, Trotsky et Kamenev, Zinoviev et Boukharine, a été l'ébauche du “socialisme” féodal de caserne stalinien. La Russie n'a nul besoin du socialisme ni du communisme, et donc nul besoin de Lénine et de son “marxisme-léninisme”. Laissez-nous revenir en arrière et nous engager sur la voie interrompue par Lénine. Certains nous proposent de revenir à Février 1917, d'autres directement à Stolypine et à l'empereur souverain. La figure de Lénine est au centre des passions qui bouillonnent de Nach Sovremennik à Ogoniok. »

Aidée par l'utilisation que les staliens font de Lénine pour camoufler et justifier leur politique, l'explication suivante, vieille comme la révolution et simpliste comme la contre-révolution, se fait jour timidement d'abord avant de dévaler comme une avalanche et tenter de s'imposer comme une évidence : la révolution par elle-même, par un certain nombre de ses traits caractéristiques, aurait naturellement engendré le stalinisme qui en est le prolongement inéluctable, Lénine serait le père de Staline. 1937 (l'année noire de la terreur) a commencé le 25 octobre 1917...

Une sorte de bénédiction officieuse à cette thèse a été donnée dès la fin de 1988 par un membre du cercle des collaborateurs d'Alexandre Iakovlev, membre du

bureau politique et bras droit de Gorbatchev : le philosophe Tsipko. Un long article de ce dernier, publié sous le titre « *Les sources du stalinisme* » dans la revue *Science et Vie* (11 décembre 1988 et 1<sup>er</sup> février 1989), a ouvert la voie aux tenants officieux de cette explication.

Il est intéressant d'examiner un instant la méthode de ce philosophe avant d'étudier un certain nombre d'attaques contre Lénine.

Tsipko commence par écarter l'analyse du stalinisme comme un « *Thermidor* ». On ne peut dire qu'il la réfute... vu le simplisme de ce que l'on n'ose appeler son « argumentation ». Il écrit :

*« On a le sentiment que beaucoup de ceux qui écrivent sur Staline et sur les années 30 ont carrément perdu le bon sens, le sentiment du réel. Comment pourrait-on autrement en arriver à l'idée aujourd'hui à la mode sur le Thermidor réalisé par Staline, sur son coup de force contre-révolutionnaire à la fin des années trente ? A l'idée que l'histoire et l'idéologie nées en 1917 seraient mortes en 1929, et que le "grand tournant" de ces années était un retour à la Russie d'avant la révolution ? »*

## « LE BON SENS » ET LA MAUVAISE FOI

La mise en cause du bon sens des tenants de cette analyse est, d'abord, un bon procédé stalinien ; ensuite, aucun de ceux — à commencer par Trotsky — qui ont analysé l'émergence du stalinisme d'abord comme un phénomène assimilable à Thermidor n'y ont vu un retour à la Russie tsariste... de la même façon que le Thermidor français de 1794 n'était pas un « retour » à l'Ancien Régime de la monarchie française, mais la confirmation des conquêtes sociales de la bourgeoisie qui exigeait que soit mis fin à un régime politique qui les dépassait et entravait dès lors leur mise en œuvre.

Tsipko avance d'autres arguments contre cette analyse, mais il est frappant qu'il s'acharne non pas à la réfuter... mais à dénoncer son usage possible :

*« Grande est la tentation d'assimiler la victoire de Staline sur les autres mem-*

*bres du bureau politique du Parti communiste au Thermidor de Napoléon, de la représenter comme un coup de force contre-révolutionnaire, comme une rupture complète avec l'idéologie et les idéaux des prolétaires révolutionnaires de la Russie. Il suffit de donner son accord à cette idée séduisante et tous les problèmes sont réglés d'un coup : on condamne Staline, on conserve la foi en l'idéal, on rétablit la "pureté" de la théorie, etc. (...) »*

*L'hypothèse de Thermidor réduit d'un coup et brutalement l'intérêt pour d'autres causes possibles, ou plus exactement pour les prémisses du stalinisme, et surtout pour les prémisses doctrinales. En effet, plus nous nous indignons des vices de ce "traître à la cause de la révolution" et moins nous réfléchirons à la révolution elle-même, à ses contradictions internes et objectives, à la contradiction interne du radicalisme de gauche, à la dialectique de la violence révolutionnaire, etc. »* (Page 47.)

On remarquera le caractère extrêmement peu scientifique du philosophe Tsipko : il ne dit pas, il faut écarter l'analyse du stalinisme comme phénomène thermidorien contre-révolutionnaire parce que pour telle et telle raison elle est contestable ou fausse, mais parce que l'accepter, c'est s'interdire de chercher d'autres raisons, avant, plus haut, plus loin, dans la révolution même, et — nous le verrons — dans la pensée même des théoriciens du socialisme, jusques et y compris Karl Kautsky. C'est un peu comme si un croyant disait : je ne puis accepter la thèse que la Terre tourne autour du Soleil et non l'inverse, car en ce cas je ne pourrais croire que Josué ait effectivement arrêté le Soleil !

Tsipko affirme aussitôt après ce premier postulat négatif, un second postulat affirmatif :

*« Il n'y a aucune raison permettant de séparer l'œuvre du stalinisme — les années 30 — de la logique générale du développement de notre révolution, comme de séparer l'année 1937 de l'année 1929. (...) Staline a construit le socialisme conformément aux prescriptions de la théorie, il s'est efforcé comme il pouvait d'accélérer le mouvement de la Russie vers le communisme commencé en octobre 1917. Pourquoi se*

*tromper soi-même et transformer en mythes Staline et son œuvre ? L'un et l'autre sont le fruit du mouvement révolutionnaire qui a commencé bien avant que Staline n'arrive au pouvoir. Au début était le verbe.* » (Souligné par moi, page 48.) C'est-à-dire la théorie, le marxisme...

Et comme pour montrer qu'il ne s'agit pas là d'un débat purement théorique ou historique, Tsiplko affirme peu après ces lignes :

*« Pourquoi dépensons-nous aujourd'hui toute notre réserve d'énergie sur des problèmes importants mais partiels, comme par exemple la dénonciation de la bureaucratie, de ses priviléges ? »* (Page 49.)

Tsiplko, philosophe officieux de la fraction gorbatchevienne de l'appareil, ne peut s'en prendre directement à Lénine, que cette fraction veut utiliser comme caution de sa politique. Il tourne la difficulté en s'en prenant d'abord à Trotsky, puis en affirmant que Staline ne fait que mettre en œuvre des « idées » dont le lecteur un peu averti n'aura pas de peine à découvrir qu'elles ont été formulées (aussi) par Lénine.

Ainsi, selon Tsiplko, l'une des sources du stalinisme est la vision de la paysannerie comme une « masse petite-bourgeoise ». On ne voit pas pourquoi cette caractérisation sociale (qui exprime l'aspiration de la paysannerie à la petite propriété individuelle... brutalement battue en brèche par le développement du capitalisme lui-même, qui supprime la petite propriété et les petits paysans chassés vers les villes) déboucherait sur la collectivisation forcée à coups de mitrailleuses ! Elle indique un problème, non un type de « solution ».

Le tour de passe-passe de Tsiplko est simple : Lénine (qui n'est pas nommé) a qualifié la paysannerie de masse petite-bourgeoise, Staline l'a collectivisée par la violence. Donc la caractérisation de Lénine (toujours non nommé) fonde idéologiquement la collectivisation stalinienne.

## LÉNINE L'AFFAMEUR

Ce que Tsiplko ne dit pas ouvertement,

un autre s'en charge : un écrivain, dénommé Solooukhine, membre du groupe fascisant et antisémite Pamiat, lié à certains secteurs de l'appareil ; cet « écrivain » s'est distingué en 1958 en dénonçant publiquement le grand écrivain Pasternak après l'attribution du Prix Nobel pour son roman *Le Docteur Jivago*. Ce spécialiste des valeurs universelles de la morale a écrit un petit pamphlet intitulé *En lisant Lénine*. Le texte en a été imprimé par une revue d'extrême-droite émigrée (*Grani*) et circule largement en URSS.

Que veut-il montrer ? Que Lénine a voulu, sous le vocable de socialisme, instaurer le régime du travail obligatoire, le monopole absolu de l'Etat sur le blé pour imposer la dictature d'un seul homme qu'il aspirait à étendre (par la révolution mondiale) à la planète entière. A cette fin, lui et les bolcheviks ont systématiquement affamé Moscou et Petrograd au printemps 1918 pour pouvoir diviser les ouvriers et les paysans et lancer les premiers à l'assaut des seconds qu'il voulait réduire au rôle d'esclaves. La campagne russe débordait alors de blé que Lénine et les bolcheviks, par tous les moyens, empêchaient d'entrer dans les deux capitales pour y semer la faim et le désespoir. Ce petit pamphlet, très « populaire » dans certains milieux de l'intelligentsia et de l'appareil en URSS, rappelle de très près les brochures réactionnaires et fascistes antibolcheviques des années 20.

On peut même y lire, pour appuyer les thèses de l'auteur, l'affirmation que la militante bolchevique Larissa Reisner prenait des bains de champagne, preuve qu'il y avait du pain en URSS ! On hésiterait à évoquer pareilles sornettes si Solooukhine n'était un écrivain très connu en URSS et si Gorbatchev n'avait choisi son ami, l'écrivain Raspoutine, pour être membre de son conseil présidentiel. D'ailleurs, l'historien Startsev, dans sa réponse à un certain nombre d'attaques contre Lénine, publiée dans la *Pravda* du 3 avril, juge nécessaire de citer et réfuter longuement Solooukhine... C'est un indice du déchaînement primaire de la campagne contre Lénine en URSS.

Les sous-entendus de Tchipko et les grossières affabulations de Solooukhine dessinent les deux bouts d'une campagne très large.

Elle prend d'ordinaire des formes plus explicites... ou plus raffinées !

## D'AUTRES VERSIONS, PLUS RAFFINÉES

Ainsi l'historien Afanassiev, ancien membre du comité de rédaction de *Kommunist*, la revue théorique du comité central du PCUS, a, le 12 mars, lors de la session de printemps du Congrès des députés du peuple, affirmé que Lénine était le père d'un système fondé sur la violence et la terreur. Chacun avait pu l'entendre à la télévision française, peu avant, mettre sur le même plan « *Lénine, Trotsky et Staline* », à cause de leur même « révolutionnarisme ».

Il ne fait que reprendre un thème très à la mode dans les milieux de l'appareil et de l'intelligentsia : la révolution est une abominable chose parce qu'elle repose sur la violence qui est à condamner et à rejeter absolument car elle est le mal et elle engendre le mal.

Ainsi, dans un article intitulé *Les bottes en peau de chagrin* publié dans le magazine populaire *Ogoniok* (n° 32 d'août 1989), un certain Viatcheslav Kostikov se livre à une très violente attaque contre la politique des bolcheviks à compter du 25 octobre 1917. Feignant d'attribuer cette politique au goût des bolcheviks (sauf Lénine, mais surtout Trotsky) pour les bottes, la casquette et la vareuse militaires, il dénonce toute la politique définie par Lénine et « *le péché originel de la révolution qui consiste en ce qu'elle vise à obtenir la liberté et la démocratie par la négation de la liberté et de la démocratie* ».

Puis l'auteur explique : la première faute des bolcheviks (imputée à Trotsky, alors que l'orientation était, chacun le sait, celle de Lénine et Trotsky) est d'avoir refusé le gouvernement de coalition que les socialistes-révolutionnaires de droite et les mencheviks proposaient. Kostrikov accuse Trotsky et « *sa ligne*

*dure* ». Pure hypocrisie : c'est Lénine qu'il désigne. Dans le numéro 36 d'*Ogoniok*, un historien, Miller, répond fort justement à cette attaque sous le titre : « *Vérité ou concession à la mode ?* »

« (...) La principale accusation portée par Kostikov contre le parti des bolcheviks est que leur politique aurait empêché de conserver "l'unité des forces de gauche" (...). Existait-il, après Octobre, une possibilité réelle de constituer un "gouvernement socialiste homogène" où seraient entrés "les partis socialistes", depuis les SR jusqu'aux bolcheviks ? A mon avis, oui. Mais il faut tout de suite poser une question que notre auteur évite : sur quelle base ? La réponse est claire pour les historiens : sur la base de la reconnaissance des décisions de l'organe suprême des soviets de tout le pays, le II<sup>e</sup> Congrès panrusse des soviets. Mais les gens du comité exécutif du syndicat des chemins de fer, interlocuteurs des bolcheviks dans les pourparlers, proposaient quelque chose de tout différent : de constituer un gouvernement qui aurait ignoré les décisions du congrès et aurait refusé de réaliser les exigences populaires inscrites dans les décrets sur la paix et la terre. Les bolcheviks pouvaient-ils refuser les pourparlers de paix et ne pas remettre la terre aux paysans ? Non, car ces exigences, qui constituaient le fondement du programme de Lénine, avaient assuré aux bolcheviks le soutien des masses paysannes et ouvrières et des soldats.

« (...) Que se serait-il passé si les bolcheviks avaient accepté ce bloc sans principes, proposé par les mencheviks et les SR, s'ils avaient refusé de satisfaire immédiatement les exigences du peuple et s'ils avaient soutenu celles des partis socialistes de droite qui voulaient attendre l'Assemblée constituante ? La situation a déjà été analysée par les politiciens bourgeois de l'époque. Quels étaient donc les buts des korniloviens, c'est-à-dire les partisans de la dictature militaire, et le parti des KD qui les soutenait ? Ils voyaient bien, naturellement, la montée de l'effondrement économique et la perte de l'autorité du gouvernement provisoire, qui perdait peu à peu son pouvoir. Ils voyaient aussi l'influence grandissante des bolcheviks, le refus des soldats de passer encore un hiver dans les tranchées et la vague des

émeutes paysannes qui venait de déferler sur beaucoup de gouvernements de Russie.

*Ils suivaient la politique du pire. Que l'effondrement s'amplifie, que les bolcheviks viennent au pouvoir, cela ne renforcerait que le chaos et la ruine du pays. Et alors nous interviendrons, nous les militaires. Nous apparaîtrons comme le "parti de l'ordre" qui prendra tous les bolcheviks, fusillera les paysans révoltés et les ouvriers en grève et établira ce pouvoir fort que Kornilov proposait déjà en août. Lénine fut le premier à comprendre où menait cette politique de l'alliance des militaires et de la bourgeoisie, et c'est pourquoi, craignant le renforcement de la ruine et de l'anarchie dans le pays, il défendit à partir de la mi-septembre la possibilité d'un passage plus rapide du pouvoir aux soviets.*

*(...) Les bolcheviks se sont-ils opposés à un gouvernement soviétique pluri-partite ? Non. Ils ont invité tous les partis politiques représentés au II<sup>e</sup> Congrès des soviets à participer au gouvernement. Ce n'est pas un hasard s'il était dit dans la résolution du comité central du POSDR (b) du 2 (15) novembre 1917 : "Le comité central confirme qu'il est encore maintenant tout à fait prêt, avec tous les participants au II<sup>e</sup> Congrès panrusse des soviets, à reprendre ceux qui sont partis et à reconnaître la coalition (avec leur participation) dans les limites des conseils, et que, par conséquent, il est absolument faux de dire que les bolcheviks ne veulent partager le pouvoir avec personne." Les bolcheviks n'ont pas pu faire de compromis ; les mencheviks et les SR n'étaient pas prêts à faire un compromis qui aurait, d'ailleurs, reflété l'état d'esprit des masses. Ils n'ont pas voulu reconnaître les décrets du II<sup>e</sup> Congrès des soviets.*

*(...) En même temps se tramaient des attentats contre Lénine et Trotsky, qui avaient pour but d'affaiblir la résistance des bolcheviks.*

*(...) Kostikov écrit : "On a laissé passer la possibilité historique d'une collaboration des forces de gauche de la Russie dans le cadre d'un Parlement démocratiquement élu." Mais y a-t-il eu cette possibilité ? Est-ce que, par exemple, les SR, qui avaient la majorité à l'Assemblée constituante, voulaient de cette collaboration ? L'auteur évite ces questions, et ce n'est pas par hasard. Les SR voulaient une chose : renverser le*

*pouvoir des soviets, et bien entendu, les bolcheviks firent tout pour les en empêcher. Et les sentiments du peuple n'étaient pas du tout à ce moment-là en faveur des SR. »*

Le reste des critiques est à l'avenant, et revient à dire : puisque la contre-révolution bourgeoise et aristocratique n'acceptait pas la révolution d'Octobre, les bolcheviks devaient passer la main. Ils auraient subi le sort des communards de la Commune de Paris, celui que le général Kornilov et son ami le socialiste-révolutionnaire Savinkov promettaient en août 1917 à tous les dirigeants des soviets et aux présidents des comités de soldats : la pendaison ou l'exécution... L'ordre bourgeois aurait régné à Moscou, comme il régnera à Berlin. Mais, pour nos auteurs, il est le seul légitime : Kostikov l'affirme avec une certaine naïveté :

*« L'expérience de l'Europe montre que seule une société civile pluraliste fondée sur un consensus social est capable d'assurer la paix, la tranquillité et la prospérité aux citoyens. »*

Miller lui répond :

*« Cela sonne bien, n'est-ce pas ? Mais un fait important est laissé de côté dans l'expérience historique de l'Europe, c'est que la "société civile pluraliste" a été le résultat de nombreuses révoltes et de décennies d'une lutte de classes acharnée. »*

Kostikov « oublie » aussi le nazisme, le fascisme italien, les régimes parafascistes des pays d'Europe centrale, la solution finale du problème juif et les quarante-cinq millions de morts de la boucherie de la Deuxième Guerre mondiale. Mais sans doute, pour ce spécialiste de la « morale universelle » au nom de laquelle des milliers de folliculaires condamnent aujourd'hui les bolcheviks et Lénine, cette forme de violence des Etats bourgeois est-elle légitime — et donc non violente ?

Il faut à toute cette entreprise de dénonciation de Lénine et du bolchevisme (c'est-à-dire en dernière analyse du marxisme) un fondement théorique. Soljenitsyne, le maître à penser des pourfendeurs de la violence bolchevique, ne

peut satisfaire en ce domaine que ceux qui se contentent pour leurs imprécations dominicales des Dix Commandements de Moïse, joyeusement bafoués au cours de toute l'histoire de l'humanité par ceux-là mêmes qui s'y réfèrent chaque jour et prosternent devant eux leur colonne vertébrale. Il alimente le tout-venant d'une prose journalistique qui affirme : la violence engendre la violence, le mal engendre le mal, et multiplie les variations sur la phrase de Dostoïevski : « *Le bonheur de l'humanité ne saurait justifier les larmes d'un seul enfant.* » (par ailleurs, l'écrivain soutenait le régime tsariste que la perspective de faire couler les larmes d'un enfant ne rebutait guère dans ses très chrétiennes exactions, par exemple lors de la répression sauvage du soulèvement polonais de 1863 par le très pieux général Mouraviev, dit « *le pendeur* »).

## A LA RECHERCHE D'ARGUMENTS THÉORIQUES

Certains cherchent à fournir des réponses théoriques plus poussées. Distinguons parmi eux — parce qu'il donne le ton général des efforts les plus sérieux, même s'ils ne sont pas très neufs — Iouri Bourtine, auteur d'un long article intitulé « *Le talon d'Achille de la théorie de Marx* » (*Oktiabr* du 2 décembre 1989). Selon Bourtine, l'erreur de Marx et d'Engels est d'avoir « *absolutisé* » l'analyse, à l'époque très pertinente, qu'ils ont faite du capitalisme ; en l'absolutisant ils ont sous-estimé les capacités du capitalisme à régler ses problèmes et donc à perdurer. « *Lénine a répété (ou perpétué) l'erreur essentielle de la théorie historique de Marx.* » Ce faisant, il a aussi répété et perpétué les deux faiblesses (les deux talons d'Achille) de la théorie marxiste, à savoir la négation par Marx et Engels « *des deux leviers du progrès* » : le marché et la concurrence d'un côté, la démocratie de l'autre.

Bref, Bourtine déplace le problème du champ de la morale, où tant de publicistes le placent, à celui de l'analyse du

capitalisme et de ses perspectives. En réalité pour Bourtine, “l'erreur” de Lénine ce n'est pas telle ou telle décision politique, c'est l'analyse qu'il donne de l'évolution du capitalisme dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Bourtine, pour nous montrer à quel point le capitalisme s'est amélioré, assoupli, perfectionné, résume une nouvelle de Jack London de 1906. Un gamin de 12 ans se gorge de café le matin avant de partir à l'usine où il va accomplir 36 000 fois le même geste indispensable pour percevoir le salaire indispensable à sa famille... Lénine a vu le développement du capitalisme dans ce sens-là. Or, dit Bourtine :

« *Du vivant même de Lénine, le capitalisme est entré dans une phase de stabilisation, et après la Deuxième Guerre mondiale (un détail, dirait l'autre !?) il est entré dans un nouveau stade “post-impérialiste” de son développement, qui a exclu toute perspective quelque peu vraisemblable de révolution, sinon pour toujours, du moins pour tout l'avenir envisageable.* » (*Oktiabr*, novembre 1989).

Là est le cœur de la question : Lénine a tort parce que le capitalisme a encore de très beaux jours et pour longtemps devant lui. Bref, Lénine a tort quand il définit l'évolution du capitalisme mondial comme aboutissant à l'impérialisme (voir à ce sujet, dans ce même numéro, l'article de François Forgue).

Bourtine a une vision à courte vue, une vue statique et purement européenne du capitalisme et de l'économie de marché. Une vue mondiale, même rapide, lui révélerait que dans la majorité des pays capitalistes son héros de Jack London correspond à une réalité, bien vivante, à moins qu'il ne soit purement et simplement chômeur à vie.

Les grands pays impérialistes ne maintiennent leur « *développement économique* » que grâce au développement vertigineux de secteurs purement parasitaires (les narcodollars, la spéculation financière, l'armement) et une surexploitation des pays dits en voie de développement écrasés par les intérêts d'une dette qu'ils ne peuvent rembourser

même en réduisant leurs peuples à la faim, forme de violence qui n'émeut nullement les pourfendeurs attirés de la « violence bolchevique » et de « l'amoralisme léniniste ». Le capitalisme condamne la majorité de la planète à une putréfaction qui menace l'existence même de peuples entiers.

L'ouverture des pays de l'Est au capitalisme y révèle de façon brutale sa véritable dynamique dont les travailleurs polonais subissent déjà les conséquences brutales : fermetures massives d'entreprises, licenciements, baisse des salaires, contraction des échanges marchands. Leszek Balcerowicz, le ministre des Finances polonais, grand théoricien de la politique économique gouverne-

mentale, a déclaré au congrès de Solidarité, le 24 avril 1990 :

*« Je sais qu'on est à la limite de la résistance de la population, mais tout programme implique à court terme (?) une profonde dégradation des conditions de vie (...). Le tout est de savoir si l'on veut une économie de marché, avec ses avantages et ses inconvénients. »*

Voilà qui est aussi clair que cynique.

C'est au nom de la mise en œuvre d'une politique semblable d'adaptation aux mécanismes prétendument florissants du capitalisme que se mène aujourd'hui en URSS — l'article de Bourtine le montre — l'offensive contre Lénine et le bolchevisme.

Jean-Jacques Marie

## LA VERITE

**Revue théorique du comité central du PCI**  
**Paraît tous les semestres**

**FRANCE :**

- 1 an : 4 numéros**
- pli ouvert : 80 F
- pli fermé : 120 F

## TRIBUNE INTERNATIONALE

**Journal politique de « IV<sup>e</sup> Internationale  
(Centre international de reconstruction) »**

**Paraît deux fois par trimestre**

**FRANCE :**

- 1 an : 8 numéros**
- pli ouvert : 100 F
- pli fermé : 150 F

**Une formule d'abonnement groupé :**

### **LA VERITE et TRIBUNE INTERNATIONALE**

- Pour 1 an : 4 numéros de La Vérité  
8 numéros de Tribune internationale
- pli ouvert : 150 F
  - pli fermé : 220 F

Chèque ou mandat à l'ordre de : La Vérité - Tribune internationale  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris

## BOLCHEVISME ET STALINISME

### (Sur les racines historiques et théoriques de la IV<sup>e</sup> Internationale)

« *Bolchevisme et stalinisme* » est un article de Léon Trotsky daté du 29 août 1937, qui parut en janvier 1938 dans la revue *Quatrième Internationale*.

Il figure dans le tome 14 des *Oeuvres* (introduction et notes de Pierre Broué).

Willi Schlamm, avec qui Trotsky polémique dans cet article, avait été un dirigeant du Parti communiste autrichien dont il avait été exclu en 1929.

Cet article est écrit à un moment où le stalinisme apparaît comme triomphant et où il perpétue contre la classe ouvrière d'URSS et du monde les crimes les plus odieux. Rares sont les voix — comme par exemple celle d'André Breton en France — qui s'élèvent contre le stalinisme au faîte de sa puissance.

Au-delà de la lucidité de l'analyse du stalinisme et même des questions essentielles de méthode que Trotsky traite dans cet article, son intérêt tout particulier est exprimé dans son sous-titre : « *Sur les racines historiques et théoriques de la IV<sup>e</sup> Internationale* ».

Il ne s'agit donc pas seulement de rétablir la vérité, de démontrer en quoi « bolchevisme » et « stalinisme » sont inconciliables. Pour Trotsky, il s'agit de réaffirmer que le combat pour la IV<sup>e</sup> Internationale procède historiquement et théoriquement du bolchevisme dont il est la continuation.

Il donne ainsi tout son contenu à la dénomination qu'avaient choisie les partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale : « *Les bolcheviks-léninistes* ».

---

Les époques réactionnaires comme la nôtre non seulement désagrègent et affaiblissent la classe ouvrière en isolant son avant-garde, mais abaissent également le niveau idéologique général du mouvement en rejetant la pensée politique loin en arrière, à des étapes depuis longtemps dépassées. Dans ces conditions, la tâche de l'avant-garde est avant tout de ne pas se laisser entraîner par ce reflux : elle doit aller contre le courant. Si un rapport de forces défavorable ne permet pas de conserver des positions politiques précédemment conquises, elle doit au moins se maintenir sur les positions idéologiques car c'est en elles que se concentre l'expérience chèrement payée du passé. Une telle politique passera sans doute pour du "sectarisme" aux yeux des sots. En réalité, elle est l'unique moyen de préparer un nouveau bond en avant gigantesque avec le prochain flux historique.

#### Réaction contre le marxisme et le communisme

Les grandes défaites politiques provoquent inévitablement une révision des valeurs, laquelle se réalise généralement selon une direction double. D'une part, enrichie par l'expérience de la défaite, la véritable avant-garde défend bec et ongles l'héritage de la pensée révolutionnaire et, sur cette base, s'efforce d'éduquer de nouveaux cadres pour les luttes de masse à venir. D'autre part, les routiniers, les centristes et les dilettantes effrayés par la défaite font de leur mieux pour détruire

l'autorité de la tradition révolutionnaire et revenir loin en arrière, à la recherche d'une "Foi nouvelle".

On pourrait citer quantité d'exemples de réaction idéologique prenant le plus souvent la forme de la prostration. Toute la littérature de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationale, comme celle de leurs satellites du bureau de Londres, consiste au fond en exemples de ce genre. Pas une trace d'analyse marxiste. Pas une tentative sérieuse d'éclairer la cause de la défaite. Pas un mot nouveau sur l'avenir. Rien que clichés, routine, mensonge et surtout souci de sauvegarder leur propre position bureaucratique. Il suffit de respirer cinq lignes de quelque Hilferding ou Otto Bauer pour connaître cette pourriture. Des théoriciens du Comintern, mieux vaut ne pas parler. Le célèbre Dimitrov est ignorant et banal comme un boutiquier devant un verre de bière. Les cerveaux de ces gens sont trop paresseux pour qu'ils renient le marxisme : ils le prostituent. Mais ce ne sont pas pour l'instant les seuls qui nous intéressent. Venons-en aux "novateurs".

L'ancien communiste autrichien Willi Schlamm a consacré aux procès de Moscou un petit livre sous le titre expressif de *La Dictature du Mensonge*. Schlamm est un journaliste de talent qui s'intéresse avant tout aux questions d'actualité. Sa critique de l'imposture de Moscou, ainsi que sa mise à nu de la mécanique psychologique des "aveux volontaires" sont excellentes. Mais il ne s'en tient pas là et prétend fonder une nouvelle théorie du socialisme qui donnerait pour l'avenir des garanties contre les défaites et les impostures. Mais, comme Schlamm n'est nullement un théoricien et est même, semble-t-il, peu familiarisé avec l'histoire du développement du socialisme, il en revient complètement, sous couleur de chercher des nouveautés, au socialisme d'avant Marx et, qui plus est, à sa variété allemande, c'est-à-dire la plus arriérée, la plus douceâtre et la plus fade. Schlamm renonce à la dialectique, à la lutte de classes, pour ne pas parler de la dictature du prolétariat. La tâche de la transformation de la société se réduit, pour lui, à réaliser quelques vérités "éternelles" de la morale dont il s'applique dès maintenant, en régime capitaliste, à imprégner l'humanité.

La revue de Kerensky, *Novaia Rossiia* – une vieille revue de province russe qui paraît maintenant à Paris – a accueilli avec joie et même fierté la tentative de Willi Schlamm de sauver le socialisme par une inoculation de lymphé morale : ainsi que conclut justement la rédaction, Schlamm en est arrivé aux principes du socialisme russe authentique qui, depuis longtemps déjà, a opposé à la sèche et rude lutte des classes les principes sacrés de la foi, de l'espoir et de l'amour. L'originalité de la doctrine des social-révolutionnaires russes ne constitue certes, dans ses prémisses idéologiques, qu'un retour au socialisme allemand d'avant mars 1848, mais il serait vraiment injuste de demander à Kerensky de connaître mieux que Schlamm l'histoire des idées. Il est infiniment plus important que Kerensky, lequel est aujourd'hui solidaire de Schlamm, ait été, en sa qualité de chef du gouvernement, l'instigateur de la persécution des bolcheviks comme agents de l'état-major allemand, c'est-à-dire qu'il ait organisé les mêmes impostures contre lesquelles Schlamm mobilise maintenant des absous métaphysiques mangés aux mites.

Le mécanisme psychologique de la réaction intellectuelle de Schlamm et de ses pareils n'est pas le moins du monde compliqué. Ces gens ont pris part, pendant un temps, à un mouvement politique qui ne jurait que par la lutte de classes et qui, en paroles sinon en pensée, faisait appel au matérialisme dialectique. En Autriche comme en Allemagne, cela s'est terminé par une catastrophe. Schlamm en tire une conclusion sommaire : voilà où ont conduit la lutte de classes et la dialectique ! Et comme le choix des révélations est limité par l'expérience historique et... les connaissances personnelles de chacun, notre réformateur à la recherche d'une Foi tombe sur ce baluchon d'oripeaux qu'il oppose bravement, non seulement au bolchevisme mais aussi au marxisme.

A première vue, le type de réaction idéologique que présente Schlamm

semble trop primitif (de Marx à... Kerensky) pour valoir la peine qu'on s'y arrête. Mais en réalité c'est une réaction très instructive : c'est justement à cause de son caractère primitif qu'elle représente le dénominateur commun de toutes les autres formes de réaction et avant tout de celle qui s'exprime par la dénonciation globale du bolchevisme.

### **"Retour au marxisme"**

Le marxisme a trouvé son expression historique la plus élevée dans le bolchevisme. C'est sous le drapeau du bolchevisme qu'à été remportée la première victoire du prolétariat et fondé le premier Etat ouvrier. Rien, jamais, n'effacera de l'Histoire ces faits. Mais comme la révolution d'Octobre a abouti présentement au triomphe de la bureaucratie avec son système de répression, de pillage et d'imposture — à la "dictature du mensonge", selon l'heureuse expression de Schlamm —, bien des esprits formalistes et superficiels sautent brutalement à la conclusion sommaire qu'on ne peut pas lutter contre le stalinisme sans rejeter le bolchevisme. Schlamm, on le sait, va plus loin : le bolchevisme, qui a dégénéré en stalinisme, est lui-même issu du marxisme, on ne peut par conséquent lutter contre le stalinisme en demeurant sur la base du marxisme. D'autres, moins conséquents, mais plus nombreux, disent au contraire : "Il faut revenir du bolchevisme au marxisme." Comment ? A quel marxisme ? Avant de faire "faillite" sous la forme du bolchevisme, le marxisme avait déjà échoué sous la forme de la social-démocratie. Le mot d'ordre de "retour au marxisme" signifie-t-il donc un bond par-dessus la II<sup>e</sup> et la III<sup>e</sup> Internationale... vers la I<sup>e</sup> ? Mais celle-ci a échoué en son temps. Il s'agit donc en dernière analyse de... revenir au œuvres complètes de Marx et d'Engels.

Ce bond héroïque, on peut le faire sans sortir de son bureau ni même quitter ses pantoufles. Mais ensuite, comment passer de nos classiques (Marx est mort en 1883, Engels en 1895) aux tâches de notre temps, en laissant de côté plusieurs décennies de luttes théoriques et politiques dont le bolchevisme et la révolution d'Octobre ? Aucun de ceux qui proposent de rejeter le bolchevisme comme une tendance historiquement "faillie" n'a indiqué la voie nouvelle. Tout se ramène au simple conseil d'étudier *Le Capital*. Rien à objecter. Mais les bolcheviks aussi ont étudié *Le Capital*, et pas les yeux fermés. Et cela n'a pas empêché pourtant la dégénérescence de l'Etat soviétique ni la mise en scène des procès de Moscou. Alors, que faire ?

### ***Le bolchevisme est-il responsable du stalinisme ?***

Est-il vrai pourtant que le stalinisme soit le produit légitime du bolchevisme, comme le croit toute la réaction, comme le confesse Staline lui-même, comme le pensent les mencheviks, les anarchistes et certains doctrinaires de gauche qui se croient marxistes ? "Nous l'avons toujours dit, affirment-ils, après avoir commencé par interdire les autres partis socialistes, réprimer les anarchistes et établi la dictature bolchevique sur les soviets, la révolution d'Octobre ne pouvait se terminer qu'en dictature de la bureaucratie. Staline est la continuation et aussi la faillite du lé ninisme."

La faille dans ce raisonnement commence avec l'identification tacite entre le bolchevisme, la révolution d'Octobre et l'Union soviétique. Le processus de lutte historique entre des forces hostiles est alors remplacé par l'évolution du bolchevisme dans un vase clos. Or le bolchevisme n'est qu'une tendance politique, étroitement liée à la classe ouvrière mais qui ne s'identifie nullement à elle. Et, en plus de la classe ouvrière, il y a en U.R.S.S. plus de cent millions de paysans, des nationalités

diverses, un héritage d'oppression, de misère et d'ignorance. L'Etat construit par les bolcheviks ne reflète pas leurs seules pensée et volonté, mais aussi le niveau culturel du pays, la composition sociale de la population, la pression de son passé barbare et du non moins barbare impérialisme mondial. Représenter le processus de la dégénérescence de l'Etat soviétique comme s'il s'agissait de l'évolution du seul bolchevisme, c'est ignorer la réalité sociale au nom d'un seul de ses éléments en l'isolant de façon purement logique. Il suffit de mettre le doigt sur cette erreur élémentaire pour qu'il n'en reste plus trace.

Le bolchevisme, en tout cas, ne s'est jamais identifié lui-même ni à la révolution d'Octobre, ni à l'Etat soviétique qui en est issu. Le bolchevisme se considérait comme l'un des facteurs de l'Histoire, son facteur "conscient" – très important certes, mais pas décisif. Nous n'avons jamais péché par subjectivisme historique. Nous voyions le facteur décisif – sur la base de l'état donné des forces productives – dans la lutte des classes, non seulement à l'échelle nationale mais aussi à l'échelle internationale.

Quand les bolcheviks faisaient des concessions aux aspirations petites-bourgeoisies des paysans à la propriété privée, quand ils fixaient des règles strictes à l'entrée dans leur parti, quand ils épuraient des éléments étrangers, quand ils interdisaient les autres partis, quand ils introduisaient la Nep, quand ils cédaient des entreprises sous forme de concessions, ils tiraient des conclusions particulières de ce fait fondamental qui était à leurs yeux théoriquement clair depuis le début, à savoir que la conquête du pouvoir, quelle que soit son importance en soi, ne fait nullement du parti le maître tout-puissant du processus historique. Maître de l'Etat, le parti peut indiscutablement influencer le développement de la société avec une force impossible à atteindre jusque-là ; mais en revanche, il est lui-même soumis à une pression dix fois plus grande de la part de tous les autres éléments de cette société. Il peut être chassé du pouvoir sous les coups directs des forces hostiles. Si l'évolution traîne plus, il peut dégénérer de l'intérieur tout en se maintenant au pouvoir. C'est précisément cette dialectique du processus historique que ne comprennent pas les logiciens sectaires qui cherchent dans la décadence de la bureaucratie stalinienne un argument définitif contre le bolchevisme.

Au fond, ces messieurs disent : le parti révolutionnaire qui n'apporte pas avec lui des garanties contre sa propre dégénérescence est mauvais. Avec ce critère-là, le bolchevisme est naturellement condamné : il ne détient aucun talisman. Mais c'est le critère lui-même qui est faux. La pensée scientifique exige une analyse concrète : comment et pourquoi le parti a-t-il dégénéré ? Personne jusqu'à présent n'a fait cette analyse, sauf les bolcheviks eux-mêmes. Pour ce faire, ils n'ont pas eu besoin de rompre avec le bolchevisme. C'est au contraire dans son arsenal qu'ils ont trouvé tout le nécessaire pour éclairer sa destinée. Ils en ont tiré la conclusion suivante : bien entendu, le stalinisme est "sorti" du bolchevisme, mais il en est sorti non de façon logique, mais de façon dialectique : il n'est pas son affirmation révolutionnaire, mais sa négation thermidorienne. Et ce n'est pas du tout la même chose.

### ***Le pronostic fondamental du bolchevisme***

Les bolcheviks n'ont cependant pas eu besoin d'attendre les procès de Moscou pour expliquer les raisons de la désintégration du parti dirigeant de l'U.R.S.S. Depuis longtemps ils avaient prévu et commenté la possibilité théorique de ce développement. Souvenons-nous du pronostic des bolcheviks, pas seulement à la veille de la révolution d'Octobre, mais des années auparavant. L'alignement spécifique des forces à l'échelle nationale et internationale ouvre, pour la première fois, au prolétariat, la possibilité d'arriver au pouvoir dans un pays comme la Russie. Mais ce même alignement des forces donne par avance la certitude que, sans une

victoire plus ou moins rapide du prolétariat dans les pays avancés, le gouvernement ouvrier ne se maintiendra pas en Russie. Livré à lui-même, le régime soviétique tombera ou dégénérera. Ou, plus exactement, il commencera par dégénérer pour tomber ensuite. J'ai écrit personnellement à plusieurs reprises sur cette question, et dès 1905. Dans mon livre *Histoire de la Révolution russe* (cf. dans le dernier tome l'appendice "Le socialisme dans un seul pays") sont réunies les déclarations à ce sujet des dirigeants bolcheviques entre 1917 et 1923. Toutes conduisent à une seule conclusion : sans révolution en Occident, le bolchevisme sera liquidé, soit par la contre-révolution intérieure, soit par l'intervention étrangère ou par la combinaison des deux. Lénine en particulier a répété avec insistance que la bureaucratisation du régime soviétique n'était pas une question technique ou d'organisation, mais le début possible de la dégénérescence de l'Etat ouvrier.

Au XI<sup>e</sup> congrès du parti, en mars 1922, Lénine parla du "soutien" offert à la Russie soviétique au moment de la Nep, par des politiciens bourgeois, en particulier le professeur libéral Oustrialov ; "Je suis pour le soutien du pouvoir des soviets en Russie, dit Oustrialov – bien qu'il soit un cadet, un bourgeois, bien qu'il ait soutenu l'intervention armée – je suis pour le soutien du pouvoir des soviets parce qu'il s'est engagé dans une voie où il roule vers le pouvoir bourgeois ordinaire." Lénine préfère la voix cynique de l'ennemi aux "doucereux mensonges communistes". A sa manière rude et sobre, il met le parti en garde contre le danger : "Disons-le carrément. Les choses dont parle Oustrialov sont possibles, disons-le sans ambages. L'histoire connaît des transformations de tous genres : en politique, compter sur la conviction, le dévouement et autres excellentes qualités morales n'est guère sérieux. Les excellentes qualités morales sont le propre d'un petit nombre : or l'issue historique est décidée par les masses immenses qui, lorsque le petit nombre n'est pas de leur goût, le traitent parfois sans excès de politesse." En un mot, le parti n'est pas l'unique facteur de développement et, sur une échelle historique plus grande, il n'est pas le seul décisif.

"Il arrive qu'un peuple en subjugue un autre", poursuivait Lénine au cours du même congrès, le dernier auquel il ait participé. "Voilà qui est simple et compréhensible pour chacun. Mais qu'advent-il de la culture de ces peuples ? Cela n'est pas si simple. Si le peuple conquérant est plus cultivé que le peuple vaincu, il lui impose sa culture ; dans le cas contraire, il arrive que c'est le vaincu qui impose sa culture au conquérant. Ne s'est-il pas produit quelque chose de pareil dans la capitale de la R.S.F.S.R. et n'est-il pas arrivé ici que 4700 communistes (presque toute une division et des meilleurs) ont été soumis à une culture étrangère ?" (Lénine, *Oeuvres*, tome XXXIII).

Ceci fut dit au début de 1922 et ce n'était pas la première fois. L'histoire n'est pas faite par quelques hommes, même "les meilleurs". Et ce n'est pas tout : ces "meilleurs" peuvent dégénérer dans le sens d'une culture étrangère, c'est-à-dire bourgeoise. Non seulement l'Etat soviétique peut quitter la voie socialiste, mais le parti bolchevique, lui aussi, peut, dans des conditions historiques défavorables, perdre son bolchevisme.

C'est de la claire compréhension de ce danger qu'est née l'Opposition de gauche, définitivement constituée en 1923. Relevant, jour après jour, les symptômes de dégénérescence, elle essaya d'opposer au Thermidor grandissant la volonté consciente de l'avant-garde prolétarienne. Ce facteur subjectif s'est pourtant révélé insuffisant. Les "grandes masses" qui, selon Lénine, décident de l'issue de la lutte, étaient fatiguées des privations à l'intérieur et d'avoir attendu trop longtemps la révolution mondiale. Les masses ont perdu leur moral. La bureaucratie a pris le dessus. Elle a maîtrisé l'avant-garde prolétarienne, foulé aux pieds le marxisme, prostitué le parti bolchevique. Le stalinisme l'a emporté. Sous la forme de l'Opposition

de gauche, le bolchevisme a rompu avec la bureaucratie soviétique et son Comintern. Tel fut le cours réel du développement.

Bien sûr, au sens formel, le stalinisme est bien sorti du bolchevisme. Même aujourd'hui la bureaucratie de Moscou continue à s'intituler parti bolchevique. Elle n'utilise la vieille étiquette que pour mieux tromper les masses. Et ils n'en sont que plus pitoyables, ces théoriciens qui prennent l'écorce pour le noyau et l'apparence pour la réalité. En identifiant bolchevisme et stalinisme, ils rendent le plus grand service possible aux Thermidoriens et, justement ce faisant, jouent un rôle clairement réactionnaire.

Du fait de l'élimination de tous les autres partis de l'arène politique, les intérêts et tendances antagonistes des différentes couches de la population devaient, à un degré ou à un autre, trouver une expression dans le parti dirigeant. Dans la mesure où le centre de gravité politique passait de l'avant-garde prolétarienne à la bureaucratie, le parti a changé de structure sociale comme d'idéologie. Du fait de la marche impétueuse du développement, il a subi, dans les quinze dernières années, une dégénérescence bien plus radicale que celle qu'avait subie la social-démocratie pendant un demi-siècle. La purge actuelle trace, entre bolchevisme et stalinisme, non pas une simple ligne de sang, mais une vraie rivière de sang. L'extermination de toute la vieille génération des bolcheviks, d'une partie importante de la génération intermédiaire qui a pris part à la guerre civile et de la partie de la jeunesse qui prenait au sérieux les traditions bolcheviques, démontre qu'il n'y a pas seulement entre le bolchevisme et le stalinisme une incompatibilité politique, mais aussi incompatibilité physique profonde. Comment peut-on ne pas le voir ?

### ***Stalinisme et "Socialisme d'Etat"***

Les anarchistes, quant à eux, veulent voir dans le stalinisme le produit organique, non seulement du bolchevisme et du marxisme, mais du "socialisme d'Etat" de façon générale. Ils veulent bien remplacer la patriarcale "fédération de communes libres" de Bakounine par la plus moderne fédération des soviets libres. Mais, comme auparavant, ils sont contre un pouvoir d'Etat centralisé. En effet, une branche du marxisme "d'Etat", la social-démocratie, est devenue un agent ouvert du capitalisme après être arrivée au pouvoir. L'autre a donné naissance à une nouvelle caste privilégiée. Il est évident que la source du mal réside dans l'Etat.

D'un vaste point de vue historique, il y a dans ce raisonnement un grain de vérité. L'Etat, en tant qu'appareil de contrainte, constitue incontestablement une source d'infection politique et morale. Et, comme l'expérience l'a montré, c'est également vrai de l'Etat ouvrier. On peut, par conséquent, dire que le stalinisme est un produit d'une condition de la société dans laquelle celle-ci était encore incapable d'échapper à la camisole de force de l'Etat. Mais cette situation, qui ne comprend aucun élément permettant d'apprécier le bolchevisme ou le marxisme, caractérise seulement le niveau culturel général de l'humanité et, par-dessus tout, le rapport de forces entre prolétariat et bourgeoisie. Etant d'accord avec les anarchistes sur le fait que l'Etat, même ouvrier, est le sous-produit de la barbarie de classe et que l'histoire humaine réelle commencera avec l'abolition de l'Etat, nous nous trouvons encore devant la question posée dans toute sa force : quelles voies, quelles méthodes conduiront, définitivement, à l'abolition de l'Etat ? L'expérience récente démontre que ce ne sont certainement pas les méthodes de l'anarchisme.

Les dirigeants de la C.N.T., la seule organisation anarchiste importante dans le monde, sont devenus au moment critique des ministres bourgeois<sup>1</sup>. Ils ont expliqué cette trahison ouverte de la théorie anarchiste par la pression de "circonstances exceptionnelles". Mais les dirigeants de la social-démocratie allemande n'ont-ils pas, en leur temps, invoqué cette même excuse ? Naturellement une guerre civile n'est pas une circonstance pacifique et ordinaire, mais une "circonstance exceptionnelle". Toute organisation révolutionnaire sérieuse, cependant, se prépare précisément pour des "circonstances exceptionnelles". L'expérience de l'Espagne a une fois de plus démontré qu'on peut "nier" l'Etat dans des brochures publiées dans des "circonstances normales"<sup>2</sup> avec la permission de l'Etat bourgeois, mais que les conditions de la révolution ne laissent pas de place à une "négation" de l'Etat : elles exigent au contraire la conquête de l'Etat. Loin de nous l'intention de blâmer les anarchistes pour n'avoir pas aboli l'Etat d'un trait de plume. Un parti révolutionnaire, même après avoir pris le pouvoir (ce dont les anarchistes ne sont pas capables malgré l'héroïsme des ouvriers anarchistes), n'est encore nullement le maître tout-puissant de la société. En revanche, nous blâmons sévèrement la théorie anarchiste qui semblait convenir parfaitement aux temps de paix, mais qu'il a fallu abandonner très vite dès qu'ont commencé les "circonstances exceptionnelles" de... la révolution. Il y avait certainement autrefois des généraux – peut-être y en a-t-il encore – qui considéraient que le pire pour une armée, c'était la guerre. Ils appartiennent à la même famille, ces révolutionnaires qui se plaignent que la révolution dévalorise leur doctrine.

Les marxistes sont pleinement d'accord avec les anarchistes en ce qui concerne le but final : la liquidation de l'Etat. Les marxistes ne sont "étatistes" que dans la mesure où l'on ne peut abolir l'Etat simplement en l'ignorant. L'expérience du stalinisme ne réfute pas l'enseignement du marxisme, mais le confirme *a contrario*. La doctrine révolutionnaire qui enseigne au prolétariat à s'orienter correctement dans des situations données et à les mettre à profit, ne comporte évidemment aucune garantie automatique de victoire. Mais la victoire n'est possible que grâce à son application. De plus, il ne faut pas se représenter la victoire sous la forme d'un événement isolé. Il faut la considérer dans la perspective d'une époque historique. Le premier Etat ouvrier – sur une base économique médiocre et encerclé par l'impérialisme – a été transformé en gendarmerie du stalinisme. Mais le véritable bolchevisme a déclaré à cette gendarmerie une guerre à mort. Pour se maintenir, le stalinisme est maintenant obligé de mener une *guerre civile* ouverte contre le bolchevisme, baptisé "trotskysme", pas seulement en U.R.S.S., mais également en Espagne. Le vieux parti bolchevique est mort, mais le bolchevisme relève partout la tête.

Faire procéder le stalinisme du bolchevisme, c'est comme faire procéder, dans un sens plus large, la contre-révolution de la révolution. La pensée libérale-conservatrice et, plus tard, réformiste a toujours été caractérisée par ce cliché. Du fait de la structure de classe de la société, les révolutions ont toujours produit des contre-révolutions. Cela n'indique-t-il pas, demande le logicien, qu'il y a quelque faille interne dans la méthode révolutionnaire ? Pourtant, ni les libéraux ni les réformistes ne sont encore arrivés à inventer une méthode plus "économique". Mais, s'il n'est pas facile de rationaliser un processus historique vivant, il n'est en revanche pas difficile de donner une interprétation rationnelle de l'alternance de ses vagues, et ainsi, par la logique pure, de faire procéder le stalinisme du "socialisme d'Etat", le fascisme du marxisme, la réaction de la révolution, en un mot, l'antithèse de la thèse. Dans ce

1. Des dirigeants de la Confederacion Nacional del Trabajo, (C.N.T.), anarchosyndicalistes, avaient accepté des postes dans le gouvernement espagnol de Front populaire en novembre 1936.

domaine comme dans bien d'autres, la pensée anarchiste est prisonnière du rationalisme libéral. Une véritable pensée révolutionnaire est impossible sans dialectique.

### **Les "péchés" politiques du bolchevisme comme source du stalinisme.**

Les arguments des rationalistes revêtent parfois au moins de l'extérieur un aspect plus concret. Ils ne font pas procéder le stalinisme du bolchevisme dans son ensemble mais de ses péchés politiques<sup>2</sup>. Les bolcheviks, selon Gorter, Pannekoek, certains "spartakistes" allemands et d'autres, ont remplacé la dictature du prolétariat par la dictature du parti : Staline a remplacé la dictature du parti par la dictature de la bureaucratie. Les bolcheviks ont détruit tous les partis sauf le leur ; Staline a étranglé le parti bolchevique dans l'intérêt de la clique bonapartiste. Les bolcheviks ont fait des compromis avec la bourgeoisie ; Staline est devenu son allié et son soutien. Les bolcheviks ont défendu la nécessité de participer aux vieux syndicats et aux parlements bourgeois ; Staline s'est fait l'ami de la bureaucratie syndicale et de la démocratie bourgeoise. On peut, tant qu'on veut, poursuivre ces comparaisons. En dépit de leur portée apparente, elles sont complètement vides.

Le prolétariat ne peut prendre le pouvoir qu'à travers son avant-garde. En soi, la nécessité d'un pouvoir d'Etat provient de l'insuffisance du niveau culturel des masses et de leur hétérogénéité. C'est au sein de l'avant-garde révolutionnaire, organisée en parti, que se cristallise l'aspiration des masses à obtenir leur émancipation. Sans la confiance de la classe en son avant-garde, sans le soutien de la classe à l'avant-garde, il ne peut pas être question de prise du pouvoir. En ce sens, la révolution et la dictature prolétariennes sont la tâche de la classe tout entière, mais seulement sous la direction de l'avant-garde. Les soviets sont l'unique forme organisée du lien entre l'avant-garde et la classe. C'est seulement le parti qui donne un contenu révolutionnaire à cette forme. C'est démontré par l'expérience positive de la révolution d'Octobre et par l'expérience négative d'autres pays (Allemagne, Autriche, finalement Espagne). Personne n'a montré en pratique ni essayé d'expliquer précisément, par écrit, comment le prolétariat peut s'emparer du pouvoir sans la direction politique d'un parti qui sache ce qu'il veut. La subordination politique, par le parti, des soviets à ses dirigeants n'a pas plus aboli le système soviétique que la domination d'une majorité conservatrice a aboli le système parlementaire britannique.

En ce qui concerne l'*interdiction* des autres partis soviétiques, elle ne découlait d'aucune "théorie" du bolchevisme, mais constituait une mesure de défense de la dictature dans un pays arriéré dévasté, entouré d'ennemis. Pour les bolcheviks, il fut clair, dès le début, que cette mesure, complétée plus tard par l'*interdiction* des fractions à l'intérieur du parti dirigeant lui-même, signalait un énorme danger. La racine de ce danger ne résidait pas cependant dans leur doctrine ou leur tactique, mais dans la faiblesse matérielle de la dictature, dans les difficultés de sa situation intérieure et extérieure. Si la révolution avait vaincu, même en Allemagne

2. Un des représentants les plus typiques de ce genre de pensée est l'auteur français d'un livre sur Staline, B. Souvarine. Les côtés matériel et documentaire de l'œuvre de Souvarine représentent le produit d'une recherche longue et conscientieuse. Cependant la philosophie historique de l'auteur étonne par sa vulgarité. Pour expliquer toutes les mésaventures historiques ultérieures, il recherche les vices internes contenus dans le bolchevisme. L'influence sur le bolchevisme des conditions réelles du processus historique n'existe pas pour lui. M. Taine lui-même, avec sa théorie du "milieu", est plus proche de Marx que Souvarine (Note de Trotsky).

seulement, il n'y aurait plus eu nécessité d'interdire les autres partis soviétiques. Il est absolument indiscutable que la domination d'un parti unique a servi comme point de départ juridique au régime totalitaire stalinien. Mais la raison d'un tel développement ne réside pas dans le bolchevisme ni dans l'interdiction des autres partis comme mesure de guerre temporaire, mais dans la succession des défaites du prolétariat en Europe et en Asie.

Le même est vrai de la lutte avec l'anarchisme. A l'époque héroïque de la révolution, les bolcheviks allaient la main dans la main avec les anarchistes authentiquement révolutionnaires. Nombre d'entre eux passèrent dans les rangs du parti. L'auteur de ces lignes discuta plus d'une fois avec Lénine de la possibilité de concéder aux anarchistes certains territoires dans lesquels, avec le consentement de la population locale, ils pourraient réaliser leur expérience de suppression immédiate de l'Etat. Mais la guerre civile, le blocus et la famine ne laissaient pas place à de tels projets. L'insurrection de Cronstadt ? Mais le gouvernement révolutionnaire ne pouvait naturellement pas "faire cadeau" aux marins insurgés de la forteresse qui protégeait la capitale seulement parce que la révolte réactionnaire des paysans-soldats avait été ralliée par une poignée d'anarchistes douteux. Une analyse historique concrète des événements ne laisse pas la moindre place pour les légendes, bâties sur l'ignorance ou la sentimentalité, concernant Cronstadt, Makhno et autres épisodes de la révolution.

Il ne reste que le fait que les bolcheviks ont, depuis le début, employé non seulement la conviction mais aussi la coercition, souvent très brutalement. Il est également indiscutable que, plus tard, la bureaucratie qui est issue de la révolution, monopolisa à son propre usage le système de coercition. Chaque étape du développement, même des étapes aussi catastrophiques que la révolution et la contre-révolution, découle de l'étape précédente, y a ses racines et lui emprunte certains de ses traits. Les libéraux, y compris les Webb, ont toujours affirmé que la dictature bolchevique n'était qu'une nouvelle version du tsarisme. Ils ferment les yeux sur des "détails" comme l'abolition de la monarchie et de la noblesse, la remise de la terre aux paysans, l'expropriation du capital, l'introduction de l'économie planifiée, l'éducation athéiste, etc. De la même façon, la pensée libérale-anarchiste ferme les yeux sur le fait que la révolution bolchevique, avec toutes ses mesures de répression, signifiait un bouleversement des rapports sociaux dans l'intérêt des masses, tandis que le bouleversement thermidorien stalinien accompagne la transformation de la société soviétique dans l'intérêt d'une minorité privilégiée. Il est clair que, dans l'identification du stalinisme avec le bolchevisme, il n'existe pas une trace de critère socialiste.

### **Questions de théorie**

Un des traits principaux du bolchevisme a été son attitude sévère, exigeante et même querelleuse sur les questions de doctrine. Les vingt-sept tomes des *Œuvres* de Lénine resteront pour toujours comme un exemple de la conscience théorique la plus élevée. Sans cette qualité fondamentale, le bolchevisme n'aurait jamais rempli son rôle historique. A cet égard, le stalinisme, grossier, ignorant et profondément empirique, se situe à l'extrême opposée.

L'Opposition déclarait, il y a plus de dix ans, dans sa plate-forme : "Depuis la mort de Lénine, on a créé toute une série de théories nouvelles, simplement pour justifier théoriquement le fait que le groupe Staline s'éloignait de la voie de la révolution prolétarienne". Il y a seulement quelques jours, un auteur américain, Liston M. Oak, qui a participé à la révolution espagnole, écrivait : "Les staliens sont en fait

aujourd'hui les révisionnistes les plus déterminés de Marx et de Lénine. Bernstein n'avait pas osé aller moitié aussi loin dans sa révision de Marx". C'est tout à fait vrai. On doit seulement ajouter que Bernstein ressentait réellement des besoins théoriques : il a essayé consciemment d'établir un rapport entre les pratiques réformistes de la social-démocratie et son programme. La bureaucratie stalinienne cependant n'a non seulement rien de commun avec le marxisme, mais elle est de façon générale étrangère à toute doctrine et tout système de pensée. Son "idéologie" est profondément imprégnée de subjectivisme policier, sa pratique est l'empirisme de la violence brutale. Par la nature même de ses intérêts essentiels, la caste des usurpateurs est hostile à toute théorie : elle ne peut rendre compte de son rôle social ni à elle-même ni à autrui. Staline révise Marx et Lénine, non par la plume du théoricien, mais avec le talon du G.P.U.

### *La Question de la morale*

Les plaintes sur l'"immoralité" du bolchevisme proviennent surtout de ces nullités prétentieuses dont le bolchevisme a arraché le masque à bon marché. Dans les milieux petits-bourgeois, intellectuels, démocrates, "socialistes", littéraires, parlementaires et autres, se prévalent des valeurs conventionnelles ou un langage conventionnel pour dissimuler l'absence de valeurs. Cette vaste société bigarrée pour la protection mutuelle — "vivre et faire vivre" — ne peut supporter le contact de la lancette marxiste sur sa peau fragile. Les théoriciens, écrivains et moralistes, qui hésitent entre différents camps, pensaient, et continuent à penser, que les bolcheviks exagèrent, avec méchanceté, les divergences, sont incapables de collaborer "loyalement" et troublient par leurs "intrigues" l'unité du mouvement ouvrier. De plus, le centriste sensible et susceptible a toujours pensé que les bolcheviks le "calomniaient" — simplement parce qu'ils allaient jusqu'au bout de ses idées à moitié développées : il n'en avait jamais été lui-même capable. Mais le fait est que c'est seulement cette précieuse qualité, l'attitude irréconciliable à l'égard de tout ce qui est hybride ou évasif, qui peut éduquer un parti révolutionnaire qui ne veut pas être pris à l'improviste par des "circonstances exceptionnelles".

Les qualités morales d'un parti découlent en dernière analyse des intérêts historiques qu'il représente. Les qualités du bolchevisme, l'esprit de sacrifice, le désintéressement, l'audace et le mépris pour tout ce qui est clinquant et faux — les meilleures qualités de la nature humaine ! — découlent de son intransigeance révolutionnaire au service des opprimés. La bureaucratie stalinienne imite aussi dans ce domaine les paroles et les gestes du bolchevisme. Mais quand l'"intransigeance" et l'"inflexibilité" sont appliquées par un appareil policier au service d'une minorité privilégiée, elles deviennent une source de démoralisation et de gangstérisme. On ne peut éprouver que du mépris pour ces messieurs qui identifient l'héroïsme révolutionnaire des bolcheviks avec le cynisme bureaucratique des thermidoriens.

\*

\* \*

Aujourd'hui encore, malgré les dramatiques événements de la récente période, le philistine moyen préfère croire que la lutte entre le bolchevisme (le "trotskysme") et le stalinisme est un conflit d'ambitions personnelles ou, au mieux, un conflit entre deux "nuances" du bolchevisme. L'expression la plus brutale de ce point de vue est donnée par Norman Thomas, dirigeant de l'American Socialist Party : "Il n'y

a pas de raison de croire, écrit-il (*American Socialist Review*, septembre 1937, p. 6) que si Trotsky avait gagné (!) au lieu de Staline, cela aurait signifié la fin des intrigues, des complots et du règne de la peur en Russie". Et cet homme se considère comme... un marxiste. On pourrait dire avec autant de raison : "Il y a peu de raison de croire que si, au lieu de Pie XI, le Saint-Siège avait été occupé par Norman 1<sup>er</sup>, l'Eglise catholique serait devenue un bastion du socialisme".

Thomas n'arrive pas à comprendre qu'il ne s'agit pas d'un match entre Staline et Trotsky mais d'un antagonisme entre la bureaucratie et le prolétariat. La couche qui gouverne en U.R.S.S. est certes obligée, même maintenant, de s'adapter à l'héritage pas encore complètement liquidé de la révolution tout en préparant simultanément par une guerre civile directe (purge sanglante – extermination de masse des mécontents) un changement du régime social. Mais, en Espagne, la clique stalinienne agit déjà ouvertement en tant que rempart de l'ordre bourgeois contre le socialisme. La lutte contre la bureaucratie bonapartiste se transforme sous nos yeux en lutte de classes ; deux univers, deux programmes, deux morales. Si Thomas pense que la victoire du prolétariat socialiste sur la caste infâme des oppresseurs ne régénérerait pas politiquement et moralement le régime soviétique, il ne fait que démontrer qu'en dépit de ses réserves, de ses tergiversations et de ses pieux soupirs, il est en réalité beaucoup plus proche de la bureaucratie stalinienne que des ouvriers.

Comme d'autres dénonciateurs de l'"immoralisme" bolchevique, Thomas n'est simplement pas parvenu à la morale révolutionnaire.

### *Les traditions du bolchevisme et la IV<sup>e</sup> Internationale*

Les "gauchistes" qui tentent d'esquerir le bolchevisme dans leur "retour" au marxisme, se sont généralement bornés à des panacées isolées : boycottage des vieux syndicats, boycottage du parlement, création de soviets "vérifiables". Tout cela pouvait paraître très profond dans la première fièvre de l'avant-guerre. Mais aujourd'hui, à la lumière de l'expérience la plus récente, de telles "maladies infantiles" n'ont même plus l'intérêt de la curiosité. Les Hollandais Gorter et Pannekoek, les "spartakistes" allemands, les bordiguistes italiens n'ont manifesté leur indépendance du bolchevisme qu'en grossissant artificiellement l'un de ses traits et en l'opposant au reste. Mais rien n'est resté en théorie ou en pratique de ces tendances "gauchistes" : une preuve indirecte, mais importante, que le bolchevisme est la seule forme possible du marxisme pour cette époque.

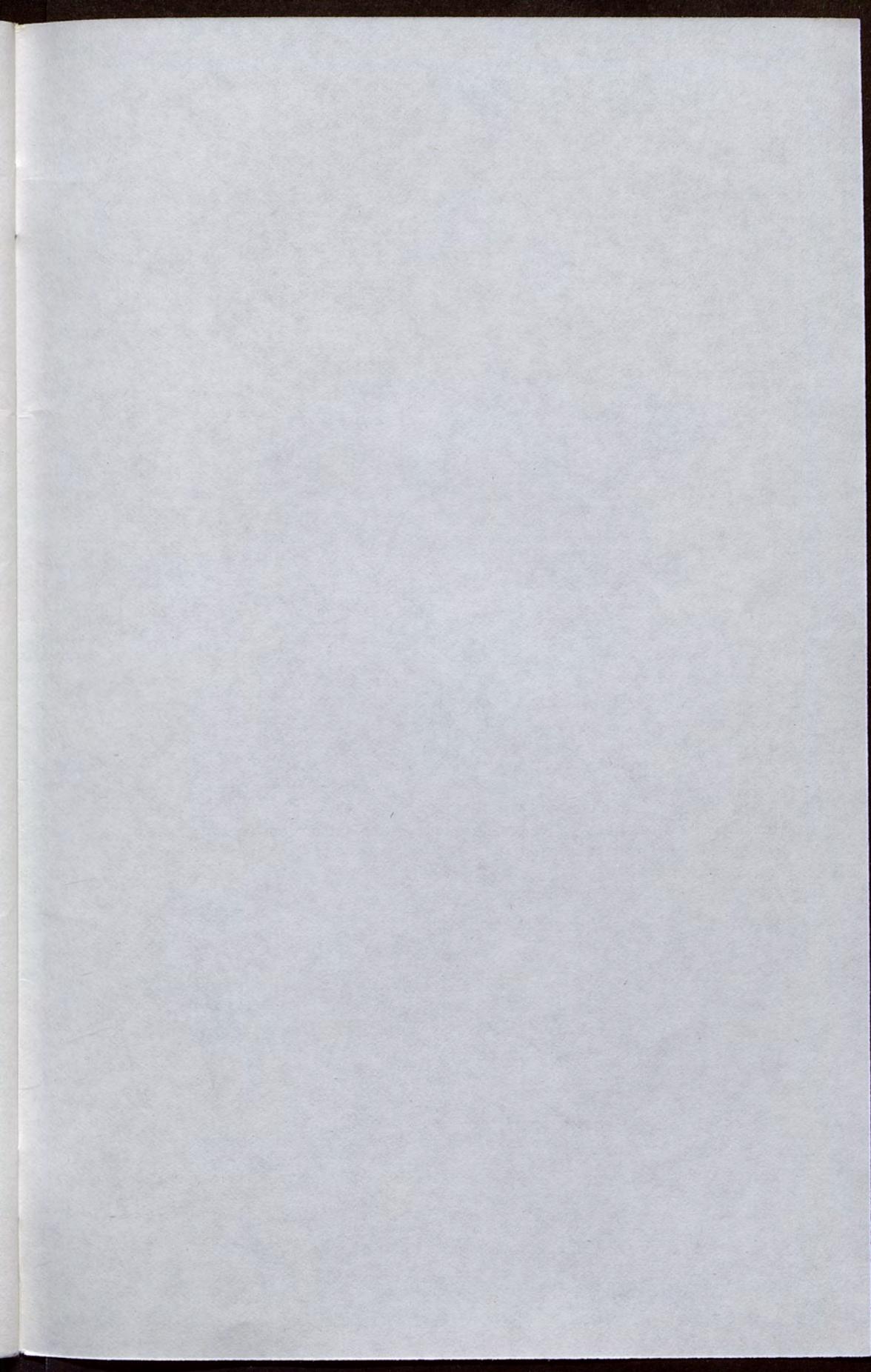
Le parti bolchevique a montré dans l'action la combinaison de l'audace révolutionnaire la plus grande et du réalisme politique. Il a, pour la première fois, établi, entre l'avant-garde et la classe, l'unique rapport qui puisse assurer la victoire. Il a prouvé par l'expérience que l'alliance entre le prolétariat et les masses opprimées de la petite bourgeoisie rurale et urbaine n'est possible qu'à travers la défaite politique des partis petits-bourgeois traditionnels. Le parti bolchevique a montré au monde entier comment mener à bien insurrection armée et prise du pouvoir. Ceux qui opposent l'abstraction des soviets à la dictature du parti devraient comprendre que c'est seulement grâce à la direction bolchevique que les soviets ont été capables de sortir de la boue réformiste et d'atteindre la forme d'Etat du prolétariat. Le parti bolchevique a réalisé au cours de la guerre civile une combinaison correcte de l'art militaire et de la politique marxiste. Même si la bureaucratie stalinienne réussissait à détruire les fondements économiques de la société nouvelle, l'expérience de l'économie planifiée sous la direction du parti bolchevique serait entrée pour toujours dans l'Histoire comme l'un des plus grands enseignements de l'humanité. Seuls

peuvent l'ignorer des sectaires offensés et blessés qui ont tourné le dos au processus historique.

Mais ce n'est pas tout. Le parti bolchevique n'a pu réaliser ce magnifique travail "pratique" que parce qu'il fut à chaque pas éclairé par la théorie. Le bolchevisme n'a pas créé cette théorie : elle lui a été fournie par le marxisme. Mais le marxisme est la théorie du mouvement, pas de la stagnation. Seuls des événements à une échelle historique énorme pouvaient enrichir la théorie elle-même. Le bolchevisme a fait au marxisme une contribution précieuse avec son analyse de l'époque impérialiste comme l'ère des guerres et des révoltes ; de la démocratie bourgeoise à l'époque du déclin de l'impérialisme ; de la corrélation entre la grève générale et l'insurrection ; du rôle du parti, des soviets et des syndicats dans la période de la révolution prolétarienne ; avec sa théorie de l'Etat soviétique, de l'économie de transition, du fascisme et du bonapartisme à l'époque du déclin du capitalisme ; et finalement avec son analyse de la dégénérescence aussi bien du parti bolchevique lui-même que de l'Etat soviétique. Qu'on nous désigne une autre tendance qui ait ajouté quelque chose d'essentiel aux conclusions et aux généralisations du bolchevisme. Théoriquement et politiquement, Vandervelde, De Brouckère, Hilferding, Otto Bauer, Léon Blum, Zyromski, pour ne pas parler du major Attlee et de Norman Thomas<sup>3</sup> vivent des débris dilapidés du passé. La dégénérescence du Comintern s'explique le plus crûment par le fait qu'il est tombé au niveau théorique de la II<sup>e</sup> Internationale. Toutes les variétés de groupes intermédiaires (Independent Labour Party de Grande-Bretagne, P.O.U.M. et leurs semblables) adaptent au petit bonheur, chaque semaine, des fragments de Marx et de Lénine pour leurs besoins courants. Ils ne peuvent rien apprendre aux ouvriers.

Seuls les fondateurs de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui ont fait leur toute la tradition de Marx et de Lénine, ont, vis-à-vis de la théorie, une attitude de sérieux. Les philistins peuvent se gausser de ce que, vingt ans après la victoire d'Octobre, les révolutionnaires aient été de nouveau rejettés en arrière à une préparation modeste de type propagandiste. Les grands capitalistes ont, sur cette question comme sur bien d'autres, des vues bien plus pénétrantes que les petits-bourgeois qui se croient "socialistes" ou "communistes". Ce n'est pas par hasard que la IV<sup>e</sup> Internationale ne quitte pas les colonnes de la presse mondiale. Le brûlant besoin historique d'une direction révolutionnaire promet à la IV<sup>e</sup> Internationale un rythme de croissance exceptionnellement rapide. La plus grande garantie de ses succès à venir réside dans le fait qu'elle n'est pas apparue en dehors de la grande route historique, mais qu'elle est organiquement issue du bolchevisme.

### 3. Il s'agit de dirigeants de la II<sup>e</sup> Internationale.



peuvent l'ouvrir des saillies offensées et blessées qui ont fourni le dos au processus historique.

Mais ce n'est pas tout. Le marxisme n'a pas réalisé ce magnifique travail "pratique" que nous aurions pu espérer par la théorie. Le bolchevisme n'a pas créé cette théorie spéciale qui résulte par le marxisme. Mais le marxisme est la théorie du mouvement, pas de la stagnation. Seuls ces événements à une échelle historique peuvent évidemment faire la théorie elle-même. Le bolchevisme a fait au marxisme une contribution précise avec son analyse de l'époque impérialiste comme être des classes et des régions, de la démocratie ouvrière, à l'époque du socialisme. C'est dans cette période de la coordination entre le parti communiste et l'assassinat des amis et les syndicats dans la période de la révolution russe que sont vues au moins de l'état soviétique, de l'économie de transition, de l'ordre social communiste à l'époque du déclin du capitalisme, et finalement avec l'analyse de la guerre mondiale aussi bien du parti bolchevique lui-même que de l'ensemble. Qu'en nous démontre une autre tendance qui a ajouté quelques choses d'intérêt aux conclusions et aux généralisations du bolchevisme. Thisebach est né pourtant, Vandervelde, De Brouckère, Hiffeling, Otto Braun, Kautsky, Trotski, Poujol, nos amis du parti, Aïfée et de Norman Thomas, tous des hommes d'État du passé. La dégénérescence du Comintern s'explique le plus couramment par le fait qu'il est tombé au niveau théorique de la III<sup>e</sup> Internationale. Ces deux dernières dénominations (Indépendant Labour Party et autres socialistes, P.C.U. et leurs semblables) adhèrent au petit bonheur, change souvent, des fragments de Marx et de Lénine pour leurs besoins courants, ils ne peuvent rien apprendre sans ouvrir.

Seule les fondateurs de la III<sup>e</sup> Internationale, qui ont fait leur toute la tradition de Marx et de Lénine, ont vis-à-vis de la théorie une attitude de sérieux. Les précurseurs peuvent se causer de ce fait dérives après la victoire d'Octobre. Les révolutionnaires peuvent être de nature à faire un certain effort à une préparation modeste de type théorique. Mais pour répondre à la question sur cette question comme sur bien d'autres, il faut faire une petite analyse sur les petits bolcheviks qui se croient "socialistes" et "communistes". Ils croient par hasard que le IV<sup>e</sup> International ne quitte pas leur rang dans la théorie marxiste. Le bolchevism historique d'une direction révolutionnaire croit que le IV<sup>e</sup> Internationale un rythme de croissance exceptionnellement rapide. La très grande partie de ses succès à venir réside dans le fait qu'ils ont une assez bonne idée de la grande route historique, mais qu'ils se croient dans le rang des révolutionnaires.

---

Sur l'origine des divergences au sein du Comintern.

Rédaction et administration :  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris

Directeur : Pierre LAMBERT  
Rédacteur en chef : François FORGUE  
Secrétariat de rédaction : Daniel VIVIERS, Christian FOSTIER

Imprimerie INFOTEC 2000 Paris



---

**Commission paritaire : n° 66926**